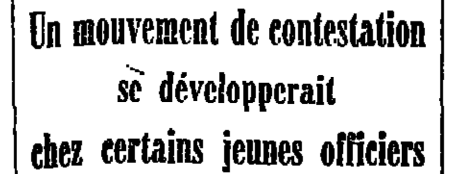
TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9498 | 20 PAGES | DERNIÈRE ÉDITION | DIMANCHE 3 - LUNDI 4 AOUT 1975



Un mouvement de contestation se développerait chez certains jeunes officiers de l'armée espagnole

LIRE PAGE 20



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

APRÈS LA CLOTURE DE LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LES ÉCHANGES EN EUROPE

D'HELSINKI A KAMPALA

Deux continents, l'Europe et l'Afrique, viennent d'offrir le spectacle, au même moment, de leurs chefs d'Etat et de gouvernement siégeant ensemble. On ne pouvait rêver pour ces deux « sommets » de styles plus contrastés. Tandis que le Vieux Continent, renforcé par les Etats-Unis et le Canada, célébrait la grand-messe de la détente, les congressistes de Kampala étalaient leurs désaccords et, parfois même, leurs chamailles. Ils paraissaient expier ainsi l'étrange souci de procédure qui, parce que c'était « son tour », portait l'imprévisible maréchal Amin à la tête d'une grande organisation internationale et convoquait d'importantes assises dans la capitale de son infortuné pays. D'emblée, plusieurs chefs d'Etat avaient refusé de se prêter à ce jeu.

Le seul point sur lequel les participants, en fin de compte, ont réussi à tomber d'accord, c'est la condamnation du « colonialisme français » à Mayotte. Sur tous les autres sujets à l'ordre du jour, la mésentente n'a pu être dissimulée. Elle a été particulièrement manifeste à propos d'Israël. Les pays arabes, qui voulaient que l'Etat hébreu fût exclu de l'ONU, ont dû battre en retraite devant la vive opposition de cinq Etats membres. Principal animateur de la résistance, le Zaïre a même refusé de contresigner le texte, pourtant modéré, qui avait été laborieusement mis au point. A Jérusalem, M. Rabin s'est félicité de l'échec de cette campagne « auprès de pays qui continuent d'avoir des relations d'affaires avec Israël », mais il est bien évident qu'une rencontre mieux préparée ne se serait pas fourvoyée dans la présentation d'exigences inacceptables par plusieurs des participants.

Ce problème, somme toute marginal pour la plupart des Etats d'un continent déchiré par de multiples crises, a accaparé presque *toute* l'attention. La désunion africaine s'est pourtant manifestée sur les autres sujets : la question du Sahara occidental, escamotée comme celle, brûlante, de la rébellion en Ethiopie, a donné lieu au rappel de principes trop généraux pour être applicables ou même à des renvois en commission. Sur le litige capital qui oppose partisans et adversaires du dialogue avec l'Afrique du Sud, l'O.U.A. s'est montrée incapable de définir une stratégie cohérente. Le texte adopté, reprenant un compromis boiteux des ministres des affaires étrangères, brandit à la fois la foudre et le rameau d'olivier, n'excluant pas des contacts, mais appelant à accroître les *« préparatifs de guérilla »*. Il en faudrait plus pour intimider M. Vorster ou l'amener à composition.

Enfin, alors que la guerre civile déchire l'Angola, deux des trois chefs des mouvements nationalistes rivaux n'ont pas fait le voyage de Kampala. Proclamant à la fin de la conférence l'indépendance du Cabinda, dont ses adversaires ont le contrôle, le président du Front de libération de l'enclave a ajouté une inconséquence à la confusion générale.

Seuls ceux qui feignent de confondre l'Afrique avec la caricature qu'en offre le chef de l'Etat ougandais se réjouiront du piètre spectacle de Kampala. La vérité est que les immenses ressources du continent ont rarement éveillé autant de convoitises. Des torchères de Cabinda aux bases militaires de Somalie, les grandes puissances s'y affrontent par hommes liges interposés. Les succès considérables remportés par le Zaïre — qui, à ce « sommet », a imposé plusieurs de ses vues et surtout de ses exclusives — n'étaient-ils pas aussi des victoires américaines ? D'Helsinki à Kampala, des embrassades aux empoignades, la « détente » européenne ne s'est guère acclimatée en terre africaine. Des dirigeants, dont beaucoup devant la chaise vide du général Gowon ont dû se sentir des sursitaires d'un coup d'Etat, auraient pu mieux répondre aux espoirs liés au nom même de l'Organisation de l'unité africaine.

M. Ford a eu un second entretien avec M. Brejnev avant de se rendre en Roumanie

M. Schmidt a réglé avec M. Gierek le contentieux entre la R.F.A. et la Pologne

La conférence d'Helsinki s'est terminée, vendredi 1er août, par la signature de l'acte final, mais plusieurs hommes d'Etat restés dans la capitale finlandaise ont poursuivi, ce samedi, des entretiens bilatéraux. C'est ainsi que M. Ford a rencontré, pour la seconde fois, M. Brejnev, avant de s'envoler pour la Roumanie. La conversation qui a duré plus de trois heures, a permis « certains progrès » sur la question des armements stratégiques, ont précisé les porte-parole.

De son côté, le chancelier Schmidt s'est entretenu pour la seconde fois avec M. Honecker, chef du parti est-allemand. Il a surtout conclu un important accord avec le chef du parti polonais, M. Gierek, réglant les principaux éléments du contentieux entre les deux pays. Varsovie s'est engagé à laisser émigrer vers la R.F.A. cent vingt-cinq mille citoyens d'origine allemande en quatre ans. Bonn ouvrira à la Pologne un crédit de 1 milliard de marks à 2,5 %. Parmi les autres résultats obtenus au cours d'entretiens bilatéraux, on annonce un accord entre MM. Ford et Arias Navarro, chef du gouvernement espagnol, pour reprendre le 18 août les négociations sur le renouvellement du bail des bases américaines en Espagne. En revanche, aucun entretien n'a eu lieu entre MM. Caramanlis et Demirel, premiers ministres de Grèce et de Turquie, bien qu'un accord ait pu être conclu à Vienne sur un règlement partiel du problème des réfugiés de Chypre (voir page 3).

A Moscou, la Pravda et les Izvestia ont publié, ce samedi, sur cinq pages, le texte intégral de l'acte final de la conférence, et des meetings d'approbation commencent à se tenir dans les entreprises. Commentant vendredi, avant de quitter Helsinki, les résultats de la conférence, M. Giscard d'Estaing a qualifié la détente de « mouvement plus profond qu'on ne le croit » *et qui est* « dans une certaine mesure, irréversible ». *Le président de la République a indiqué qu'il espérait mettre en pratique les conclusions de la C.S.C.E. par* « un réseau d'accords bilatéraux », *avec la Pologne* « et peut-être avec l'U.R.S.S. ». *Il a enfin annoncé qu'il espérait lancer d'ici à la fin du mois d'août les invitations pour une nouvelle conférence nord-sud avec les pays producteurs de matières premières.*

Et si c'était vrai ?

De notre envoyé spécial

Helsinki. — C'est fini ! La conférence d'Helsinki s'est achevée vendredi soir sur un tomber de rideau très théâtral. L'image fera date. Alignés face aux tribunes de presse, assis par ordre alphabétique derrière une très longue table, trente-cinq chefs d'Etat ou de gouvernement ont signé l'exemplaire original du « document final ». M. Pekuri, secrétaire de la conférence, a fait circuler de la gauche vers la droite le volume de quatre cents pages apporté par avion spécial de Genève. Un silence subit — et surprenant après trois longues journées de discours — s'est appesanti pendant une trentaine de minutes dans l'hémicycle du palais Finlandia. Il a marqué d'une façon bizarre la solennité du moment.

Encadrés à chaque extrémité de la table officielle par M. Helmut Schmidt et le maréchal Tito, les Trente-Cinq figuraient alors une sorte de « classe des grands » à l'heure de la distribution des prix. Ecrasés de mots, d'envolées lyriques et de grandiloquence conjugués, tous les participants à la conférence — membres des délégations, journalistes, interprètes, secrétaires, etc. — ont assisté, debout dans les tribunes, à cette cérémonie silencieuse qui s'est achevée par une dernière allocution du président Kekkonen.

Journée historique ? Peut-être. Grand moment chargé de lyrisme ? Sans doute pas. Jamais en tout cas n'avaient été symboliquement réunis sur une même estrade tant de mégatonnes, tant de divisions blindées, de missiles intercontinentaux, de polices politiques et d'arrière-pensées. Jamais n'avait été donné d'embrasser d'un même regard les plus formidables appareils de destruction de l'Histoire, soudainement incarnés par une théorie de messieurs aimables, cœur sur la main et sourire pacifique aux lèvres.

Quel que soit le scepticisme nourri à l'endroit d'un engagement final qui participe d'une réalité aussi fragile que la morale internationale, on ne pouvait considérer la scène sans un peu d'émotion. Tout de même ! MM. Schmidt et Honecker, côte à côte près du président Ford, M. Brejnev congratulant le représentant du Vatican, la robe noire et la coiffe de Mgr Makarios voisinant avec le nœud papillon de M. Trudeau, le spectacle ne manquait pas de pittoresque. Ni ne manquaient d'intérêt les derniers mots de la conférence, que pouvait relire chaque chef de délégation avant de signer :

« *En foi de quoi*, déclare le dernier paragraphe du document final, *les soussignés, hauts représentants des Etats participants, conscients de la haute signification politique que ceux-ci attachent aux résultats de la conférence et déclarant leur détermination d'agir conformément aux dispositions contenues dans les textes ci-dessus, ont apposé leur signature au bas du présent acte final.* »

Engagement solennel, en somme, de renoncer à la force pris collectivement devant le monde.

Et si c'était vrai ? La même pensée vaguement incrédule a flotté à ce moment-là — on en jurerait — sur toutes les travées du Finlandia. Une question qui, d'une certaine manière, justifiait à elle seule les trois journées d'Helsinki. Pendant ces trente dernières minutes, la conférence a bénéficié d'une espèce d'armistice de l'ironie. Comme si chacun estimait à ce moment-là que le « morceau de papier » dont parlait M. Gerald Ford vendredi matin valait en définitive qu'on lui donne sa chance sans mauvaise foi.

J.-Cl. GUILLEBAUD.

(Lire la suite page 4.)

Indice supplémentaire de la reprise américaine

LE CHOMAGE a diminué en juillet aux Etats-Unis

Le taux du chômage aux Etats-Unis a baissé de deux dixièmes de point en juillet, revenant de 8,6 % à 8,4 %. La relance est attendue avec une telle impatience en Amérique et dans le reste du monde que ce léger fléchissement, s'ajoutant à d'autres indices favorables récents — la progression de la production industrielle en juin, l'augmentation des revenus des particuliers, une reprise des ventes d'équipement ménager, — a été aussitôt interprété comme une confirmation du redémarrage de l'économie.

Un mouvement analogue avait pourtant été observé entre le premier et le deuxième trimestre de cette année ; mais il avait été suivi d'une nouvelle augmentation du chômage. Cette fois, il est vrai, nombre de spécialistes pensent que le point le plus bas de la courbe est dépassé. Pour fonder cet espoir, le département du travail note que le taux de chômage avait été mal calculé en juin ; il était en fait à l'époque de 8,9 %. L'amélioration serait donc en réalité de cinq dixièmes de point ; à condition, bien sûr, que le chiffre annoncé pour juillet soit, lui, exact.

PHILIPPE SIMONNOT.

(Lire la suite page 18.)

MAIN A TOUR ET MAIN A PLUME

par MICHEL DURAFOUR (*)

Un sondage, récemment effectué à la demande de l'Agence pour l'amélioration des conditions de travail, révèle une attitude nouvelle mais à la vérité sympathique de la majorité des Français. A la question : « *Seriez-vous plutôt favorable ou plutôt défavorable à ce que vos enfants choisissent de s'orienter professionnellement vers un travail manuel ?* », 60 % des personnes interrogées se déclarent plutôt favorables. Il y a là un résultat qui peut surprendre.

Les analyses statistiques témoignent toutes, en effet, de la dégradation, au cours de ces deux dernières décennies, de la condition du travailleur manuel : l'écart s'est profondément creusé, sur tous les plans, entre ce dernier et les autres catégories de salariés. Et soudain les Français, par un étonnant retour aux sources de leur économie, révisent fondamentalement leur jugement. La conjoncture et la difficulté de trouver un emploi y sont-elles pour quelque chose ? Ce n'est pas exclu. Mais il y a là aussi sans doute un signe de la reconnaissance d'une nouvelle hiérarchie des valeurs, acceptés et même suscitée par les jeunes : la main à tour — ou à charrue — ne le cède plus désormais à la main à plume.

De toute manière, l'enjeu est essentiel pour notre société : non seulement il importe d'éviter coûte que coûte l'isolement ou le sacrifice d'une main-d'œuvre professionnelle — et cela pour des raisons de justice évidentes, — mais en plus les nécessaires mutations économiques et politiques exigent la plus large intégration de tous au sein d'une communauté fraternelle et *participative*. Il n'y a pas de construction sociale cohérente si chacun n'a pas la claire conscience de contribuer efficacement à sa mise en place.

(*) Ministre du travail.

(Lire la suite page 18.)

Les manifestations s'ajoutant aux grands départs

LA COHUE RÈGNE SUR DE NOMBREUSES ROUTES DE FRANCE

Les automobilistes devraient se souvenir de ce premier week-end des grandes vacances.

En cette fin de semaine, qui est aussi une fin de mois, ils auront été, dit-on, sept millions à se croiser sur les routes surchauffées. Personne, cette année, n'a même essayé de les dissuader de partir ou de rentrer tous en même temps. Résultat : sur la seule route Tours-Hendaye, on constatait vendredi soir une dizaine de bouchons.

La situation, bien entendu, était encore pire dans le Languedoc-Roussillon, où aux encombrements de la circulation pouvaient s'ajouter les barrages des viticulteurs. Les manifestations de vignerons ont, en effet, souvent dépassé les consignes de modération qu'avaient données les dirigeants professionnels. Des voitures de touristes — notamment étrangers — ont été endommagées, une armoire de contrôle de la S.N.C.F. détériorée et un caténaire détruit par explosif sur la ligne Béziers-Narbonne, ce qui a failli provoquer un accident grave.

(Lire nos informations p. 18.)

ROUERIE, TERREUR ET PÉTRO-DOLLARS

L'OUGANDA SOUS LE MARÉCHAL AMIN

Le maréchal Idi Amin Dada, président de la République ougandaise, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a présenté vendredi 1er août à la presse sa nouvelle épouse, Sarah, âgée de dix-neuf ans. Vêtue d'une longue robe blanche, la mariée a découpé avec l'épée du président la traditionnelle pièce montée sous le regard de M. Yasser Arafat et des présidents Siad Barré, de Somalie, et Ould Daddah, de Mauritanie. Le chef de l'Etat ougandais avait déjà quatre femmes, mais il en a récemment répudié trois. La nouvelle Mme Amin appartient à l'« unité blindée suicide » *de l'armée ougandaise. Elle se trouvait aux côtés du président lorsqu'il avait donné le départ du rallye automobile organisé à l'occasion du « sommet » de l'O.U.A.*

Notre envoyé spécial à Kampala évoque ci-dessous la situation actuelle de l'Ouganda sous l'autorité du maréchal.

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Kampala. — Même à l'heure du « sommet » africain, le climat qui règne dans la capitale de l'Ouganda a quelque chose de malsain. Ici, telles des mouches, les gens se collent à la vitrine d'un magasin de chaussures. Mais, pour en franchir le seuil, il faut montrer la précieuse carte d'identité délivrée aux privilégiés qui ont accès à la conférence de l'O.U.A. Les autres se contentent de lorgner une denrée devenue bien rare. Ailleurs, des groupes d'employés attendent deux ou trois heures l'autobus qui les conduira peut-être au bureau.

Plus de la moitié du parc d'autobus de Kampala est hors d'usage, faute d'entretien ou de pièces de rechange. Enfin, *la Voix de l'Ouganda*, quotidien officiel et seul autorisé, se croit obligé de rassurer ses lecteurs : les explosions audibles en ville, pendant les travaux du « sommet », n'étaient pas dues à des bombes. Le visiteur a vite constaté que l'organisation panafricaine vient de porter à sa tête, pour un an, un pitre tyrannique qui a ruiné son pays, et dont la longévité politique — plus de quatre ans déjà — s'explique avant tout par trois raisons : la rouerie, la terreur et les pétro-dollars. A ce prix, l'ancien sergent-chef des « King's African Rifles » a pu s'offrir son bâton de maréchal et traiter assez royalement une vingtaine de chefs d'Etat.

Le recul de la production

L'une des plaisanteries les plus tragiques du président Idi Amin Dada est la « *guerre économique* » qu'il fait subir à son pays depuis l'un de ces rêves qui le visitent toujours au moment opportun, celui du 4 août 1972. Dès le lendemain, il donnait quatre-vingt-dix jours à trente mille Asiatiques, en majorité des commerçants, pour évacuer le pays, en y abandonnant tous leurs biens. « *Ils trayaient la vache sans jamais la nourrir* », devait-il expliquer. Depuis cette « *opération chirurgicale* » — c'est l'expression officielle, — le gouvernement a nationalisé la plupart des entreprises étrangères, avant de lancer la « *phase finale* » d'une « *guerre réussie* », celle de la « *reconstruction* ». Le bilan en est accablant.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR — Excès de vertu

Ceux qui, comme moi, ont appris à lire leur catéchisme républicain dans le Canard enchaîné *d'antan savent que l'irrespect et la tolérance sont les deux vertus fondamentales de la démocratie.*

Mais il faut se méfier des excès de vertu. Depuis les temps lointains de Pierre Scize, le Canard enchaîné *a quelquefois eu à excommunier tel ou tel collaborateur qui ne montrait pas le respect que l'on doit à l'irrespect ou n'avait pas pour la tolérance le fanatisme qui sied.*

Il était inévitable qu'un jour l'un d'entre eux, à force de casser à la chaîne les têtes de pipe maison, se lasse du jeu et, pour fuir à la fois le conformisme et le laxisme, tente de casser celle de son directeur.

ROBERT ESCARPIT.

LES YEUX ET LA MÉMOIRE

La télévision à Avignon

Pour la première fois, cette année, la télévision s'est installée à Avignon, côtoyant ainsi le théâtre, la danse et le cinéma. L'Institut national de l'audio-visuel et la Société des auteurs et réalisateurs de l'audio-visuel (créée en janvier 1975) ont présenté un panorama de quatre-vingt-dix émissions réalisées depuis 1960, enregistrées presque toutes sur vidéo-cassettes, et projetées à un public peu nombreux encore, mais attentif et fidèle.

Très bien organisée, cette manifestation a tenté de toucher des étudiants, des professeurs, des animateurs, des comédiens, susceptibles de s'interroger sur les changements survenus depuis l'éclatement de l'O.R.T.F., sur la signification et les conséquences de l'apparition sur le marché, dès le mois de septembre, du vidéo-disque et des vidéo-cassettes, et sur la situation critique des réalisateurs (70 % d'entre eux sont actuellement au chômage). Charles Brabant et Jean-Marie Drot, qui animaient les débats, ont interprété cette situation comme une atteinte à la liberté d'expression. D'où la nécessité de trouver de nouveaux débouchés : et pourquoi pas à l'Institut national de l'audio-visuel, que certains considèrent déjà comme un producteur intéressant ?

Cependant, la promotion, la diffusion et la commercialisation des archives de l'O.R.T.F. semblaient bien être la préoccupation principale de ces journées d'Avignon. Quelques spectateurs s'en sont plaints. Et ils ont, parfois, reproché aux responsables de ne pas s'expliquer clairement sur les vrais buts de l'opération.

(Lire page 11 le reportage de MARIE-FRANÇOISE LEVY.)

AFRIQUE

L'Ouganda sous le maréchal Amin

(Suite de la première page.)

Pour s'en tenir à des chiffres officiels — ceux cités par le ministre des finances, M. Oboth-Ofumbi, le 12 juin dernier, dans son discours budgétaire, — les productions de café et de coton, les deux premiers produits à l'exportation, ont baissé respectivement de 6,6 % et de 37,1 % en 1974. Celle de sucre — dont l'Ouganda a été autrefois le premier exportateur africain — est tombée de 69 000 tonnes en 1973 à 41 000 tonnes l'année suivante. La production de lait a connu un déclin encore plus frappant : 5 millions de litres en 1974, contre 9 millions l'année précédente. Le produit national brut calculé en termes réels a décliné de 2 % en 1974, contre 1,2 % en 1973.

Ceux qui soutiennent que son franc-parler vaut au maréchal Amin une certaine popularité parmi les petites gens devraient jeter un coup d'œil sur l'indice du coût de la vie à Kampala. En 1974, il a augmenté de 36,2 % (classes aisées), de 50 % (revenus moyens) et de 67,2 % (revenus faibles). *« Pendant que les délégués de l'O.U.A. sont gavés de poulet importé, nous ne trouvons ni œufs ni sucre en ville »*, se lamentait devant nous un Ougandais, ajoutant : *« Ce type est un menteur. Il a répété que, lorsque la conférence de l'O.U.A. aurait lieu, on pourrait acheter n'importe quoi. Au lieu de cela, il a acheté du whisky pour vous. »*

En effet, pendant que les délégués et les journalistes refaisaient leurs stocks de cigarettes et d'alcool dans des magasins hors taxes, les Ougandais ne pouvaient se procurer des œufs qu'au marché noir, en payant le double du prix officiel, et à condition d'avoir la confiance du trafiquant. La plupart des produits affichés dans les vitrines, pourtant bien dégarnies, des magasins du centre de la ville n'étaient pas à vendre. Pour l'achat d'un réfrigérateur au prix fort, la liste d'attente est de deux mois. A Kampala, le régime de bananes vertes — qui servent à faire le « makote », plat de base local — coûte quatre fois plus cher que d'habitude. Le maréchal Amin, qu'on dit plus favorable aux amateurs de safaris qu'aux industriels capitalistes, peut compter sur une bonne vingtaine de touristes par mois pour aller chasser dans les deux parcs nationaux qui leur sont exclusivement réservés.

Une mégalomanie folklorique

Dans un système qui ignore la prévision économique, les comptes de l'Etat sont plutôt attristants. Le déficit de la balance des paiements a doublé en deux ans, les rentrées dues aux taxes et impôts sont toutes en baisse et, si l'on en croit toujours le ministre des finances, les dépenses prévues par le budget de l'exercice 1975-1976 ne pourront s'élever qu'à 80 % de ce qui avait été prévu pour l'exercice précédent. Au rythme actuel de la hausse des prix, les fonctionnaires ont de bonnes raisons de croire qu'ils boiront la coupe jusqu'à la lie. *« Quand on se bat pour trouver un paquet de lessive, cet idiot achète, des armes soviétiques »* confie l'un d'entre eux.

Non seulement le maréchal Amin achète des armes aux Soviétiques, mais il semble bien qu'il les paie également. *« Il y a deux caisses : celle de l'Etat est peut-être vide mais sûrement pas la sienne »*, nous expliquera un expert étranger. Le président ougandais a manifestement réussi à éliminer, parfois physiquement, toute opposition civile, et, s'il tient son armée en dépit de nombreuses extravagances, c'est par un système de promotions, d'éliminations et de missions bien calculées. S'il peut se permettre ce jeu déjà risqué, c'est bien parce qu'un certain nombre d'« amis », notamment la Libye et l'Arabie Saoudite, le fournissent en pétrodollars chaque fois qu'il manque de fonds.

Toutes ces circonstances expliquent la mégalomanie des réjouissances offertes pendant le « sommet » de Kampala. Une conférence très bien organisée s'est déroulée dans une débauche de manifestations folkloriques et sportives, sans compter les parades et manœuvres militaires. Dans un pays où plus de la moitié des soixante mille récepteurs de télévision en noir et blanc sont hors d'usage, on a même profité de l'occasion pour inaugurer la télévision en couleurs, ce qui a permis de diffuser sur trois cents récepteurs les exploits du maréchal-président et de ses redoutables commandos en uniforme de combat.

On comprend mieux, à ce spectacle, qu'un homme aussi digne que M. Julius Nyerere, le président tanzanien, ait tenu à se démarquer d'une manifestation qui se retourne contre l'Afrique noire. *Si le maréchal Amin a parfois le talent de dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas — par exemple, que le* commerçant indien est impopulaire en Afrique de l'Est, — il reste que l'O.U.A. vient de porter à sa présidence, sous le curieux prétexte de préserver l'unité panafricaine, un dictateur fantasque et brutal dont l'exhibitionnisme ne s'assagit que lors de courtes périodes de dépression.

Si l'on ne voit pas très bien ce que l'Organisation peut y gagner, il est plus facile, en revanche, de discerner ce que les Ougandais vont y perdre : le maréchal Amin va peut-être se calmer, comme il s'y est engagé publiquement, mais il y mettra sans doute le prix. Ce qu'il pourra alors extorquer à ses protecteurs du moment se retournera, si l'on s'en tient à l'expérience, contre ceux qu'il est censé protéger.

Les Ougandais vont maintenant pouvoir dresser les premiers bilans de la fête qui s'est déroulée sous leurs yeux et à laquelle ils n'ont pas été conviés. Ils se retrouveront en tête à tête avec leur général promu porte-parole de l'Afrique et dont l'armée suréquipée aura accompli l'exploit de prendre d'assaut une île dont on aura chassé au préalable les quatre familles qui l'habitaient. Le monde peut s'en gausser. *L'Afrique noire*, elle, serait plutôt invitée à partager désormais le deuil de l'Ouganda.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Tchad

Le nouveau retard dans la libération de Mme Claustre semble imputable à N'Djaména

Mme Françoise Claustre, l'ethnologue française détenue depuis quinze mois par les rebelles toubous, n'a pas été libérée le 1er août comme on l'espérait. M. Stéphane Hessel, chargé de mission au ministère de la coopération et qui mène les négociations avec le chef des rebelles, M. Hissen Habré, avait, en effet, indiqué qu'un accord était intervenu et que l'otage serait remise en liberté à cette date. Il semble que le nouveau retard soit dû à une intervention du gouvernement de N'Djaména.

Les autorités tchadiennes s'étaient plaintes la semaine dernière des « ingérences » de M. Hessel dans les affaires tchadiennes. Elles avaient aussi accusé le gouvernement français d'avoir livré des armes aux rebelles en échange de la promesse de libérer Mme Claustre. Paris avait démenti et envoyé à N'Djaména le général Duval, chargé de donner des apaisements aux dirigeants tchadiens. Il semble que cette mission n'ait pas porté les fruits qu'on en attendait. M. Hessel, qui s'était à nouveau rendu au Tchad le 24 juillet pour essayer de mettre au point les modalités pratiques de la libération de Mme Claustre, regagne Paris ce samedi. L'attaché militaire du général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, interrogé vendredi par France-Inter, a annoncé que *« les affaires étaient stoppées »*. Il a renouvelé les accusations du gouvernement de N'Djaména contre la France. Les dirigeants tchadiens, qui estiment que Paris ne les a pas tenus au courant du déroulement des négociations avec les rebelles, auraient *décidé d'entreprendre eux-mêmes « une négociation globale »* avec les Toubous.

[Mme Claustre avait été enlevée le 21 avril 1973 lors d'un raid des rebelles toubous contre la sous-préfecture de Bardaï en même temps qu'un autre Français, M. Combe, et un ressortissant allemand. Ce dernier devait être remis en liberté dès le 12 juin à la suite de négociations directes entre le gouvernement de Bonn et les rebelles. Il en résulta une rupture des relations diplomatiques entre la R.F.A. et N'Djaména. Le gouvernement français, soucieux quant à lui de ne rien faire qui puisse déplaire aux autorités tchadiennes et à M. Tombalbaye, renversé depuis lors par le général Malloum, n'avait obtenu aucun résultat concret. L'un des négociateurs qu'il avait envoyés, le commandant Galopin, avait été retenu, lui aussi, en otage, puis fusillé. M. Combe, quant à lui, a réussi à s'évader le 23 mai dernier.]

Achevant ses audiences sur le Sahara occidental

La Cour de La Haye a vu s'affronter deux thèses inconciliables

Vingt-sept audiences, quatre-vingts heures d'auditions, des centaines de pages de mémorandum et de rapports. La Cour internationale de justice de La Haye a fini de s'informer sur le problème qui lui a été soumis par l'Assemblée générale des Nations unies. Les juges vont devoir maintenant délibérer afin de répondre à la question qui leur est posée : le Sahara occidental, actuellement, sous l'administration de Madrid, était-il au moment de sa conquête par les forces espagnoles un *« territoire sans maître »* ou bien avait-il, comme l'affirment les gouvernements de Rabat et de Nouakchott, des liens juridiques avec le Maroc ou la Mauritanie ? Ces deux pays, l'Espagne, l'Algérie et le Zaïre avaient demandé à être entendus. Les autorités d'Alger, en effet, bien qu'elles n'émettent aucune *revendication sur la zone contestée*, s'estiment *« intéressées »* par le sort qui sera réservé à la population de ce territoire voisin.

Les débats, ouverts le 25 juin, avaient été précédés d'une première bataille juridique. Le Maroc et la Mauritanie avaient demandé, comme le règlement de la Cour les y autorise, la désignation chacun d'un juge supplémentaire, nommé par eux, et qui viendrait s'ajouter aux quinze magistrats que comporte ordinairement le tribunal. L'un des juges en exercice avait en effet la nationalité espagnole. Nouakchott et Rabat estimaient que ce fait pouvait jouer à leur détriment et demandaient que l'équilibre soit rétabli. Seul le gouvernement marocain obtint satisfaction. Il désigna comme juge *« ad hoc »* M. Alphonse Boni, président de la Cour suprême de Côte-d'Ivoire.

Les joutes oratoires pouvaient alors commencer et les talents des orateurs et des experts s'exercer. On vit ainsi intervenir plusieurs juristes français ou belges de premier plan, le Maroc ayant notamment fait appel au doyen Vedel et au professeur Dupuy pour plaider sa cause.

Après un premier *« tour de piste »* qui s'est terminé le 22 juillet, une seconde série d'audiences a été consacrée aux *« droits de réponse »* et aux demandes d'éclaircissement de certains magistrats. C'est un représentant de l'Espagne, M. Raymond Sedo, ambassadeur aux Pays-Bas, qui a prononcé mercredi 30 juillet la dernière intervention. Il a réaffirmé que le seul but de son pays dans cette affaire était de mener à son terme le plus rapidement possible la décolonisation du Sahara occidental d'une manière pacifique conformément aux dispositions de la charte des Nations unies et aux résolutions de l'*Assemblée générale*.

Les positions de Madrid et d'Alger

Les positions sont claires et inconciliables. Le Maroc et la Mauritanie revendiquent le territoire contesté comme leur appartenant. Ces deux pays invoquent des arguments d'ordre historique, géographique et juridique. Le gouvernement de Rabat, soutenu par une opinion publique unanime, a affirmé avec une force particulière sa détermination de libérer chaque pouce de territoire de la *« mère patrie »*. Les autorités de Nouakchott restent beaucoup plus discrètes et il semble qu'un accord secret soit intervenu entre les deux pays qui mènent ensemble campagne auprès des capitales étrangères. Le roi Hassan II et le président Mokhtar Ould Daddah ont encore envoyé le 31 juillet au président Bourguiba un message commun qui évoque sans aucun doute ce problème.

L'Espagne conteste fermement la thèse des pays qui veulent, selon elle, non pas *« récupérer »* mais *« annexer »* le Sahara occidental. Le pays, lors de la prise de possession, n'appartenait à personne si ce n'est aux nomades qui le sillonnaient comme d'ailleurs le reste du désert. Et le gouvernement de Madrid en conclut que c'est à ces populations de se prononcer par la voie de *l'autodétermination*. Qu'elles, et elles seules, choisissent donc et, le gouvernement de Madrid en est convaincu, c'est la voie de l'indépendance qu'elles demanderont à suivre.

C'est aussi l'avis de l'Algérie. Elle soutient le Front populaire de libération de Saguia-el-Hamra et de Rio-de-Oro (F. Polisario) qui a pris les armes pour libérer « son pays ». Des Marocains n'ont pas manqué de faire ressortir notamment dans la presse cette « collusion » entre la puissance colonisatrice et le pays frère maghrébin. Cette accusation est démentie avec indignation par Alger. *« Ce serait*, a dit mercredi, devant la Cour, M. Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie à Paris, *commettre une grave erreur de jugement que d'assimiler une conviction profonde du caractère sacré de l'autodétermination à une manifestation d'opportunisme politique. »*

La divergence de vues entre Alger et Rabat a suscité une certaine tension entre les deux capitales. Il y a peu, le président Boumediène a envoyé auprès du roi Hassan II son ministre des affaires étrangères, M. Bouteflika, pour détendre l'atmosphère. Il semble que cette visite ait partiellement atteint son but mais la réaffirmation, mardi dernier, devant le tribunal de La Haye de la position algérienne avec la même tranquille fermeté, est de nature à relancer la polémique.

Les capitales étrangères, tant africaines qu'européennes ou américaines, suivent avec une extrême attention le processus en cours. Elles ne peuvent être indifférentes à la question de savoir qui contrôlera en définitive les gisements de phosphate de Bou-Craa, d'une fabuleuse richesse et qui constituent la seule ressource du territoire. Ajoutés à ceux du Maroc, ils donneraient au royaume chérifien un quasi-monopole et fourniraient un atout considérable pour son développement. L'indépendance pure et simple du territoire assurerait, elle, aux habitants une prospérité comparable à celle des émirats pétroliers.

C'est en octobre que les juges rendront leur verdict. D'ici là, on peut craindre que la situation ne se détériore sur le terrain, les accrochages se multipliant entre les troupes espagnoles d'une part, le Front de libération pour l'unité (F.L.U.) soutenu par Rabat et le F. Polisario, aidé par Alger d'autre part. Devant la Cour, un représentant de Madrid a bien affirmé que son gouvernement souhaitait voir le processus de décolonisation intervenir sans qu'il y ait de vide du pouvoir. L'Espagne pourrait cependant être tentée, comme elle l'a déjà laissé entendre, de se retirer brutalement et de se décharger ainsi du problème sur les Nations unies si des incidents sanglants trop nombreux devaient se produire. L'Afrique qui connaît bien assez de crises ouvertes se passerait volontiers d'un nouvel affrontement, dont la population serait, une fois de plus, la première victime.

DANIEL JUNQUA.

Rhodésie

Le retrait des forces de police sud-africaines est presque terminé

Il ne reste plus que deux cents policiers sud-africains en Rhodésie et ils vont être progressivement retirés, a annoncé, vendredi 1er août, à Pretoria, M. Jimmy Kruger, ministre sud-africain de la police. « Il est apparu, a-t-il précisé, que l'utilité de la présence de ces policiers n'était plus aussi évidente qu'auparavant. » Ce retrait, annoncé alors que les opérations de guérilla ont repris dans le nord de la Rhodésie, semble confirmer que pour M. Vorster la seule chance de survie du pouvoir blanc en Afrique australe réside désormais dans les concessions aux Etats d'Afrique noire.

● A SALISBURY, M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a déclaré vendredi devant le Parlement que son gouvernement tentait actuellement de parvenir à un accord constitutionnel avec « *d'autres groupes et organisations plus représentatifs de l'opinion africaine* » que le conseil national de l'African National Council (A.N.C.). Le premier ministre a accusé ce mouvement de faire traîner en longueur les négociations sur les modalités de la conférence constitutionnelle qui avait été décidée en décembre dernier. Le conflit porta essentiellement sur le lieu de la conférence. Les nationalistes veulent qu'elle se tienne hors du pays, ce que refusait M. Smith. Ce dernier a cependant amorcé une concession vendredi en annonçant que la réunion pourrait se tenir hors de la Rhodésie, à condition que les travaux préliminaires se déroulent dans le pays.

La Commission catholique pour la paix et la justice en Rhodésie a annoncé vendredi à Salisbury que vingt villageois, dont neuf enfants et quatre femmes, avaient été tués par les forces de sécurité rhodésiennes dans un village du Nord-Est, le 12 juin dernier. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que ces allégations étaient « *totalement inexactes* » et que seul un communiqué publié le 14 juin, et qui annonçait que vingt personnes avaient trouvé la mort au cours d'un affrontement entre les forces de sécurité et les guérilleros, devait faire loi.

[Depuis le 7 décembre 1974, l'African National Council, qui est présidé par Mgr Muzorewa, regroupe tous les mouvements nationalistes africains de Rhodésie. Ce jour-là, les dirigeants de ces organisations, réunis à Lusaka, en Zambie, avaient, en effet, décidé de fusionner sous l'étiquette de l'A.N.C., seule d'entre elles qui soit reconnue légalement par le régime de Salisbury. Les trois autres étaient l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), dirigée par le pasteur Sithole, l'Union populaire africaine du Zimbabwe (Z.A.P.U.) de M. Nkomo et le Front de libération du Zimbabwe (Frolizi). Elles opèrent dans la clandestinité et avaient monté des maquis d'importance diverse. Le 11 décembre, M. Ian Smith avait annoncé qu'un accord de cessez-le-feu avait été conclu entre son gouvernement et les nationalistes.]

Congo

LE PRÉSIDENT N'GOUABI ENVISAGE LA PRISE DE CONTROLE DES « INTÉRÊTS CAPITALISTES FRANÇAIS ».

A l'occasion du septième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le président Marien N'Gouabi, chef de l'Etat de la République populaire du Congo, a publié un ouvrage intitulé *Vers la construction d'une société socialiste en Afrique*, que le ministre de l'information, M. Christophe Moukoueke, a présenté comme *« un document de réflexion au service des révolutionnaires africains et (qui) était destiné à prouver la pertinence et la réalité du socialisme scientifique sur le continent »*.

Dans une interview publiée le 31 juillet par l'hebdomadaire catholique de Brazzaville, *la Semaine*, le chef de l'Etat congolais ne cache pas qu'il envisage la reprise en main des « *intérêts capitalistes* » français dans le pays. Il souhaite alors que le gouvernement français fasse preuve de « compréhension » pour que la coopération entre les deux pays puisse continuer « *valablement* », sur un « *pied d'égalité* », bien qu'ils vivent sous des régimes différents. Dans le même numéro, le chef de l'Etat annonce aussi qu'il est prêt à normaliser les relations du Congo avec les Etats-Unis.

(A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Egypte

ENTRE SOCIALISME ET LIBÉRALISME

L'Egypte aux prises avec ses contradictions

De notre correspondant

Le Caire. — Chaque soir, dans un cabaret au pied des Pyramides, la nouvelle bourgeoisie et les estivants saoudiens viennent écouter Mohamed Nouh chanter : *« O mon pays, tu m'inquiètes ! On sème du blé et on récolte des courgettes ! »* Anomalies et contradictions marquent en effet la période actuelle. *« Nous sommes dans une phase transitoire où coexistent le socialisme ancien et le libéralisme nouveau »*, nous disait le ministre de l'information, M. Aboul Magd.

La politique d'ouverture a refait du Caire un rendez-vous des hommes d'affaires internationaux, mais nombre d'entre eux s'en retournent chez eux découragés, ayant dû brandir la croix et la bannière pour téléphoner à l'étranger ou perdre une matinée dans une banque pour encaisser un chèque... Chaque semaine des mesures de « débureaucratisation » sont annoncées, mais elles ne sont jamais appliquées par une administration pléthorique, obligée d'absorber tous les nouveaux diplômés, soit soixante-trois mille personnes cette année. Bas traitements *(300 F par mois en moyenne)* et règlements kafkaïens font que sans bakchich ou sans recommandation rien ne s'obtient d'un fonctionnaire égyptien.

Nul domaine n'échappe aux abus ou aux paradoxes. Le Conseil d'Etat a reconnu le droit de tout citoyen de fonder un journal, *mais le journaliste libéral* Ahmed Aboul Fath, ancien bâtonnier de l'ordre de la presse, revenu d'exil, attend depuis des mois dans son hôtel qu'on l'autorise à republier son quotidien *Al-Misri* (l'Egyptien). De même l'hebdomadaire antinassérien *Hourriya* (Liberté) a été interdit.

On veut faire de l'Egypte un « paradis » pour touristes arabes fortunés fuyant l'austérité de Ryad ou de Tripoli, mais dans le même temps on prohibe l'alcool dans les cercles privés et la commission parlementaire des affaires sociales insiste pour que la prohibition soit étendue à un pays, où auprès de trente-deux millions de musulmans, *vivent six millions* de chrétiens.

Quant à la libéralisation du commerce extérieur annoncée *urbi et orbi*, il suffit de passer un moment dans une douane égyptienne pour se rendre compte qu'elle est un leurre. Heureusement, les « marchands à la valise » ont leurs canaux pour approvisionner le marché, à des tarifs très élevés il est vrai.

Les décisions récentes les plus lourdes de conséquences pour l'avenir concernent les paysans, qui pourtant sont, selon les propres termes de M. Sadate, *« les artisans de la fortune nationale »*. Aussi bien certains espèrent-ils que le Raïs ne donnera pas sa sanction aux modifications, apparemment contraires à l'intérêt des *fellahs*, apportées à la loi agraire de 1952 par un Parlement quasi unanime. Seuls quatre ou cinq députés ont voté contre les mesures suivantes :

1) L'autorisation d'augmenter le loyer de la terre en cas de hausse de l'impôt foncier.

Ce dernier, qui n'a pas changé depuis le roi Farouk, est en moyenne de 30 F par an et par feddan (4 200 mètres carrés). Le loyer de la terre représente sept fois le montant de l'impôt foncier. Nasser avait prévu que, si celui-ci augmentait, le loyer agraire resterait néanmoins calculé sur la base de 30 F multipliés par sept pour un feddan ; désormais il devrait suivre toute hausse de la *taxe foncière* ;

2) Le métayage par partage égal de la récolte entre le propriétaire et le locataire du champ sera licite, alors qu'il était jusqu'à présent interdit ;

3) Le paysan locataire d'un terrain qui n'aura pas payé son loyer au propriétaire pendant deux annuités sera expulsé, alors que *jusqu'ici le fellah mauvais* payeur était protégé par une procédure plus longue ;

4) Les comités de conciliation ruraux composés de paysans et de membres du parti unique, et qui avaient à connaître sur place des conflits entre propriétaires et locataires de terres, seront dissous, bien qu'ils aient résolu près de vingt-sept mille litiges sur les vingt-huit mille qui leur avaient été soumis en 1974. A l'avenir, les *plaideurs devront aller devant le* tribunal de première instance, procédure longue et coûteuse. On *comprend que les nombreux avo*caillons de province, membres du Parlement, aient défendu cette disposition avec un acharnement presque indécent...

Ces « corrections » à la loi agraire, vertement critiquées par plusieurs publications cairotes et même par certains officiels qui ont regretté la suppression des comités de conciliation, concernent 250 000 feddans (sur 6 millions de feddans cultivés) et un million et demi de paysans sur environ vingt-cinq millions. Elles risquent néanmoins d'accroître les conflits de classe, donc le nombre des « crimes agraires », cette plaie de la campagne égyptienne, et aussi d'aggraver l'exode rural.

Le sort des « journaliers »

On eût préféré voir les députés se préoccuper du sort du million de « journaliers » (près de dix millions de personnes avec leurs familles), qui gagnent moins de 5 F par jour, soit le prix d'un paquet et demi de cigarettes ou celui de 1/2 kilog de viande de second choix... Le gouvernement a tout de même admis les journaliers au bénéfice de la sécurité sociale. Mais ce décret est-il appliqué ? Quant aux locataires de moins de 10 feddans, et non plus seulement les propriétaires *de moins de 10 feddans*, ils pourront désormais se porter candidat aux élections législatives. Mais le règlement nassérien prévoyant que la moitié des trois cent soixante-dix députés seraient des petits paysans ou des ouvriers n'a jamais été respecté. En 1975, le Parlement compte une vingtaine de fellahs et une quinzaine d'ouvriers, alors que les *propriétaires* et les professions libérales sont surreprésentés.

Notons enfin que le gouvernement a commencé à répartir par lots une superficie bonifiée de 527 000 feddans. Il doit distribuer 150 000 feddans à des coopératives de petits fellahs, 50 000 feddans seront vendus aux enchères, environ 100 000 feddans seront constitués en sociétés agricoles égypto-étrangères, etc. La Banque *mondiale, les Etats-Unis*, l'Allemagne fédérale et la Yougoslavie sont intéressés par la mise en valeur de certaines terres du delta du Nil. Toutefois, il est hors de question que la loi agraire qui limite la propriété à 50 feddans par personne soit remise en question. Les quelques milliers de feddans rendus dernièrement à leurs propriétaires avaient été non pas nationalisés mais séquestrés sous Nasser, au mépris précisément de la loi agraire.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

EUROPE

Roumanie

La visite de M. Ford souligne le développement des rapports avec les États-Unis

De notre envoyé spécial

Bucarest. — Six ans, presque jour pour jour, après avoir fait un accueil triomphal à M. Richard Nixon, Bucarest reçoit ce samedi 2 août un second président américain en la personne de M. Gerald Ford. Dès vendredi, le trajet menant de l'aéroport d'Otopeni au centre de la capitale avait été décoré aux couleurs roumaines et américaines.

Au cours des six dernières années, les relations roumano-américaines ont adopté un rythme de croisière, et, perdant peu à peu ce qu'elles pouvaient avoir de provocant, elles sont devenues une des données de la politique internationale. Depuis 1969, le chef de l'Etat et du parti roumains, M. Ceausescu, s'est rendu trois fois à Washington.

Ces derniers temps, les rapports se sont étendus, encore que timidement, au domaine militaire. Le 11 mars dernier, une délégation conduite par le général Ion Coman, premier adjoint au ministre de la défense et chef du grand état-major, a fait une visite officielle aux Etats-Unis. Autre indice : pour la première fois depuis bien longtemps, un navire de guerre américain a mouillé au mois de juin dans le port de Constantza.

C'est dans le domaine économique, toutefois, que la Roumanie a eu le plus grand motif de satisfaction, grâce à l'octroi, ces jours-ci, par le Congrès de la clause de la nation la plus favorisée. Cette mesure fait suite à l'accord commercial signé le 2 avril dernier. La Roumanie devient ainsi, après la Pologne, le deuxième pays du pacte de Varsovie à bénéficier d'un tel privilège.

Il n'a pas été dit officiellement si, en contrepartie, la Roumanie s'était engagée à libéraliser sa politique d'émigration, comme l'exigerait la nouvelle législation américaine. Lors de leur dernière rencontre à Washington, le 11 juin dernier, MM. Ford et Ceausescu s'étaient trouvés d'accord pour estimer que les questions humanitaires devaient être résolues en se fondant sur « *la bonne volonté et la confiance réciproques* ». Sans faire de promesse publique, les Roumains devraient donc, à l'avenir, montrer plus de souplesse que par le passé.

Des observateurs américains ont constaté qu'en juin les autorités roumaines avaient accordé mille deux cent cinquante autorisations de départ tant à des citoyens d'origine juive voulant rejoindre des membres de leur famille vivant aux Etats-Unis, ou désirant émigrer en Israël, qu'à des Roumains d'origine allemande souhaitant s'installer en Allemagne fédérale.

D'autre part, on indique de source américaine que, lors de son passage à Bucarest, au mois de novembre dernier, M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat, avait soumis aux autorités roumaines une liste d'environ mille cinq cents noms de candidats à l'émigration. A ce jour, plus de 40 % des demandes seraient satisfaites. On avait noté avec intérêt que lors de son bref passage à Washington, le 11 juin, M. Ceausescu avait reçu des représentants de diverses organisations juives américaines. La communauté juive de Roumanie comprend entre soixante mille et quatre-vingt-dix mille personnes.

MANUEL LUCBERT.

Entre la France et la R.D.A.

ÉCHANGE D'ESPIONS A BERLIN-OUEST

Bonn (*A.F.P.*). — L'ancien légionnaire Peter Kranick et son épouse, arrêtés en 1966 par la D.S.T. pour espionnage au profit de l'Allemagne de l'Est, et expulsés le 18 mai 1975 par le gouvernement français, ont été en fait échangés contre onze personnes détenues en R.D.A., a affirmé le vendredi 1er août le quotidien de Cologne *Express*. Parmi celles-ci, il y aurait eu M. Kurt Hirsch, ancien directeur d'une entreprise de travaux publics étatisée de la R.D.A., qui a purgé une peine de huit ans de prison pour contacts avec la garnison française de Berlin-Ouest. Le journal *Die Welt* avait annoncé le samedi 26 juillet cet échange de prisonniers au poste de contrôle de la rue Heinrich-Heine de Berlin-Ouest ; l'ambassade de France à Bonn s'est refusée à toute déclaration à ce sujet.

A Vienne

UN ACCORD EST CONCLU SUR LE SORT D'UNE PARTIE DES RÉFUGIÉS CHYPRIOTES

Vienne (*A.F.P.*). — Un accord sur le sort des minorités a été conclu vendredi 1er août aux conversations de Vienne entre les représentants des deux communautés chypriotes.

M. Rauf Denktash, leader des Chypriotes turcs, a précisé, à l'issue de la séance de l'après-midi, que cet accord permettrait à dix mille Chypriotes grecs environ de demeurer dans la zone chypriote turque du Nord et à environ neuf mille Chypriotes turcs vivant en zone chypriote grecque, dans le Sud, de gagner la zone chypriote turque du Nord. L'accord permettra d'autre part à environ huit cents Chypriotes grecs de rejoindre, dans le Nord, leurs familles qui y étaient demeurées.

M. Glafcos Cléridès, leader des Chypriotes grecs, a confirmé les grandes lignes de cet accord que M. Waldheim a qualifié d'« *important pas en avant* ». Le secrétaire général de l'ONU a laissé cependant entendre qu'il ne fallait s'attendre à aucun progrès sur le problème politique de fond.

La discussion, vendredi, sur les deux plans en présence pour la formation d'un gouvernement central n'avait eu pour résultat que de faire ressortir les divergences entre les deux parties. M. Clérides avait demandé avec insistance que ce gouvernement central ait des « pouvoirs étendus », tandis que M. Denktash s'en était tenu à sa formule de deux gouvernements séparés sous un pouvoir fédéral symbolique.

[L'accord intervenu au sujet des minorités chypriotes donne satisfaction à M. Denktash qui réclamait depuis plusieurs mois le regroupement de tous les Chypriotes turcs dans le nord de l'île au sein de l'Etat chypriote turc fédéré proclamé le 13 février 1975. M. Clérides n'obtient, pour sa part, que partiellement satisfaction : si les 10 000 Chypriotes grecs, qui se trouvent encore dans la zone nord pourront, comme ils le demandaient, y rester, aucune décision ne semble avoir été prise au sujet de la principale revendication des Chypriotes grecs, à savoir, le retour au nord des quelque 180 000 réfugiés chassés de leurs maisons par l'avance de l'armée turque en août 1974.]

Portugal

L'indiscipline grandit dans certaines unités militaires

Le général Costa Gomes, chef de l'Etat portugais, a confirmé, le vendredi 1er août à son retour de la conférence d'Helsinki, que le commandant Melo Antunes ne serait pas le ministre des affaires étrangères du prochain gouvernement dont la composition définitive se heurterait encore à quelques difficultés.

Plusieurs personnalités pressenties par le général Vasco Gonçalves, premier ministre, pour succéder au commandant Melo Antunes, se seraient récusées. Il s'agit en particulier de MM. Jorge Sampaio, secrétaire d'Etat à la coopération extérieure, et Fernando de Magalhes, chef du département politique du ministère des affaires étrangères.

Un certain nombre de ministères ne changeraient pas de titulaires, notamment l'économie, les finances, le travail, les transports, l'agriculture. Mais il paraît maintenant exclu que des socialistes ou des membres du parti populaire démocratique (P.P.D., centre gauche) puissent participer à titre individuel. M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, quitterait également le gouvernement.

Les incidents qui ont eu lieu à la base de commandos d'Amadora (*le Monde* du 2 août) ont été, semble-t-il, longuement analysés dans la nuit de vendredi à samedi par les généraux Gonçalves et Otelo de Carvalho. Le commandant du Copcon, retour de Cuba, a dû finalement entériner la destitution par ses hommes du colonel Neves, commandant les commandos d'Amadora. Le colonel Neves avait déjà été mis en cause par ses soldats après le putsch avorté du 11 mars dernier. Il était accusé de sympathies spinolistes.

Le colonel, qui avait été contesté par la quasi-totalité de ses hommes réunis en assemblée plénière, jeudi matin, a été remis à la disposition de l'état-major du Copcon, ainsi que huit autres officiers et quatre sergents. Selon certaines rumeurs, il aurait même, à un certain moment, été arrêté par ses hommes.

Le *Diario de Noticias* croit savoir que le capitaine Maia, commandant le régiment de cavalerie de Santarem, se serait rendu à Amadora mercredi soir. Le capitaine Vasco Lourenço, membre « modéré » du Conseil de la révolution, s'y serait présenté vendredi matin et s'en serait vu interdire l'accès par les militaires du régiment.

Selon des habitants du quartier, « *un certain climat de soulèvement* » régnait au régiment, où l'on observait des mouvements de voitures blindées et des hommes armés près de l'enceinte. Pour leur part, les travailleurs d'une entreprise métallurgique du quartier avaient pris partie pour les militaires des commandos « *qui ont empêché que le régiment ne s'isole du processus révolutionnaire, sauvant ainsi l'unité peuple-M.F.A.* ». Les remous à l'intérieur des commandos pourraient avoir été suscités par un projet de réunion d'assemblée populaire dans le quartier auquel se seraient opposés un certain nombre d'officiers.

D'autre part, une opération de grande envergure des forces armées a été lancée, vendredi soir, autour de Porto, en raison, selon le commandement de la région Nord, de « *la recrudescence des délits de droit commun, de la présence de marginaux, du trafic de stupéfiants, de la prostitution* ».

L'opération a commencé à minuit : des automitrailleuses, appuyées d'effectifs militaires, ont pris place sur les ponts enjambant le Douro pour contrôler la circulation, fouillant les véhicules et parfois les passagers. Des forces de l'armée de terre, de la marine, de la police, de la garde nationale et de la police judiciaire participent à l'opération, qui devrait être de « *courte durée* ».

Enfin, un capitaine des forces aériennes professant des opinions d'extrême gauche, a été récemment placé dans le cadre de réserve en vertu d'un décret-loi publié après la tentative du coup d'Etat spinoliste du 11 mars et dirigé contre les éléments contre-révolutionnaires. Dans des déclarations à l'hebdomadaire *Vida Mundial*, le capitaine Joao Freire Oliveira explique qu'il a été plusieurs fois convoqué à l'état-major pour avoir pris position publiquement à diverses occasions. Il lui a notamment été reproché d'avoir participé à une manifestation à Rome, organisée par Lotta Continua pour appuyer la révolution portugaise. On lui a également reproché, dit-il, d'avoir participé au congrès des conseils révolutionnaires de la marine. — (*A.F.P., Reuter, A.P.*)

A SON RETOUR DE LISBONNE

M. Mauroy (P.S.) : le combat des socialistes portugais est le nôtre

De notre correspondant

Lille. — Au cours d'une conférence de presse tenue vendredi 1er août à Lille, M. Pierre Mauroy a affirmé avec vigueur « *la solidarité entière de la fédération socialiste du Nord avec le parti socialiste portugais et son leader, Mario Soares, dont les choix clairement exprimés sont ceux du socialisme démocratique et autogestionnaire* ». Le député, maire de Lille, qui passe pour le « *numéro deux* » du P.S., s'est rendu au Portugal du 21 au 26 juillet et a rencontré à plusieurs reprises Mario Soares et les dirigeants du P.S.P.

En dressant le bilan de son voyage, il a affirmé : « *Le combat des socialistes du Portugal est le nôtre. La liberté n'a pas de frontières, c'est une valeur universelle : partout où elle est bafouée, elle doit être défendue.* »

M. Mauroy a critiqué l'attitude du parti communiste français qui tente de justifier le « *comportement antidémocratique* » du parti communiste du Portugal, lequel se manifeste, selon lui, par le refus du verdict populaire, la mainmise sur les moyens d'expression, le sabotage et même l'obstruction aux manifestations organisées par les socialistes pour défendre la liberté.

A propos du Mouvement des forces armées, M. Mauroy a fait la constatation suivante : « *Le M.F.A. a joué un rôle important dans la libération du Portugal et dans la mise en œuvre des premières mesures visant à l'établissement d'institutions démocratiques. Et pourtant, j'ai pu mesurer combien ce mouvement est incertain dans sa doctrine, qui s'apparente à un populisme militaire dont l'Amérique du Sud et des pays d'Afrique et d'Asie ont connu ou connaissent les diverses variantes...* »

M. Mauroy a souligné l'ampleur de l'influence des socialistes au Portugal, « *dans les urnes, mais aussi dans la rue* ».

M. Mauroy a conclu : « *Le problème se pose sur le plan de la doctrine. Il s'agit ou bien d'accepter un processus d'évolution politique reposant sur le suffrage universel ou bien de laisser faire les minorités agissantes. Pour nous l'adhésion du peuple doit être recherchée et obtenue par des voies démocratiques. Certes, certains se réjouissent des difficultés qui pourraient naître pour la gauche à cause des événements du Portugal. C'est une manœuvre de la droite, qui a accepté sans rien dire un demi-siècle de dictature dans ce pays. Le parti socialiste a la volonté de maintenir l'union de la gauche avec une totale intransigeance sur les plans de la démocratie et des libertés. Je suis persuadé que, placé face à une situation identique à celle du parti communiste portugais, le parti communiste français réagirait d'une tout autre manière.* »

M. Mauroy, sur les ondes d'Europe 1, a manifesté samedi 2 août sa crainte de voir le Portugal s'engager sur la voie d'une « *dictature militaire* » si le peuple « *ne maintient pas sa pression* » et « *si les socialistes ne réussissent pas à imposer la démocratie* ». Il a ensuite reproché aux communistes français de ne pas suivre l'exemple des communistes italiens et espagnols en donnant au P.C. portugais des « *conseils de sagesse* » en ce qui concerne le respect du suffrage universel et de la libre expression des citoyens.

● *L'écrivain David Mourao Ferreira*, directeur du journal *A Capital*, a présenté sa démission après la décision prise par les travailleurs du journal d'ajourner la publication d'un article de l'écrivain Natalia Correia qu'ils considèrent comme « *contre-révolutionnaire* ».

Dans cet article, Natalia Correia affirme que « *le Mouvement des forces armées n'a pas de visage car il ne se présente jamais de face* ».

La commission des travailleurs du journal estime que la décision de M. Ferreira est « étrange », car, précise-t-elle, les travailleurs ont « *uniquement retardé la publication de l'article, en vue de l'analyser plus profondément* ».

PROCHE-ORIENT

Syrie

CINQ MEMBRES DE L'OCA ONT ÉTÉ PENDUS

Damas (*A.F.P.*). — Les cinq membres de l'Organisation communiste arabe (OCA) condamnés à mort, mardi dernier, par la Cour de sûreté de l'Etat ont été pendus samedi 2 août à l'aube.

Les cinq hommes, quatre Palestiniens et un Syrien âgés de vingt à vingt-cinq ans, avaient été reconnus coupables d'avoir commis une série d'attentats à l'explosif à Damas et à Alep, dans le nord de la Syrie.

L'OCA, créée en 1974 au Liban, avait ensuite étendu ses activités en Syrie et au Koweït. Le réseau syrien avait été démantelé le deux jours plus tard et le réseau koweïtien au bout d'une semaine.

Une exclusion d'Israël de l'ONU pourrait entraîner une aggravation de la situation

déclare M. Itzhak Rabin

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a déclaré, vendredi 1er août, au cours d'une conférence de presse, à Stockholm, que le projet des pays arabes d'exclure Israël des Nations unies va à l'encontre des efforts faits en faveur de la paix au Proche-Orient. « Une exclusion d'Israël de l'ONU pourrait entraîner une aggravation de la situation au Proche-Orient », *a assuré M. Rabin, ajoutant que cela pourrait également nuire à la poursuite de la collaboration avec les différents organes de l'ONU au Proche-Orient.*

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — Le nouvel ambassadeur américain aux Nations unies, M. Daniel Moynihan, a conféré jeudi avec le rabbin Israël Miller, président de la conférence des organisations juives, au sujet des mesures envisagées par Washington pour s'opposer aux « *initiatives anti-israéliennes* » des pays arabes au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'ouvre en septembre.

Les pays arabes n'ont pas encore précisé leurs intentions à ce sujet. Tandis qu'il y a encore quelques semaines plusieurs diplomates égyptiens en poste à New-York reprochaient à leurs collègues occidentaux de ne rien faire pour réagir avant « *qu'il ne soit trop tard* », la position du Caire s'est durcie dernièrement. L'Egypte semble vouloir utiliser cette affaire dans le marchandage destiné à obtenir une évacuation israélienne du Sinaï.

Les spécialistes de procédure ont établi six variantes possibles de « *mesures anti-israéliennes* » que les pays arabes pourraient proposer à l'Assemblée générale. Pourtant, celles qui sont le plus fréquemment évoquées — l'exclusion ou la suspension d'Israël — devraient, aux termes de la charte des Nations unies, obtenir au préalable l'approbation du Conseil de sécurité, ce qu'exclut le droit de veto dont disposent les pays occidentaux.

En outre, certaines délégations redoutent d'éventuelles mesures de rétorsion américaines. Plusieurs pays du tiers-monde appréhendent en effet une riposte du Congrès des Etats-Unis, qui, récemment encore, recommandait au gouvernement de Washington de réduire les contributions américaines à l'Organisation internationale si l'Assemblée générale votait l'exclusion ou la suspension d'Israël.

Enfin, plusieurs pays estiment que des mesures extrêmes contre Israël demeureraient inefficaces mais compromettraient toutes les tentatives déployées en vue d'un règlement négocié du problème israélo-arabe, rendant ainsi presque certaine une cinquième guerre au Proche-Orient.

Ph. B.

Iran

Plusieurs organisations humanitaires expriment leur inquiétude au sujet du Dr Cheybani

Plusieurs mouvements humanitaires dont Amnesty international (section française), l'Association internationale des juristes démocrates, la Cimade, le Mouvement international des juristes catholiques et la Fédération internationale des droits de l'homme, ont exprimé leurs préoccupations au sujet du sort du docteur Cheybani, personnalité de l'opposition musulmane au chah.

Condamné en 1972 à trois ans de prison, il devrait être normalement libéré vers la fin du mois de septembre. Divers indices cependant font éprouver de vives inquiétudes. Il vient d'être transféré à la prison de Komité où ont été tués tout récemment, au cours d'une « tentative d'évasion », neuf condamnés dont la libération devait, pour quelques-uns, avoir lieu dans un délai aussi proche.

Selon les organisations humanitaires qui font état de ces informations, le docteur Cheybani serait soumis à des tortures.

Me Nuri Albala, avocat à la Cour, nous adresse à ce propos une lettre dont nous publions ci-dessous des extraits :

« *Au début du mois de mai 1975, l'ensemble des détenus politiques iraniens a entamé une grève de la faim pour essayer d'alerter l'opinion mondiale sur ce qui se passe dans les prisons du chah : la torture systématique qui y est pratiquée a la fonction politique d'un moyen de gouvernement : elle est destinée à briser les volontés de ceux qui pensent. Elle est aussi, et surtout, destinée à faire savoir à tous les citoyens iraniens les risques qu'ils courent à ne pas être les sujets fidèles et disciplinés que l'on veut faire d'eux...*

» *Le nombre des détenus politiques, suivant les sources dont nous pouvons disposer, avoisine cent mille ; le régime réussit le tour de force d'avoir un rythme de construction de prisons plus élevé que le rythme de construction des écoles, et pourtant dans une prison comme celle de Ghassr, prévue pour mille détenus, cinq mille prisonniers s'entassent dans les conditions les plus épouvantables.*

» *Tous les observateurs qui se sont rendus en Iran pour le compte d'organisations internationales ont pu constater que le régime ne s'impose et ne survit que par la terreur exercée sur une population dans laquelle marxistes et musulmans sont la cible privilégiée des coups du pouvoir : j'ai assisté à Téhéran à des parodies de procès ; j'ai vu des hommes dont le corps était mutilé par les tortures subies et j'ai entendu à la télévision française le chah d'Iran traiter cela de « bagatelle »...* »

A travers le monde

Dahomey

● M. GRATIEN POGNON, ambassadeur du Dahomey en Belgique et auprès de la Communauté économique européenne, a décidé d'abandonner ses fonctions et de rejoindre les rangs du Front de libération du Dahomey (F.L.D.), afin de lutter jusqu'à ce que son pays soit « débarrassé » du régime « dictatorial » du président Kérékou. — (*A.P.*).

Gambie

● M. CHERIF MUSTAPHA JIBA, ministre du plan et du développement industriel, a été démis de ses fonctions et remplacé par M. Lamine Bora M'Bodj. Les raisons de cette éviction n'ont pas été communiquées. — (*Reuter.*)

Nigéria

● LE GENERAL GOWON, ancien chef de l'Etat, est arrivé vendredi 1er août à Lomé (venant de Kampala), où il a été accueilli par le général Eyadema, président du Togo. A Lagos, toutes les restrictions imposées au moment du coup d'Etat sont levées ce samedi 2 août. Toutes les frontières sont rouvertes, les vols internationaux reprennent. Le nouveau régime a été reconnu par le gouvernement britannique. — (*A.F.P., Reuter.*)

République Centrafricaine

● SIX MINEURS AFRICAINS ont été tués, mercredi 30 juillet, à la suite d'un éboulement dans une mine d'or, dans la banlieue de Johannesburg, a annoncé un porte-parole de la compagnie propriétaire, la Rand Mines. Selon des statistiques publiées en juin, cinq mille cinq cents mineurs sont morts accidentellement dans les mines d'or d'Afrique du Sud au cours des dix dernières années. — (*A.F.P.*)

LA FIN DE LA CONFÉRENCE

Et si c'était vrai ?

(Suite de la première page.)

M. Valéry Giscard d'Estaing, juste avant la cérémonie finale, exprimait la même idée au cours d'une conférence de presse : « *Je note*, disait-il, *que la presse française a fait preuve de scepticisme et d'ironie à l'égard de la conférence d'Helsinki. Moi, j'ai observé très sérieusement ce qui s'est passé ici. Or la nature des rapports entre Etats telle qu'elle s'est exprimée à Helsinki était impensable il y a quelques années. On admet maintenant la diversité des opinions, des idéologies. Ce qui m'a frappé, c'est que la conférence n'était pas tournée vers le passé et qu'il y avait ici un ton nouveau.* »

MM. Brejnev et Giscard d'Estaing, en tout cas, auront été les seuls à « *personnaliser* » *leur signature*. Le dirigeant soviétique a *exigé que l'on rectifie* à la dernière minute le document final pour supprimer en face de son nom la mention « *chef de la délégation d'U.R.S.S.* ». Secrétaire général du P.C., mais n'ayant pas de fonctions officielles dans le gouvernement, M. Brejnev *n'aurait* pas voulu, dit-on, apparaître aussi comme « *chef de la délégation* ». Quant à M. Giscard d'Estaing, il a demandé que l'on ne fasse suivre son nom d'aucun titre. Là où d'autres, sur le document final, sont chef de gouvernement, président de la République ou premier *ministre, M. Giscard* d'Estaing, en face d'un blanc, n'est que lui-même.

Après la dernière signature, le président finlandais, M. Urho Kekkonen, a pris la parole pour saluer une dernière fois les délégations et inviter les signataires à « *mettre en pratique* » leurs engagements. Les cortèges officiels de chaque délégation sont ensuite sortis du Finlandia, salués *par plusieurs milliers* de personnes massées tout au long de l'avenue Mannerheim. La voiture du président Ford, qui, ce samedi, doit avoir un ultime entretien avec M. Leonid Brejnev avant de partir pour la Roumanie, a été la plus applaudie.

Les délégations ont commencé, *dès vendredi soir*, à quitter Helsinki par avion.

Une victime de la C.S.C.E.

Rendue à une activité et à une circulation normales, Helsinki a-t-il conscience d'avoir vécu trois journées historiques ? Sans doute. La presse finlandaise consacre ce samedi matin des dizaines de pages à la clôture de la conférence, et plusieurs journaux publient intégralement l'acte final. *On accorde* moins de place, par contre, à la seule personne dont la C.S.C.E., pour autant qu'on sache, ait causé la mort : un vieux pêcheur finlandais dont la barque a été coulée *jeudi soir* par inadvertance — des fusées d'avertissement ont brûlé son bateau — par un garde-côte de la marine finlandaise à proximité de l'hôtel Kalastajatorppa (« la Hutte du Pêcheur »), où venait d'avoir lieu une réception officielle organisée par le premier ministre. Destinée à prévenir les hécatombes et à sauver des vies humaines en Europe, la C.S.C.E. part donc à la cote moins un. Ce n'est pas encore un gros handicap.

J.-CL. GUILLEBAUD.

LA PETITE VOIX DE L'ÉCOLOGIE

Jusqu'à la dernière seconde, on a réaffirmé, la main sur le cœur, à Helsinki, nombre de nobles principes que l'on viole quotidiennement chez soi.

Les Européens ont-ils ainsi conjuré les horreurs d'une nouvelle guerre mondiale ? Une voix au moins leur a, sur-le-champ, signalé un nouveau péril. Celle du chef de la délégation de la principauté de Monaco, M. Saint-Mieux, qui est suivant la tradition un haut fonctionnaire français, et a la charge de conduire la politique étrangère de la principauté. (Celle-ci « s'en est remise pour sa protection et sa sécurité à la France », a-t-il dit dans son discours). « Pour être plus insidieuse et donc moins impressionnante que la perspective de conflits armés, a-t-il dit, cette menace nouvelle est pourtant elle aussi de nature à transformer la terre en un monde mort. Car aussi sûrement que ces conflits la rupture qui s'amorce de l'équilibre biologique de notre planète menace, à terme, la survie de l'homme. »

Les mille deux cents commentateurs qui campaient à Helsinki n'ont pas dit comment avait été accueilli cet avertissement fort écologique. Par des sourires diplomatiques sans doute. Car le délégué de Monaco ne trahissait pas les règles du jeu. Il parlait de « zones menacées » mais omettait d'indiquer que la Principauté a donné le plus bel exemple de destruction du milieu naturel qui se puisse imaginer. Il y a beau temps que le menu bruissement de la roulette et celui plus tonitruant des bétonnières ont remplacé le cri des oiseaux de mer sur le rocher des Grimaldi. Quant à la mer, on ne cesse de l'endiguer, de la combler, de gagner sur elle pour installer quelques bâtisses supplémentaires.

Mais le délégué de Monaco a aussi parlé des « préoccupations des riverains de la Méditerranée » devant les menaces biologiques qui pèsent sur leur mer fermée. Ne soyons pas cruels. Révérence faite aux hypocrisies du « show » diplomatique, le ministre de Monaco a eu au moins le mérite d'avancer une idée nouvelle. Ce ne sont pas seulement les guerres entre hommes qui menacent la planète. C'est aussi le combat acharné et presque suicidaire que l'homme mène contre une nature qui pourtant le nourrit. « Comment, a conclu M. Saint-Mieux, ne pas saisir l'occasion de cette conférence pour appeler les hommes et leurs dirigeants à se mobiliser face à ce nouveau péril ? »

MARC AMBROISE-RENDU.

APRÈS LE DINER DES « QUATRE »

Les convocations pour une nouvelle conférence Nord-Sud seraient lancées avant la fin du mois

De notre envoyé spécial

Helsinki. — Que s'est-il passé au juste lors du déjeuner des Quatre Grands occidentaux jeudi dernier à Helsinki ? M. Kissinger continue de démentir les déclarations du porte-parole allemand selon lesquelles les Quatre ont décidé la convocation d'un « sommet » monétaire à cinq (avec le Japon) avant la fin de l'année. M. Boelling maintient ses déclarations en les atténuant toutefois : la décision des grands n'aurait porté que sur la convocation d'une réunion préparatoire d'experts.

Interrogé à ce sujet au cours de l'entretien qu'il a accordé vendredi après-midi aux journalistes français, M. Giscard d'Estaing s'est montré très réticent, invoquant la discrétion à laquelle il s'était engagé. « *Nous avons considéré*, a-t-il précisé toutefois, *que notre intérêt commun était de nous concerter sur la situation* économique des pays *industrialisés. Nous avons décidé de rester en contact. Il n'y a pas eu d'autre décision. Encore ne s'agit-il pas d'une action seulement monétaire dans la ligne des précédentes discussions monétaires mondiales, mais d'une action avant tout économique...* ».

En ce qui concerne la reprise éventuelle d'une conférence Nord-Sud entre les pays producteurs et consommateurs de matières premières, *le président* de la République a déclaré qu'il en avait parlé le jour *même avec M. Ford, qui l'avait reçu* à déjeuner. Dans son discours de la *matinée, ce dernier avait déclaré* cette conférence souhaitable. Des *questions* techniques de caractère limité restaient à résoudre. Les *convocations à la conférence seraient* lancées avant la fin du mois.

Bref, les Français et les Allemands donnent aujourd'hui l'impression d'un *léger recul sur la conférence moné*taire à cinq. Ils sont en effet sen*sibles à l'irritation des Italiens et des* petits pays membres de la C.E.E., *qui les accusent* de manquer à la solidarité entre les Neuf sur le plan économique. En outre, les Américains, dont la situation économique s'améliore et dont le dollar remonte, se sentent moins contraints aujourd'hui de céder à la pression des Français et des Allemands, soucieux d'une remise en ordre dans le domaine monétaire.

M. Giscard d'Estaing a précisé encore aux journalistes que les directeurs politiques des neuf pays de la Communauté européenne s'étaient réunis à l'instigation de leurs chefs de gouvernement pour étudier les points sur lesquels *on* pouvait obtenir l'adhésion des Grecs et des Turcs à un règlement de l'affaire chypriote. Il semble que ces points aient été précisés par le chancelier Schmidt sous la forme qu'on leur connait aujourd'hui : division de Chypre en deux zones et constitution d'un Etat fédératif, retrait partiel des Turcs, qui rétrocéderaient aux Chypriotes grecs des territoires essentiels, levée de l'embargo sur les armes américaines et conférence à cinq avec la participation du représentant des Neuf, le chef du gouvernement italien, M. Aldo Moro.

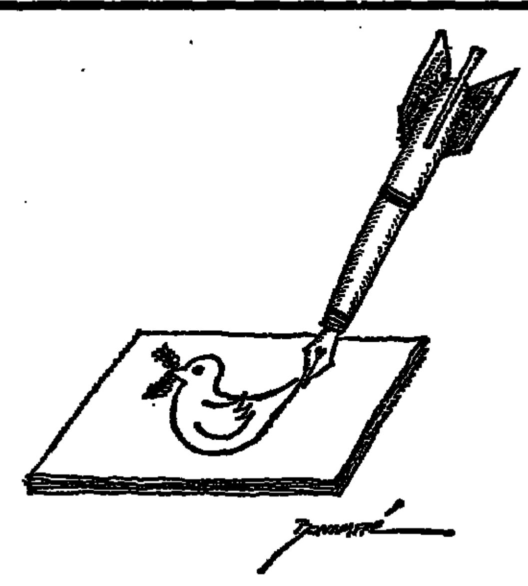
Ce projet a été présenté vendredi à Mgr Makarios, à M. Caramanlis et à M. Demirel par MM. Schmidt et Moro. Les deux premiers ont eu, dans l'ensemble, une réaction favorable. Mais le premier ministre turc prendra probablement son temps pour répondre. L'initiative des Neuf sera donc poursuivie par la voie diplomatique, voie qui passera par Rome (représentant la C.E.E.), Athènes, Ankara et Nicosie.

JEAN SCHWŒBEL.

● RECTIFICATIF. — Une erreur *typographique* a donné l'impression que toute la fin de l'article de Jean Schwoebel, dans notre dernière édition du 2 août, était une citation de M. Kissinger. En fait, la citation du secrétaire d'Etat s'arrêtait à « *Ni le président Ford ni moi-même n'avons entendu de proposition à ce sujet au cours du déjeuner.* » Le dernier paragraphe, commençant par « *les Grands feraient donc bien de mieux accorder leurs violons* », était un commentaire de notre envoyé spécial.

LES DERNIERS DISCOURS

Au cours de sa dernière journée, vendredi 1er août, la conférence paneuropéenne a entendu, outre les discours de MM. Costa Gomes, Gerald Ford et Arias Navarro, chef du gouvernement espagnol (« le Monde » du 2 août), les représentants des Etats suivants : Malte, Pays-Bas, Monaco, Norvège, Roumanie, Liechtenstein, Saint-Marin, Luxembourg et le Saint-Siège. Nous reproduisons ci-dessous des extraits de ces discours.



Dessin de BONNAFFE.

M. BUTTIGIEG (Malte) : Pour la coopération entre l'Europe et la Méditerranée.

« *La Méditerranée est encore la région du monde où les deux super-puissances entretiennent le plus formidable arsenal d'armes de mort. C'est aussi la région où les allégeances* (à ces puissances) *sont les plus instables et où les sympathies changent au moindre souffle politique. Il suffit de mentionner la tiédeur avec laquelle les partis communistes de Méditerranée considèrent le rôle de l'Union soviétique en tant que champion des classes ouvrières du monde. De la même manière, les frustrations récentes de la Grèce et de la Turquie ont montré avec quelle facilité et quelle rapidité de solides alliés des Etats-Unis pouvaient être ébranlés. Ces considérations seules devraient inciter les deux super-puissances à prendre conscience d'un grand danger pour elles-mêmes. Nous acceptons, mais non sans réticences, le rôle de ces super-puissances comme garantes de la paix dès lors qu'il n'y a pas de situation plus acceptable actuellement en vue. Mais nous continuons à croire aussi que l'espoir d'une paix juste et durable en Méditerranée, et plus particulièrement au Proche-Orient, est lié à une coopération plus étroite entre l'Europe et tous les Etats méditerranéens et ceux du golfe arabo-persique.* »

M. DEN UYL (Pays-Bas) : Que les peuples décident !

« *Je souhaite mentionner les formulations très positives des deux principes que nous avons, depuis le début, considérés comme étant d'un intérêt particulier : ceux qui concerne l'autodétermination et le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Je me réjouis qu'il soit confirmé que ces principes, tout comme les autres, sont destinés à être appliqués à travers toute l'Europe et dans toutes les relations entre Etats. Ces confirmations soulignent un fait inéluctable, à savoir que la paix en Europe ne peut reposer sur une base solide que si ces principes sont réellement appliqués et respectés. Cela signifie également que là où les peuples expriment une opinion sur leur propre destinée, leur voix se reflètera dans la politique de leur gouvernement. Que les peuples décident ! (...)*

» *Jusqu'à quel point cette conférence a réellement renforcé notre sécurité ? J'ai bien peu qu'il n'y ait pas de réponse directe à cette question. Je regrette que les aspects militaires soient l'un des domaines dans lesquels les résultats de la C.S.C.E. sont les moins satisfaisants.* »

M. BRATTELI (Norvège) : La réalité des alliances.

Les alliances demeurent l'élément essentiel du système actuel de sécurité en Europe. Elles ont été essentielles pour le projet de la détente et il est peu probable que cela change dans un avenir prévisible. (...) La Norvège est située dans une région stratégiquement importante et exposée. Elle est liée avec une des deux super-puissances et voisine de l'autre. La Norvège a, par conséquent, un intérêt direct et spécifique dans une évolution qui réduira la tension et contribuera à la détente. Il est important que la politique de détente et les résultats concrets de cette politique ne soient pas limités aux relations entre les grandes puissances, ni à la situation en Europe centrale.

M. CEAUSESCU (Roumanie) : Pour la création d'un organe permanent.

« *Quoique insuffisantes, les mesures enregistrées dans le document, qui concernent la notification préalable des manœuvres et des mouvements de troupes, sont appelées à avoir une part importante dans le renforcement de la sécurité européenne (...).*

» *En même temps, les documents (...) donnent une base pour l'organisation dans l'avenir de nouvelles rencontres de ce type, avec pour objectif de tirer un bilan de l'application des engagements et de rechercher les moyens de résoudre les problèmes sérieux dans la vie politique de l'Europe.*

» *(...) Le but de notre travail doit être de construire une Europe unie qui repose sur des nations indépendantes, sur une coopération pacifique entre les Etats sur un pied d'égalité, quels que soient leurs systèmes sociaux ou leur taille. (...) La Roumanie croit qu'il est nécessaire d'instaurer un organe permanent qui assurerait des consultations continues sur les problèmes majeurs des relations entre les Etats européens, et une coopération intensifiée.*

» *La consolidation de la détente et la réalisation d'une sécurité réelle et de la paix sur le continent européen ne peuvent être conçues sans l'adoption de mesures de désarmement résolues, et, en premier lieu, de mesures de désarmement nucléaire. Le développement de la confiance mutuelle et de la coopération devrait conduire à l'élimination des blocs militaires opposés, à la dissolution simultanée du pacte de l'OTAN et du traité de Varsovie. En même temps, une action déterminée devrait être entreprise pour démanteler les bases militaires et ramener à l'intérieur de leurs frontières nationales les troupes étrangères stationnées sur le territoire d'autres Etats. Des efforts soutenus sont requis de la part de tous les Etats afin de procéder à une réduction des armées nationales, des dépenses militaires et d'armements ; en particulier, des progrès énergiques sont nécessaires pour retirer les armes nucléaires des territoires des Etats européens qui ne sont pas détenteurs de telles armes et pour la transformation de l'Europe en un continent de coopération pacifique.* »

M. KIEGER (Liechtenstein) : Grâce au consensus.

« *Grâce au principe du consensus, le travail a été conduit dans un esprit de franchise qui a rendu possible la participation, sur la base de l'égalité et du respect des intérêts, de pays même petits comme le Liechtenstein. (...) L'acte final (...) doit être traduit en actes concrets.* »

M. LUIGI BERTI (Saint-Marin) : Une humble contribution.

« *La contribution du petit Etat saint-marinois a été modeste, humble, mais sincèrement animée par la bonne volonté riche de confiance envers les autres — comme cela s'est toujours vérifié au cours des siècles — consciente de ses limites, mais capable d'offrir sa seule force sûre, sa force morale.* »

M. THORN (Luxembourg) : Je suis resté quelque peu sur ma faim.

« *Sommes-nous allés aussi loin que possible à cette conférence ? J'hésite à en convenir. (...) Comptant parmi les ambitieux, je suis resté quelque peu sur ma faim. La confiance entre les Etats me paraît bien fragile encore et équivoque ; la coopération, lacunaire ; la liberté des hommes, aléatoire. J'hésite un peu aussi à me contenter de dire que nous sommes d'accord sur les objectifs, que nous avons tracé ensemble un cadre — cela ressemble trop à ce que nous avions dit ici, il y a deux ans, tout au début de nos efforts. C'est pourquoi il est bon que nous prenions maintenant quelque répit. J'espère qu'après l'héroïque bataille pluriannuelle sur les mots nous allons maintenant rivaliser d'ardeur dans l'action. (...) Cet engagement moral et politique, s'il est justiciable en droit pur devant je ne sais quel tribunal, ne l'est pas moins devant nos opinions publiques, qui ne s'y tromperont pas.* »

Mgr CASAROLI (Vatican) : Un message du pape.

Le délégué spécial du Vatican a donné lecture d'un message de Paul VI dans lequel le pape relève « *l'engagement grave, délicat, difficile dont veut s'inspirer la politique des Etats participants* ». Le message poursuit : « *Les peuples de langues et de traditions diverses qui composent l'Europe, plutôt qu'ils ne la divisent, regardent avec une attention anxieuse les affirmations solennelles qui vont être souscrites. Il y a des centaines de millions d'hommes et de femmes, jeunes et vieux, qui aspirent à vivre des rapports toujours plus sereins, plus libres, plus humains, c'est-à-dire à jouir de la paix dans la justice ; ils désirent certainement se sentir rassurés par la garantie de la sécurité de chaque Etat, mais ils sont tout autant encouragés par la réaffirmation du respect des droits légitimes de l'homme et des libertés fondamentales. Parmi ces droits le Saint-Siège se réjouit de voir soulignée de façon spécifique la liberté religieuse, tandis qu'il considère avec un intérêt non moins grand les chances de protection et de croissance humaine que de telles libertés signifient pour les individus, les communautés, les migrants, les groupes ethniques, les minorités nationales, les populations de toutes régions.* »

L'ACCORD SCHMIDT-GIEREK

Cent vingt-cinq mille Allemands de Pologne pourront s'installer en R.F.A. en quatre ans

Bonn *(A.F.P.)* — Un accord, qui permettra la normalisation complète des rapports entre la Pologne et la République fédérale allemande, est intervenu samedi matin à Helsinki, apprend-on de source gouvernementale à Bonn.

Aux termes de cet accord, conclu samedi matin 2 août par le chancelier Helmut Schmidt et par M. Edward Gierek, secrétaire général du Parti ouvrier unifié polonais, après huit heures de négociations en marge de la C.S.C.E. dans la nuit de vendredi à samedi, la Pologne permettra dans les quatre ans à venir à quelque 125 000 de ses ressortissants d'origine allemande d'émigrer vers la République fédérale allemande.

Sur le plan économique, l'Allemagne fédérale accorde à la Pologne un crédit de 1 milliard de marks à un taux préférentiel de 2,5 %. Elle versera, d'autre part, à la Pologne 1,3 milliard de marks pour des pensions aux Polonais qui ont travaillé autrefois dans des administrations ou des entreprises allemandes en Pologne ou sur le territoire du Reich.

MM. Hans Dietrich Genscher et Stefan Olzowski, ministres des affaires étrangères de R.F.A. et de Pologne, signeront vraisemblablement le texte de cet accord en octobre à Varsovie, et M. Gierek, invité en R.F.A., pourrait faire une visite officielle à Bonn *au printemps 1976* pour illustrer cette détente.

LA « PRAVDA » ET LES « IZVESTIA » PUBLIENT INTÉGRALEMENT L'ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE D'HELSINKI.

Moscou (A.F.P.). — La *Pravda* et les *Izvestia* publient, samedi 2 août, le *texte intégral du document* signé à Helsinki par les participants à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, annonce l'agence Tass.

Le texte du document final occupe cinq pages de l'organe du P.C. soviétique, qui, pour la circonstance, est sorti sur huit pages au lieu des six habituelles.

La publication de l'acte final était expressément imposée par le document, aux termes duquel chaque Etat participant « *le diffusera et le fera connaître le plus largement possible* ». *On* s'attend que ce texte, notamment ses nombreuses dispositions sur les libertés, fournira une précieuse référence aux défenseurs des droits de l'homme et aux candidats à l'émigration dans les pays d'Europe de l'Est.

La presse soviétique a, en revanche, été sélective dans la reproduction des discours prononcés à *Helsinki*, amputant par exemple le discours de M. Giscard d'Estaing *de la phrase selon laquelle* l'acte final « n'impliquait en rien pour la France la reconnaissance de situations qu'elle n'aurait pas d'autre part reconnues ». L'on ferait mieux, cependant, avant de s'en étonner, de compter *les journaux* qui ont publié intégralement les discours d'Helsinki, et *surtout l'acte final*, comme le font ce samedi les deux journaux soviétiques.

CORRESPONDANCE

La C.S.C.E. et les droits des minorités en France

A propos de l'article d'André Fontaine, « Les mots et les choses » (le Monde *du 29 juillet), M. Dorandeu, secrétaire général (catalan) de Défense et Promotion des langues de France *, nous écrit :*

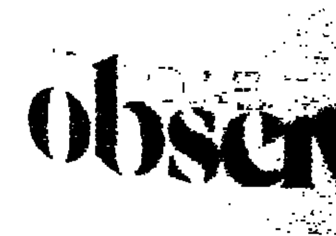
« Il est vrai que l'Espagne franquiste ne respecte guère, et c'est le moins qu'on puisse dire, le droit des nationalités basque, catalane et galicienne. Mais, sans aller si loin, les Basques et Catalans de France ont encore, en tant que tels, moins de droits : il suffit de voir les écoles et lycées basques en Euskadi du Sud et les possibilités (!) qu'accorde l'Education ex-nationale de ce côté-ci de la frontière. Il suffit aussi de voir le nombre d'*heures* d'émissions en basque et catalan en Espagne (encore insuffisantes) et les quelques *minutes* octroyées sur les émetteurs français. Dans la troisième corbeille, la question des minorités nationales et des cultures régionales se trouve liée. On verra bien ce que la France appliquera.

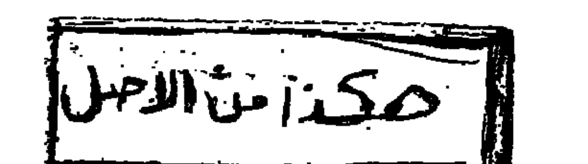
» Mais sur le plan linguistique et culturel, il est difficile de comprendre que le Catalan (citoyen espagnol) du Perthus se voie attribuer le droit d'appartenir à une minorité « nationale », mais que l'autre Catalan (citoyen français), habitant la maison voisine (ce que l'on appelle dans les livres les frontières *naturelles !*) ne puisse même pas prétendre obtenir les mêmes droits (que de condescendance dans le vocabulaire : « langue locale, dialecte local », etc.)

» Espérons *que* la *France*, dont la devise est « Liberté, Egalité, Fraternité », appliquera *enfin* les diverses conventions internationales qu'elle a signées et, en particulier, l'esprit et la lettre de la C.S.C.E. »

* 1 bis, rue Gager-Gabillot, 75015 Paris.

● LE CONSEIL DES MINISTRES LAOTIEN a décidé jeudi 24 juillet, la rupture des relations diplomatiques entre Vientiane et Séoul. En revanche, Vientiane enverra prochainement un ambassadeur à Saigon. Enfin, un porte-parole a démenti que le Laos ait l'intention de rompre ses relations avec la Thaïlande. — *(Reuter.)*





CONFÉRENCE D'HELSINKI

…ÈS LE DINER DES « QUATRE »

L'ACCORD SCHMIDT-GIEREK

LA « PRAVDA » ET LES « IZVES-TIA » PUBLIENT INTÉGRALEMENT L'ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE D'HELSINKI

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

L'HUMANITE : Ford s'est montré plus beau joueur que les « européens ».

« En des termes souvent identiques, les Neuf, dans chacun de leurs discours, ont tenu à réaffirmer leur appartenance à la petite Europe, voire leur allégeance atlantique. Alors que les pays socialistes, quant à eux, non seulement se sont abstenus de faire la moindre référence au traité de Varsovie, mais ont, au contraire, recommandé que l'on recherche le dépassement et la dissolution simultanée des alliances politico-militaires qui divisent encore notre continent. Il n'y a eu nulle part dans les allocutions des Neuf la moindre indication, même timide, d'une telle bonne volonté.

» En revanche, le désir de minimiser la portée des décisions d'Helsinki a souvent été perceptible dans leurs propos. Ces neuf gouvernements sont visiblement ceux qui boudent le plus la détente européenne, la palme de la plus grise mine revenant sans conteste au chef d'Etat français et au chancelier ouest-allemand.

» Non sans habileté, le président Ford s'est montré en quelque sorte plus beau joueur en proclamant que « le progrès de la négociation doit être soutenu non pas avec une lenteur d'escargot, mais avec un enthousiasme manifeste ». *Il a promis de montrer de la* « souplesse » *dans les pourparlers de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale. Il s'est dit prêt à rechercher avec l'U.R.S.S. de nouveaux accords sur la limitation des armes stratégiques. »*

(YVES MOREAU.)

LE FIGARO : vivre dangereusement.

« Les Occidentaux ont-ils obtenu des concessions à Berlin ou dans la troisième « corbeille » qui compensent l'avantage que Leonid Brejnev tire du carnaval finlandais, préface à la conférence des partis communistes ? Chacun en jugera par lui-même. Aussi bien, l'avenir seul autorisera-t-il un jugement catégorique.

» Il reste, en tout cas, une erreur à ne pas commettre. En se déclarant eux-mêmes perdants, les Occidentaux amplifient la prétendue victoire de Leonid Brejnev. (...)

» (...) L'Union soviétique est militairement trop forte, l'Europe occidentale trop divisée et trop affaiblie moralement pour que la coexistence pacifique garantisse effectivement la sécurité des grands et des petits. L'Europe libérale est condamnée à vivre dangereusement, bien qu'elle semble résolue à ne pas le savoir.

» Espérons que les trois journées d'Helsinki ne donneront pas aux Européens de nouvelles excuses pour fermer les yeux et se boucher les oreilles. »

(RAYMOND ARON.)

L'AURORE : pire que Yalta, mais l'Occident a retrouvé un grand leader.

« (...) Yalta était un partage du monde : Helsinki est pire. C'est la consécration solennelle et définitive par le monde libre de l'acquis du communisme, sans que celui-ci renonce à bloquer ses avoirs. (...) Ce que Gerald Ford a dit, l'Europe l'attendait de lui sans y croire : l'affirmation de la primauté accordée au Vieux Continent dans la politique étrangère américaine, l'exaltation d'une solidarité forgée au cours de deux guerres qui ont permis de sauver la liberté. (...) Un nouveau président des Etats-Unis est né hier à Helsinki. Sur cette prestation à la tribune du Finlandia Hall, on imagine mal qui pourrait le battre l'année prochaine dans la campagne présidentielle américaine. Mais ce qui est tout aussi important, c'est que, du même coup, l'Occident avait l'impression, hier, d'avoir retrouvé un grand leader. »

(ROLAND FAURE.)

LIBERATION : consécration de la puissance soviétique.

« Deux mondes, deux images, division d'un côté, uniformité de l'autre. Ce pourrait bien être l'essentiel de ce qui s'est passé pendant trois jours à Helsinki. La consécration d'une puissance soviétique qui, plus forte que jamais, a montré à quel point elle savait tenir son monde. « Les Européens ont signé un nouveau Munich », *commente la presse chinoise à propos d'Helsinki.* « Nouveau Munich », *où l'Allemagne hitlérienne serait remplacée par la Russie brejnevienne ou autre. Choisir entre le mythe américain du « monde libre », dont les peuples du monde ont pu estimer les effets, et le glacis soviétique ? Choix cornélien, entre la peste et le choléra. Alors le rideau s'est refermé hier soir à Helsinki sur la scène de ce vieux monde que chacun se dispute. »*

(THIERRY WOLTON.)

ASIE

L'Inde en état d'urgence

III. — Parti dominant et pouvoir personnel

La proclamation, le 26 juin, de l'état d'urgence par Mme Gandhi a été l'aboutissement d'une longue crise. Désormais, les droits fondamentaux ne sont plus protégés et la presse est muselée (« le Monde » des 1er et 2 août).

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

New-Delhi. — « *Nous savions que le système était un mythe, que la démocratie n'était pas le régime qui convenait dans un pays en voie de développement comme le nôtre, mais cela nous aidait à tenir. Il a été prouvé, à la mort de Nehru, qu'une personnalité, aussi forte soit-elle, ne suffisait pas seule à sauvegarder la nation, mais que les institutions étaient encore plus importantes* », souligne un observateur indien. Ces institutions, qui étaient l'orgueil des Indiens, et faisaient passer leur pays pour « *la plus grande démocratie du monde* », la fille de Nehru vient de les fouler au pied. Une situation s'est créée, des habitudes ont été prises, sur lesquelles il ne sera pas facile de revenir. Le pouvoir n'a d'ailleurs pas dit pour le moment que telle était son intention. « *Ça ne sera jamais plus comme avant* », reconnaît-on généralement.

« Avant », la démocratie était le privilège d'une classe dirigeante évoluée, minoritaire, mais bénéficiant du vote populaire et imposant sa loi et sa conception de la société à la majorité de la nation. « *La classe dirigeante estimait jusqu'à maintenant que ce qui était bon pour elle l'était pour le peuple* », fait remarquer un écrivain, paraphrasant le slogan de la General Motors.

Peut-on dire que le peuple est souverain lorsque le poids des castes — qui, dans certains cas, recoupent les différences de classes, — les rapports entre les communautés religieuses, linguistiques, la dynamique du parti au pouvoir, le charisme de son chef et les moyens disproportionnés à ceux de ses adversaires qu'il utilise au cours des campagnes électorales, le pilonnage de la propagande, notamment radiophonique, influent sur le choix d'électeurs souvent sous-alimentés ? Quand de nombreux parlementaires se comportent comme de petits potentats dans leurs circonscriptions, se préoccupent moins de rendre des comptes à leurs mandants que de tirer le maximum de prébendes au cours d'une législature ? Le système parlementaire était une caricature, et on le savait en crise depuis de nombreuses années. Mais ce système était, depuis l'indépendance en 1947, soumis à la domination d'un mouvement se comportant comme un parti unique dont la composition socio-économique n'a guère changé. Il représente de nombreuses couches de la société, et à peu près tous les intérêts économiques, encore que les milieux les plus déshérités, le prolétariat urbain et rural, une grande partie des petits fermiers et des métayers, ne figurent pratiquement pas dans ses rangs tout en faisant partie de sa clientèle. Il a rarement été soutenu par plus de la moitié des voix de l'électorat.

Les membres du Congrès se sont, en majorité, écartés depuis longtemps de Mme Gandhi. Différents courants — on ne peut parler d'idéologies — s'opposent, s'affrontent, se neutralisent ou se détruisent au sein du Congrès. Il est à la fois la majorité et l'opposition. Mais, en vingt-huit ans de pouvoir, il n'a guère renouvelé son programme, son organisation, ses cadres. Lorsqu'il prend des mesures progressistes, c'est pour se donner une façade « radicale » et pour gagner des voix. Depuis l'arrivée au pouvoir de la fille de Nehru, le charisme et le « populisme » du premier ministre passent avant l'action de l'appareil. Elle est le meilleur atout du parti. « *Le Congrès est devenu maître dans la technique de gagner des élections tout en perdant celle de gouverner le pays* », écrivait au début de l'année M. J. D. Sethi, professeur à l'école de sciences économiques de Delhi (1).

Le Congrès porte largement la responsabilité de la crise. La levée de boucliers de l'opposition, de droite et de gauche, a répondu au mécontentement des masses constatant l'écart entre les promesses et les réalités, et traduit le sentiment de frustration de cette opposition devant l'arrogante hégémonie du Congrès et la concentration de plus en plus poussée du pouvoir entre les mains d'une seule personne.

Mme Gandhi : une outsider inquiète ?

Mme Gandhi a lutté avec une opiniâtreté ces dix dernières années pour imposer son ascendant sur le parti et le gouvernement. En février 1966, elle accède au pouvoir par la grâce des « faiseurs de rois », des sages du parti : ils pensaient qu'elle serait un premier ministre docile. Elle est alors entourée d'un *Kitchen Cabinet*, de quelques ministres, ce qui donne l'impression que l'Inde possède une direction collective. En 1969, elle écarte les hommes qui l'ont promue, mais ses fidèles forment encore un super-cabinet. Ce n'est qu'en 1971, après son triomphe électoral et avant sa victoire contre le Pakistan, au Bangladesh, qu'elle se met à voler de ses propres ailes.

Elle détient plus de pouvoirs que Nehru autrefois. Aucune puissante personnalité ne paraît disputer son autorité. Les membres de la « vieille garde », MM. Jagjivan Ram, Y. B. Chavan Singh, sont permutés aux principaux postes à chaque remaniement ministériel, mais ils ne sont pas mis dans toutes les confidences. Les chefs de gouvernements régionaux étaient, auparavant, choisis par les comités locaux du Congrès. C'est le premier ministre qui, désormais, en choisit la plupart. Mme Gandhi prend en main certains services de police et les renseignements, limoge tour à tour plusieurs ministres, M. Gulzarial Nanda, Morarji Desai, Dinesh Singh, Mohan Dharia, impose à deux reprises son favori à la tête de l'Etat. On s'aperçoit, à la faveur de la crise actuelle, combien il est important que le président de l'Union soit une personnalité soumise et effacée — M. Fakkruddin Ali Ahmed, ancien ministre malchanceux de l'industrie puis de l'agriculture, est, dit-on à New-Delhi, un *Rubber Stamp* (un timbre en caoutchouc), un homme de paille, qui signe, apparemment sans sourciller, les ordonnances sur l'état d'urgence.

Avant le 26 juin 1975, l'autorité du premier ministre sur le parti — dont il nomme le président, — et sur le gouvernement, est donc incontestée. Malgré tous les pouvoirs dont elle dispose, et la relative stabilité du pays, Mme Gandhi ne parvient pas cependant à dominer la crise économique, sociale et politique. La fuite en avant du 26 juin était-elle destinée à masquer cet échec ? A côté des explications politiques incomplètement satisfaisantes, il faut tenir compte des facteurs psychologiques.

« *C'est l'idée qu'elle était invincible et indispensable qui a été remise en question* », à Allahabad et au Goudjerat, a écrit un hebdomadaire indien à la mi-juin. Brahmane, Mme Gandhi ne tolère pas que son autorité soit contestée, et surtout de cette façon. « *Elle identifie sa survie à celle du pays* », dit-on à New-delhi. Elle rappelle souvent, et encore une fois devant les écoliers à la télévision, après la proclamation de l'état d'urgence, que l'une des choses qui l'a le plus impressionnée dans sa jeunesse — et à laquelle elle rêve encore — est l'épopée de Jeanne d'Arc. Sa carrière est marquée par une sucession de batailles livrées contre le Parlement, la Cour suprême, le Pakistan, les vieux piliers du Congrès, les révolutionnaires naxalites (marxistes-léninistes), l'opposition... et toujours gagnées. Mais ces victoires ont révélé une image souvent ignorée de l'Inde, qui est en train de devenir son image véritable. Hier, les boucs émissaires étaient la C.I.A., le Pakistan, les Etats-Unis et leurs visées à Diégo-Garcia. Maintenant, l'« ennemi » est à l'intérieur. On dénonce un « complot » des forces réactionnaires là où il n'y a eu qu'un réel défi politique.

L'agressivité va généralement de pair avec un sentiment d'inquiétude. « *J. P. Narayan (chef de l'opposition se réclamant de la pensée de Gandhi menait une campagne contre moi personnellement* », a écrit Mme Gandhi au Dr Benjamin Spock. « *Indira Gandhi souffre depuis toujours d'un sentiment d'insécurité, de persécution. Elle a fait très jeune son apprentissage auprès de Nehru mais, pour l'homme politique indien traditionnel, elle restera, quoiqu'elle fasse, toujours la fille de Panditji (surnom donné au pandit Nehru), une aristocrate qui a été incomplètement éduquée à l'étranger. Elle aborde le monde hindouiste ou musulman en outsider, de l'extérieur. C'est une brahmane et qui, plus, est, de souche cachemire* — chez les brahmanes cachemiris, le sentiment d'appartenir à une caste supérieure est très fort, ainsi que la solidarité. — *aussi n'est-elle jamais naturelle au milieu des masses* ». Cette démonstration est peut-être discutable, mais elle reflète une opinion assez répandue, nous avons pu le constater.

A la question — « *qui conseille Mme Gandhi ?* » — tout le monde répond, dans les milieux informés : Sanjay. Jusqu'alors, on savait que le second fils du premier ministre avait du charme et aimait la vie facile, et qu'il avait suivi, à défaut d'une formation supérieure, un stage de mécanicien chez Rolls-Royce. Voilà qu'à vingt-neuf ans, marié depuis peu à une très jeune et belle étudiante en allemand, devenu directeur général d'une entreprise de construction d'automobiles, il occupe le devant de la scène et est au centre de vives polémiques relancées par l'opposition à l'affut d'un scandale qui aurait rejailli sur la personne du premier ministre.

Le puissant groupe économique et mercantile Birla détiendrait la majorité des actions de l'entreprise, appelée Marithi, à la tête de laquelle se trouve Sanjay. Le dossier du petit véhicule — une deux-portes, moteur à deux cylindres à l'arrière — a sans doute progressé plus vite dans les ministères que les autres demandes de licence. L'opposition, et en particulier le Jan Sangh, reproche au fils du premier ministre d'avoir utilisé à son profit l'appareil de l'Etat.

« *Sanjay est incontestablement sa faiblesse* », reconnaît devant nous un admirateur de Mme Gandhi. Aussi bien prête-t-on maintenant au jeune homme, qui vit auprès de sa mère, une influence non négligeable. Il commencerait à étudier certains dossiers.

Mme Gandhi veut-elle, comme Nehru fit avec elle, familiariser son fils à la politique, pensant à sa lointaine succession ?

« *Nous sommes dans une société traditionnelle, les questions dynastiques comptent beaucoup* », explique un Indien.

Cachemiris et « vieux barons »

Le premier ministre a été encouragé à adopter une attitude intransigeante dans les moments dramatiques de juin, à la fois par son fils et par un entourage — familier et politique — qui a tout de même changé en quelques années. L'influence des brahmanes cachemiris — on appelait le cercle autour du pouvoir, le « clan cachemiri » — était autrefois déterminante. Ces intellectuels, formés en Angleterre au socialisme fabien (2), coupés des masses mais lucides, favorables à une entente avec, et très critiqués par les milieux industriels, n'ont plus l'audience privilégiée qui fut la leur auprès du premier ministre.

L'influence des vieux « barons » a elle aussi, diminué. Un dernier carré occupe des postes-clés, mais Mme Gandhi n'a pas en eux une confiance à toute épreuve. M. Y. B. Chavan, était, en 1969, allié aux dissidents congressistes et ne sauva la face qu'en servant de médiateur entre les deux factions du parti : M. Jagjivan Ran suscite d'autant plus de méfiance qu'il s'agit d'un homme politique astucieux et influent, sans doute la personnalité qui pourrait le mieux prétendre à la succession. En fait, le pouvoir n'a pas de structure cohérente.

Mme Gandhi — elle vient de le rappeler dans une interview — décide seule, après avoir consulté à la fois des personnalités sans base politique mais qui ont fait une ascension récente et rapide, et les membres de son entourage. Dans le premier groupe figure le président du Congrès, M. D. K. Borooah, originaire de l'Assam, à l'est de l'Inde : cet ancien membre du P.C.I. est avant tout un serviteur zélé du premier ministre qui l'a nommé. Il a lancé les formules : « *Les lois sont faites seulement par le peuple et le leader du peuple est Mme Gandhi* », « *l'Inde, c'est Indira et Indira, c'est l'Inde* ». On y trouve aussi M. Rajni Patel, ancien communiste orthodoxe, devenu président du parti gouvernemental au Maharashtra, un avocat prospère, bon bailleur de fonds du Congrès et l'un des animateurs de l'Association des amitiés indo-soviétiques ; M. S. S. Ray, chef du gouvernement du Bengale-occidental, dont le premier ministre apprécie les qualités de juriste et la vigueur avec laquelle il a écrasé l'opposition maoïste et marxiste à Calcutta. Comme M. V. C. Shukla, ces hommes sont relativement jeunes, énergiques, dévoués et loyaux. Tels sont aussi, dans l'entourage du premier ministre, M. Ashpal Kapoor, ancien chargé de mission, mis en cause par le tribunal d'Allahabad, qui a estimé qu'il cachait la vérité, et son homme lige, M. R. K. Dhawan.

Le rôle des communistes pro-soviétiques

Enfin, le coup de force du 26 juin a confirmé de façon éclatante le rôle des communistes pro-soviétiques. Plusieurs ministres et d'autres personnalités du Congrès sont considérés comme proches du P.C.I. MM. K. M. Malaviya, Chandrajit Yadav, D. P. Chattopadhya, Shashi Bhushan, K. P. Unnikrishnan. On les appelle les « infiltrés » du P.C. au sein du parti gouvernemental, dont ils forment la gauche. D'autre part, le P.C.I., d'une fidélité à toute épreuve à Moscou, rêve de réaliser au « centre » et dans d'autres Etats le même type d'alliance que celle au pouvoir au Kerala, où le parti communiste et le Congrès gouvernent ensemble. Ses objectifs ont été exposés lors de son neuvième congrès et réitérés dans la résolution politique du dixième congrès du P.C.I., à Vijayawada (Andhra-Pradesh), en janvier dernier : « *Au niveau central, ce dont le pays a besoin, c'est d'un gouvernement débarrassé de tous les éléments de droite et comprenant les congressistes progressistes et les représentants de la gauche et des partis démocratiques, tous engagés sur la base d'un programme commun.* » Cela conduirait, bien entendu à l'éclatement, que recherche le P.C.I., du Congrès.

Le P.C.I. s'est demandé si Mme Gandhi n'allait pas instaurer une dictature de droite, mais il a finalement approuvé l'état d'urgence. Le premier ministre juge que son appui fait contrepoids aux éléments conservateurs du parti gouvernemental et pourrait se révéler utile pour appliquer son « *nouveau programme économique et social* ».

Prochain article :

IV. — RÉFORMES OU VŒUX PIEUX ?

(1) J.-D. Sethi - *India in crisis* (Vikas, éditeur).

(2) La Fabian Society a beaucoup contribué, au dix-neuvième siècle, à la formation du courant travailliste britannique.

Vietnam du Sud

LE PRÉSIDENT DU PRESIDIUM DU F.N.L. ANNONCE LA CRÉATION DE « COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES DU PEUPLE ».

Saigon (*Reuter*). — Les autorités militaires sud-vietnamiennes ont l'intention de remettre le pouvoir aux civils par le canal de « *comités révolutionnaires du peuple* » et le Sud devra, progressivement se fondre avec le Nord. Telles sont les grandes lignes des réponses écrites que M. Nguyen Huu Tho, président du présidium du comité central du F.N.L., a données au correspondant à Saigon de l'agence Reuter. M. Tho, qui dirige également le corps des conseillers du gouvernement révolutionnaire provisoire, ne précise pas quand se produiront ces changements. Il n'indique pas non plus si des élections législatives seront organisées dans un avenir proche.

Sur le plan économique, M. Tho écrit que le G.R.P. garantit « *le droit à la propriété de la bourgeoisie nationale vietnamienne, des hommes d'affaires et des planteurs* ». Le G.R.P., ajoute-t-il, respectera la vie et les biens des ressortissants étrangers à condition qu'ils « *ne portent pas atteinte à l'indépendance et à la souveraineté de l'administration révolutionnaire* ». En ce qui concerne l'exploitation des gisements pétroliers en mer de Chine, M. Tho rappelle que le G.R.P. est « *prêt à coopérer avec des pays étrangers* ».



AMÉRIQUES

Tribune internationale

Repenser les États-Unis

par ZYGMUNT NAGORSKI Jr (*)

A TRAVERS l'enquête en cours sur la C.I.A., l'opinion publique américaine, déjà choquée et blessée par le Watergate, est en train d'apprendre à quel point elle était tenue dans l'ignorance des aspects les plus laids de la politique étrangère. Elle apprend comment étaient faites les guerres, préparées les interventions clandestines, manipulés les événements politiques, affecté le mode de pensée de pays lointains. Ce que n'importe quel historien considère comme naturel a été, pour tous les Américains, une révélation douloureuse. Ils ont été, en somme, victimes de leur propre idéalisme. C'est vers l'Amérique, pays de la liberté, que l'on accourait en masse ; c'est l' « American way of life » que la légende a présenté comme le plus pur et le plus enviable. Quant à la politique étrangère, n'était-elle pas basée sur les préoccupations les plus nobles ? Le plan Marshall, le blocus de Berlin, la doctrine Truman, la guerre de Corée ! Et nos énormes programmes d'assistance alimentaire, qui ont permis de mettre l'efficacité des fermiers américains au service de la faim dans le monde !

Le Vietnam a fait voler en éclats cet idéalisme. Il a montré la vanité d'une intervention militaire que ne soutenaient pas des buts élevés. Il a projeté sur les écrans de télévision l'image d'un soldat américain tuant des innocents. Il a affaibli la confiance profonde envers le système de gouvernement et mis en question l'efficacité des « poids et contre-poids » (« check and balance »), qui avaient correctement fonctionné jusqu'alors. On avait expliqué pendant dix ans aux Américains qu'ils défendaient la liberté des Sud-Vietnamiens, qui préféreraient mourir plutôt que de se soumettre. Cette thèse a été réduite à néant en quelques jours. Le cher concept de la défense de la liberté contre l'esclavage communiste a perdu son crédit au Vietnam, pays pour lequel l'Amérique a consenti davantage de sacrifices, et pendant plus longtemps, que pour n'importe quel autre au cours de ses deux cents ans d'histoire.

Le Vietnam, loin d'être oublié, a marqué le point de départ d'un processus de remise en question. C'est un regard tourné vers l'intérieur, un regard sur la texture même de notre société et son rôle. Comme l'hémorragie interne que provoque une grave blessure, il reste invisible de l'extérieur. L'armée perdue dans les jungles du Vietnam, l'idéal national souillé par cette guerre, l'un et l'autre obligent à repenser l'Amérique. Les impératifs sociaux et économiques vont sans doute remplacer les besoins militaires et de défense, et la politique étrangère américaine, si souvent dans le passé motivée par des soucis économiques, voudra s'attacher désormais à des objectifs d'égalité économique et sociale. C'est ce que beaucoup de gens demandent, mais un souhait politique ne peut être concrétisé que si une ferme volonté le porte. Existe-t-elle en Amérique aujourd'hui ? Si oui, comment se traduira-t-elle ? Quelles en seraient les implications directes ou indirectes pour l'Europe ? Comment s'accommode-t-elle de l'idée de « leadership » si hardiment avancée par le président américain ?

LES besoins économiques et sociaux nécessitent évidemment une remise à jour de notre pensée en matière de politique intérieure. Le projet ambitieux de « grande société » lancé par Lyndon B. Johnson a été remplacé par une politique conservatrice et puritaine dans le style Nixon-Ford. Dans les derniers jours de l'intervention au Vietnam, les crédits militaires augmentaient au détriment de ceux des services sociaux. L'intuition profonde du corps électoral a réduit ce déséquilibre. Le nouveau Congrès élu en 1974 a conduit à Washington un grand nombre de jeunes élus progressistes pour qui les problèmes sociaux comptaient plus que ceux de la défense.

Ce qui se passe actuellement à Washington est par conséquent difficile à comprendre pour qui n'est pas américain. Le laisser-faire traditionnel, le statu quo ante de la politique, sont représentés par un président dont le parti est minoritaire et qui lui-même n'est pas élu. Son secrétaire d'Etat croit fermement qu'une politique étrangère peut se faire sans consensus national. Son secrétaire au Trésor est un conservateur en politique fiscale, de l'école d'Herbert Hoover. Ils sont pourtant entourés au Congrès par des réformateurs presque radicaux. Si le courant progressiste trouvait son expression normale, le président qui sera élu en 1976 devrait refléter cette évolution de l'électorat.

Le conflit entre le président et le Congrès empêchera un leadership actif des Etats-Unis durant les dix-huit prochains mois. L'héritage du Vietnam laisse une répugnance profonde à accroître les engagements américains et montre les limites de notre puissance. Si l'on souhaite vraiment que les Etats-Unis constituent un élément majeur de la communauté occidentale, il faudra redéfinir leur rôle. En attendant, ils pourraient bien chercher l'inspiration en Europe. C'est là — en Angleterre, en Suède, en Norvège et ailleurs — que des réformes sociales stimulantes ont été conçues et mises en place. C'est en France que diverses forces politiques se sont agrégées en deux blocs représentant chacun une théorie précise de l'art de gouverner. N'est-ce pas de chez elle que pourrait émerger une nouvelle politique, pro-européenne et libérée de l'anti-américanisme ? Il y faudrait un certain changement de priorités dans la presse française, mais ce serait un des moyens de renforcer le processus d'unification européenne et de favoriser un réengagement américain, si c'est de cela que les Européens ont besoin.

Un appel très significatif en faveur d'une politique internationale sociale et économique plus éclairée a été lancé par le président Scheel au cours d'une visite à Washington. Représentant un pays qui craint encore pour sa sécurité, il a souligné la nécessité de repenser les priorités. L'unité et la sécurité de l'Occident, a-t-il indiqué, ne reposent plus seulement sur un système de défense ou de traités ou sur un système d'armements standardisés. Ces facteurs sont progressivement dépassés en importance par ceux qui concernent directement la survie de l'homme : accès aux matières premières de base, contrôle de la croissance de la population, protection de l'environnement, industrialisation progressive des zones sous-développées sans menacer l'équilibre de la nature, famines et autres calamités produites par l'homme, tout cela appelle une distribution plus acceptable parce que plus juste de la richesse. Ce dernier point transcende dramatiquement le conflit Est-Ouest en introduisant le problème toujours plus important des inégalités entre le Nord et le Sud quant à la qualité de la vie.

L'AMERIQUE n'a pas oublié le Vietnam, mais n'est pas davantage prête à se charger à nouveau du leadership occidental. Ce serait pourtant une erreur de croire que le Vietnam l'a rejetée dans l'isolationnisme. Tout au plus peut-il s'agir d'une forme nouvelle d'isolationnisme militaire né de la conscience d'une diminution de la menace soviétique et de la futilité des tentatives faites par les grandes puissances pour régler par les armes des problèmes de nature politique ou sociale. Mais l'intérêt américain pour le monde extérieur reste très élevé. Cette affinité pourrait être renforcée en ce qui concerne l'Europe si les Européens y aidaient en contribuant à la solution des questions qui préoccupent la génération américaine d'après guerre.

Les problèmes économiques et sociaux retrouvent ici leur importance, et sur ce plan l'idée d'interdépendance est pertinente. Les jeunes Américains nés depuis 1945, pour qui la guerre de Corée est de l'histoire ancienne, le plan Marshall un sujet imprécis, le blocus de Berlin un bel effort pour nourrir un peuple, mais pour qui, en revanche, la guerre du Vietnam est la seule et la plus importante des expériences, devraient être persuadés que le Vieux-Continent compte aussi. Mais il n'est pas possible de les en convaincre lorsque s'émiette la construction européenne et que se multiplient les déclarations attribuant directement ou indirectement aux Etats-Unis tous les maux de l'Europe. Ce serait plus aisé si l'on présentait comme l'œuvre à accomplir un large faisceau de problèmes humains qui dépassent les barrières nationales. Si cela pouvait se faire, personne n'aurait à parler de leadership, et d'ailleurs aucun leadership ne serait nécessaire. Une tentative euro-américaine pour apporter une meilleure qualité de la vie — de part et d'autre de l'Océan — se développerait comme quelque chose de naturel, de simple et de mutuellement satisfaisant.

★ Ancien haut fonctionnaire américain. Il travaille actuellement au Council on Foreign Relations de New-York.

ÉDUCATION

A MULHOUSE

L'administration refuse l'élection du nouveau président du centre universitaire du Haut-Rhin

M. Marius-François Guyard, recteur de l'académie de Strasbourg, a suspendu, après avoir consulté le secrétaire d'Etat aux universités, la délibération par laquelle le conseil du centre universitaire du Haut - Rhin (C.U.H.R.) — situé à Mulhouse — avait, au cours de sa séance du 30 juin dernier, élu pour nouveau président M. André Kalt, qui est membre du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), en remplacement de M. Pierre Taglang, dont le mandat arrive à expiration.

Invoquant l'article 10 de la loi d'orientation, qui l'autorise à suspendre « *pour raisons graves* » les effets des délibérations des organes statutaires des universités, le recteur a estimé que l'élection était illégale, la question n'ayant pas été inscrite à l'ordre du jour de la séance.

Cet ordre du jour mentionnait cependant la « *suite à donner aux décisions des conseils des 9 et 12 juin* ». Or le conseil du 9 juin avait été en partie consacré au vote, acquis à une majorité supérieure aux deux tiers requis, d'une dérogation de grade qui pouvait seule permettre à M. André Kalt d'être candidat. Celui-ci n'est, en effet, que maître de conférences, et seuls les professeurs titulaires sont directement éligibles aux fonctions de président. La loi d'orientation précise que le secrétaire d'Etat aux universités a trois mois pour statuer sur le fond, après consultation du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER).

Le SNE-Sup, qui proteste contre cette décision, y voit l'indice d'une manœuvre politique de secrétariat d'Etat aux universités. Lors d'une visite à *Mulhouse*, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat, avait annoncé le 12 juin dernier l'accession prochaine de cet établissement au rang d'université. Le SNE-Sup, tout en contestant les éventuelles modalités de cette extension, encore très imprécises soupçonne le secrétaire d'Etat aux universités d'avoir voulu écarter en la personne de M. André Kalt un obstacle à ses projets de « *reprise en main* » du centre universitaire du Haut-Rhin.

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

● LETTRES CLASSIQUES (femmes) :

Mmes et Mlles Amet née Dupuy (48e ex.), Andrau née Lusinchi (75e), Apfeldorfer (28e), Arnould (15e ex.), Arrighi née Viaud (44e), Arson (58e), Barrabès née Castex (85e ex.), Bélis (17e), Bellosta (45e), Noëlle Bernard (71e ex.), Betuel née Rochlin (15e ex.), Bortolin (67e), Bouchinet née Brugère (89e ex.), Christiane Bourrel (78e), Françoise Brin (53e ex.), Buffler (50e ex.), Capizzi née Lapôtre (9e), Carteron (5e), Clugnac ép. Wavasseur (80e ex.), Curnier (6e), Dauger née Collache (7e), de Cayron (37e), Debaecker (39e), Debeneix (50e ex.), Delaygue (82e), Delpla née Bigeyre (73e ex.), Delrieu née Bonnafoy (25e ex.), Donsimoni (85e ex.), Drouot née Bouttier (65e), Duc née Taquet (47e), Anne Dumont (2e), Durel-Léon (66e) :

Esplé (52e), Flamand, née Vigniel (36e), Gabert (11e ex.), Gandin (73e ex.), Gangneux (87e), Garnault, née Paris (61e), Garrel (31e), Gautreau (13e), Gilquin (41e), Glorian, née Buscot (33e), Claire Grange (76e ex.), Grossel, née Salle (8e), Gusse (13e), Hamel (38e), Journot, née Blanc (23e ex.), Ladam (60e), Lagarrigue (46e), Lebouc (29e ex.), Joëlle Louis (34e), Lucas, née Pizard (14e), Maryvonne Magnan (4e), Malzac, née Théron (79e), Marchal, née Jantzen (83e), Martinella, épouse Vigouroux (62e ex.), Anne Maurel (3e), Mérot, née Houdart (42e), Michel, née Picard (70e), Montalti (69e), Louise Monti (22e), Mortreux, née Laporte (64e), Mottet (43e), Nacache (20e), Namur (80e ex.), Navrot (55e).

Thérèse Peret (29e ex.), Poncin (89e ex.), Pourot (40e), Rabaud (11e ex.), Rakic, née Hadjicosta (59e), Raverdy (72e), Lise Richard (19e), Ring (84e), Rochotte (62e ex.), Aude Rudolf (53e ex.), Sarfaty (68e), Scaillierez (10e), Schoen (25e ex.), Seltzer (76e ex.), Chantal Simon (23e ex.), Souchet, née Pradelle (35e), Suratteau, née Chevènement (21e), Anne Teissier (1re), Thevenot, née Warelle (56e), Todeschini (88e), Vaisberg (57e), Vermande, née Martine Charles (48e ex.), Vieillard-Baron, née Ottenwaelter (25e ex), Wolff (32e).

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

● ECOLE NAVALE (par ordre de mérite) :

MM. Pont, Gastronomi, Harlé, Loiseau, Revol, Magne, Brisson, Linares, Garderes, Logier, J. Renard, L'Henaff, Bul, Monfort, Delmarre, F. Moreau, H. Leclerc, Jouy, Vidal, Laborde, F. Lambert, Bouchard, Remondon, d'Avout d'Auerstaedt, Plenard, Le Breton de Vannoise, Enet, Macle, de Colombel, Pilloux, Gallois, Fauvel, D. Paule, Casati-Ollier, Josse, Cadel, Soum, Maury, Gac, Fourmy, Poureau, Guyon, Allimant, de Roquefeuil, Canard, Bouchez, Bervas, Lejeune, Le Floch, B. Fabre, Catros, Flottes, Biehaut, Monniaux, Gaillard de Saint-Germain, de Solms, Bossu, Bizard, Simandre, Le Tallec.

MÉDECINE

Aux États-Unis

LE GOUVERNEMENT SOUHAITE L'INTERDICTION DES CIGARETTES LES PLUS TOXIQUES

Washington (A.F.P.). — L'administration américaine a demandé au Congrès, mercredi 30 juillet, de lui donner le pouvoir d'interdire la vente de cigarettes contenant trop de nicotine et de goudrons. M. Weinberger, secrétaire à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales, a rappelé que la mortalité par accidents cardiovasculaires, cancer et troubles plumonaires est plus forte chez les fumeurs que chez les non-fumeurs. Il a donc demandé que le Congrès prépare une loi donnant à son ministère ou à un autre organisme gouvernemental le pouvoir de contrôler la vente des cigarettes trop toxiques. Il n'a cependant pas précisé à partir de quels taux de goudrons et de nicotine la vente devrait être interdite.

● *Une forme de gastro-entérite* sévit depuis quelque temps à Pontarlier (Doubs). Cette affection, apparemment bénigne, se manifeste par de violentes coliques, des vomissements et des poussées de fièvre. Les premiers atteints par ce mal ont été, à la fin de la semaine dernière, une quarantaine d'enfants d'une colonie de vacances. Depuis, des cas ont également été signalés parmi les habitants de la localité et ceux de villages environnants.

Les origines de la maladie n'ont pas encore été déterminées, toutes les analyses pratiquées à ce jour ayant été négatives.

RELIGION

A COLOMBES

Quinze mille témoins de Jéhovah bible en main

Un coup de sonnette, la porte s'ouvre devant un homme, le plus souvent muni d'un porte-documents, comme tout représentant qui se respecte. A la place du balai-brosse miracle, il propose une bible, dispense la bonne parole et annonce la fin du monde. C'est l'image *péjorative, mais désormais classique*, du témoin de Jéhovah.

Ils étaient près de quinze mille réunis, le vendredi 1er août, au *stade de Colombes pour leur* assemblée régionale annuelle. Aux quatre coins de France, des réunions semblables rassembleront, durant le week-end, des milliers de fidèles.

Sur la pelouse verte du stade, de grandes lettres blanches, harmonieusement disposées, annoncent le thème de l'assemblée 1975 : « La souveraineté divine ».

Entassés dans les gradins, de curieux spectateurs écoutent la bonne parole. Bloc-notes ou magnétophone sur les genoux, la bible d'une main, un éventail de l'autre, ils écoutent en silence, comme dans un amphithéâtre d'étudiants consciencieux. L'orateur condamne la société actuelle basée sur l'argent, cite un passage de l'Ecriture sainte et, dans un bruissement de feuilles tournées, l'ensemble des témoins vérifie, bible en main. A voix basse, ils relisent le verset correspondant et notent ses références.

Toutes les deux ou trois minutes, le même manège immuable *se déroule*. Il semble impensable à un témoin de discuter, d'argumenter, d'écouter, sans se *référer constamment* à la Bible. Ainsi, cet homme commande un sandwich et interpelle la serveuse :

« *Sœur, l'annonce du gouvernement divin se situe dans quel passage de saint Luc ?*

— Chapitre 21, verset 24. », répond la serveuse en tendant le morceau de pain.

Le témoin sans sa bible est un marin sans navire. En fait, cette référence systématique est l'instrument même de sa foi. « *La bible détient la vérité*, dit l'un d'eux. *Elle est donc le moyen d'accéder à la voie tracée par Dieu.* »

Dans l'attente d'un monde nouveau

Ils furent nombreux, dans la matinée de vendredi, à décider par le baptême de consacrer leur vie à l'approche de cette « *voie divine* ». Un jeune de vingt-cinq ans, témoin depuis deux heures, explique : « *Je me suis fait baptiser, car j'ai réalisé qu'aucun remède en dehors des Saintes Ecritures ne pouvait contribuer à l'amélioration du monde actuel.* »

Désormais, il a choisi de se couper du reste de la société, non pas qu'il la rejette ouvertement — le témoin est un citoyen, — mais il refusera de soutenir un quelconque gouvernement humain. Il ne prendra part à aucun vote, n'adhérera à aucun parti. Tels sont les commandements négatifs des fidèles de Jéhovah.

Abdication ? C'est un reproche qu'ils entendent fréquemment. En fait, selon eux, « *la véritable abdication est de favoriser le maintien du monde actuel, condamné par l'avènement d'un monde nouveau de gouvernement divin* ».

Fin du monde ? Cela va sans dire, mais ils se refusent à avancer une date précise. Certains ont parlé de 1975, mais les témoins rejettent cette prédiction. La meilleure preuve, ils ont réservé le stade de Colombes pour l'an*née* prochaine. En fait, ils ne connaissent ni le jour, ni l'heure, ils se contentent d'attendre la fin *des temps depuis 1914, date offi*cielle de l'entrée du royaume de Dieu dans son règne.

Leur expectative cependant est loin d'être inactive. Démarchage, *réunions fréquentes*, étude constante de la Bible, animent leur longue attente. « *J'étais directeur général d'une grande entreprise de confection*, affirme l'un d'eux. *J'ai démissionné pour me consacrer plus longtemps à mes activités de témoin.* » Changement de vie également pour cette jeune fille de vingt ans. Elle ne fréquente pas les night-clubs ni les bals du samedi soir. « *C'est incompatible avec les Saintes Ecritures*, dit-elle, *je préfère aller prêcher la bonne parole.* »

Ils sont 64 000 en France à mener cette existence, soit près de 10 % de plus qu'en 1974. Ils semblent heureux, les jaloux ou les moqueurs diraient béats. A croire que ces « *oiseaux de malheur* » ont découvert un certain bonheur.

JEUNESSE

UN STAGE D'ART DRAMATIQUE A BEAUVAIS

A l'opposé du dilettantisme culturel

De notre envoyé spécial

Beauvais. — « C'est bien », « Ça change », déclarent simplement, et comme embarrassés d'avoir été pris en flagrant délit de « gaminerie », les quelques adultes qui ont consenti à s'attarder plus de cinq minutes sur la place Jeanne-Hachette devant ce spectacle insolite : une vingtaine de jeunes gens qui semblent sortis du Moyen Age, à tout le moins du roman de Victor Hugo qui l'illustra, et qui recréent, au centre de cette ville toute neuve, la vie animée et bruyante de la Cour des Miracles.

Mais la plupart des Beauvaisiens passent sans s'arrêter, sinon pour rattraper au bord du cercle magique des spectateurs leurs enfants qui leur ont échappé pour assister au spectacle : s'il y avait là quelque chose d'inconvenant ? Sans doute n'ont-ils « pas le temps » : le marché tout proche les appelle et toutes leurs autres occupations. A moins qu'ils n'en aient pas envie, comme ces habitants des quartiers Saint-Jean et Saint-Lucien qui, le soir venu, laisseront dans une indifférence presque absolue se dérouler le spectacle, s'époumonner les compagnons de la belle Esmeralda. Seuls spectateurs assidus, et dont l'attention et l'enthousiasme font oublier la passivité générale : les enfants.

Comme le char porteur de potence tiré dans Beauvais par les jeunes habitants du royaume de l'argot, le stage de réalisation dramatique, organisé par la direction régionale de la jeunesse et des sports d'Amiens pendant les trois premières semaines de juillet, aura « traversé la ville » sans attirer l'attention de la population. Ils seront moins d'une centaine, invités pour la plupart, à assister aux deux représentations données au théâtre municipal des pièces dont la mise en place a constitué la seconde « ligne de force » du stage : le Sang, de Jean Vauthier, et les Femmes au tombeau, de Ghelderode.

Echec ou réussite ? Les censeurs bénévoles et les bureaucrates attentifs ne manquent pas, qui pourront à loisir retourner la question en tous sens. Peut-être faut-il aller un peu plus loin : jusqu'à l'Institut supérieur agricole de Beauvais, où pendant trois semaines les quarante-deux stagiaires ont travaillé, encadrés par une douzaine de « moniteurs », surtout des conseillers techniques et pédagogiques (C.T.P.), dépendant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Un seul jeune ouvrier

Le mot « travail » s'impose. Et la notion d'atelier ne paraît pas une image commode à qui a vu s'affairer dans les diverses parties de l'établissement qui les accueillait les couturières d'un moment, occupées à confectionner les costumes des divers spectacles ; les nouveaux musiciens-bruiteurs à la recherche d'une « atmosphère sonore » adéquate ; les récents adeptes de la vidéo qui visionnent en les critiquant leurs dernières prises de vues. De huit heures à vingt-deux ou vingt-trois heures, tous les jours, avec la seule interruption des repas communautaires, tous les aspects de l'activité de comédien et de la réalisation sont abordés par les stagiaires : scénographie, régie, mise en scène, création, travail de la voix, expression corporelle, musique. Activités nécessairement « cloisonnées » dans un premier temps, mais qui s'entrecroisent ensuite, en plein air et sur la scène du théâtre de Beauvais, pour former la trame nécessaire de la répétition.

Pour les enseignants, les futurs animateurs et éducateurs, les quelques étudiants, pour la secrétaire et l'unique jeune ouvrier qui participent au stage, il ne s'agit pas d'un moment de dilettantisme culturel. Tous sacrifient une partie de leurs vacances à ce difficile apprentissage de la réalisation dramatique ou à parfaire et actualiser des connaissances qu'ils ont déjà.

Plus tard, dans leur école, dans le cadre de leur activité d'animateur, ou simplement avec quelques amis aussi « mordus » qu'eux-mêmes, ils reprendront leur place au sein des petites troupes théâtrales d'amateurs, durabes ou éphémères, qu'ils animent ou dont ils sont membres.

Mais l'enthousiasme des stagiaires et leur activisme si positif n'ont pas que les couleurs d'images d'Epinal. Avec la « vérité » du stage, ce sont aussi ses paradoxes qui éclatent. La fébrilité qu'on y déploie est surtout l'indice de leur rareté ; ici, il a fallu que la Picardie s'abandonne aux fastes éphémères d'une « année gothique » pour que l'on consente à ce que soit réalisé le stage. Mais qu'en sera-t-il l'année prochaine ?

Pour les animateurs du stage, constamment écartelés entre le désir d'effectuer un travail en profondeur, durable et qui débouche sur une pratique quotidienne du théâtre sûre de ses fondements et l'épée de Damoclès administrative qui prend la forme d'une sorte de slogan — « former des formateurs » aussi « polyvalents » que possible, — le choix est également difficile.

A voir l'intensité et la qualité du travail accompli à Beauvais, on a le sentiment que c'est le théâtre qui l'emporte, un théâtre qui voudrait pouvoir dépasser les subtiles dichotomies entre le « socio-éducatif » et le « culturel ».

MICHEL KAJMAN.

مكرر من الاصل

A COLOMBES

... témoins de Jéhovah bible en main

...AMATIQUE A BEAUVAIS

...lettantisme culturel

MICHEL KAJMAN

Le Monde aujourd'hui

MŒURS

L'Amérique découvre ses « seniors »

JEAN, jazz, rock, pop, tignasses rythmées de *Hair*, vibrations de *Jesus Christ Superstar*... La ruée vers le jeune a fait son plein. Est-ce pour conjurer la crise que l'Amérique découvre ceux que nous appelons les personnes âgées ? Toujours hantés par le respect de la Constitution et des générations, les Etats-Unis les nomment *senior citizens*.

Ils sont devenus « le problème » pour les publicitaires, les promoteurs, les agences de tourisme, les transporteurs et le « show-biz ». Mais aussi pour les éditorialistes qui moralisent sur l'abandon des vieux. Et pour les universités qui organisent des « extensions », programmes parallèles pour retraités d'esprit agile. Le souci d'efficacité américain découpe « le problème » en tranches pour le résoudre.

Aspect moral ? On assigne un but nouveau aux groupements de jeunes, qu'ils soient d'inspiration chrétienne ou de mode orientale : faire participer les *seniors*. On organise des veillées du passé *(past-revival parties)*, des quêtes de sagesse *(wisdom-searching groups)*. On écoute les anciens.

Aspect social : c'est plus délicat dans un pays où la sécurité n'est pas assurée par l'Etat, mais par les compagnies d'assurances, les mutuelles corporatistes ou d'entreprises. Communes et Etats fédérés attribuent aux indigents une allocation qui compense à la fois le chômage et la maladie, les charges de famille. On la nomme *welfare* (prospérité, bien-être). Dans les communes de Californie ou les quartiers de Los Angeles où vivent surtout les Chicanos (hispano-américains), les Mexicains immigrés, les Afro-américains (noirs), les Orientaux, il arrive qu'un habitant sur cinq survive grâce au *welfare*. Qui n'est jamais un droit, toujours un « cas ».

Les *seniors* jouissent généralement d'une retraite érodée par l'inflation. Alors ils s'inventent des jobs d'appoint. Ramener au supermarché les petits chariots abandonnés au parking. Concurrencer les étudiants dans la garde des enfants, chiens, chats, plantes vertes. On entend : « *Moi, pour le* baby-sitting. *J'en ai fini avec la drogue, les visites inopinées, les appels téléphoniques interurbains, les défections sans préavis : j'ai une* granny *(ou un* pappy*) qui garde les gosses avec des histoires, des chansons. Ils sont ravis.* »

Les chefs du personnel des grands magasins et supermarchés ont abandonné leur politique d'embauche fondée sur le charme. « *Les étudiants vous lâchent pour des examens, des voyages ou parce qu'ils en ont assez. Les* seniors, *quel repos ! Prêts à tout pour garder leur travail. Empressés pour les heures supplémentaires* (« Moi, vous savez, personne ne m'attend. »). *Les vendeuses* seniors *soupirent que le métier leur donne l'impression d'être dans le coup.* »

« Jeunes, tous l'ont été... »

Problème de consommation ? Beaucoup de *seniors* ont au contraire des retraites confortables, des actions, des propriétés. A ceux-là, il faut faire dépenser, investir. D'abord dans l'immobilier. Orange County, pays de Nixon (il y vit à San-Clemente) passe pour avoir le plus fort revenu par tête d'habitant, du moins dans certaines communes. Les aéroports ont l'air de garages pour coucous individuels. On y contruit des « Mondes du Loisir » *(Leisure World)*, résidences où 91,5 % des habitants ont plus de soixante-deux ans. On ne pénètre derrière les hauts murs qu'une fois le gardien averti ; de plus, il vous annonce par téléphone. Surveillance médicale constante. Dans les salons communs, sur les chaises longues de la piscine, groupes et couples sexa-septua-octogénaires se reposent. Toutes les semaines on danse au restaurant, il y a un cinéma et un bar avec chanteur de romances.

La publicité dit : « *Profitez de votre troisième âge : c'est le meilleur.* » Et : « *Jeunes, tous l'ont été, Mais tous n'arrivent pas à l'âge.* » *(Everybody has been young ; not everyone comes of age.) Coming of age*, la venue de l'âge : c'est un titre bien plus beau pour *la Vieillesse* de Simone de Beauvoir.

Pourquoi acheter à cet âge, au lieu de louer ? Un directeur de promotion, Français auquel son accent assure des succès de vente, cite La Fontaine, *le Vieillard et les trois jeunes gens*. Il dit : « *Posséder rassure. Certains espèrent vivre jusqu'à ce que leurs enfants aient atteint l'âge de la retraite.* »

Une directrice d'agence matrimoniale se spécialise dans le troisième âge. Elle assortit les couples par ordinateurs et assure que la machine travaille beaucoup mieux sur les affinités des vieux, parce que leur biographie est plus circonstanciée, plus riche que celle des jeunes, et permet donc de serrer le problème de plus près. La peur de la solitude fait son succès. Elle assure réussir d'excellentes unions, se plaint seulement de ce que les courbes de vie soient si inégales : l'offre masculine reste faible. Elle en est à convaincre les dames fortunées de suivre l'exemple des hommes qui épousent sans réticence des contemporaines de leur fille, sans argent. Mais ces dames ont peur du qu'en dira-t-on. Elle rit : « *Voilà un thème auquel peu de féministes ont pensé !* »

Le tourisme du troisième âge devient une industrie spécialisée. Nous connaissons, en Europe, ces cars américains d'où surgissent une armée de veuves visiblement grand-mères. Mais c'est généralement par hasard. Un petit transporteur de Palm Springs a érigé le fait en système. Palm Springs, oasis du désert à quelques heures de Los Angeles, sert aux Angeliniens aisés de Saint-Tropez des sables, de Saint-Moritz de la chaleur. Le transporteur s'est adressé aux retraités modestes des *seniors-clubs*, leur proposant un *week-end* à Palm Springs à bas prix et à crédit. Le voilà maintenant qui dirige des *tours* à Las Vegas, San-Francisco, ou bien plus loin encore, les décors de western de l'Arizona. « *Des clients merveilleux. Pour eux, chaque plaisir pouvant être le dernier, doit être goûté pleinement. Ils ne réclament ni ne se fâchent. Jamais blasés, vite fatigués : le client idéal.* » Lui aussi parle de couples qui se sont formés en voyage.

Le *show-biz*, l'industrie du spectacle, tient compte soudain d'une clientèle pourtant traditionnelle. Pour les *commercials*, ces bandes publicitaires qui découpent si odieusement toute émission de T.V., on n'utilise plus seulement le poli nacré des peaux neuves. Chaque annonce demandant « *Com. prof. F. pl. 45 pr comm.* » (Comédienne professionnelle plus de 45 ans pour film publicitaire) amène des ci-devant stars des années 30 qui font la queue deux heures avant la convocation.

DOMINIQUE DESANTI.

(Lire la suite page 8.)

ÉTÉ

Adieu, vacances familiales !

« *Moi, je pars pour Kaboul.*

— Moi je traverse le Sahara, en Land-Rover, avec des copains.

— Moi, je fais une virée chez les Galapagos.

— Quelle cloche ! Ce sont des îles, pas des gens, les Galapagos.

— Et puis après ? Je suppose qu'il y a des gens dessus.

— Moi, j'ai déniché un charter extra ; pour 2 000 balles, je suis à Bornéo.

— Bof... je connais une fille qui s'est tapé tout le Kurdistan en stop, pour pas un rond.

— Tu n'aurais pas des tuyaux sur le Népal ?

— Non, mais si la Colombie t'intéresse... »

Effarés, les parents écoutent leurs enfants discuter de projets de vacances. Parfois, une mère s'étonne : « *Mais qu'est-ce que vous avez contre Saint-Trop ?* » Un père proteste : « *C'était bien la peine de se saigner pour avoir une maison de campagne !* » Les gosses haussent les épaules.

Tournant le dos aux anciennes générations qui, avec Valéry — l'autre, Paul, — soupiraient au début du siècle : « *Le temps du monde fini commence* », ils inaugurent une nouvelle ère de grandes découvertes. Certes, il ne s'agit plus d'explorer ni de conquérir un coin du globe, mais de se découvrir soi-même à la faveur de quelque exploit ou simplement à la lumière de l'exotisme. On ne demandera donc au pays choisi que de fournir un décor, un climat, propices au rôle qu'on prétend y jouer.

Cette disponibilité se reflète dans les petites annonces que publie la presse des jeunes : « *Cherche chouette fille pour rejoindre le Québec, par les Indes (à vélo)* ». « *Cherche mecs ou nanas cool pour faire route au Maroc, ou Scandinavie) en mobylette 50 cm3* ». « *Cherche garçons ou filles pour construction voilier puis départ tour du monde inédit et illimité* ».

« *Mais pourquoi si loin ?* » gémissent les parents qui ont visité Venise en voyage de noces.

Et les enfants de rire :

« *Loin ? Mais c'est à quelques heures d'avion.* »

Tout en pensant : « *Et à quelques jours de pirogue, ou à dos de chameau. On ne nous rattrapera pas si facilement.* » Dès quinze ans, le plus tendre des fils, la plus docile des filles, couvent des rêves d'évasion. Jadis aussi, bien sûr, les adolescents répugnaient à monter dans la bagnole familiale pour passer l'été entre papa et maman. Mais ils ne s'enfuyaient pas à Katmandou.

La sagesse peau-rouge

Au début Ibiza, la Crète, Tanger, leur suffisaient, avec, si possible, un détour par Amsterdam où se tient en permanence une « Bourse aux tuyaux ». Mais peu à peu ceux qui sortaient tous ensemble des sentiers battus pour tourner dans le bassin de la Méditerranée firent figure de « débiles » devant les pionniers qui revenaient du Népal ou d'Afghanistan et, bientôt, l'aventure se mesurant en kilomètres, les Indes acquirent un prestige qu'elles n'ont pas encore perdu. « *Freak cherche freakette mignonne, cool et pas minette pour foutre le camp aux z'Indes.* »

« *Qu'il y a-t-il de si spécial à voir ?* », demandent les parents vaguement jaloux.

Cette question ! Elle évoque les régiments de touristes photographiant l'Acropole ou déambulant dans quelque sinistre musée. Que les retraités fredonnent « *Voir Naples et puis mourir* », leur descendance, elle, entend vivre, c'est-à-dire « *se décoincer* », « *s'éclater* », « *prendre son pied* », la fête quoi !

« *Et cela ne vous gêne pas de faire la fête dans des endroits où les gens crèvent de faim ?*, insiste quelque père rabat-joie. *Encore, si vous vous rendiez utiles, en retapant des toits ou en creusant des puits !*

— Peut-être... à l'occasion, » répondent les intéressés sur la réserve.

Egoïstes? Pas plus que vous, que moi, que tous ceux à qui la misère d'autrui n'a jamais coupé l'appétit. Et force est de reconnaître qu'entre eux, les « mecs » et les « nénettes », témoignent une solidarité dont les adultes devraient prendre exemple.

Bien sûr qu'ils « profitent », de leur âge pour commencer, qui leur accorde un moment de répit en marge du système. Mais, si les circonstances l'exigent, ils mettront un doigt (pas plus) dans l'engrenage, comme cet « *ex-lycéen qui envisagerait un mois travail prolo pour payer voyage aux Antilles* ».

« *Des sauvages; incapables de ne rien rapporter de leurs expéditions !* », ricane l'amateur d'églises romanes et de restaurants trois étoiles.

Erreur. Si les nouveaux pèlerins ne se soucient guère, en effet, de gastronomie ou d'esthétique, ils espèrent pourtant rapporter quelque chose de leur séjour au bout du monde : au mieux, une raison d'être ; au minimum, une expérience. Ainsi, cet appel lancé par un garçon de Chaumont : « *Correspondrais avec toute personne enthousiasmée par la sagesse du Peau-Rouge et désirant vivre dans une tribu où c'est encore possible. Amazonie, Australie, Venezuela...* » Entre le « *constructeur de radeau en quête d'une équipière pour traverser l'Atlantique* » et l'« *ex-étudiant à la recherche de compagnon pas trop speed pour parcourir Mexique et Caraïbes* », se glissent quelques invitations plus modestes, comme celle de ce paysan savoyard : « *Berger, vingt-deux ans. Y a-t-il une nana cool et sympa pour venir garder les vaches avec moi ? (Il y en a quatre cents.) Air pur, bouffe et retour aux sources assurés.* »

Quatre cents vaches ou l'ennui des vacances en famille ? Pour les nanas, c'est pas toujours dimanche.

GABRIELLE ROLIN.

Au fil de la semaine

« Si c'est pas malheureux ! »

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

IL y a en France un foyer sur deux qui s'ordonne autour de la télévision, nouveau dieu lare. Une famille sur deux dispose d'une voiture, et deux sur trois dans la région parisienne. Un peu moins de la moitié des Français ne partent pas en vacances, ce qui veut dire qu'un peu plus de la moitié en prennent. Tout cela, chacun le sait, et il n'est guère de biens, de services, d'habitudes, de conditions de vie, de travail ou de loisirs, de traits de caractere et de choix idéologiques, qui ne fassent l'objet d'innombrables statistiques, sondages, analyses. Nous sommes tous dûment enregistrés sur tant de fiches, perforées ou non, enfermés dans tant de dossiers, avalés par tant d'ordinateurs, que nous avons tendance à étouffer sous cette avalanche de chiffres, cette montagne de numéros, cet Himalaya de pourcentages.

Pourtant, pour bien nous connaître, il manquait une donnée que les spécialistes en informatique et les experts en sociologie n'avaient pu, jusqu'à présent, établir. Voilà, c'est fait, maintenant nous saurons tout : la France compte au moins douze millions de joueurs de pétanque. Un Français sur quatre, tous sexes et âges confondus, a le même geste un peu sec du poignet pour soupeser la boule avant de pointer ou de tirer selon l'inspiration. On vend chaque année en France — et pourtant elles ne s'usent pas, elles — plus de boules de pétanque que de brosses à dents.

Ainsi, la pétanque, phénomène que les psychologues, les ethnologues et les sociologues avaient, jusqu'à ce jour, honteusement négligé, a désormais envahi tout le territoire national, du Midi au Nord, et même déferlé dans les pays voisins. Elle a franchi les mers, sauté les montagnes, elle n'a plus de frontières. La preuve : il existe une fédération internationale du jeu de boules — mais oui — et elle a son siège à Genève. Bref, c'est le triomphe du cochonnet, la victoire de la « ronde », le raz de marée dévastateur de la boule en fer, à qui rien ni personne ne résiste.

***

A cela, il y a une foule de raisons. Des raisons matérielles d'abord : on peut jouer à la pétanque n'importe où, ou presque. Un méchant bout de terrain, de préférence ombragé s'il fait soleil, abrité s'il venait à pleuvoir, pas trop ratissé, pas trop aplani, assez roulant quand même, et voilà l'affaire. A Paris, un coin de l'esplanade des Invalides ou du Champ-de-Mars, les alentours et les futaies des bois de Boulogne et de Vincennes ; dans d'autres villes, une allée de jardin public, une place ou un square, une avenue peu fréquentée, une cour d'immeuble, parfois tout simplement le trottoir ou même la chaussée d'une voie peu passante, l'emplacement est vite trouvé.

Pas d'installations compliquées, et tant pis pour la « longue » qui se joue à Lyon dans un cadre de bois et de fil de fer où elle s'étiole, enserrée. Le matériel n'est pas coûteux, il fait de l'usage, et il se prête, s'emprunte plus facilement qu'un paquet de cigarettes. Un caillou rond peut faire office de cochonnet si l'on a perdu la precieuse bille de bois et il suffira d'une brindille, d'un bout de ficelle, à défaut, d'un lacet de soulier, pour départager les camps, rendre la justice et désigner les vainqueurs.

Ensuite, il n'est pas nécessaire d'être sportif et entraîné pour jouer à la pétanque. Certes, elle a ses champions, comme toute compétition. Mais le gringalet, le borgne, le boiteux, l'obèse et le nain comme le géant sont admis et peuvent faire merveille. L'âge, on l'a dit, n'est pas un obstacle, on peut y jouer de quatre à quatre-vingt-dix-neuf ans. Le sexe n'en est plus un, les femmes ayant, depuis longtemps, conquis leur place, et parfois la première, derrière la ligne idéale, invisible aux yeux des profanes et objet de contestations sans fin pour les participants, tracée d'un pied léger sur le sol caillouteux et sec.

Elle se pratique à deux, six ou douze ou davantage, individuellement ou par paires, par quadrettes ou par sixaines, et il n'est même pas nécessaire de lancer les boules pour participer. Souvent même, ce sont les spectateurs qui assurent la plus lourde part des inévitables discussions, prophéties, jurons, menaces homériques et promesses aventurées qui sont inséparables de toute partie bien conduite. Et ce sont eux plus encore que les joueurs, tout entiers à leur affaire, qui doivent chercher un réconfort dans le pastis irisé et même de nos jours dans le beaujolais bien frais qui font partie du rite et du plaisir.

Car, née sur les rives de la Méditerranée — ne nous hasardons pas plus loin, vingt villes au moins assurent l'avoir inventée, — la pétanque est, par excellence, un art latin qui demande encore plus d'éloquence que de muscles et d'adresse. Par un curieux mimétisme, les grands Nordiques blonds, tous les Flamands, Scandinaves, Germaniques ou Anglo-Saxons victimes de la contagion, s'exclament et jurent devant un « carreau » particulièrement réussi, avec les mots ou au moins l'accent chantant des Provençaux, Niçois ou Marseillais de pure souche. Les encouragements, les anathèmes et le leitmotiv des pétanqueurs, qui pourrait être leur devise — « Si c'est pas malheureux... », — sont obligatoirement proférés sur le ton habituel de Titin et de César.

Mais c'est évidemment à Orange, Carcassonne, Nîmes ou Menton, sans oublier sa capitale, Marseille, que la pétanque est vraiment chez elle. C'est dans le Midi que sont apparus les grands joueurs, les Jo Arama, Jean Carbuccia, Emile Agaccio, dont les supporters éblouis racontent encore, avec l'accent et le geste, les coups les plus fameux. Et aussi tous ceux qui, à défaut d'un nom, ont laissé un surnom : « le Japonais », « la Sardine », « le Rouge », « l'Avignonnais », « l'Anguille ». C'est de Marseille encore que « montent » — même quand il ne s'agit d'aller que jusqu'à Villeneuve-d'Orgon — les gros bras aux boules plombées qui vont plumer des pigeons de « là-haut », jusque sur les rives de la Seine, les plages normandes et les corons du Nord.

C'est qu'en envahissant « le Nord », comme ils disent à partir de Valence, la pétanque n'est pas seulement devenue une industrie, mais parfois un racket. Certes, on se mobilise toujours pour le pacifique concours de boules, patronné par le journal régional, une marque d'apéritif anisé ou la fédération bouliste, avec ses coupes offertes par le maire, la société sportive, l'union des commerçants et quelques patrons de bistrot reconnaissants, avec ses prix modestes, parfois en nature — une oie, six bouteilles de muscat et surtout deux belles paires de boules dans leur écrin ou leur gaine de cuir, — avec la promesse, pour les championnats, de la photo des vainqueurs en rubrique locale sous un titre du genre « Une grande équipe à la Belle-de-Mai » ou bien « Jules Planès et Marcel Pujol ont gagné encore une fois à l'Estaque ».

***

Mais tout cela c'est pour la gloire. Les jours ordinaires, il faut bien vivre et donc « intéresser la partie ». Au Plan-de-Cuques ou à Cassis, à Montpellier, sous les Arceaux, et à Nîmes autour des arènes, mais plus encore désormais aux Invalides, à la porte Dauphine ou le long du bois de Vincennes, les joueurs se lancent des défis et certains jours l'assistance parie sur eux comme sur des chevaux de course.

La pétanque a ses professionnels, ses amateurs, ses tricheurs, ses virtuoses et ses bookmakers. Les sommes ainsi perdues ou gagnées sont parfois fort rondelettes. On voit des joueurs fortunés mais vaniteux qui, croyant avoir affaire à quelque maladroit parce qu'on leur a laissé emporter la première manche, font imprudemment monter les enchères d'un « tête-à-tête » jusqu'à des 100 et même des 1 000 francs le point, pour s'apercevoir, un peu tard, qu'ils ne faisaient pas le poids. On comprend qu'il y ait des « interdits de concours officiels » comme il existe des joueurs impénitents ou suspects interdits dans les casinos et sur les champs de courses.

Tant pis pour les gogos, après tout. Une partie de pétanque reste la seule occasion où l'on puisse voir, sous les platanes de la grand-place, le chanteur à la mode, l'élégante habituée des links de Saint-Nom-la-Bretèche, le grand avocat parisien et l'important industriel lyonnais à peine descendu de son yacht, s'aligner et, le cas échéant, s'empoigner avec le pêcheur en tricot de corps, le « traîne-patins » du village qui tire comme personne, le boulanger encore blanc de la farine du pétrin et le travailleur immigré qui, tout à l'heure, poussait une brouette de briques sur le chantier du port. Que la pétanque ait ses snobs, ses fanatiques et ses mauvais garçons, c'est bien la preuve qu'elle est, à elle seule, un monde à l'image de tous les autres. Douze millions de pétanqueurs et de pétanqueuses : pour eux, pour elles, sport, jeu, défoulement, science, art, passe-temps ou gagne-pain, la pétanque est, avant tout et pour tous, un plaisir. Son succès le prouve : elle participe, à son rang, d'un certain art de vivre.

ETRANGER

Reflets du monde entier

MORGENBLADET

Une erreur parfaitement regrettable

« Depuis novembre 1974 toute la correspondance du haut commandement norvégien et du haut commandement de la zone nord de l'OTAN adressée à l'ambassade d'Allemagne fédérale à Oslo parvenait en fait à l'ambassade d'Allemagne de l'Est, à cause d'une erreur commise par le service du courrier du ministère de la défense dans la rédaction de l'adresse, révèle le quotidien norvégien MORGENBLADET.

Le fait a été confirmé par le chef d'état-major du haut commandement de l'OTAN (zone nord), le contre-amiral Reidar Godoe.

« *C'est une affaire parfaitement regrettable,* a déclaré le contre-amiral, *un genre d'erreur qui peut arriver.* »

Le chef de la défense norvégienne, le général H.F. Zolnergundersen, a envoyé une note à tous les états-majors, services et bases du pays pour préciser que ce genre d'erreurs ne sera plus toléré dans l'avenir. Bien que l'ambassade d'Allemagne de l'Est ait fait suivre à celle d'Allemagne de l'Ouest une des nombreuses lettres qui lui étaient destinées.

Echos de Grande-Bretagne

Ah, le petit vin anglais !...

Il n'y a plus de Channel ! Si l'on en croit *LES ECHOS DE GRANDE-BRETAGNE*, le bulletin publié par l'ambassadeur britannique à Paris :

« C'est un fait, petit à petit, l'Angleterre produit désormais son vin de qualité, blanc et rosé. Elle en exporte même une partie. La France n'en est du reste pas le seul importateur. Des envois sont destinés aux Etats-Unis, à l'Allemagne et au Japon. L'Australie et le Canada s'y intéressent aussi. Les Anglais n'ont pas eu de mal à s'installer sur le marché : il s'agit d'un bon vin à un prix raisonnable.

» Que l'Angleterre puisse produire du vin ne devrait pas surprendre. Le sud du pays n'est pas situé plus au nord que les meilleurs vignobles de l'Allemagne du nord. Le sol anglais ne diffère pas de celui de la Champagne et une vigne n'a pas besoin de plus de cent cinquante jours à la température extérieure de 10 °C pour donner des vins d'excellente qualité, blanc et rosé.

» En fait, le vin anglais n'est en aucune façon une innovation du vingtième siècle, le pays possédait autrefois une industrie vinicole prospère. C'est en l'an 280 de notre ère que l'empereur Probus autorisa la Grande-Bretagne à produire son propre vin. Le Hertfordshire médiéval était fier des trente mille vignes du comte de Salisbury, et tous les monastères faisaient leur vin de communion. Mais, au seizième siècle, Henry VIII ferma les monastères et ce fut la fin du vin produit commercialement jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. »



L'anticléricalisme de sœur Marisa

Le *CORRIERE DELLA SERA* vient de publier une interview que les lecteurs du journal avaient suscitée il y a peu, en se déclarant outrés par les prises de position d'une religieuse, Sœur Marisa, de la congrégation des oblates du Cœur Immaculé de Marie.

Sœur Marisa, qui a pris fait et cause pour la libéralisation de l'avortement et la vente libre du haschich, a déclaré au quotidien italien : « *Il y a une continuation logique, une dynamique régulière dans ma vie ; il n'y a jamais eu de rupture entre moi, la foi et l'Eglise... mise à part la séparation d'avec la congrégation. Mes choix n'engagent que ma propre situation dans le monde, et mes vœux, je les observe aussi bien dans la cellule de base où je vis. L'avortement ? Ni le psychologue ni le docteur ne peuvent influencer les décisions. Chacun a droit à l'erreur, si en se trompant on accède à la maturité. Fumer de l'herbe, c'est mettre en face de ses responsabilités toute une classe politique qui ferme les yeux.* »

Quand on lui demande si elle est anticléricale, Sœur Marisa répond : « *L'authentique chrétien DOIT être anticlérical. Le cléricalisme est la négation du sentiment religieux.* »

YÜRÜYÜŞ

La mosquée et le hammam

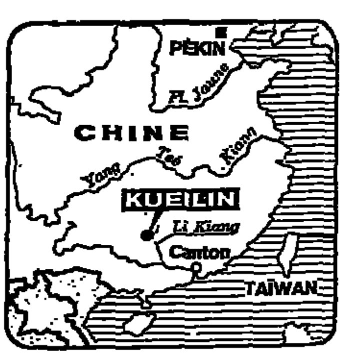
L'hebdomadaire d'Ankara *YURUYUS*, proche du parti ouvrier de Turquie, révèle à ses lecteurs un grand projet de l'aile pure et dure du gouvernement, représentée par M. Erbakan, leader du Parti du salut national, pour combattre l'exode rural.

« La cause de cet exode, c'est qu'il n'y a pas assez de services proposés aux villageois pour qu'ils restent chez eux. D'où le projet de construire une mosquée et un hammam dans chacun des quarante mille villages turcs. Les paysans n'éprouveraient ainsi plus le besoin d'aller en ville pour faire leur prière et procéder à leurs ablutions rituelles. Mais quelle genre de mosquée faudra-t-il construire ? Doit-elle avoir une coupole ? Peut-il y avoir une mosquée sans minaret ? Y a-t-il des dimensions standards selon la grandeur du village ? Un minaret dépourvu de haut-parleur fait-il l'affaire ?

» Pour le hammam, le problème est encore plus délicat. Le hammam sans eau restant encore à inventer, on ne pourra en construire que dans les villages bien arrosés. Ce n'est pas tout : comme notre peuple n'apprécie guère la douche froide au hammam, il faudra chauffer cette eau. Mais comment le faire puisqu'il y a pénurie de combustible, même de la simple bouse de vache ? Faudra-t-il envisager les techniques modernes : le gaz, le gaz naturel, l'électricité, l'énergie nucléaire ? On peut aussi envisager de faire construire les hammams par l'Etat et d'en confier l'exploitation au secteur privé... crédits à l'appui. Quel projet au moment où le déficit budgétaire atteint 18 milliards de livres !... »

Lettre de Kueilin

LA VIE DU FLEUVE



IL est peu de paysages aussi étranges et en même temps aussi pleins de douceur. Rien de dramatique ni de violent ici dans les fantaisies de la nature qui dessinent, au contraire, un décor tout en courbes et en rondeurs, sans arêtes vives, où l'eau du fleuve, lisse, s'écoule avec lenteur. De millénaire en millénaire, cette même eau a charrié vers la mer de Chine — et le vent a parfait son ouvrage — les matériaux les plus meubles du sol. Ne sont restés que d'immenses rochers, hauts comme des montagnes, ronds d'usure eux aussi, et qui semblent aujourd'hui posés comme de gigantesques pains de sucre sur la plaine.

Ils entourent la petite ville de Kueilin comme autant de gardiens, entrouvrant des grottes dont chacune a sa légende, l'un coiffé d'une pagode, l'autre percé d'un œil où les courants d'air maintiennent un peu de fraîcheur jusqu'au cœur de l'été tropical. Plus loin vers le sud, les géants en rangs plus nombreux enserrent le cours de la rivière qui suit par endroits d'étroits défilés entre leurs falaises.

Plus souvent, toutefois, la Li Kiang coule entre deux rives plates que ces monts étranges ne dominent qu'à distance. Toute une fourrure de jeunes pins les habille jusqu'à leur sommet, adoucissant encore leurs formes. De plan en plan, les hautes silhouettes s'alignent, passant du vert au gris, fondues, dans cette lumière voilée de la Chine que rendent fidèlement les lavis de ses peintres classiques. Comment, d'ailleurs, ne pas penser aux gravures chinoises au fur et à mesure que se déroulent les scènes de la vie du fleuve, à ces peintures intimistes où les détails de la vie des hommes s'inscrivent justement dans des fonds de lointains montagneux et brumeux ?

Au pied d'un etroit escalier de pierre, deux femmes, le pantalon retroussé aux genoux, courbées en deux, rincent leur linge. Au-dessus d'elles un bouquet de bambous dresse ses hampes fournies comme les plumes d'autruche des dais pontificaux. Merveilleux bambou... Cinq fortes tiges, liées ensemble, font un long radeau sur lequel un pêcheur coiffé d'un immense chapeau de paille s'est installé pour tremper sa ligne. Plus loin, nous croiserons de longs trains de bambous flottés dont les lignes parallèles suivent le fil du courant. Deux hommes armés de longues perches — de bambou, bien sûr — guident ce vaste plancher à l'écart des hauts fonds et des berges.

Si l'eau de la Li Kiang parait un miroir, la navigation n'y est pas sans embûches. Ici, la courbe du fleuve laisse deviner un fond alluvionnaire à quelques centimètres de la surface. Là, le courant entraîne les embarcations vers les roches d'une falaise. Blanches à gauche, rouges à droite, des tiges de bambou balisent le chenal des eaux les plus sûres.

TOUT ce qui flotte se rencontre sur les eaux de la Li Kiang, ainsi que tous les moyens de locomotion fluviale. D'une grande jonque à la voile d'un ocre passé, un homme a sauté pour accrocher un filin sur la berge tandis qu'à bord on pousse au cabestan pour lutter contre le courant et que, sur le roof, l'aïeule manœuvre un long et lourd gouvernail. La remontée du fleuve exige de durs efforts. Parfois un remorqueur entraîne un train de sampans chargés de bois. De hauts coches d'eau d'un bleu déteint, où les voyageurs attablés devant d'inépuisables tasses de thé contemplent lentement le paysage, se laissent eux aussi tirer par des embarcations à moteur. Mais la technique est plus fréquemment d'un autre âge : hommes et femmes attelés au harnais halent de la rive, courbés dans l'effort mais avançant du même pas lent que leurs ancêtres, le long des mêmes sentiers, à travers les siècles.

Et l'impression vous vient volontiers que rien, sur ce fleuve, n'a dû changer beaucoup depuis que la Chine existe, au moins depuis qu'une petite capitale provinciale s'est fondée à Kueilin, un peu plus de deux siècles avant notre ère. Ce n'est pas tout à fait vrai. Aux passages les plus sauvages, l'observateur attentif distingue une ligne télégraphique, dont les poteaux sont plantés sur une paroi presque verticale, et qui court jusqu'au fond des campagnes les plus reculées. Et par-dessus les toits d'un minuscule village, noyé dans la verdure, se dresse un mât muni d'un haut-parleur, muet à l'instant où nous passons, mais dont la voix abolit isolement et distance dès lors qu'il importe d'assurer l'information politique de ces quelques dizaines de citoyens de la République populaire.

Pour le reste cependant, les révolutions chinoises n'ont sans doute guère modifié le style de vie de ces bateliers, pêcheurs et petits paysans. Les conditions d'existence, certes, sont différentes puisque chacun mange désormais à sa faim, que personne ne court le risque de perdre soudain son emploi et que le dernier des haleurs est assuré d'un minimum de sécurité pour ses vieux jours. Il faut avoir ces considérations en tête lorsqu'on voit les familles entassées sur le pont des jonques, marmaille et vieillards compris, partageant le dur labeur, dormant, mangeant, sur l'étroit espace que laisse la cargaison.

A terre, les riverains vivent surtout du produit de leur pêche et, accessoirement, de quelques cultures entre le fleuve et la montagne : riz, maïs, sorgo et bien sûr légumes pour leur propre consommation. Les villages aux toits gris s'étagent sur la berge, égayés par le linge qui sèche au soleil. Au passage, l'œil fouille le fond des ruelles, sinon des logis eux-mêmes : échoppes d'artisans vanniers, menuisiers, forgerons, maisons de pêcheurs où l'on répare les filets, parfois une grande bâtisse dont les angles du toit se relèvent vers le ciel.

Des femmes, les enfants dans les jambes, descendent à la fontaine. Là, comme à bord des jonques, les gestes sont lents, personne ne se précipite, et la vie, dans son calme rural, se déroule au rythme du fleuve. Au fond d'un méandre, deux grandes barges couvertes d'un toit de roseau sont en panne... pour la sieste. Deux vieux, sur la rive, abrités du soleil par une toile accrochée à trois morceaux de bambou, regardent longuement passer notre embarcation de visiteurs venus d'un autre monde.

La chaleur est lourde aux premières heures de l'après-midi, et chacun cherche à s'en protéger. Les buffles les premiers, qui s'immergent complètement dans l'eau et ne laissent dépasser que deux naseaux largement ouverts et soufflants. C'est l'heure où tout s'immobilise au bord du fleuve. Les grands cormorans eux-mêmes interrompent leur pêche et, les pieds dans l'eau, s'alignent en rangs, l'œil mi-clos, posés là comme de gros points noirs sur un miroir où se reflète un ciel pâle.

La lumière, avec la touffeur, se fait plus poudrée encore, enveloppant le paysage d'une brume incertaine où les lointains perdent toute épaisseur. Vers Canton, où portent les eaux de la Li Kiang, les grands rochers ronds et leur manteau de pins se dressent dans un moutonnement sans fin.

ALAIN JACOB.

Témoignages

SIX MOIS AU BANGLADESH

RIEN, sinon peut-être un sourire tranquille, ne semble distinguer Catherine et Françoise du reste de la clientèle de ce café, près de la gare Saint-Lazare.

Infirmières dans un service de cardiologie de Rouen, elles viennent de passer ensemble six mois au Bangladesh, dans le cadre du jumelage de leur ville avec Khulna, troisième cité du pays. Créé, comme cinquante autres, au moment de la guerre de 1971, et à l'initiative de l'abbé Pierre, le comité de jumelage (1) a vite compris que les gens de « là-bas » demandaient autre chose que de l'argent, des médicaments ou des vivres, dont une bonne partie, en route, contribuaient à alimenter le marché noir local. Françoise et Catherine sont donc allées à Khulna former des auxiliaires médicales.

« Nous sommes parties dans le brouillard et, de fait, nous n'avons pas trouvé grand-chose. Nous pensions avoir, dès notre arrivée, une classe, des élèves, du matériel pédagogique et un logement... On a pu s'arranger, et, le 1er février, nous commencions nos cours devant quarante jeunes femmes qui avaient été recrutées par une petite annonce parue dans un journal. Contrairement à ce qui nous avait été dit, toutes n'avaient pas un niveau d'études secondaire, et, même, certaines étaient totalement illettrées et ne comprenaient pas, bien sûr, le moindre mot d'anglais. »

Un mois après ne restaient que vingt-cinq élèves, parlant anglais, et était arrivée à la rescousse une sage-femme bengalie, Mme Kahn. Deux médecins bengalis, de leur côté, participaient également à l'enseignement. Celui-ci a tout d'abord consisté en conseils d'hygiène élémentaire, notamment envers les enfants, avant d'aborder l'asepsie de l'accouchement, la pharmacie élémentaire, et surtout la vaccination contre les grandes maladies que sont la variole et le choléra.

A entendre Catherine et Françoise, nul doute que l'ambition modeste de mettre en route cette formation d'auxiliaires médicales ne soit atteinte : les femmes suivent convenablement les cours, elles ont entamé depuis avril des stages par petits groupes dans une clinique. En septembre, après neuf mois d'études, elles passeront un examen que le gouvernement a déjà reconnu, avant de regagner leurs villages. Cinq d'entre elles entreront même à l'école d'infirmières de Khulna, tandis qu'une ira à Dacca entreprendre ses études de médecine.

Face à un tel succès, ces deux jeunes femmes pourraient manifester une certaine fierté : leur seul souci semble actuellement de choisir, parmi une soixantaine de candidatures, les deux infirmières rouennaises qui iront leur succéder à Khulna, ou plutôt prolonger leur travail. La formation des auxiliaires médicales semblant maintenant bien prise en main par Mme Kahn et les deux médecins bengalis, il va falloir essayer de trouver un autre niveau d'action, probablement sur le district tout entier.

La relève

« *Assurer la relève* » : voilà qui leur semble maintenant important, à elles qui paraissent avoir cherché à respecter les désirs, le caractère et les coutumes des gens du pays. Le planning familial est un gros problème dans ce pays aux neuf dixièmes musulman : « *Il valait mieux que ce ne soit pas nous qui exposions de telles questions, ou alors on se renseignait avant, pour adapter nos méthodes et dépasser nos petites habitudes. Mme Kahn nous conseillait.*

» Nos élèves étaient payées 120 takas par mois (le taka vaut environ 30 centimes). *Au début, c'était sûrement un attrait pour elles. Puis,* affirme Catherine, *le travail lui-même leur a semblé intéressant. Surtout, ces femmes, que nous avions vues arriver les yeux toujours baissés, ont fini par parler plus librement, notamment avec les médecins. Certaines, quand nous sommes parties, semblaient avoir le désir de faire quelque chose pour leur pays.* »

Leur meilleur souvenir ? Pour Françoise, c'est leur voyage jusqu'à Calcutta, en scooter, en bus, en « *rickshaw* » (bicyclette aménagée pour emmener des passagers), et, surtout, en train : « *Trois heures retenue par les épaules, les pieds touchant à peine par terre ; au total, une journée pour faire 200 kilomètres.* »

Pour Catherine, ce fut le jour de son anniversaire : « *Une vraie solennité, soixante invitations, des chants, des discours, et des tas de cadeaux, tout ça pour « remplacer ma famille.* » Ce sens de la fête semble les avoir frappées toutes deux, comme les a frappées le fait que tout le monde semblait les connaître, à Khulna (plus de 300 000 habitants) : « *A la poste, le guichetier m'a dit un jour : « C'est vous miss Catherine ? C'est votre anniversaire » dans deux jours.* »

» Nous avions toujours une grande escorte, et avons été très souvent reçues chez des musulmans. En général, nous nous retrouvions toutes deux face à face à manger, avec soixante-dix personnes pour nous regarder. A la fin, ils nous demandaient de chanter ; comme ils sont très patriotes, et connaissent tous leur hymne national par cœur, nous entamions sur la Marseillaise, avant, au bout du premier couplet, d'enchaîner sur une autre chanson. »

Et maintenant ? Après avoir trouvé leurs successeurs, Françoise et Catherine vont partir pour le Pérou, en vacances cette fois. Puis elles réintégreront leur service de cardiologie. « *Sans crainte,* disent-elles en riant. *On ne s'est pas tranquillisé la conscience, on a tout simplement essayé de faire quelque chose. Les gens, en France, donnent de l'argent, ils sont sincères, mais tout le monde devrait penser que là-bas, à dix-huit heures d'avion de Paris, il y a des enfants qui crèvent de faim. Nous avons mis nos capacités à la disposition d'un pays qui en a besoin.* »

Alors, travailler à Khulna, ville faite de maisons de bambou, grouillante d'enfants nus, le ventre ballonné par la faim, ou à l'hôpital Charles-Nicolle, dans un service de cardiologie aseptisé, rempli de « bip-bip » et d'alarmes ? Comme le dit Françoise : « *L'un n'est finalement que le prolongement de l'autre. On découvre simplement qu'il n'y a pas que les petits soucis de la France.* »

XAVIER WEEGER.

(1) Ce voyage a été entièrement financé grâce à l'action bénévole des habitants de Rouen, notamment par la récupération de vieux papiers et par des ventes de livres.

La mode des «seniors»

(Suite de la page 7.)

De même pour les hommes. Emouvants, ils déclarent aux journalistes : « *J'adore l'intensité des commercials : en deux minutes il faut passer du désir à la satisfaction devant le produit vanté.* »

Emissions, récitals, bars et boîtes de nuit font revenir les ex-grands oubliés du jazz, de la chanson sentimentale ou même de la danse. Devant les caméras ou sur scène, ils ou elles, délaissés, oubliés, vivant de secours au temps de la ruée vers les jeunes, sourient à l'inattendu d'un revenez-y. Sans compter la miraculeuse Marlène, dont les récitals, cet hiver, à Los Angeles et à San-Francisco, étaient pris d'assaut, avec des jeunes serrés sur des marches d'escalier.

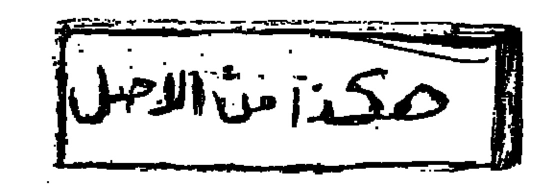
De plus, désormais, les films multiplient les petits rôles de troisième âge : les producteurs jouent sur les idoles de la jeunesse des *seniors*.

Les aînés, les plus qu'adultes, commencent-ils à sortir de cette humiliation, de cette infériorité qui pesait sur tout Américain vieillissant ? Cette incertitude, cette inquiétude de ne plus être « dans la course » et donc de ne plus rien valoir ? Le poids du nombre, à mesure qu'aux deux extrémités de la vie les êtres jadis fragiles s'affirment, va-t-il aider les *seniors* à refuser l'indulgence agacée de leurs enfants ?

A une réunion féministe, en plein Orange County, une *senior* toute petite, en pantalon et brefs cheveux blancs, prend la parole au milieu des filles de dix-huit à trente ans : « *Moi, je me suis battue avec la grande Emma Goldman, l'anarchiste. Mais je croyais qu'il fallait se modeler sur les hommes pour être digne d'être considérée comme leur égale. J'ai donc réprimé ma personnalité pour gagner ma vie et pour militer. Ensuite, à cinquante ans, j'ai tenté d'être une simili-jeune : ne pas exprimer mon opinion parce que ça risquait de « faire vieux ». J'ai presque soixante-quinze ans et je veux, avant de finir, m'affirmer pour ce que je suis : une senior américaine qui porte en elle la mémoire du siècle et qui peut, à présent, le juger. Je n'ai plus honte de mes souvenirs. C'est mon seul capital : usez-en...* » Les jeunes ont applaudi, à ne plus s'arrêter.

Cette hirondelle de la lucidité annonce-t-elle le printemps des *seniors* des deux côtés de l'Atlantique ?

DOMINIQUE DESANTI.



LA VIE AUX CHAMPS par Jean Taillemagre

ANNE ET SES CHÈVRES

LES premiers temps, des gens du village, les proches voisins, voyant passer Anne Leclerc et ses chèvres, disaient avec un brin de malice : *« Pour un vaillante, c'est une vaillante, mais, un jour, elle en aura assez de ses biques... »*

D'autres s'apitoyaient : *« Elle n'est pas assez forte pour faire ce métier. »*

Et certains méfiants : *« Elle vient de la ville, comment voulez-vous qu'elle y connaisse quelque chose. »* Dans leur bouche, « *quelque chose* » signifiait les disciplines et servitudes qu'impose un élevage.

Plusieurs années ont passé et la jeune femme mène toujours à la paissance un troupeau accru chaque printemps. Elle et son mari, ingénieur des travaux publics qui construit des routes dans la région, se sont enracinés dans ce coin de terre où ils ont fait souche. Leurs deux filles vont à l'école, renforçant ainsi par les enfants les liens d'amitié noués avec les habitants d'une communauté rurale. La contrée est mouvementée, faite de coteaux coiffés de vignes ou de bois, de plaines courtes, de vallons couverts de champs de céréales, de maïs, de prairies. Les villages, les maisons éparses parmi les terres sont souvent bâtis sur des hauteurs reliées par des chemins de crête qui permettaient jadis de surveiller l'horizon et d'assurer leur défense.

C'est dans ce petit univers rustique que j'ai rencontré Anne Leclerc et connu son œuvre conduite prudemment mois après mois.

« Vous voyez le bois à votre main gauche, elle doit y être », me répondit l'homme que j'avais interrogé. Pour me parler, il avait arrêté son tracteur au bord d'un champ en fin de labour. Le renseignement donné, la race ici est affable, il remit le moteur en marche et la machine s'éloigna écrasant sous ses larges pneus des mottes de terre sèche qui s'effritaient émettant une fine poussière à ras du sol. Quand je pénétrais dans le bois, le soleil, en ce début d'après-midi, tombait d'aplomb sur les arbres, tantôt les inondant d'une lumière crue s'ils étaient clairsemés, tantôt tamisée par des ramures rapprochées.

Il y avait sur ce plateau légèrement renflé de quelques hectares, plusieurs essences communes dans la région : hêtres au tronc lisse marbré de vert et de blanc, châtaigniers ayant, suspendus à leurs branches se redressant vers le ciel, d'innombrables et longs chatons de fleurs mâles qui exhalaient, avivée par la chaleur du jour, une odeur musquée, surtout des chênes à l'écorce plissée et rugueuse, certains même crevassés par la vieillesse ; et partout des baliveaux, nés de glands germés dans l'humus fait de feuilles décomposées, s'élevaient cherchant un éclairement plus vif entre des ronces, des touffes de genêts fleuries de corolles d'un or jaune flamboyant pareilles à des ailes immobiles de papillons, des genévriers constellés de baies violacées, des fougères dont les palmes ciselées se frôlaient, d'autres plantes qui encombraient le sol bosselé, ici et là, par des souches tapissées de lierre ; sur l'une d'elles, j'aperçus la jeune femme.

« Elles demandent à être aimées »

Elle lisait. Avec son blue-jean, sa chemisette de toile grège, chaussée de sandales de corde, elle était, cheveux épandus sur les épaules, une de ces terriennes à la silhouette affinée que l'on voit aujourd'hui dans les champs, au seuil d'une maison, faisant ses emplettes au village.

Absorbée par la lecture, Anne Leclerc ne m'entendit pas venir. C'est une chèvre, happant à ses côtés les feuilles d'une branche basse, qui détalant à mon approche lui fit lever la tête. Ainsi débuta une rencontre convenue par téléphone quelques jours auparavant : j'étais en retard et m'excusai. *« Je ne pouvais vous attendre davantage à la maison*, me répondit-elle. *Les chèvres s'impatientaient de rester enfermées par un si beau temps. Elles voulaient leur après-midi habituel de promenade dans le bois et, si on les contrarie, leur lait tourne disent les anciens...*

— Vous y croyez ? »

La jeune femme, maintenant debout, le livre sous le bras, une baguette de coudrier à la main, sourit : *« Non certes, mais je puis vous affirmer qu'elles sont aussi attachantes que difficiles à manier ; indépendantes et affectueuses, malicieuses et fidèles, presque diaboliques parfois, mais aussi certains jours d'une douceur angélique, sagaces une heure, têtes folles le moment d'après.*

— Vous les aimez.

— Elles demandent à être aimées. » Et Anne d'un geste arrondi montra des chèvres surgies d'entre des buissons qui, pas à pas, s'étaient avancées vers nous, nous encerclant, tête levée pour mieux nous regarder de leurs yeux oblongs à l'iris teinté de fauve, comme inquiètes de l'étranger soudain apparu. Un peu en arrière des femelles, le bouc, dans une pose rigide, méfiante, semblait un jeune dieu animal ; des chevreaux, profitant de l'arrêt subit des mères, se glissaient sous leur ventre tiède pour une tétée furtive. Mais bientôt rassurées, désireuses de continuer un grappillage succulent, les bêtes allant de l'avant s'égaillèrent à nouveau. Nous les suivîmes empruntant un sentier qui sinuait entre les arbres et les buissons. De temps à autre, Anne lançait un cri d'appel. Alors les tintements assourdis des clochettes, suspendues au cou de quelques chèvres vagabondes, nous parvenaient peu à peu plus clairs, indiquant leur ralliement ; parfois l'une d'elles apparaissait soudain au travers du chemin, nous suivait un instant sollicitant une caresse, puis s'écartait d'un bond.

Nous sortîmes du bois atteignant une friche qui touche à une extrémité de la route menant au domaine des Leclerc. Des alisiers, des viornes, des aulnes, des chênes pubescents, tous nés de semences jetées par le vent, poussent sur cette terre sauvage fin de parcours journalier du troupeau. Les cabris dans leur hâte de goûter une tendre verdure en plein soleil pénétrèrent, boulant, parfois, comme des lapins, sur le terrain inculte, et je vis toutes les bêtes choisir tiges nues, herbes rases maigres et odoriférantes, feuilles avec une hâte gourmande.

Une vie proche de la nature

Arrêtés, nous contemplions le troupeau de soixante-dix chèvres flanquées d'une trentaine de chevrettes, toutes de pure race, sans cornes, au poil ras d'un brun chaud sauf à la raie dorsale, au ventre, aux pattes, d'un noir luisant.

« Elles sont belles n'est-ce pas » questionna Anne et, sûre de ma réponse, elle ajouta : *« J'ai visité bien des élevages avant de les choisir. Je suis allée en Touraine, en Savoie, dans le Sud-Ouest, le Centre. Je me renseignais, questionnais, me livrant à des comparaisons. Des alpines me plurent, garanties très bonnes laitières et robustes : j'en achetai une douzaine. Elles furent mes premières pensionnaires. Je ne m'en suis jamais repentie... »*

Tandis que la jeune femme parlait, les chèvres, momentanément rassasiées, peut-être aussi soûles d'air et lassées de leur promenade, s'étaient éloignées gagnant au bas de la friche une haie haute de charmes. Instinctivement rassemblées, elles ruminaient à l'ombre, agitant au-dessus de leur tête de courtes oreilles droites pour chasser des mouches attirées par l'odeur aigrelette de ces corps échauffés. Ainsi groupé, sous l'œil vigilant du seigneur bouc un peu à l'écart qui mastiquait le tronçon d'une tige épineuse avec une évidente satisfaction, le troupeau noirci par l'ombre se détachait avec netteté sur le fond vert de la haie comme dans un tableau de peintre animalier. Durant cette halte dans la vaine pâture, j'ai écouté Anne Leclerc évoquer l'appel de la terre qui les saisit, elle et son mari, au cœur même de cités étrangères, un appel né de rêves pareils aux impalpables sons d'une cloche entendue certains soirs dans la campagne, qui viennent d'on ne sait où et vous émeuvent étrangement.

« Nous avions toujours désiré, dit-elle, *une vie proche de la nature. Des circonstances familiales, l'achat d'une ancienne demeure entourée de quelques hectares de prairies, d'un bois, dans un site séduisant, un emploi pour mon époux, nous ont permis de réaliser un espoir profondément ancré dans notre esprit et notre cœur. Je pense qu'ici je m'épanouis pleinement.*

— Jamais de lassitude ?

— Jamais, je n'ai pas le temps. La diversité des tâches, le contentement d'une réussite m'activent moralement et physiquement. Si j'ai dû renoncer aux attraits de la ville, il en est, je suis libre de mes actes, et mes chèvres, vous pouvez vous moquer, me donnent bien des joies et m'affermissent dans ma vocation de terrienne. Entre moi et elles, dont j'assume l'existence, s'est forgée une véritable amitié.

— Je m'en suis aperçu.

— Mais ne croyez pas que le « métier » d'éleveur vient tout seul. Il est fait d'un long apprentissage, d'échecs, de déceptions, d'inquiétudes... ». Elle s'arrêta brusquement de parler.

— *« Je vous ennuie ?*

— Au contraire, vous m'interessez.

— Eh bien, je vais vous montrer l'étable. D'ailleurs, l'heure de la traite du soir approche, rentrons... »

Édition

UN SAGE DANS LE COMBAT POÉTIQUE

LE teint clair mais rougi au soleil, la moustache alerte et le sourire mi-ironique, mi-désabusé de l'homme à l'approche de la cinquantaine : avec ses faux airs de bon vivant, celui que l'on surnomme l'Honoré de Balzac de la poésie en a vraiment le physique. Il faut dire qu'il connait bien cette comédie humaine que joue en permanence ce petit monde un peu clos.

Guy Chambelland, aujourd'hui retiré dans son mas de la Bastide de Goudargues, sur les bords de la Cèze, passe pour un sage. Et pourtant, il en a essuyé des batailles ! Editeur des poètes, il sort son premier livre (« Village », de Jean Lebreau) en 1956. L'année suivante, il fonde « le Pont de l'Epée », revue de création mais aussi organe de combat qui tonne à la fois contre les « versificateurs » et contre les « langagiers ». Chambelland n'hésite pas à parler de la « misère » littéraire de tel poète traditionnel ou à traiter tel champion de « Tel Quel » de « crétin ». Apôtre d'une poésie du vécu, où la sensibilité alliée à l'originalité d'écriture est la racine première, il s'acharne contre ceux qui « abrutissent » le milieu. Ce sage sait aussi donner des coups et en recevoir.

Tranquille ennui

En vingt ans de vie mouvementée au service de la poésie, de Dijon, sa ville natale, à Paris, en passant par Goudargues, il se réjouit d'avoir révélé les principaux noms qui comptent et figurent aux anthologies de la poésie nouvelle : Roger Kowalski, Jean Breton (qui l'associa à sa revue de poche « Poésie I »), Jean Pérol, Jacques Réda, Jean Joubert, Franck Venaille, Yves Martin ou Alain Rais, tous sont passés par « le Pont de l'Epée ». Et l'on pourrait encore beaucoup citer. Il se souvient aussi que tel jeune poète qu'il contribua à lancer finit par rejoindre, dans le vent de la mode, le giron de « Tel Quel ».

Ses joies d'éditeur : les découvertes dont la poésie d'aujourd'hui peut s'enorgueillir et aussi la satisfaction de voir son travail, souvent contesté, reconnu un peu partout. Ses difficultés : la lutte pour résoudre, au jour le jour, les problèmes financiers propres à la poésie. Celle-ci n'est-elle pas, par essence et dans notre société, une activité maudite, vouée à l'anonymat ? Découvrir, certes, mais aussi encourager et diffuser.

Après des années passées à se débattre dans la solitude (mais il confie volontiers qu'il préfère travailler en solitaire), Guy Chambelland a de nombreux projets. Il bénéficie depuis peu d'une aide du Centre national des lettres qui assure une parution régulière du « Pont de l'Epée » et lui permet de publier, sur beau papier, des recueils de qualité. De plus, les journées de poésie se multiplient dans toute la France, et lors du Festival d'Avignon, un comité d'animation coordonnera de nombreuses manifestations : renseignements chez Guy Chambelland.

Alors, G.C. (comme il aime lui-même à se nommer) est-il un homme heureux ? Pas tout à fait. S'il lutte avec fougue pour ce qu'il aime, on ne peut oublier, sous une timidité qui n'ose guère s'avouer, le poète grave qui cherche vainement à écarter « le tranquille ennui de l'inutilité de vivre ».

GILLES PUDLOWSKI.

Tennis

Comment annoncer une défaite nationale

BIEN sûr, parmi les téléspectateurs, les amateurs de tennis sont moins fanatiques et moins passionnés que les mordus du ballon ovale ou rond. Mais il est toujours désagréable — et délicat — pour les reporters T.V. d'annoncer une défaite nationale. Surtout quand il s'agit de la Coupe Davis et que le match en question, le dernier, mettait en balance la qualification ou la disqualification de la France. Jauffret a donc été battu par Kodes, joueur tchèque qui a en vu d'autres, les faits sont ce qu'ils sont, mais il y a une foule de nuances dans le langage humain, donc beaucoup de façons d'annoncer la couleur d'une débâcle. En voici quelques-unes :

Impartiale. — Kodes a battu Jauffret en trois sets : 6-7, 7-5, 6-1.

Optimiste. — Jauffret a failli battre Kodes, et sa défaite est presque une victoire.

Superlative. — Kodes a dû lutter pendant cent vingt-trois minutes et beaucoup de secondes, jusqu'à l'épuisement, pour venir à bout de Jauffret.

Misérabiliste. — S'il n'avait pas commis tellement de fautes, Jauffret aurait pu battre Kodes.

Injuste. — Jauffret, dérangé par le vent, a perdu son match devant Kodes, que le vent favorisait.

Absurde. — Jauffret, handicapé par les dimensions d'un court étranger, n'a pas réussi à surclasser Kodes.

Pathétique. — Après une lutte titanesque qui a coupé le souffle à cinquante mille spectateurs haletants, un Kodes sublime a arraché une difficile victoire à un Jauffret en grande forme.

Chauvine. — Le panache et le génie du Français Jauffret se sont heurtés à la hargne besogneuse du Tchèque Kodes.

Dubitative. — Pourquoi Jauffret n'a-t-il pas réussi à battre Kodes ?

Politique. — Jauffret a vu rouge devant le communiste Kodes, ce qui lui a enlevé tous ses moyens.

Idiote. — Kodes, parce qu'il est légèrement plus grand que Jauffret, a dominé ce dernier.

Contradictoire. — Après avoir constamment dominé Kodes et contrôlé haut la main le match, Jauffret l'a perdu.

Féroce. — Jauffret avait des nerfs de papier en face d'un adversaire au moral en rideau de fer.

Frivole. — Jauffret, gêné par sa moustache, a perdu son match.

Hypothétique. — Si Jauffret n'avait pas concédé à Kodes trois sets, il aurait probablement gagné.

Publicitaire. — Jauffret a été battu par Kodes, mais la blancheur Mersil de son short a nettement battu celle de celui de Kodes.

Raciste. — Pourquoi, dans le cadre d'un régime totalitaire, a-t-on opposé un joueur tchèque à un joueur bien de chez nous ?

Fallacieuse. — Si l'arbitre avait passé l'éponge sur les quelques fautes de Jauffret, celui-ci n'aurait pas essuyé cette humiliante défaite.

Méprisante. — En trois sets monotones et sans éclat, Kodes et Jauffret ont prouvé que c'est encore celui qui joue le moins mal qui a le plus de chances de gagner.

Evidente. — Jauffret a perdu son match parce que les balles de Kodes passaient toutes le filet, qui semble avoir dérangé Jauffret.

Désabusée. — Battu par Kodes, on peut espérer que Jauffret fera mieux la prochaine fois.

Féminine. — Un beau garçon comme Jauffret méritait largement de battre son adversaire.

Revancharde. — Après la défaite de Jauffret devant Kodes, il est urgent d'expulser de France tous les Tchèques.

Le cœur à gauche

Communiste. — Le joueur qui avait le cœur à gauche a facilement écrasé celui qui tenait sa raquette de la main droite.

Hypocrite. — Si Kodes avait joué de la main gauche, Jauffret n'aurait eu aucun mal à le sortir du terrain.

Métaphysique. — Jauffret n'a pas existé devant Kodes.

Démente. — Jauffret a été battu par Kodes parce que les deux joueurs ne se sont pas serré la main à la fin du match.

Ignorante. — Le poids plume Kodes a nagé plus vite que le mi-moyen Jauffret, qu'il a battu en régates par 6 buts à 3.

Funèbre. — Toutes nos condoléances au regretté Jauffret : à la fin du troisième set le glas avait sonné pour lui.

Chrétienne. — Que celui qui n'a jamais perdu lui jette la première balle. Dieu, dans son extrême bienveillance, n'a pas donné la victoire à Jauffret.

Allusive. — Une rumeur nous informe de source officieuse qu'il paraîtrait que Kodes aurait battu Jauffret.

Et ainsi de suite, car cela peut durer longtemps, jusqu'à épuisement du vocabulaire.

JACQUES STERNBERG.

CORRESPONDANCE

A propos des surdoués

M. Jacques Torres, inspecteur départemental de l'éducation nationale, nous écrit à propos de l'article de P. Viansson-Ponté sur les « surdoués ». (le Monde daté 6-7 juillet) :

L'image d'un système scolaire immobile et conservateur serait inexacte. Nous vivons en effet depuis plusieurs années une évolution qui n'est peut-être pas toujours perceptible, mais qui va cependant dans le sens d'une plus grande tolérance de l'école à l'égard de ces marginaux que sont les surdoués et les déficents intellectuels. Par exemple, le tiers-temps pédagogique et de nouvelles instructions en matière de constructions scolaires dans l'enseignement élémentaire, l'emploi du temps banalisé et le travail indépendant dans l'enseignement secondaire, en portent témoignage. Grâce à un certain renouvellement de l'activité scolaire autorisé par les mesures précitées, l'élève trouve l'occasion de travailler à son rythme, d'allers vers ce qui l'intéresse, de donner libre cours à son imagination et de s'exprimer dans les formes qui lui plaisent. Plus que jamais le surdoué ou le créatif ont leur place dans un tel système et le déficient intellectuel n'y est pas dévalorisé.

Mais ce qui me paraît le plus frappant dans l'article de M. Viansson-Ponté, c'est que les mesures préconisées pour donner aux surdoués l'éducation qui leur conviendrait sont assez semblables a celles qui ont longtemps prévalu à l'intention des débiles mentaux et sur lesquelles on a actuellement tendance àe revenir. Ce n'est peut-être pas très étonnant si l'on considère que l'une et l'autre de ces catégories occupent des positions exactement symétriques sur la courbe de Gauss établissant la répartition des aptitudes intellectuelles d'une population donnée. C'est encore concevable si l'on considère que c'est le quotient intellectuel qui préside à la détermination de ces catégories.

Or, il faut tout d'abord noter que cette notion de quotient intellectuel à laquelle il est fait référence dans l'article a perdu une bonne part de son caractère absolu. Pour les psychologues, le Q.I. est devenu une indication relative, qui n'a de signification que dans le contexte particulier, momentané, de chaque cas étudié, et il est quelque peu abusif de pronostiquer le génie ou la débilité mentale sur la seule foi d'un chiffre.

En second lieu, il est à remarquer que l'attitude qui a parfois prévalu à l'égard des déficients intellectuels fait place depuis quelques années à un effort d'intégration du handicapé dans le milieu banal. C'est ainsi qu'en 1970 des circulaires du ministère de l'éducation ont prévu la mise en place de structures de prévention et de traitement de l'inadaptation mentale et la possibilité pour l'élève en difficulté de retrouver rapidement un statut ordinaire. C'est encore ainsi qu'en 1972 des circulaires du ministère de la santé mettent l'accent sur les inconvénients que peuvent présenter pour certains enfants la « parentectomie » et le placement en établissement spécialisé.

Ces mesures sont à rapporter à l'évolution des conceptions en matière de développement intellectuel et à l'idée suivant laquelle le bonheur de l'enfant est à mettre au premier rang de nos préoccupations éducatives. Or l'enfant n'est heureux qu'au sein d'une communauté diversifiée dans laquelle il peut s'enrichir de l'apport des autres.

Laissons le surdoué pousser parmi le tout-venant de sa génération et ne craignons pas de le confier à une école publique qui devient à la fois plus démocratique et plus tolérante. Elle n'en fera peut-être pas toujours un génie, au moins l'aura-t-elle aidé à vivre cette expérience inaliénable qu'est une véritable enfance.

Les « culturalistes »

De son côté, M. Jacques Rolland de Renéville, professeur à l'université de Nantes, nous écrit :

Je suis surpris que vous n'ayez pas désigné avec toute la précision utile ceux qui nient les dons et refusent qu'on en tienne compte : ce sont ceux qui réduisent l'échec ou la réussite des écoliers à leur origine sociale ; sous le nom de « culturalistes », ce sont ceux qui définissent la destinée de chaque individu par son appartenance à une classe socio-économique, c'est-à-dire, en fait, les marxistes français, comme il résulte clairement du débat organisé en janvier 1975 à la Mutualité par le *Groupe français d'éducation nouvelle*, proche du P.C. et dont *le Monde* du 23 janvier avait rendu compte sous le titre *« Un débat sur l'échec scolaire : La chance et les dons »*.

Or, il se trouve que s'il y a au monde un pays où les élèves « doués » et « surdoués » sont soigneusement sélectionnés, puis placés dans des « lycées spéciaux » pour que 90 % d'entre eux soient assurés d'entrer à l'université, c'est par excellence le pays du marxisme réalisé, l'U.R.S.S., ainsi que l'a rappelé B. Girod de l'Ain dans *le Monde de l'éducation* de mars.

UNE LETTRE DU MAIRE DE TROUVILLE

M. Jean-Charles Médard, maire de Trouville, nous écrit à propos de l'article de Jacques Sternberg « Trouville dans vingt ans », (le Monde *daté 6-7 juillet)* :

Je n'ignore rien des problèmes de la pollution de la baie de Seine et je vous trouve fort pessimiste : votre vue de l'avenir me fait songer à ces personnages qui, au moment de la naissance de l'automobile, avaient décrété doctement qu'au-delà de 50 kilomètres-heure, l'homme mourrait d'un arrêt du cœur.

Vous pouvez, bien sûr, évoquer une vision un peu apocalyptique de l'avenir sous l'angle de la pollution, mais pourquoi avoir choisi particulièrement Trouville pour l'illustrer ? Trouville est une plage propre qui reçoit de très nombreux estivants et, jusqu'à présent, je n'ai pas connaissance que les baigneurs, qui ont profité de nos eaux, s'en soient trouvés incommodés.

RADIO-TÉLÉVISION

On croyait le nom de Pierre Cavassilas disparu du petit écran avec les émissions musicales de Bruno Monsaingeon, dont il était le principal réalisateur. Mais il y a eu « l'affaire *Damiens* » (*« le Monde »* daté 30-31 mars). Et voici, coup sur coup, trois dramatiques : « l'Aigle à deux têtes » *(diffusé sur Antenne 2 le 24 juillet dernier)*, « Christophe Colomb » (que l'on verra, sur la *même chaîne*, le 11 août à 20 h. 30) et « Alouka ou la comédie des morts » (prévue pour le 13 août, sur TF 1).

Les hasards de la programmation n'ont pas justifié à eux seuls que *Pierre Cavassilas soit l'invité de la* dernière heure dans le débat sur le réalisme engagé avec les réalisa*teurs en cinq questions* (1) :

— La *définition* du réalisme comme reproduction du réel vous paraît-elle suffisante ? Et qu'en est-il du réel, de la réalité et du « vécu » ?

— *Le* réalisme est-il pour vous un concept d'ordre essentiellement esthétique, moral ou politique ?

— *Le réalisme d'une émission* se définit-il par rapport à son contenu ou par rapport à son public ?

— *Les médias changent-ils le* sens du mot réalisme ?

— Vous considérez-vous comme *réaliste ? Pourquoi ?*

Il s'est trouvé que « Christophe Colomb » (l'adaptation d'une pièce de *Nikos Kazantzakis*, filmée dans le cadrage volontairement artificiel du cinémascope, et où la parole est traitée en « élément sonore », comme dans le théâtre musical) démontre de façon inattendue, intéressante — *bien qu'assez* anachronique — que « la réalité n'est pas vraisemblable ». Réalité des rapports *intimes* entretenus par celui qui est derrière la caméra avec son sujet et avec ses personnages. *Réalité* « *supérieure* » de l'esprit et du cœur (comme l'on disait avant la psychanalyse) : la *réalité de l'individualiste qui* proclame ce qu'il croit et traduit ce qui l'obsède, sans trop se soucier *d'être entendu*. — A. R.

(1) Nous avons déjà publié *les* réponses de Bernard Bouthier, *Claude Otzenberger (le Monde* daté 13-14 juillet), Jean-Emile Jeannesson *(le Monde* daté 20-21 juillet), Bernard Rothstein et Jean-Christophe Averty *(le Monde* daté 27-28 juillet).

QUESTIONS SUR LE RÉALISME

L'opium des individus réunis en peuples

par PIERRE CAVASSILAS

Vos questions me sont insolentes. Elles exigent des réponses qui, une fois imprimées, paraîtront des certitudes. Hormis l'inexistence de Dieu, je hais les certitudes, ne souhaite en avoir aucune, et me *considérerai comme mort dès lors qu'une* seule autre viendra polluer ma liberté. Toutefois, je respecte les certitudes d'autrui et les *étudie avec un soin quasi scientifique*. Il m'arrive même, quand je suis bien fatigué, de me surprendre à envier les porteurs de *savoir infus*.

Je ne vous propose *pas de savantes réflexions* philosophiques sur le réalisme (mes *collègues* engagés ayant déjà fort bien écrit sur le sujet), mais quelques sentiments simples dont certains constituent la trame d'un *programme de variétés que je destine à la* télévision martienne.

Sur Terre, les *peuples*, les nations, les sociétés, les classes, les soviets, les Eglises, les armées, les partis, *les syndicats, les* associations, les *groupuscules*, les *flics* et *les instituteurs* organisent de toutes forces *leur propre aliénation et celle d'autrui*, *tant* nécessaires, semble-t-il, à la survie des peuples, des nations, des sociétés, etc. Tous ces sous-groupes de l'*humanité prétendent* au pouvoir. Tous prétendent à un pouvoir plus grand que celui qui, démocratiquement, leur revient.

A moins de disposer de la force policière, on n'obtient (et on ne conserve) le pouvoir *qu'avec une certaine légitimité. Cette légiti*mité naît d'un consensus plus ou moins majoritaire. Ceux qui ont le pouvoir étayant ce *consensus ; ceux qui le revendiquent tentent* d'en construire un autre. Tous usent d'un même moyen : le réalisme.

Le *réalisme*, c'est l'opium des individus *réunis en peuples*.

* * *

J'ai un peu voyagé et j'ai vu que tous les pouvoirs contrôlent quasi totalement leur(s) télévision(s). Juridiquement (France = mono*pole*), économiquement (U.S.A. = *connivance* économique) ou de fait (certains pays de l'Est sans constitution précise, Afrique). Tous *s'en servent pour créer un « sens réaliste* collectif » qui engendre un consensus majoritaire aux urnes, quand il y en a et qu'elles *servent* à quelque *chose*. Les *seules exceptions* à cette règle sont involontaires et se rencontrent auprès des dictatures grotesques où l'audiovisuel *non crédible provoque en* privé (triste ironie) l'hilarité collective (Grèce des colonels). Mais dans toutes les démo*craties dignes de ce nom, où les oppositions* peuvent réellement s'exprimer (plus ou moins bien, plus ou moins souvent, hélas !), j'ob*serve* que celles-ci *usent de l'audiovisuel* selon les mêmes « règles du jeu » que leur adversaire au pouvoir, comme si le « consensus *réaliste* » localement *majoritaire imposait* sa dialectique à l'expression opposante.

De la France « dichotomée », telle qu'elle s'exprime par ses médias, j'observe, mais au microscope, quelque *menue différence entre* le réalisme officiel de ceux qui exercent le pouvoir et le réalisme de ceux qui voudraient l'exercer. La nuance me fait sourire, mais la somme réaliste accumulée me fait peur.

Lors d'un récent show télévisé hyper-réaliste consacré aux gentils petits atomes et *aux grosses vilaines centrales nucléaires, j'ai* senti une fois de plus qu'on s'était bien payé ma tête de citoyen. C'est bien fâcheux ; pas *seulement pour le citoyen, mais pour la démo*cratie tout entière. Qu'on ne s'y trompe pas : Kissinger, Idi Amin Dada ou les députés véreux *que l'on doit traîner devant les tribunaux* après les avoir élus, ces bouffons de l'huma*nité* qui déshonorent l'espèce tiennent tous *leur pouvoir du réalisme*.

J'ai rencontré la honte dans un musée de Moscou et n'ai trouvé le réconfort qu'avec les *icônes d'Andréi Roublev, après des kilomètres de crétinisme triomphant et réaliste*. Lors du tournage d'un film sur l'histoire de la IV[e] République (*abandonné après le « départ » d'Ar*thur Conte), j'avais eu l'occasion de filmer M. Pierre Mendès France. Il déclarait en *substance* (je n'ai plus ses mots exacts) que le rôle de l'homme politique qui veut gouverner, démocratiquement s'entend, est de dire *la vérité, toutes et rien que les vérités*, y compris les désagréables, à un peuple qu'il faut considérer comme adulte, car il est *adulte*.

La vérité est autonome. Le réalisme c'est la représentation organisée de la vérité. J'accuse les pouvoirs et leurs opposants de se *servir de l'audio-visuel et autres médias pour* construire des réalismes de nécessité politique qui enfouissent la vérité, laminent l'imagination, *étouffent jusqu'au goût même de la* liberté. Le réalisme est pour les imposteurs qui en usent un concept politique, donc immoral.

Et que proposent ces beaux réalismes organisés que diffusent les médias ? Des *recettes pour créer l'envie majoritaire* de maintenir la dictature de la bourgeoisie ou d'installer celle du prolétariat. Dans le confort *bien sûr, avec un bon petit taux d'expansion* qui va nourrir le bifteck des riches des protéines arrachées aux affamés moribonds *du quart-monde. Merci. Ces gens-là nous* conduisent à la guerre, avec réalisme, sans même produire les moyens de la gagner.

Le court terme est roi sur nos antennes.

* * *

J'ai choisi de ne jamais prendre une caméra *pour filmer une H.L.M. ou traiter des pro*blèmes sociaux et économiques des pays. Et ce parce que le système moral dans lequel *sont produites ces émissions dites de repor*tage, fait de connivence entre les réalismes, oblige trop souvent le réalisateur à prendre *la caméra pour prouver le dogme connu* d'avance. Ceux qui parviennent à s'en emparer pour chercher sont des héros. Et leurs *images, sont-elles lues dans leur sens grave ?*

Mon collègue Rothstein, qui *cumule* douloureusement engagement et honnêteté, a bien raison de dire : « *L'homme de télévision doit mettre en cause la caméra pour la rendre suspecte, pour inviter le téléspectateur à s'en méfier.* »

Quelle que soit la nature du réel qui se *trouve* devant la caméra au moment où elle tourne, il est possible, en faisant un bon usage de cette machine-là, de maîtriser la *sensation qui sera finalement perçue par le* spectateur (consciemment ou non). Le pouvoir du réalisateur qui veut bien gérer idéologiquement sa pellicule est absolu.

La télévision propose trois types de programmes :

1) Ceux pour lesquels le réalisateur va lui-même *placer sa caméra devant un réel*, en choisissant celui-ci au milieu de bien d'autres, *en fixant lui-même la place de la caméra, le cadre, la focale, la durée, etc.* Sa subjectivité (sincère) ou sa mauvaise foi sont *faciles à cacher derrière le réel*. Nous *n'oublierons pas* la leçon de Chris Marker dans *Une lettre de Sibérie*. Qui va enseigner au spectateur l'art de débusquer l'authentique *et le sérieux derrière les apparences orga*nisées ? Et l'art de démasquer l'imposture ?

Ce sont les réalisateurs qui affirment délibérément leur subjectivité.

C'est José-Maria Berzosa (*Espagnes, Rouge-Greco-Rouge, Comment se débarrasser des restes du Cid*), dont la subjectivité éclatante respecte toute liberté individuelle de jugement, réveille l'intelligence, fait sursauter l'imagination.

C'est aussi J.-C. Averty qui se moque des codes et des théories, qui affirme l'image réelle et l'objet virtuel.

Les sens sont subjectifs, et la connaissance naît des sens.

2) Les nullités audiovisuelles, nombreuses, *qui relèvent du cas numéro 1 autant que du* cas numéro 3. Je ne cite que le paradoxe des journaux télévisés, censés montrer et *informer*, et dont les images, *inorganisées*, récoltées sans morale de langage, ni morale tout court assez souvent, ne montrent rien du *sérieux des événements*, et dont les sons, désinfectés, désubjectivisés, voix de la France-hôtesse d'Orly, n'informent de rien *mais fabriquent obstinément, jour après jour,* le réalisme public stérile.

3) Les programmes pour lesquels le réali*sateur ordonne devant la caméra* — n'importe où mais en studio souvent — un réel momentané de sa convenance. Comme il dispose en *outre des libertés du premier cas*, sa responsabilité est totale.

Mes émissions musicales et mes dramatiques relèvent de cette possibilité. Nous *créons, par exemple, un événement musical* qui a lieu, objectivement, devant les caméras. Mais j'interviens dans la représentation que *j'en donne, violemment, en affirmant* mes sensations, ma subjectivité. Celle-ci n'a de sens, vis-à-vis de l'œuvre, que si la structure *objective de la partition est perçue par le* spectateur. En ce domaine, l'objectivité est accessible : un thème est un thème, un contre-sujet un contre-sujet. Puisqu'il s'agit *d'un art éminemment abstrait* proposé à un public traditionnellement peu musicien, j'ai besoin, pour que ma subjectivité puisse être *lue comme telle, de proposer en même temps* qu'elle une lecture didactique. Ces deux récits conjoints imposent une « écriture polygraphique ». Mais *je ne proclame jamais* : « Ça c'est beau, ça c'est Mozart, donc c'est beau. » Je proclame mes réactions physiologiques à la musique, *sans orgueil ni honte*, en supposant que ma subjectivité provoque celle du spectateur-auditeur. En provoquant sa subjectivité, *j'enseigne peut-être la liberté*.

* * *

La polygraphie audiovisuelle devient plus *complexe avec les œuvres dramatiques*. Le récit au premier degré, le scénario en quelque sorte, véhicule souvent des idées que *je ne partage pas, ou dont je me méfie* simplement. Les personnages eux-mêmes me posent des problèmes « affectifs ». Au-delà du scénario *et de son dialogue, j'introduis* un second récit. J'y raconte ce que je pense du texte, les émotions que me procurent les *idées transportées ou les personnages, etc.* ; bref, je dévoile pour ceux qui savent lire entre les images ma vision de l'œuvre, sans *respect particulier, pas même pour un (néo-)* classique comme *l'Aigle à deux têtes* de Cocteau. Les auteurs ne s'y trompent pas : *tous ceux, ou presque, avec lesquels j'ai tra*vaillé, ou dû travailler, sont fâchés contre moi. Eux seuls sont fâchés. Pas moi. Moi je *respecte leur subjectivité d'auteur. Francis* Lacassin *(Alouka ou la Comédie des morts)* est une exception, mais c'est un pataphysi*cien, comme dirait* Averty.

Cette polygraphie *m'est chère*. J'avais, il y a cinq ans, touché au *domaine* des truquages appliqués à la musique (« 14 Stations » de M. Constant, pour « Harmoniques »). Mais les remplisseurs d'image qui réalisent les émissions de variétés sabotent à tout va *tout un langage irréaliste possible. J'y revien*drai sans doute s'ils se lassent. Il me semble important d'étudier et de proposer des vocabulaires et des *syntaxes audio-visuels nou*veaux. Car du langage aussi naît la liberté.

Pour conclure, je vous cite l'anecdote suivante :

Il est un réalisateur qui, dans des temps très anciens, se vit confier un petit sujet : « La femme et la beauté ».

Vous imaginez ? Le *plus beau sujet du monde*.

Il est allé filmer des usines de rouge à lèvres...

Je ne veux pas croire que cet homme-là était dépourvu de subjectivité.

La collectivité l'a autocensuré, si j'ose dire. Et *lui* s'en est fait le complice. Cette collectivité-là est terrifiante. Ceux qui acceptent son jeu réaliste sont à plaindre autant qu'à combattre.

Le réalisme, c'est le fascisme déguisé en bergère.

Le réalisme ne passera pas.

Écouter, voir

● **RADIOSCOPIE.** — *Tous les jours, France-Inter, 17 h.*

Pendant la période des vacances, Jacques Chancel propose une sélection de ses entretiens en seconde diffusion. Cette semaine : MM. Jacques de Bourbon Busset (lundi), René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale (mardi), Pierre Emmanuel (mercredi), Robert Junck (jeudi) et Henri Vincenot (vendredi).

● **FILM : BAISERS VOLÉS.** — *Lundi 4 août, FR 3, 20 h. 30.*

Sur une chanson de Charles Trenet, qui apporte comme un parfum des années 50, Truffaut a *fait* entrer Léaud-*Doinel* (qui lui ressemble tant) dans la vie adulte. Réalisme poétique et tendresse. Delphine Seyrig en « lys de la vallée » d'un magasin de chaussures.

● **FILM : MOLLENARD.** — *Mercredi 6 août, FR 3, 20 h. 30.*

Robert Siodmak, *émigré* d'Allemagne, et le cinéma français de 1937. Aventures à Changhaï et étude de mœurs à Dunkerque. Un film âpre et violent, dominé par *Harry Baur*, marin forban, tourmenté par Gabrielle Dorziat, plus bourgeoise que nature. Une galerie d'acteurs célèbres parmi lesquels Gina Manès au comptoir d'un bar louche.

● **HISTOIRES VÉCUES,** de J.-E. *Jeannesson* **(ENQUETE SUR LA MORT D'UN OUVRIER).** — *Mercredi 6 août, A 2, 21 h. 30.*

Jean-Claude Delaleau, fondeur à Usinor-Dunkerque, est mort d'un accident du travail en janvier 1974. Jean-Emile Jeannesson a mené une enquête pour reconstituer la vérité de ce drame. Ayant demandé à filmer dans l'usine, il s'en est vu refuser l'autorisation par la direction d'Usinor. Il est alors allé interroger Mme Delaleau, qui tardera à accepter de raconter comment elle a appris la mort de son mari. Partout dans la région la méfiance règne, et surtout la peur. Deux camarades ont accepté de témoigner : l'un d'entre eux *dénonce* les cadences du travail, le rendement, le manque de sécurité. Deux ouvriers confient qu'après *l'accident* de Jean-Claude Delaleau ils ont cherché un autre emploi, le risque de mourir un *jour à l'usine les* obsédant. Cette émission montre le déroulement progressif de l'enquête. Mais le ton dramatique des commentaires enlève une certaine *force* à ces témoignages.

● ***FILM : LOLA MONTES.*** — *Jeudi 7 août, FR 3, 20 h. 30.*

Trahi par le petit écran, puisque *sa mise en scène, géniale*, est conçue en fonction du cinémascope, de l'espace où tourbillonnent un fantasmagorique spectacle de cirque et le monde intérieur de Lola, femme crucifiée *pour le plaisir des foules* par un bonimenteur, le chef-d'œuvre d'Ophuls reste, décidément, vingt ans après, un film maudit.

● **DOCUMENTAIRE : VILLE NOUVELLE (ENFANCE D'UNE VILLE).** — *Dimanche 10 août, TF 1, 22 h. 10.*

Le ton de cette première émission sur l'urbanisme réalisée par Eric Rohmer (l'Institut de l'audio-visuel lui en a commandé quatre) est tout à fait inattendu. Incroyable de neutralité.

Le sujet (« peut-on créer une cité de toutes pièces ? ») n'est cependant pas de ceux qui laissent impassible. En tout cas pas les utilisateurs des « villes nouvelles », les habitants de Cergy-Pontoise, dans l'exemple choisi par Rohmer : les occupants de la tour des « jeunes mariés », aux appartements cylindriques ; les usagers de l'hypermarché, véritable mausolée du commerce érigé en plein centre ; les futurs *locataires* de l'îlot conçu par l'architecte espagnol Ricardo Bofill sur le modèle des cathédrales *baroques* de son pays.

Eric Rohmer a traité cette question brûlante avec la minutie d'*entomologiste* qu'on lui connaît en matière de psychologie et d'atermoiements du cœur. Interview « personnalisée » des responsables ; point de vue des techniciens dans le secteur urbanisme, transport, etc. Peu de gros plans sur les habitants eux-mêmes. Et pas un mot des promoteurs.

● ***FILM : LES AFFAMEURS.*** — *Lundi 11 août, TF 1, 20 h. 30.*

Anthony Mann ou la beauté classique et pure du western. Amateurs de Sergio Leone s'abstenir. Seuls comptent ici, selon la tradition américaine, le paysage et les hommes, en lesquels s'incarne une morale perdue. James *Stewart* s'impose un idéal, Arthur Kennedy connaît le pouvoir de l'or. Et voilà que ce pouvoir est vaincu.

● ***FILM : LA FEMME INFIDÈLE.*** — **Lundi 11 août, FR 3, 20 h. 30.**

Femme infidèle, mari jaloux et crime parfait. Chabrol — c'est un de ses meilleurs films — s'engage avec *virtuosité* sur les chemins d'Hitchcock, puis désamorce le suspense au profit de l'ambiguïté *psychologique* et de la force morale des situations. Un cinéma de la fascination admirablement servi par Michel Bouquet et Stéphane Audran.

HORAIRE DES INFORMATIONS A LA TÉLÉVISION

TF 1 : éditions complètes à 13 heures, 20 heures et en fin de soirée (vers 23 heures).

A 2 : flash à 12 h. 15 ; éditions complètes à 20 heures (le dimanche à 19 h. 30) et en fin de *soirée* **(vers 23 heures).**

FR 3 : bulletin en fin de soirée (vers 22 heures).

***Actualités régionales* à 19 h. 30 sur TF 1 et A 2, à 20 heures sur FR 3.**

Samedi 2 août

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Variétés : Annie Cordy ; 21 h. 25, Série policière, Van der Valk : « le Riche et le Pauvre. » ; 22 h. 15, Les copains d'abord : Mort Shuman.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par 13.

20 h. 35, (●) Feuilleton : la Jeunesse de Garibaldi. Réal. F. Rossi. Avec M. Merli.

La province de Santa-Catarina se soulève à son tour et Garibaldi prête main-forte aux insurgés.

21 h. 35, Variétés : Tiens, il y a de la lumière.

Carte blanche à Remo Forlani.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : *Pierrot et ses amis* ; 20 h. 25, (R.) Série : La famille Boussardel : « les Enfants gâtés », d'après Ph. Hériat, réal. R. Lucot.

FRANCE-CULTURE

De 14 h. 15 à 23 h. 50 (R.) (●), « Alice est revenue » : Lewis Carroll maître d'école buissonnière, par J.-B. Brunius. Réalisation Cl.-R. Manuel et A. Barroux. Avec la collaboration de P. Chavasse. Musique originale de C. Ballif.

FRANCE-MUSIQUE

18 h., *Magazine musical* ; 18 h. 30 (S.), Syncopes ; 19 h. 50 (S.), Le temps du luth. Concert au palais de l'Escurial sous Charles Quint ;

20 h. 30 (S.) (●), Orchestre national et chœurs de Radio-France. Direction D.-E. Inghelbrecht : « Pelléas et Mélisande », de Debussy, avec M. Gracher, C. Maurane ; 23 h. 15 (S.), Indéterminées ; 24 h. (●), Faisceaux, par A. Almuro.

Dimanche 3 août

CHAINE I : TF 1

***9 h. 30, Emissions religieuses* et philosophiques (messe à 11 h.) ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis ; 13 h. 20 (R.) Variétés : C'est pas sérieux, de C. Anglade ; 14 h. 05, (R.) Série : Morceaux choisis (Marcel Pagnol) ; 15 h., (R.) Les grandes batailles du passé : Tsushima (1905) ; 16 h., Sports ; 18 h. 20, (R.) Série : Le fol amour de M. de Mirabeau ; 19 h. 15, Réponse à tout ; 19 h. 35, Droit au but.**

20 h. 35, (R.) Film : « la Grande Bagarre de don Camillo », de C. Gallone (1955), avec Fernandel, G. Cervi, Cl. Sylvain, G. Rey.

Peppone, maire communiste, se présente à la députation. Le curé don Camillo essaie de saboter sa campagne électorale.

22 h. 10, Variétés : Au fil des rues (n° 2), réal. J. Kerchbron.

CHAINE II (couleur) : A 2

16 h. 40, Sport : Tiercé à Deauville ; 16 h. 45, Film (R.) : « la Meilleure part », d'Y. Allégret (1955), avec G. Philipe, G. Oury, M. François.

Un jeune ingénieur dirige la construction d'un barrage dans les Alpes. Il sacrifie à cette œuvre jusqu'à sa santé.

18 h. 15, Série : Le magicien, « la Femme prise au piège ; 19 h. 45, Court métrage : « Coup double » ; 20 h., Sports sur l'A 2.

20 h. 35, Jeux sans frontières, de Guy Lux (à Knokke-le-Zoute) ; 21 h. 45, Documentaire : Héritage européen (le baroque en Autriche).

Une coproduction internationale réalisée en Australie et une leçon d'histoire de l'art.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Document : Le Kula, adapt. J. Delrieu.

La pratique du troc dans les îles du nord du Pacifique.

21 h. 30, (●), (R.) La cervelle d'autrui : Valerio Adami interrogé par P. Dumayet. Réal. : J.-M. Meurice.

Un peintre corrosif de notre environnement quotidien.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses (à 10 h., *Messe*) ; 11 h., *Echos d'un festival* ; 12 h. 5, C.R.P.L.F., humour, par J. Chouquet ; 12 h. 35, Concert (Purcell, Rossini, Tchaïkovski, Roussel) ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « la Galerie du palais », de Corneille, *présentée par les comédiens-français, réalisation* J. Reynier ; 16 h. 5, Concert au Théâtre des Champs-Elysées : « Huitième symphonie et Concerto *en sol majeur pour piano* et orchestre, opus 58 » (Beethoven), par l'orchestre de l'Association *des concerts* Pasdeloup. *Direction* G. Devos ; 17 h. 30 (R.), Henri Bosco, avec P.-Y. Leprince ; 18 h. 30 (R.), L'œil qui rit, de *R. Puydorat* ; 19 h. 10, « *1975, la République* populaire de Chine, année 25 », par J.-R. Nadal et C. Hudelot ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Poésie ininterrompue ; 20 h. 40, Avignon ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Sous enveloppe ; 9 h. (S.), Les voyages de Mendelssohn ; 10 h. 30 (S.), Notes pour un instrument ; 12 h. (S.), *La chanson* ; 12 h. 35 (S.), Divertissements (Borodine, Verdi, Wagner, Gluck, Gounod) ;

14 h. (S.) (●), *Concert pour mon chat*, par J. Couturier (Conrad, P. Henry, Bach, E. Jabes) ; 17 h. (S.), Pat Tarapapoum (Dukas, Nono, Beethoven, Copland, Strauss, Rossini) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes ; 19 h. 50 (S.), Le temps du luth : *Concert pour un prince* au château de Blois ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres (1965) : Orchestre *national*, direction H. Scherchen, au Théâtre des Champs-Elysées : « Symphonie n° 40 » (Mozart), « A cor et à cri » (C. Ballif), « Symphonie n° 5 » (Mahler) ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées ; 24 h. (S.), Plans sur plans.

RADIO-TELEVISION

« Les Yeux et la Mémoire » à Avignon

A la recherche d'un public missionnaire

DEPUIS le 18 juillet, l'INA (Institut national de l'audio-visuel) et la SARA (Société des auteurs et réalisateurs de l'audio-visuel) présentent le premier panorama de télévision, comprenant quatre-vingt-dix émissions (documentaires, dramatiques, essais, portraits, reportages), réalisées entre 1960 et 1975. Intitulée « les Yeux et la Mémoire », cette rétrospective permet de voir ou de revoir ce que les organisateurs (et animateurs) Charles Brabant et Jean-Marie Drot appellent les « grandes heures de la télévision ».

Deux centres de projection ont été mis à la disposition des organisateurs et du public par la municipalité d'Avignon. Au Centre littéraire et universitaire, rue Joseph-Vernet, les émissions, programmées chaque jour selon un thème (En avant la musique, Cinq colonnes à la une, Télé-science, Télé-arts, les feuilletons à la télévision, le film télévisuel, la télévision que nous n'avons jamais vue), sont projetées dans un amphithéâtre, sur grand écran.

On retrouve la plupart de ces programmes à la « Maison des images », de la Chartreuse, à Villeneuve-lès-Avignon. Cette Maison des images se tient en fait dans trois salles, et dispose de la quasi-totalité des émissions, enregistrées sur vidéo-cassettes. Elle permet ainsi au public de regarder le film de son choix, quand il le désire, entre 10 heures et 18 heures. C'est un système de télévision à la carte. Cependant, quelques émissions, souvent réclamées par les visiteurs de la Chartreuse, ne sont pas disponibles, par exemple : Euréka : Evariste ou la Septième Dimension, *de Michel Treguer,* le Gay Savoir, *de Jean-Luc Godard,* le Portrait de Léon Trotsky, *de Jacques Kebadian,* 68 ou la Révolte des étudiants, *d'André Harris et Alain de Sédouy — films qui ne sont jamais passés à l'antenne, du temps de l'O.R.T.F. — et aussi le* Show Yves Montand, *de Jean-Christophe Averty,* Belphégor, *de Claude Barma,* les Perses, *de Jean Prat, etc. Une centaine de personnes environ — touristes, étudiants, comédiens — s'arrêtent chaque jour à la Maison des Images. Elles entrent, demandent des renseignements, posent des questions, jettent un coup d'œil sur le tableau noir où sont inscrits le nom des trois émissions en cours de diffusion, jettent un coup d'œil dans les salles et sur les postes, s'asseyent ou repartent. Quelquefois, une discussion s'engage avec un réalisateur qui a présenté, la veille au soir, dans l'amphithéâtre, son émission sélectionnée.*

Enfin, Roger Louis s'est installé avec un car vidéo et des techniciens dans le square Agricol-Perdiguier, avenue de la République. Un journal télévisé, composé de reportages réalisés par des amateurs sur le Festival, les troupes, les spectacles dans la rue et des interviews filmées en direct par trois caméras sur pied, est diffusé chaque jour à 11 h. 30 et 18 h. 30, pendant une heure. Quatre postes ont été posés dans le « petit jardin », dont deux de part et d'autre d'une buvette, où chacun mange, boit, lit, se repose, indifférent à l'intrusion de ce bruit et de ces présences insolites. Les téléviseurs sont désertés. Quelques promeneurs entourent Roger Louis, pour l'écouter.

Dans un lieu de théâtre comme Avignon, où tout se passe d'abord dehors, une présence aussi imposante de la télévision peut surprendre. M. Paul Puaux, directeur du Festival, attendait cette « nouvelle venue » avec bienveillance. « La télévision, *dit-il,* est un instrument de création, un moyen de diffusion de la culture, qu'il est nécessaire de libérer. Cette année est un test, car nous ne voulons pas éternellement d'un « télé-club ». Nous souhaitons que le petit écran rende compte de l'événement « Festival » dans sa totalité. Mais, avant tout, la télévision est un moyen d'expression. Alors, qu'elle le montre ! Cela fait des années que je le demande. Que les réalisateurs s'expliquent, en laissant le public être leur véritable juge. La question que nous posons ici, c'est : à quoi sert la télévision, et qu'y fait-on ? Et nous cherchons à éveiller les consciences. Alors, si une information peut se faire, c'est déjà beaucoup. » *Cependant, M. Paul Puaux s'interroge sur les perspectives des vidéo-cassettes, sur le danger et les limites du théâtre filmé, puis commercialisé.* « Si cela ne traduit qu'une politique, *dit-il,* nous serons contre. En attendant, il faut permettre au public de comprendre ce qu'est la création artistique. »

Un programme doit se choisir

C'est Charles Brabant qui a eu l'idée de ce premier panorama de télévision à Avignon. Avec Jean-Marie Drot, auteur en 1968 d'un projet de réflexion sur le passé de la télévision, il a proposé à M. Pierre Emmanuel de mettre sur pied l'expérience. L'INA, qui, depuis janvier 1975, a reçu en héritage les archives de l'O. R. T. F. (soixante mille émissions à peu près), cherche, en effet, à les conserver, pour en permettre la consultation — c'est ici la notion de service public qui est avancée, — mais aussi à les diffuser en cassettes dans les circuits culturels et éducatifs (maisons de la culture, lycée...), afin de « rentabiliser » ce stock considérable. La SARA, associée à cette manifestation, se propose, elle aussi, de promouvoir ce patrimoine, de le faire revivre. « La multiplicité des chaînes, *explique Jean-Marie Drot,* aboutit à un piège sans issue. Il nous sera difficilement possible, maintenant, de réaliser des émissions qui favorisent une réflexion. Faire comprendre le temps, et non pas le faire passer. La situation actuelle de la télévision est sans doute irréversible, nous le savons. C'est pourquoi nous cherchons d'autres voies. Les œuvres que nous montrons ici, à Avignon, sont ce que j'appelle des « pièces » à conviction », celles d'une liberté d'expression. Il est indispensable de redonner une chance à cette télévision. »

Pour cela, Jean-Marie Drot et Charles Brabant veulent, à travers cette grande opération de diffusion, que le public réagisse, qu'il prenne conscience qu'un programme doit se choisir et non pas se subir. Avignon leur offre ainsi la possibilité de rencontrer des professeurs, des étudiants, des animateurs, à la fois curieux, dynamiques et critiques, qui transmettront par la suite leur message. « Il faut, *dit Charles Brabant,* intéresser les téléspectateurs à l'outil « télévision » et aux possibilités qu'il offre. En cela, le public d'Avignon est un public missionnaire. »

Les débats, fréquents et souvent calmes, de l'amphithéâtre de la rue Joseph-Vernet ont permis à Jean-Marie Drot et à Charles Brabant de communiquer ces idées. Mais ces deux « professionnels », un peu trop condescendants, sont parfois devenus un obstacle aux discussions ; au lieu de les faciliter, leur comportement a eu souvent pour effet de les bloquer.

Des réactions violentes

Un soir, la projection du film de Maurice Failevic, l'Engrenage, *annoncée comme une émission sur les travailleurs immigrés, a provoqué, de la part des quelque quatre-vingts personnes présentes, des réactions diverses et violentes :* « A quoi sert ce genre de film ? Quel est le but de l'auteur ? Ce film repose-t-il sur une documentation sérieuse, ou bien n'est-il qu'une création fictive ? » *Et les attaques ont succédé aux questions. Le réalisateur étant absent, Jean-Marie Drot et Charles Brabant en ont été les cibles :* « Chaque fois que la télévision aborde ces questions, elle passe à côté du sujet... » « La télévision n'est pas aux mains du public. On ne veut pas montrer la situation des travailleurs, cela fait partie de l'étouffement... » « Les réalisateurs n'ont pas la possibilité de dire quelque chose. Le film est le constat d'une impuissance. » *Et encore :* « Vous êtes les otages d'un appareil qui vous dépasse. La télévision est un moyen de dressage d'opinion. »

Les deux animateurs se sont efforcés de répondre en définissant leur rôle et leur responsabilité de réalisateur, en rappelant que cette émission avait le mérite de provoquer un débat. Une spectatrice est alors intervenue en s'adressant à eux : « Ici, c'est comme dans le film. Nous sommes les immigrés et vous êtes l'instituteur. »

MARIE-FRANÇOISE LÉVY.

Les « Dossiers extraordinaires » de Pierre Bellemare

Un conteur sur Europe I

LES conteurs sont maintenant des vestiges. Des vestiges culturels que la télévision a déjà filmés (dans la série d'André Voisin qui repasse ces temps-ci sur TF 1) comme pour tenter de saisir sur le vif des paroles dont on sentait déjà qu'elles allaient devenir nostalgiques, qu'elles allaient disparaître... Elles ont disparu.

Jusqu'à ce que l'espace soit rempli par l'audio-visuel, des conteurs racontaient des histoires. Dans l'audio-visuel, il fallait donc que cette fonction trouve sa place ; il fallait bien que le récit trouve quelque part son compte, que le plaisir partagé de raconter des histoires et de les écouter resurgisse... Bellemare et Decaux sont des conteurs. Ils occupent avec maîtrise l'antenne ou l'écran, seuls, avec pour uniques moyens leur voix, leur regard, leur présence. Le temps passe sans effort pendant que se conte l'histoire.

Un cas complexe

Le cas de Pierre Bellemare est le plus complexe ; conter n'est que l'un des aspects d'un personnage multiple, suscitant nécessairement l'ambivalence : il irrite et fascine en même temps. Mais dans cette saison de creux la nouvelle émission de Bellemare : *les Dossiers extraordinaires*, prend un singulier relief sur Europe 1. Chaque jour, comme par le passé, il tient à lui seul une demi-heure d'antenne, et il raconte. Il raconte avec un tel plaisir, il y met une telle jubilation, qu'on pourrait presque dire, d'abord, que le contenu importe peu. Ce furent des exploits ; ce sont, cette année, des dossiers criminels ; ce pourrait être encore autre chose.

Il s'investit dans la forme même du récit. D'abord, le ton est « plat » ; on informe, on décrit, on laisse partir l'histoire sans emphase. Puis, à mesure que se noue l'intrigue, le ton se fait changeant : plus rapide, ou plus solennel, plus modulé. De temps à autre, souvent vers la fin, passe de l'émotion. C'est alors que le conteur, qui, pour l'ensemble, ne s'adresse à personne et semble parler pour lui, s'adresse au public des auditeurs : *« Comme vous allez le voir, chers amis... » « Vous croyez avoir deviné la vérité, chers amis, eh bien, non ! »* Imaginez, mettez-vous à la place de... A la place de « Monsieur Bill », au moment de son exécution, par exemple. Pendant cette demi-heure, un seul individu décrit, à travers le récit d'une histoire vraie, le récit simultané de ses émotions, de ses passions, de ses partis pris.

L'interaction de cet investissement personnel puissant et d'une narration précise, fidèle aux documents, produit l'effet de fascination et de « vérité » : c'est l'effet même produit par le mythe quand il est conté devant un auditoire suspendu à la seule parole du conteur. Des gens se mettent à l'écoute d'une histoire que parfois déjà ils connaissent, quand il s'agit d'un conte de fées, d'une légende ; d'un récit dont ils peuvent prévoir l'aboutissement, et ne repose donc pas sur le suspense.

Il « dit la vérité »

Dans le cas des récits de Pierre Bellemare, ce n'est pas la surprise finale qui est en jeu, qui retient l'attention — elle peut intervenir à l'occasion, mais ce n'est pas le principe de l'émission. Non : ce qui fait écouter Bellemare, c'est qu'il ne cache rien de son individualité, et qu'en même temps il « dit la vérité ».

Car ce sont des histoires vraies, de vrais dossiers. Extraordinaires. Extraordinaires parce qu'ils sont vrais, précisément ; parce que *« les gens sont formidables, la réalité dépasse la fiction »*, il n'y a pas à aller chercher plus loin les plus folles imaginations : le réel y suffit, écoutez. On ne peut douter de l'exactitude des dossiers, dont la précision montre assez la soigneuse préparation. Là-dedans, pas d'invention ; à peine quelques éléments de fiction, toujours soulignés par le conteur : essayons d'imaginer ce qui peut se passer dans la tête de... Mais, par rapport à cette vérité, plus vraie que le vrai lui-même, il faut bien que l'individu se situe ; le voudrait-il que Bellemare ne pourrait être « neutre », puisque justement la passion soutient son récit.

Tantôt avocat tantôt juré

Sa place n'est pas évidente. Toujours, il tente de faire partager les émotions qui assaillent tel ou tel personnage de son récit : généralement ceux vers qui va la sympathie, bien sûr. Parfois, c'est la place de l'avocat ; il n'est pas exclu qu'il se tienne à la place du coupable ; à la place du juge, jamais. Mais s'agit-il vraiment de la place du coupable ? Cette démarche qui cherche à admettre ce qui a pu se passer dans la tête d'un homme en s'identifiant à lui, c'est la position idéale du juré dans une partie de son rôle, celle qui consiste à comprendre.

L'autre partie n'est pas absente de cette mise en scène. Car Bellemare ne cache pas son jugement personnel. Ainsi, dans le dossier extraordinaire consacré à l'affaire Rapin, l'épilogue montrait assez la « réalité » de la peine de mort pour qu'on se sente conduit à la rejeter. Là intervient, dans la passion toujours, l'arme absolue de Bellemare : le citoyen fait appel à d'autres citoyens. L'indignation signale ce moment ; rien ne la désigne que le ton ; mais si fortement marqué dans le cours d'un récit où la puissante voix calcule — consciemment ou non — tous ses effets qu'on ne peut pas y échapper. On s'indigne avec lui, parce qu'on s'est attendri, apitoyé, mis en colère. Et, en même temps qu'on s'indigne, sans le savoir, on juge. On a déjà jugé : l'opération s'est produite sans qu'on s'en soit rendu compte.

Le tribunal des mass media

C'est bien le même Bellemare qui avait mis en œuvre *Il y a toujours quelque chose à faire* et *Vous êtes formidable*. C'est bien le même homme qui suscite en chacun le sens civique, le désir de prendre parti, d'intervenir, de « faire quelque chose ». Arme redoutable, dont il a fait un usage tantôt contrôlé, tantôt incontrôlé ; parfois, le corps social — « les gens », « les auditeurs », « les chers amis », « vous », un être collectif abstrait — le déborde, lui échappe, va plus loin qu'il ne l'aurait voulu, et l'implique dans des situations conflictuelles. C'est un tribun de l'audio-visuel, qui a le génie des tribunes, et des tribunaux. On est devant le tribunal des mass media.

Mises en jeu : voilà l'autre partie du personnage, le jeu. Ce conteur réussi, ce tribun passionnant, est aussi un joueur, et un joueur qui fait jouer. Son génie est de faire participer, de tenir, dans ce théâtre imaginaire, le rôle du bateleur de foire, du chœur de tragédie, le rôle, essentiel, du public lui-même. Il est, pour le public, la figure du public ; l'un d'entre eux, un citoyen parmi d'autres... Mais aussi l'un des puissants de l'appareil audio-visuel. Cela ne veut pas dire qu'il relève du pouvoir, ni de celui de l'Etat, ni de celui des mass media. Pierre Bellemare n'est ni Europe 1 ni Antenne 2; c'est un personnage apparemment autonome, apparemment indépendant des appareils par où passent les messages dominants. Il renvoie au public l'image, sans doute illusoire, du tiers ; il rend vraisemblables deux idées précieuses, dont il donne à croire, par la puissance de l'imagination, qu'elles existent en lui : libre de toute attache, l'arbitre ; et l'honnête homme qui intervient dans les affaires publiques.

CATHERINE B. CLÉMENT.

★ Du lundi au vendredi. Europe 1, 13 h. 30.

Lundi 4 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, (R.) Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; 14 h. 30, (R.) Série : le Loup des mers, d'après J. London ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les Infos) ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (R.) Film : « L'enfer est pour les héros », de D. Siegel (1962), avec Steve Mac Queen, B. Darin, J. Coburn.

En 1944, sur le front de Belgique, quelques soldats américains doivent retourner se battre en première ligne, au lieu d'aller en permission.

22 h., (R.) Les conteurs : La forêt landaise.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les jeunes : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La preuve par 13.

20 h. 35, (●) Dramatique : le Précepteur, de S. Lenz. Réal. B. Rothstein, par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers.

Un précepteur travaille dans une famille d'aristocrates et y fait la découverte dramatique de l'amour et des contraintes sociales. Cette mise en scène a été créée en janvier 1975 par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre (jeu) ; 20 h. 25, Prestige du cinéma (★) (R.) : « Baisers volés », de F. Truffaut (1968), avec J.-P. Léaud, Cl. Jade, D. Seyrig.

L'entrée dans la vie adulte d'Antoine Doinel, le garçon des « Quatre cents coups ». Trente-six métiers et un mariage.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, L'heure du laitier, avec Folon ; 8 h. (R.), Les chemins de la connaissance : *Médecins et malades de France (1773-1973)*, par J.-P. Aron ; 8 h. 32, *Diderot ou les masques de l'extase* ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Avignon ; 12 h. 5, « Parti pris », avec Robert Poujade, maire de Dijon, ancien ministre : Les Français et l'environnement ; 12 h. 35, *Panorama* ;

13 h. 30, Disques (Messiaen) ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 14 h. 15, L'invité du lundi ; 15 h. 2, Musique ; 15 h. 30, Dossier ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « l'Imprécateur », de R.-V. Pilhes ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch ; 18 h. 30 (R.), La Montagne magique (feuilleton) ; 19 h. (R.), La Sibérie, sixième continent ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (R.) (S.) (●), « Sonno », de R. Jentet ; 21 h., Concert : « Symphonie n° 1 en la majeur » (Jan Zach) ; « Visions fugitives, opus 22 » (Prokofiev) ; « Sérénade, opus 6 » (J. Suk), par l'Orchestre de chambre de Radio-France. Direction André Girard. Œuvres de P. Torri, K.-B. Blomdall, L.-J. Aubert, J. Françaix, par l'Orchestre de chambre de Radio-France. Direction M. Rosenthal ; 22 h. 30 (R.) (●), *Mémoires improvisés*, de Paul Claudel ; 23 h., Histoire de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), *Métamorphoses* ; 12 h. (S.), *La chanson* ; 12 h. 37 (S.), *Micro-facteur* (Haydn, Auber, Liadov, Respighi) ;

14 h. (S.), Les Invendus, par G. Condé ; 17 h. (S.), Points d'appui : Milhaud, Poulenc, Weill, Chostakovitch, Mayuzumi ; 18 h. 30 (S.), *Syncopes* ; 19 h. 35, *Invitation au concert* ; 19 h. 50 (S.), A cordes ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres (1965). Orchestre philharmonique : « le Songe d'une nuit d'été », ouverture (Mendelssohn) ; « Chronochromies » (Messiaen) ; « Till Eulenspiegel » (R. Strauss), direction C. Bruck ; « Euryanthe », ouverture (Weber) ; « Symphonie en trois mouvements » (Stravinski) ; « le Tricorne », deuxième suite (M. de Falla) ,direction C. Dutoit ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées.

Mardi 5 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, (R.) Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; 18 h. 15, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les Infos) ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, Les animaux du monde ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Les grands mystères de la musique : « Le secret de Rossini », par B. Gavoty.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les jeunes : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La chasse aux hommes.

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « la Salamandre d'or », de M. Regamey (1962). Avec J.-C. Pascal, M. Robinson, V. Lagrange, J. Justin, Cl. Titre.

En 1525, François Ier est prisonnier de Charles Quint. Le chevalier Antoine de Montpezat doit porter sa rançon à Madrid. Des ennemis du roi cherchent à l'en empêcher.

Débat : « Tout est perdu fors l'honneur. »

Avec la participation de MM. Roland Mousnier, professeur à la Sorbonne, Bernard Quilliet, maître-assistant à l'université de Vincennes, Robert Mandrou, professeur à Paris X, Jean Delumeau, professeur au Collège de France, Jean Belorgey, maître-assistant d'espagnol à Paris X.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 30 (R), Westerns, films policiers, aventures : « Estouffade à la caraïbe », de J. Besnard (1967), avec F. Stafford, J. Seberg, S. Gainsbourg, M. Pisu.

Un ancien cambrioleur se met au service d'un gangster qui veut dévaliser — pour des raisons politiques — le coffre-fort d'un dictateur sud-américain.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les signes (★) renvoient à la rubrique Ecouter voir, ou aux articles de première page de l'encart; (●) indique des émissions sortant de l'ordinaire; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, L'heure du laitier ; 8 h., Les chemins de la connaissance (R.) : Médecins et malades en France, 1773-1973, par J. Starobinski ; 8 h. 32 (R.), Diderot ou les masques de l'extase ; 8 h. 50, Les soleils de la vie, par C. Mettra ; 9 h. 7 (R.), Ecole de la nature, école de la vie, par M. Ricaud et E. Frémy ; 11 h. 2, Libre parcours récital, par F. Malettra ; 12 h. 5, Parti pris, avec Jean Brun : « le Voyage intérieur » ; 12 h. 40, Panorama ,par J. Duchateau ;

13 h. 30, Disques ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture (à 15 h. 2, Musique par B. Massin) ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « « Gros câlin », d'Emile Ajar ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch ; 18 h. 30 (R.), « La Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h. (R.), La Sibérie, sixième continent : « les Minorités autochtones » ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (R.), Dialogues, par R. Pillaudin : « Ecologie et ethnocide », avec R. Jaulin et P. Samuel ; 21 h. 20, Concert par le New Americain Music Ensemble : « Parasole pour clarinette » (Persichetti), « Oggi » (J. Ferrito), « Sept épigrammes » (B. Childs), « Miniana » (B. Arel), « Fantôme » (R. Hannay) ; 22 h. 30 (R.) (●), Entretiens Paul Claudel-J. Amrouche ; 23 h., Histoires de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Métamorphoses, par F. Hollard ; 12 h. (S.), La chanson, par J. Erwan ; 12 h. 37 (S.), Micro-facteur, par B. Bailly ; 14 h. (S.), Les Invendus, par G. Condé ; 17 h. (SC.), Points d'appui (Schoenberg, J.-P. Guézec, Janaceck, Satie) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par P. Carcassonne ; 19 h. 30, Invitation au concert ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30, Festival estival de Paris. En direct de la Sainte-Chapelle (Tallis, Byrd et Henri VIII, par the Scholars) ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

Les émissions régulières de radio

Du lundi au vendredi

FRANCE-INTER : 5 h., Variétés et informations ; 9 h., Jean-Paul Nolet ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 francs ; 14 h., Le magazine de Pierre Bouteiller ; 16 h., Musicalvi ; 17 h., Radioscopie ; 18 h. 5, En direct du Languedoc-Roussillon ; 20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, Cool ; 23 h., Le pop-club de José Artur ; 1 h., Aujourd'hui, c'est déjà demain ; 2 h., Studio de nuit.

EUROPE 1 : 5 h., Musique et nouvelles ; 8 h. 40, Mélodie parade ; 11 h., Pile ou face ; 12 h., Pour une réponse de plus ; 13 h. 30 (*), Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h., Fermeture annuelle ; 16 h. 30, S'il vous plaît ; 18 h., Cinq de 6 à 7 ; 19 h. 45, Match 33 ; 22 h. 40, Goliath.

RADIO-MONTE-CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ; 10 h. 30, Programme à la lettre ; 12 h., A vous de jouer ; 12 h. 25, Quitte ou double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h., Julie ; 16 h., Cherchez le disque ; 17 h., Taxi ; 19 h., Hit-Parade ; 20 h. 5, La coupe des chanteurs ; 21 h. 5, Flash-back.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.-M. Peysson ; 11 h. 30, Case trésor ; 14 h., Le disque d'or ; 15 h. (●), Cent questions derrière le miroir ; 15 h. 30, R.T.L. c'est vous ; 19 h., Hit-Parade ; 21 h., Les routiers sont sympa ; 24 h., Les nocturnes.

SUD-RADIO : 6 h., Lève-tôt ; 11 h., Faites vos jeux ; 17 h. 30, En direct du cap d'Agde ; 0 h. 45, le Glossaire andorran, de J. Fontbernat.

Du samedi 9 août...

FRANCE INTER : 9 h. 10, Cartes postales ; 14 h. 5, L'oreille en coin, de P. Codou et J. Garreto ; 18 h. 5, Top inter ; 20 h. 15, La tribune de l'histoire : « Victor Hugo autour de Louis Philippe » ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Histoires d'opérettes ; 23 h. 5, Au rythme du monde.

R.M.C. : 20 h. 5, Spécial Edith Piaf.

...au dimanche 10 août

FRANCE-INTER : 9 h. 30 à 12 h., 14 h. 5 à 19 h., L'oreille en coin ; 20 h. 15, Bonsoir M. Cole Porter ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jam Parade ; 23 h. 5, Histoire de rire ; 0 h. 5, Inter danse.

EUROPE 1 : 9 h. 30, Pile ou face (jeu) ; 11 h. 30, La musique à papa ; 14 h. 30, Sport Parade ; 17 h. 30, 13 h., Concerto pour un transistor ; Hit-Parade ; 19 h. 45, Match 33.

R.T.L. : 9 h., Stop ou encore ; 21 h., Grand orchestre.

R.M.C. : 10 h., Jacques Martin ; 21 h., Concert.

RADIO-TELEVISION

Mercredi 6 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, (R.) Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; 13 h. 40, Série : Elephant boy ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, Dramatique : « la Villa Myosotis », de Ch. Randell, adapt. R. Favart, réal. B. Maigrot. Avec N. Klein, J. Holt, M. Fayolle.

Nathalie emménage dans une chambre où plane un mystère : la disparition de la précédente locataire.

21 h. 50, Les scientifiques répondent : l'avenir de la vie.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les jeunes : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La chasse aux hommes.

20 h. 35, Série : Le justicier. « Gueule d'ange » ; 21 h. 30, (★) Documentaire : Histoires vécues. « Enquête sur la mort d'un ouvrier », de J.-E. Jeannesson.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre mystère (jeu) ; 20 h. 30, (★) Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Mollenard », de R. Siodmak (1937), avec H. Baur, A. Préjean, G. Dorziat, P. Renoir, R. Lynen. (N.)

Les aventures d'un capitaine au long cours qui se livre au trafic d'armes en Chine. D'après un roman de Roger Vercel.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier ; 8 h., (R.), Les *chemins de la connaissance* : Médecins et malades en France, par J.-P. Aron ; 8 h. 32 (R.), Diderot ou les masques de l'extase ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7 (●), Avignon ; 12 h. 5, Parti pris, avec Jacques Chevillard : « l'Esprit du vin » ; 12 h. 40, Panorama ;

13 h. 30, Musique de chambre : Brahms, Haydn ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 14 h. 15, Musique et sciences humaines, *Mercredi jeunesse* ; 15 h. 2, Musique [illegible] ; [illegible] par J.-M. Damian ; 15 h. 40, L'école des parents ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « les Météores », de Michel Tournier ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch ; 18 h. 30 (R.), « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h. (R.), La Sibérie, sixième continent : « Etude et connaissance de la Sibérie » ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Emission médicale en liaison avec TF 1 : Les maladies africaines ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Fantaisies nos 1, 2, 3 » (Telemann), par D. Erlih, violon ; « Sonate n° 2 en sol mineur » (Schumann), avec A. Marion, flûte ; « Quatuor n° 1 » (J.-C. Arriaga), par le quatuor Parrenin ; 22 h. 30 (R.) (●), Entretiens Paul Claudel-Jean Amrouche ; 23 h., Histoires de brigands.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Métamorphoses, par F. Hollard ; 12 h. (S.), La chanson, par J. Erwan ; 12 h. 37 (S.), Micro-facteur (Schumann, Stravinsky, D. Milhaud) ;

14 h. (S.), Les invendus, par G. Condé ; 17 h. (S.), Points d'appui (Liszt, Schumann, Lutoslawski, Takemitsu, M.P. d'Alvimare) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par P. Carcassonne ; 19 h. 35, Invitation au concert ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30, Anthologie des orchestres : 1966 (Schumann, Debussy, Prokofiev, Ravel, par l'Orchestre national) ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

Jeudi 7 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, (R.) Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, Série : L'homme sans visage, de J. Champreux, réal. G. Franju. « La mort qui rampait sur les toits » ; 22 h. 25, Jazz : Festival de Bobigny.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les jeunes : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La chasse aux hommes.

20 h. 35, Dramatique : Cher Alec, chère Janet, de S. Eveling. Réal. Youri. Avec J. Topart, E. Kerr.

D'un échange de lettres entre un écrivain quinquagénaire et une très jeune fille naît un amour-passion qui survivra difficilement à leur première entrevue.

21 h. 45, Documentaire : L'héritage européen. Les grands ducs de Flandre.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis : 20 h. 25, (★), (R.) Un film, un auteur : « Lola Montès », de M. Ophüls (1955), avec M. Carol P. Ustinov, A. Walbrook, O. Werner.

Proposée en pâture aux foules dans un cirque de la Nouvelle-Orléans, Lola Montès, célèbre femme galante, revoit, pour elle seule, sa vie passée, sa vérité intérieure.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, L'heure du laitier ; 8 h., Les chemins de la connaissance : (R.) Médecins et malades en *France, 1773-1793* ; 8 h. 32 (R.), Diderot ou les masques de l'extase, par R. Lewinter ; 8 h. 50, Les soleils de la vie, par C. *Mettra* ; 9 h. 7, La science-fiction : Le monde, demain et après, par F. Christian ; 11 h. 2, Groupe de recherche musicale : « les Aventures de Don Quichotte », de J. Schwarz ; 12 h. 5, Parti pris, avec le professeur Narvillier : « Protéger *la Bourgogne* » ; *12 h. 40, Panorama* ;

13 h. 30, Avignon : Cycle d'orgue ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Les après-midi de *France-Culture* : Deux cents minutes ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « le Chat beauté », de P. Guth ; 17 h. 50, Entretiens avec *Max Deutsch* ; *18 h. 30* (R.), « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h. (R.), La Sibérie, sixième continent ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (●), Théâtre ouvert à Avignon : « Loin d'Hagondange », de J.-P. Wenzel ; 22 h. 30 (R.) (●), Entretiens Paul Claudel-Jean *Amrouche* ; *23 h., Histoires de brigands*.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Métamorphoses (Mozart, Dvorak, Brahms, Gounod, Debussy, Stravinski) ; 12 h. (S.), La chanson, par J. *Erwan* ; 12 h. 37 (S.), Micro-facteur (Cabezon, Saint-Saëns, Chopin, Scriabine, Prokofiev) ;

14 h. (S.), Les invendus, par G. Condé ; 17 h. (S.), Points d'appui (Beethoven-Liszt, Luciano Berio, Manfred Kelkel) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par P. Carcassonne ; 19 h. 35, Invitation au concert ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres : 1966 (Jolivet, Schubert, Bartok, par l'Orchestre national, direction W. Sawallisch) ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et *S. Darmagnac*.

Vendredi 8 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; 18 h., Reportage : Au bord de la mer ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (R.) Au théâtre ce soir : « C'est malin », de F. Janin. Mise en scène J. Fabbri. Avec A. Gilbert, J. Fabbri, B. Alane.

Le matin d'un beau dimanche, un jeune homme arrive chez le curé d'un petit village, avec d'énormes péchés sur la conscience. Quel trouble-fête !

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les jeunes : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La chasse aux hommes.

20 h. 35, (R.) Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipage Cousteau. « L'hiver des castors » ; 21 h. 35 (●) Dramatique : « Saint Nicolas, mon bon patron », d'A. Perrey-Bouquet. Réal. F. Vincent. Avec C. Sumi, Ph. Nahon, A. Weiss.

Une enfant, Jeanne, a fabriqué des personnages en papier. Elle s'en sert pour réaliser ses rêves et imaginer une société idéale.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre mystère (jeu) ; 20 h. 30, (●) La vie filmée (1934-1936), de J.-P. Alessandri et J. Baronnet ; 21 h. 30 Les dossiers noirs : Stavisky, réal. D. Tomasi.

Un scandale qui éclabousse la Troisième République. Parmi les témoins : M. Frey, ministre de l'intérieur du gouvernement de l'époque, et Jacques Duclos.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, L'heure du laitier ; 8 h. (R.), Les chemins de la connaissance : *Médecins et malades en France (1773-1793)* ; 8 h. 32 (R.), Diderot ou les masques de l'extase, *par R. Lewinter* ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Avignon ; 11 h. 2, *Musique d'Avignon* ; 12 h. 5, Parti pris, avec le chanoine Grivot : « L'art, témoin de Dieu » ; 12 h. 40, Panorama ;

13 h. 30, Disques ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 15 h. 2, La musique, une et indivisible ; 15 h. 30, Radio-service ; 15 h. 40, Ange du bizarre ; 17 h. 5 (R.), Un livre, des voix : « la Papesse Jeanne », de L. Durrell ; 17 h. 50, Entretiens avec *Max Deutsch* ; 18 h. 30, « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h. (R.), La Sibérie, sixième continent, par J. Malaurie ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Avignon ; 22 h. 30 (R.) (●), *Mémoires improvisés*, de P. Claudel ; 23 h., Histoires de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER : (météo marine) : 8 h. 20 et 19 h. 50

FRANCE-CULTURE : 9 h. 5, 12 h. 30, 19 h. 30 et 23 h. 55

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Métamorphoses (Schumann, Beethoven, Brahms, d'Indy) ; 12 h. (S.), La chanson, par J. Erwan ; 12 h. 37 (S.), Micro-facteur (Haydn, Charrier, Dvorak, Gulyas) ;

14 h. (S.), Les invendus, par G. Condé ; 17 h. (S.), Points d'appui, par J.-P. Ollivier ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par P. Carcassonne ; 19 h. 35, Invitation au concert ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France : 1967 (Kodaly, Kelemen, Bartok, par l'Orchestre national, direction Ernest Bour et Vilmos Kromer) ; 22 h. 30 (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h. (S.) (●), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

Samedi 9 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, (R.) Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; *14 h. 05, Les musiciens du soir* ; 14 h. 35, Samedi est à vous ; 18 h. 40, Pour les jeunes ; 18 h. 50, Magazine auto-moto ; 19 h. 45 (●), Du tac au tac.

Cardon, Jean-Claude Forest, Gourmelin.

20 h. 30, Variétés : Mireille Mathieu ; 21 h. 55, Série : Van der Valk. « L'Aventurier ».

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 10, Variétés : Juke box ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45, Feuilleton La chasse aux hommes.

20 h. 35 (●) Feuilleton : La jeunesse de Garibaldi. Réal. F. Rossi. Avec M. Merli.

21 h. 35, Variétés : Tiens, il y a de la lumière. *Carte blanche à Jean-Marie Rivière.*

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 25, (R.) Série : La famille Boussardel. « Les grilles d'or ».

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, L'heure du laitier ; 8 h., Les *chemins de la connaissance : Regards sur la science*, par M. Rouze ; 8 h. 32, Histoire de la campagne française, par C. Mettra ; 9 h. 7, Le monde contemporain, par J. de Beer et F. Crémieux (Le monde concentrationnaire) ; 10 h. 45 (R.), Pierre Schaeffer et ses objecteurs de conscience : Brice Parain ; 11 h. 2, Concert : Darius Milhaud ; 12 h. 5, Le pont des Arts ;

14 h. 5 (●), Bilan d'Avignon, par G. Erisman ;

20 h. (R.) (S.) (●), « Le phare », de J. Pivin ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Journal d'une saison (Aubin, Landowski, Jolivet, Fauré, Wagner, Prokofiev) ; 12 h. 37 (S.) (●), *La tribune internationale des compositeurs*, par R. Pfeiffer ;

15 h. (S.), Discothèque 75 (Scarlatti, Haendel, Mozart, Schumann, Schubert, Hugo Wolf) ; 17 h. (S.), Nouvelles auditions (Jean-Jacques Werner, Jean-Pierre Beugniot, Ton That Thiet, Claude Ballif) ; 18 h., Magazine musical ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par C. Flicker : Volia-koo ; 19 h. 50 (S.), Le temps du luth : *Concert au château de Bayreuth*.

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « El Mysterio de Elche », drame sacré (anonyme espagnol) ; 23 h. (S.), Autour d'un quatuor (Debussy, Prokofiev, Scriabine, Claude Pichaureau) ; 24 h. (S.), Douze-neuf dix.

Dimanche 10 août

CHAINE I : TF 1

9 h. 30, Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.) ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis ; 13 h. 20 (R.) Variétés : C'est pas sérieux ; 14 h. 05, (R.) Morceaux choisis (Marcel Pagnol) ; 15 h., (●) Evasion, de J. Chollet et A. Voisin : Nord-Yémen, l'Arabie heureuse (1re partie).

La vie quotidienne dans une contrée surnommée « Le Thibet du Moyen-Orient ».

16 h., Sport ; 17 h. 15, Variétés : La rose d'or d'Antibes ; 18 h., (R.) Série : Le fol amour de M. de Mirabeau. « Toi ou mourir » ; 19 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 19 h. 30, Droit au but.

20 h. 30, Film : « le Repas des fauves », de Christian-Jaque (1964), avec F. Anglade, F. Blanche, A. Lualdi, Cl. Nicot, Cl. Rich.

1942, une petite ville de province française. A la suite d'un attentat, un officier SS ordonne à sept personnes, qui étaient en train de dîner tranquillement, de choisir deux otages parmi elles.

22 h. 10, (★) Documentaire : Ville nouvelle n° 1, « Enfance d'une ville », réal. E. Rohmer.

CHAINE II (couleur) : A 2

16 h. 30, Sport : Tiercé à Deauville ; 16 h. 45, (R.) Feuilleton : Le trésor des Hollandais, d'O. Joyeux. Réal. Ph. Agostini. Avec Cl. Bessy, Cl. Ariel, J.-P. Coquelin.

Une bande de gangsters se sert du départ de la troupe de l'Opéra de Paris pour l'Amérique afin de faire passer des bijoux dérobés.

18 h. 05, Série : Le magicien. « Le cauchemar d'acier » ; 19 h. 50, Série : Pointe de fer et séduction. « Le petit chien » ; 20 h., Sports sur l'A 2.

20 h. 25, Jeux sans frontières (à Engelberg) ; 21 h. 55, (●) Portrait : Dino Buzzatti, de F. Contini.

Journaliste, romancier, peintre et dessinateur, l'auteur du « Désert des Tartares » perpétue aujourd'hui l'idéal de l' « honnête homme », à l'italienne.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Dramatique : « Chambre avec vue sur l'Arno », d'après E.-M. Foster. Réal. D. McWhinnie.

22 h. 30, (●) (R.) La cervelle d'autrui : Roland Dubillard, interrogé par P. Dumayet.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses (à 10 h., Messe) ; 11 h., Festival ; 12 h., Disques ; 12 h. 5, C.R.P.L.F., humour, par J. Chouquet ; 12 h. 35, Concert Pasdeloup, direct. D. Agrafiotis, avec A. Grumiaux, violoniste (Mozart, Saint-Saëns, Chostakovitch) ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « la Dernière Prophétie », de Ch. Cordier, réal. R. Auclair ; 16 h. 5, « Martine », comédie lyrique en cinq tableaux d'H. Rabaud ; 17 h. 30, Jorge Amado et les Dieux noirs du Brésil ; 18 h. 30 (R.), L'œil qui rit, de R. Puydorat ; 19 h. 10, « 1975, la République populaire de Chine, année 25 », par J.-R. Nadal et C. Hudelot ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Poésie ; 20 h. 40, Musique ; 23 h., Black and blue, de L. Malson : Festival d'Avignon ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S), Sous-enveloppe, par B. Bailly ; 9 h. (S.), Les voyages de Mendelssohn, par J.-A. Ménétrier ; 10 h. 30 (S.), Notes pour un instrument, par L. Tillet ; 12 h. (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37 (S.), Divertissements : Ballets d'opéra (Tchaïkovski, Mozart, Gounod, Prokofiev) ;

14 h (S.), Concert pour mon chat, par J. Couturier ; 17 h. (S.), Paf, tarapapapoum (Rimsky-Korsakov, Schubert, Milhaud, Katchaturian, Offenbach, Widor) ; 18 h. 30 (S.), Jazz vivant ; 19 h. 50 (S.), Le temps du luth (Vincenzo Capirola, Simone Molinaro, Landino, Giovanni da Firenze, par l'ensemble Musica Reservata, dir. J. Beckett) ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres : 1967 (Mendelssohn, Beethoven, Bruckner, par l'Orchestre national) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor : « Quatuor à cordes en ré majeur opus 64 no 5, l'Alouette » (Haydn), « Sonate pour piano n° 21 en ut majeur opus 53, Waldstein » (Beethoven), « Quatuor pour flûte et cordes en ut majeur K 285, b » (Mozart), « *Introduction et allegro pour harpes, quatuor à cordes, flûte* et clarinette » (Ravel) ; 24 h. (S.), Plans sur plans, par F. Pinte.

Lundi 11 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30 (R.) Feuilleton : La légende de Bas-de-cuir ; 14 h. 30, (R.) Le loup des mers ; 18 h. 10, Pour les jeunes (à 18 h. 20, les « Infos ») ; 19 h. 40, Dessins animés ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (★), (R.) Film : « les Affameurs », d'A. Mann (1952), avec J. Stewart, A. Kennedy, J. Adams, R. Hudson, L. Nelson.

Deux aventuriers sont mêlés à la vie des pionniers marchant vers l'Ouest, en 1847. L'un choisit d'aider les fermiers, l'autre cède à l'appât de l'or.

22 h., (R.) Les conteurs : Récits bigoudens (par Pierre Jakez Hélias).

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les jeunes : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : La chasse aux hommes.

20 h. 35, (★) Dramatique : « Christophe Colomb », de N. Kazantzakis. Réal. P. Cavassilas. Avec J. de Connink, B. Fossey.

Découvrir l'Amérique, n'est-ce pas l'inventer ? Forcer le destin en créant sa propre légende ? L'ambiguïté du héros (surhomme ou faussaire ?) parti, seul, en quête d'un « nouveau monde ».

22 h. 25, Documentaire : Les livres et l'histoire.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre mystère (jeu) ; 20 h. 25, (★), (R.) Prestige du cinéma : « la Femme infidèle », de Cl. Chabrol (1968), avec St. Audran, M. Bouquet, M. Ronet, M. Duchaussoy.

Après onze ans d'un mariage heureux, un homme découvre que sa femme le trompe. Il tue l'amant, escamote son cadavre. D'étranges rapports s'établissent alors entre sa femme et lui.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5 L'heure du laitier ; 8 h., Les chemins de la connaissance : (R.), Ombres et lumières sur la Grèce (1), *par J. Lacarrière* ; *8 h. 32 (R.)*, Les intellectuels et la politique avec R. Abellio ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'Histoire : « Saint-Simon a trois cents ans » ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Groupe de recherche musicale : « Jeux de société » ; 12 h. 5, Parti pris : En Bourgogne, avec Henri Vincenot ; 12 h. 37 Panorama ;

13 h. 30, Trente ans de musique française : Antoine *Tisné* ; *14 h. Poésie* ; *14 h. 5, Les après-midi de France-Culture* : L'invité du lundi ; 14 h. 15, Auto-portrait ; 15 h. 2, Musique ; 15 h. 30, Dossier ; 17 h. 5, Un livre des voix (R.) : « Ripley et les ombres », de Patricia Highsmith ; 17 h. 50, Hommage à Clara Haskil, par J. Spycket (I) ; 18 h. 30, « Vendredi ou les limbes du Pacifique » (I), de M. Tournier (feuilleton) ; 19 h., Présence des arts : Bonnard et les peintres du bonheur ;

20 h., « Le chacal Tyrol ou la vierge du château maudit », par M. Sarfati, réal. B. Horowicz ; 21 h. (S.), Festival de Lausanne. Orchestre national de Radio-France, direct. P. Sacher, avec M. Rostropovitch : « Symphonie n° 32 en sol majeur » (Mozart) ; « Concerto n° 1 en ut majeur pour violoncelle et orchestre » (Haydn) ; « Symphonie concertante en mi mineur (Prokofiev) ; 22 h. 30 (R.) (●), Entretiens Paul Claudel-Jean Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), 1 017 millibars, par A. Lacombe ; 9 h. (S.), Vienne, par D. Collins ; 12 h. (S.), La chanson, par M. Legras ; 12 h. 37 (S.), Micro-facteur (Bellini, Chopin, Max Bruch, Tcherepnine, Villa-Lobos) ;

14 h. (S.), Euphonie, par M. Guindani ; 17 h. (S.), Chefs d'orchestre français : Pierre Monteux (Brahms, Debussy, Ravel, Stravinsky) ; 18 h. 30 (S.), Syncopes, par J.-C. Zylberstein et M. de Foligne ; 19 h. 35, Invitation au concert ; 19 h. 50 (S.), A cordes, par P. Boivin ;

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres : 1968 (Hindemith, Schumann, Richard Strauss, par l'Orchestre philharmonique) ; 23 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Mozart, Schubert, Hugo Wolf, Fauré) ; 24 h. (●), Faisceaux, par A. Almuro.

Les télévisions francophones

Lundi 4 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Arsène Lupin ; 21 h., *le Pays de la haine*, film de H. Bartlett et J. Brickons.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La feuille d'érable ; 21 h. 5, *Trois jours à vivre*, film de G. Grangier.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *Télé-Mystères* ; 21 h. 55, Entretien.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les cirques du monde ; 21 h. 5, Le mystère de l'homme.

Mardi 5 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les envahisseurs ; 21 h., *Sept fois sept*, film de M. Lupo.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Flipper le dauphin ; 21 h. 5, *les Voleurs de lune*, film de J. Batory.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15. Les secrets de la mer ; 21 h. 5, *le Signe de Zorro*, film de R. Newman.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *les Hommes préfèrent les blondes*, film de H. Hawks ; 21 h. 40, Concert ; 22 h. 5, Gauguin.

Mercredi 6 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., A vous de jouer Milord ; 21 h., *Tarzan et la belle esclave*, film de L. Sholem.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Aventures australes ; 21 h., *Un feu risqué*, film de J. Tourneur.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Cirques du monde ; 21 h., Grandes batailles du passé ; 21 h. 50, Traits de mémoire.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les évasions célèbres ; 21 h. 10, Les peintres naïfs d'Haïti ; 21 h. 10, Jazz.

Jeudi 7 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La maison des bois ; 21 h., *le Retour de Kriminal*, film de P. Cerchio.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., O'Hara ; 21 h. 5, *le Coin tranquille*, film de R. Vernay.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *Le crime ne paie pas*, film de G. Oury.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Destins ; 21 h. 45, Le petit chevalier Michel.

Vendredi 8 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La nouvelle équipe ; 21 h., *l'Ordonnance*, film de W. Tourjansky.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Aux frontières du possible ; 21 h. 5, *le Silence de la mer*, film de J.-P. Melville.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Témoins ; 21 h. Qui de droit.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *le Lys dans la vallée*, d'après Balzac ; 22 h. 15, Concert.

Samedi 9 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les grandes batailles du passé ; 21 h., *le Bagarreur solitaire*, film de J. Sher.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Ranch L. ; 21 h. 5, *le Chanteur de Mexico*, film de R. Pottier.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15. Le monde sauvage ; 20 h. 45, *la Charge héroïque*, film de J. Ford ; 22 h. 20, Variétés.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, Jeu ; 20 h. 25, Secrets de la mer ; 21 h. 15, Shaft ; 22 h. 30, Folk.

Dimanche 10 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Sur la piste du crime ; 21 h., *Belles de nuit*, film de R. Clair.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Le Saint ; 21 h. 5, *Coplan ouvre le feu à Mexico*, film de R. Freda.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20. Salvator et les Mohicans de Paris ; 21 h. 10, Folklore ; 21 h. 55, Media 75.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *Bunny Lake a disparu*, film d'O. Preminger ; 21 h. 55, Entretien.

Lundi 11 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Arsène Lupin ; 21 h., *Je te tuerai*, film de S. Bergon.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La feuille d'érable ; 21 h. 5, *Carnet de bal*, film de J. Duvivier.

TELEVISION BELGE : 21 h. 15, *Monsieur Hawarden*, film d'H. Kumel ; 21 h. 55, Jazz.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les cirques du monde ; 21 h. 10, Le mystère de l'homme ; 22 h., La voix au chapitre.

PRESSE

Grève nationale du Livre C.G.T. le 20 août

Le comité exécutif de la Fédération française du livre C.G.T. a décidé, le 1er août, d'appeler les travailleurs des imprimeries à observer un mot d'ordre de grève nationale de vingt-quatre heures le 20 août pour soutenir les ouvriers des entreprises actuellement occupées, dont *le Parisien libéré*. Le même jour sera organisée à Paris une manifestation à laquelle sont conviées des délégations des ouvriers imprimeurs de toute la France. Il est donc vraisemblable que la plupart des journaux français ne paraîtront pas le 20 août.

Rappelons que, pour sa part, le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. pourrait organiser le 6 août une grève de vingt-quatre heures des travailleurs des imprimeries de la capitale par solidarité avec les grévistes du *Parisien libéré*.

Dans un communiqué, le comité exécutif de la Fédération du livre C.G.T. :

« *Constate qu'outre de très nombreux conflits en cours, les travailleurs de huit entreprises du Livre, presse et labeur, sont en lutte et occupent leur entreprise pour défendre leurs droits à l'emploi et le maintien en activité de leur outil de travail.*

» *Cette situation*, estime la Fédération, *contraste singulièrement avec le propos qui se voulait apaisant du président de la République au début des vacances.*

» *Le comité exécutif, alors que le conflit du* Parisien libéré *entre dans son sixième mois, s'indigne de l'attitude du pouvoir et du patronat qui — malgré les multiples démarches entreprises pour que s'ouvrent de véritables négociations et qu'un terme soit mis à ce conflit — opposent le plus grand silence et le plus profond mépris à une situation qui met en cause l'emploi de centaines de travailleurs.*

» *Ainsi, ils cautionnent l'action que M. Amaury, P.-D.G. de droit divin et fer de lance du patronat, qui ne connait et ne veut connaitre que sa loi, afin d'abattre les travailleurs de ce journal et leur organisation syndicale. Par cette attitude complice, ils confirment leur volonté de remettre en cause les conventions collectives, les conditions de travail et de rémunération, pour accélérer le plan de restructuration de la profession tel que l'envisage le rapport Lecdt, lequel prévoit plus de quinze mille suppressions d'emplois dans le Livre.*

» *Il ne peut y avoir dans ces conditions, où tant d'emplois sont menacés, de trêve estivale. Le comité exécutif, après avoir consulté les instances régionales, appelle tous les travailleurs de la presse, du labeur et de la reliure-brochure à observer le 20 août 1975 une grève de vingt-quatre heures...*

» *Ce même jour, il les appelle à participer activement et massivement à une manifestation centrale qui aura lieu à Paris et qui réunira au coude à coude les travailleurs du Livre de la France entière.* »

● *Au Centre de formation des journalistes*, les inscriptions pour les épreuves de la sélection d'entrée, qui auront lieu les 4 et 5 septembre, à Paris, sont ouvertes tous les jours de 9 heures à 10 h. 30 et de 14 heures à 16 heures, sauf les samedis et dimanches, jusqu'au lundi 1er septembre inclus, 33, rue du Louvre, 75002 Paris.

● *La Fiat n'a pas l'intention de vendre « la Stampa »*, a déclaré M. Giovanni Agnelli, président-directeur général de la firme automobile, pour rassurer les journalistes de ce quotidien, après les déclarations de son frère cadet, M. Umberto Agnelli (*le Monde* du 2 août). Il n'est pas question que Fiat rompe des liens établis depuis cinquante ans, à ajouté M. G. Agnelli. — *(Reuter.)*

SOCIÉTÉ

Au Danemark

Un pédiatre et son épouse sont poursuivis après la mort de trois de leurs sept enfants adoptifs

De notre correspondante

Copenhague. — Un procès, dont les implications psychologiques et sociologiques ont, depuis six mois, passionné l'opinion scandinave, s'est ouvert devant la cour d'assises d'Aalborg (Jutland) le 30 juillet. Les accusés en sont un médecin psychiatre de quarante-deux ans, Ole Brems, chef d'un service de pédiatrie à l'hôpital d'Aalborg, et son épouse Else, une ancienne infirmière, qu'il a quittée l'automne dernier. Ils sont accusés d'avoir mal soigné et maltraité quatre de leurs sept enfants adoptifs, dont trois sont morts dans des circonstances mal éclaircies.

Depuis des années, les époux Brems avaient tenu régulièrement la vedette dans les journaux d'Europe septentrionale. Les sept enfants qu'ils avaient adoptés, auxquels s'étaient ajoutés durant de longues périodes trois ou quatre autres pensionnaires, étaient métis ou originaires du tiers-monde ; presque tous étaient très handicapés. Chacun louait la générosité et le dévouement des parents adoptifs.

Entre 1972 et 1974, trois de ces enfants (quatre, neuf et dix ans) sont morts. Chaque fois, le docteur Brems, comme l'y autorisait la loi, avait signé lui-même certificat de décès et permis d'inhumer. Il avait mis lui-même en bière les petits corps et les avait conduits au crématorium, sans autre cérémonie. Entre-temps, il avait, de sa propre initiative, renvoyé à Saigon un jeune Vietnamien de seize ans, mutilé des deux jambes et qui retrouva sa patrie alors qu'il avait presque oublié sa langue maternelle.

Après le troisième décès, en août 1974, des rumeurs avaient circulé à Aalborg. Un confrère du docteur Brems se rendait impromptu à la villa du couple. Constatant qu'une petit Coréenne de sept ans était squelettique et présentait des signes de malnutrition, il la faisait hospitaliser d'urgence. Peu après, le docteur Brems décidait de quitter son épouse, qui obtenait la garde des trois filles demeurant encore sous son toit.

En juin 1975, les Brems étaient arrêtés. Au cours de l'enquête, le psychiatre a « révélé » que son épouse, d'un tempérament violent, battait souvent les enfants mais que, craignant lui-même les réactions brutales de cette femme, il n'avait jamais osé intervenir. Pour tenter de la calmer, il lui avait seulement ordonné des doses d'opium de plus en plus fortes. Quant aux trois décès, ils s'étaient produits, a-t-il affirmé, en son absence, si bien qu'il ne pouvait savoir quelles étaient « leurs causes exactes ». Il a admis qu'il ne s'agissait pas des causes qu'il avait inscrites sur les certificats de décès (pneumonie, malaria et accident alimentaire). Mme Brems a contesté jusqu'à présent, en grandes partie, les aveux de son ancien mari, tout en admettant que tous deux élevaient leur petite famille de façon assez rigoriste.

Réactions coréennes

Quel que soit le verdict qui sera prononcé, cette affaire a déjà eu des conséquences juridiques et sociales. Dès cet hiver, le ministre de la justice a conseillé aux médecins de ne plus signer eux-mêmes les certificats de décès de leurs proches. Le système de constat de décès par un médecin légiste n'existe pas, en effet, au Danemark, mais le Parlement a décidé de préparer une nouvelle loi dans ce domaine. Ce fait divers a aussi amené le gouvernement de Séoul à restreindre considérablement l'« exportation » des enfants coréens à adopter vers la Scandinavie. Depuis quelque temps déjà les dirigeants coréens savaient que la moitié des quatre à cinq mille orphelins coréens adoptés dans les pays nordiques avaient échoué dans des institutions, soit parce que les parents s'en étaient lassés, soit parce qu'ils avaient divorcé.

De leur côté, les autorités danoises ont durci les conditions qu'elles imposent aux candidats adoptants. Dans certains départements, des parents adoptifs se sont vu contraints, par l'aide sociale, à envoyer leurs enfants au jardin d'enfants dès le plus jeune âge afin qu'un contrôle plus strict s'exerce sur eux.

Enfin, le docteur Brems se voit menacé d'être poursuivi devant les tribunaux par des pères divorcés qu'il avait jugés, après examen médical, inaptes à exercer leur droit de garde ou même de visite vis-à-vis de leurs propres enfants...

CAMILLE OLSEN.

LE DÉPART EN VACANCES DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS A ORLY-OUEST

« Il n'y a plus de place. Il faut attendre... »

Ils étaient vingt-huit mille l'an passé, entre le 30 juillet et le 3 août, à prendre l'avion pour regagner leur pays, le Maroc ou l'Algérie. Ils seront, selon le chef d'escale d'Orly, M. Lescure, quarante mille cette année. Les travailleurs immigrés sont, eux aussi, tributaires des industries qui ferment en même temps au mois d'août : une trentaine d'avions ont décollé vendredi 1er août d'Orly vers Alger, Annaba, Casablanca...

Un départ d'autant plus difficile qu'aux problèmes de langage, à l'analphabétisme de bon nombre d'entre eux s'est ajoutée la « légèreté » de certaines agences qui délivrent des billets sur avions complets avec déjà de longues listes d'attente.

Silencieux, perplexe, M. A. regarde le billet qu'on vient de lui rendre. « *Il n'y a plus de place. Il faut attendre l'avion suivant* », lui dit une voix. A peine le temps de remettre ses trois lourdes valises sur un charriot, déjà derrière lui on se presse.

Lentement, M. A. essaie de se dégager de la foule de sacs, de cantines, d'hommes qui s'agglutinent devant les « banques » (comptoirs d'enregistrement) d'Air France et d'Air Algérie. Ils sont à peu près deux cents derrière des barres de fer, devant l'enregistrement. Presque le double attendent patiemment à l'entrée que les C.R.S. de faction veuillent bien les laisser passer. Une affiche indique : « Algérie ». Sur un tableau blanc sont inscrits les numéros et les heures des vols.

Cette affluence du premier étage du hall d'Orly-Ouest se retrouve un étage plus bas. Là où habituellement on délivre des bagages, des « banques » de fortune ont été installées. Mêmes barrières de fer, mêmes C.R.S., même foule compacte. Seuls les noms changent. Ce n'est plus « Algérie », mais « Maroc » non plus Alger, mais Casablanca... Allongés sur des banquettes, des enfants dorment. Tout près d'eux, immobiles et muettes, des femmes veillent. Ils sont peu nombreux, cependant : la majorité de ces immigrés qui attendent sont des hommes seuls qui vont retrouver leur famille.

M. A. est algérien. Il travaille dans une ville industrielle du Nord. Il devait prendre l'avion pour Alger vendredi à 9 heures. Il est arrivé vers 6 heures le matin, pour être sûr d'avoir le temps de remplir toutes les formalités. Il a pensé à tout, du moins le croyait-il : il a acheté son billet il y a trois mois. Quand il a eu la confirmation, les valises étaient déjà bouclées, avec des cadeaux pour toute la famille. Il n'avait pas prévu que, au dernier moment, on l'empêcherait de prendre l'avion, celui-ci étant plein. A midi, vendredi, ils étaient cent trente travailleurs algériens dans son cas. Inquiets et confiants cependant, calmes, cent fois ils ont essayé de savoir pourquoi... En fait, pour chaque vol, la compagnie et les agences mettent en liste d'attente un certain nombre de passagers.

En cette période, celles-ci en ont certainement pris un peu plus que de coutume, et ont peut-être trop hâtivement confirmé les billets. « *Mais,* explique un agent au sol, *les travailleurs immigrés se présentent quasiment toujours à l'embarquement ; parfois en retard, mais les désistements sont rares.* »

Trois heures avant le départ

A ces cent trente passagers rassemblés à l'extrémité du hall se joignent d'autres voyageurs qui, au dernier moment, n'ont pu prendre leur avion : M. M. est arrivé trois heures avant l'heure indiquée sur son billet. Il n'a, dit-il, jamais pu franchir le barrage des chariots qui l'ont empêché de joindre l'enregistrement. M. B. ne comprend pas ce qui s'est passé. Il est marocain. Comme tous les voyageurs vers le Maroc, il a enregistré ses bagages au rez-de-chaussée d'Orly-Ouest. On l'a ensuite envoyé, lui, son bébé, sa femme enceinte de sept mois, remplir les formalités de police, au premier étage. Il n'a jamais pu trouver à temps l'endroit indiqué.

Suffisamment clair pour un Européen, un trajet un peu compliqué devient un parcours du combattant pour un étranger qui ne sait pas lire. Des escaliers, des couloirs, l'enregistrement à un endroit, la police à un autre, la douane, d'autres escaliers, d'autres couloirs, la salle d'embarqument, et puis, enfin, un bus qui attend au soleil pour accompagner les voyageurs à Orly-Sud, d'où décolle l'avion. Le trajet a pourtant été simplifié à Orly, les formalités plus simples à remplir et l'espace réservé à ces départs massifs plus large. Et les compagnies avaient fait appel à une dizaine de leurs traducteurs, venus spécialement d'Algérie et du Maroc.

Seuls incidents : quelques bousculades jeudi soir avec les C.R.S., qui ont dû intervenir : une « mini-révolte », vendredi midi, quand, aux immigrés fatigués de longues heures d'attente — certains étaient venus la veille pour ne pas manquer l'avion et ont dormi dans le hall — on a distribué, pour tout repas, un sandwich (deux tranches de pain de mie et un mince morceau de gruyère)

CHRISTIANE CHOMBEAU.

SPORTS

Cyclisme

PIERRE TRENTIN CHAMPION DE FRANCE DU KILOMÈTRE

En parcourant le kilomètre en 1 min. 10 sec. 8/10, Pierre Trentin a conservé son titre de champion de France, le 1er août à Saint-Brieuc. Il a devancé Devreese (1 min. 12 sec. 2/10) et Pontet (1 min. 12 sec. 5/10). L'A.S. préfecture de police (Pontet, Gilles Trentin et Morelon) a, pour sa part, conquis le titre de champion de France de vitesse des sociétés et Aubervilliers (Riegert, Grégorzeck, Annequin, Lagrande) celui de poursuite.

Tennis

Coupe Davis

LA RENCONTRE SUÈDE-CHILI MAINTENUE A BAASTAD

La Suède a rejeté la demande chilienne de jouer sur terrain neutre la demi-finale interzones de Coupe Davis, qui doit opposer les deux pays, du 19 au 21 septembre, à Baadstad, une station balnéaire du sud de la Suède. Le Chili craint les manifestations d'hostilité annoncées par le Comité suédois en faveur du Chili, et approuvées notamment par les syndicats et le parti communiste suédois.

[En 1968, la rencontre de Coupe Davis entre la Suède et la Rhodésie, commencée à Baastad, où elle avait donné lieu à de violentes émeutes, dut être achevée en France. On notera aussi que l'Union soviétique avait refusé de se rendre au Chili afin d'y disputer son dernier match de qualification pour la Coupe du monde de football 1974.]

● *Déjà victorieuse de l'épreuve en 1974*, la Tchécoslovaquie s'est aisément qualifiée au détriment de l'Argentine pour la finale de la coupe de Galéa qui se dispute à Vichy. Après avoir gagné les deux premiers simples, les Tchèques Slozil et Smid ont donné une troisième victoire à leur équipe en s'imposant dans le double.

Dans l'autre demi-finale, l'Espagne, qui a gagné le double, mène devant l'Italie par deux victoires à une.

Tir

LE DANOIS RASMUSSEN CHAMPION D'EUROPE DE SKEET

Le Danois Hans Rasmussen a remporté le titre des championnats d'Europe de skeet, qui se déroulaient à Haringsee, en Autriche. Il a triomphé après barrage du Polonais Gawlikowsky. Le Français Petitpied, champion 1975, n'a pu terminer qu'à la sixième place de la compétition, au niveau très relevé.

AÉRONAUTIQUE

La société Lockheed reconnaît à son tour avoir versé des pots-de-vin

Washington *(A.F.P.)*. — Deux mois après la firme Northrop, Lockheed, autre géant de l'industrie aéronautique américaine, a reconnu vendredi 1er août avoir distribué des pots-de-vin à des personnalités bien placées pour promouvoir ses ventes d'appareils militaires.

Un porte-parole de la compagnie californienne a déclaré qu'au moins 22 millions de dollars — et non pas 13 comme l'indiquaient les premières informations — avaient été payés depuis 1970 à des « officiels » de plusieurs gouvernements étrangers ainsi qu'à divers intermédiaires.

Il s'est refusé cependant à livrer le nom des personnes et même des pays qui ont ainsi reçu la manne de Lockheed.

Un certain nombre d'entre eux sont connus de la sous-commission sénatoriale d'enquête sur les sociétés multinationales. Et cette sous-commission a, jusqu'à présent, toujours exigé que soit rendue publique l'identité des bénéficiaires de ces largesses intéressées. Ce fut le cas pour les compagnies pétrolières Gulf Oil et Exxon, et pour Northrop, affaire dans laquelle fut notamment impliqué le général Paul Stehlin, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air française.

Toutefois, dans un communiqué, Lockheed a tenu à souligner que la publication des noms des étrangers en cause pourrait nuire gravement à ses exportations. Le communiqué fait également valoir que ces paiements n'ont rien d'exceptionnel et sont effectués par de nombreuses sociétés américaines travaillant pour l'exportation, y compris par des concurrents de Lockheed.

La société n'en avait pas moins nié avoir versé de tels pots-de-vin sur ses fonds propres lorsque Northon, mise en cause par la sous-commission sénatoriale d'enquête, avait affirmé qu'elle n'avait fait qu'imiter son concurrent californien.

FAITS DIVERS

Dans le Val-de-Marne

UN BIJOUTIER EST MORTELLEMENT BLESSÉ PAR DEUX JEUNES BANDITS

Un bijoutier, M. Gérard Laval, 45 ans, a été mortellement blessé, jeudi 31 juillet, dans son magasin, 67, rue du Général-de-Gaulle, à Chennevières-sur-Marne (Val-de-Marne) par deux malfaiteurs au cours d'un hold-up. C'est à 17 h. 15 que les deux agresseurs, deux jeunes gens semble-t-il, avaient pénétré dans la bijouterie et, sous la menace d'un pistolet, avaient exigé de M. Gérard Laval qu'il leur remette les bijoux exposés dans la vitrine. Celui-ci refusa et se dirigeant vers son comptoir actionna le signal d'alarme.

C'est à ce moment qu'un des deux jeunes gens fit feu à bout portant sur le bijoutier, l'atteignant dans le dos, avant de prendre la fuite à bord d'un voiture Renault blanche. Le véhicule, qui avait été volé, a été retrouvé par la police, dans la soirée, à quelques centaines de mètres de la bijouterie. M. Laval succomba à ses blessures quelques heures après son hospitalisation.

● *Commission d'enquête pour la « Vénus des îles »*. — Une commission a été chargée par le secrétariat général à la marine marchande d'enquêter sur les causes et les circonstances de la catastrophe de la vedette *Vénus des îles* (douze morts, le 23 juillet, au large de Toulon). — *(A.F.P.)*

● *Attentats à l'explosif à Paris et en Corse.* — Un engin de moyenne puissance, déposé au premier étage d'un immeuble, 7, avenue du Président-Wilson, à Paris (16e), devant l'appartement de M. Billon, scénariste, actuellement en vacances, a explosé, dans la nuit du 1er au 2 août, provoquant d'importants dégâts. A Prunelli-di-Fiumorbo, dans l'arrondissement de Corte, une cuve, contenant 1 000 litres de mazout et appartenant à M. André Vigneau, agriculteur rapatrié d'Afrique du Nord, a été détruite pendant la nuit du 31 juillet au 1er août par une charge explosive.

● *Soixante blesses dans un accident de métro à Boston* — Trois rames de métro circulant dans le même sens se sont heurtées le 1er août à Boston, aux Etats-Unis, à l'heure de pointe du soir. Une soixantaine de personnes ont été blessées, mais aucune grièvement. Les trois rames, qui roulaient à des vitesses différentes, se sont téléscopées. — *(A.P.)*

Accidents en série dans les Alpes

DEUX ALPINISTES TUÉS, TROIS BLESSÉS DEUX ANGLAIS ONT DISPARU DANS LE MASSIF DU MONT-BLANC

Deux alpinistes, MM. Alain Camel, vingt-cinq ans, originaire de Châlons-sur-Marne, et Lionel Chatelain, quarante-trois ans, domicilié à Olivet (Loiret), ont fait une chute mortelle, le premier en effectuant l'ascension de l'Aiguille noire de Peuterey, dans les Alpes, et le second près de Bonneval-sur-Arc (Savoie).

Dans les massifs d'Argentière, du Triolet, au col de Tavaneuse et au Grand pic de la Meije, cinq autres alpinistes français ont été plus ou moins grièvement blessés, lors de chutes, et transportés dans des hôpitaux de Chamonix et de la région.

D'autre part, des recherches sont actuellement entreprises pour retrouver deux jeunes Anglais disparus depuis deux jours dans le massif du Mont-Blanc.

● *Naufrage en Pologne : douze morts.* — Douze personnes ont trouvé la mort vendredi 1er août dans une collision entre un bateau d'excursion et un bac sur la rivière Moltawa, près de Gdansk. Le bateau a coupé le câble du bac qui faisait la navette entre les deux rives de cet affluent de la Vistule. Le câble s'est enroulé autour de l'hélice du bateau et a provoqué le naufrage du bac. — *(A.F.P.)*

● *Un nouvel accident de train* a fait, le vendredi 1er août, en R.F.A., un mort et dix-sept blessés, dans la région de Bruchsal (Bade-Wurtemberg). Il y a huit jours une autre catastrophe ferroviaire avait fait onze morts et quarante-trois blessés, à Hambourg. L'accident de Bruchsal porte le bilan des accidents de train, en R.F.A., depuis le début de 1975, à soixante-dix-huit morts et deux cent cinquante-neuf blessés. — *(A.F.P.)*

● *Les trois derniers enlèvements* qui se sont produits à Rome seraient l'œuvre d'une organisation criminelle, comprenant des repris de justice français, appelée « *Clan des Marseillais* », et dont le chef serait Jacques Berenguer, recherché dans toute l'Europe. De plus, dans l'affaire de l'enlèvement de M. Fabrizio Andreuzzi, les enquêteurs recherchent un gangster français et un jeune Italien, dont les identités n'ont pas été révélées. — *(A.F.P.)*

POLICE

● *Pas assez de gendarmes : un maire de Maine-et-Loire démissionne.* — Le docteur Fouillet, maire de Rochefort-sur-Loire, a adressé, vendredi 1er août, à M. Pierre Beziau, préfet de Maine-et-Loire, sa lettre de démission, après plusieurs actes de vandalisme commis dans sa commune.

Dans sa lettre, le maire — qui est aussi conseiller général du canton — proteste contre l'insuffisance des effectifs de gendarmes. « *Quatre gendarmes seulement*, écrit-il, *sont affectés à ce secteur touristique, qui voit sa population augmenter de cent pour cent en été.* »

JUSTICE

● *Pas de plainte contre M. Roger Poincelet.* — Contrairement à ce que nous avons écrit par suite d'une erreur de transmissions dans *le Monde* du 1er août, ce n'est pas contre M. Roger Poincelet, entraîneur, qu'un jeune lad, Didier Meaux, avait déposé une plainte mais contre un employé de l'entraîneur, M. Jean Piquet.

La plainte — qui faisait suite à une altercation entre le lad et l'employé — a d'ailleurs été retirée après une enquête de la société d'encouragement. « *Cette enquête a démontré*, précise la société d'encouragement, *que les accusations portées à titre personnel contre M. Poincelet étaient dénuées de tout fondement* ». L'entraîneur n'était pas présent lors de l'altercation.

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Le Nouveau Carré : Cirque Gruss (sam. 15 h. 30 et 20 h. ; dim. 15 h. 30)
Châtelet : Valses de Vienne (sam. 14 h. 30 et 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30). (sam. 18 h. et 21 h. ; dim. 18 h. 30).

Les autres salles

Charles-de-Rochefort : le Troisième Témoin (sam. 20 h. 45, dim. 15 h. et 20 h. 45).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam. 21 h. 10 ; dim. 15 h. 10 et 21 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées : Viens chez moi, j'habite chez une copine (sam. 21 h ; dim. 18 h 30)
Cour des Miracles : La golden est souvent farineuse (sam 20 h. 30) ; *Elle, elle et elle* (sam. 22 h.).
Daunou : Monsieur Masure (sam. 21 h. ; dim 15 h.).
Galerie 55 : On purge bébé et Bonjour Monsieur Courteline (sam. 21 h.)
Gymnase : *le* Saut du lit (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Hébertot : l'Amour fou (sam. 21 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45).
Lucernaire : les Chaises (sam. et dim. 20 h. 30) ; Sade (sam. 18 h. 30 et 22 h. 15, dim. 18 h. 30).
Michel : Duos sur canapé (sam. 21 h. 10 ; dim. 15 h. et 21 h. 10).
Nouveautés : la Libellule (sam. et dim. 16 h.).
Tertre : Corruption au *palais de* justice (sam. 20 h. 30, et dim. 15 h. 30).
Théâtre Campagne-Première : Argentine Show (sam. et dim., 19 h.) ; le Presse-Purée des Destaing (sam. et dim., 20 h. 30) ; Loretta Strong (22 h.) ; Folk (23 h.).
Théâtre Présent : Ah ! bon (sam. 20 h. 30).
Troglodyte : Xâhât (sam., 22 h.).

Les chansonniers

Caveau de la République : l'Année de la frime (sam., 21 h. ; dim. 15 h. 30 et 21 h.).

Les cafés-théâtres

Au Bec Fin : Poker Boys (sam. 18 h. 30 et 23 h. 30) ; F. Olivier (21 h.) ; J.-F. Derec (22 h.).
Café-Théâtre de l'Odéon : Arrabal (sam. 21 h. 15).
Le Fanal : Anouilh (sam. 21 h. et 22 h. 30).
Pizza du Marais : Jean Bois (sam., 21 h.).
Sélénite : la Jacassière (sam. 20 h. 30) ; J.-B. Falguière (21 h.) ; J'ai aucune idée (22 h. 30) ; Peau d'homme (23 h. 30).

Le music-hall

Elysées-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.
Olympia : la Magie (sam., 20 h. 45 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 45).
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : Lève-toi et viens.

Les opérettes

Mogador : Fiesta (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).

Le cirque

Cirque Gruss (voir Nouveau Carré, *salles municipales*).
Cirque de Paris, Jardin des Tuileries, à 15 h. 30 et 17 h.

La danse

Jardin des Tuileries : Atelier chorégraphique Serge Keuten (sam. et dim., 17 h. et 21 h.).
Hôtel de Sully, 21 h. : Ballets historiques du Marais (sam. et dim., 21 h.).

Festival estival

Amphithéâtre de la Sorbonne, sam., 18 h. 30 : Y. Kawamoto, baryton, et N. Nakamura, piano (Ravel).
Faculté de droit, sam., 20 h. 30 : C. Maillols, piano, et S. Barthely, danseur (Debussy joué et chanté).
Notre-Dame, dim., 17 h. 45 : H.-U. Hielscher, orgue.
Ministère des finances, dim., 20 h. 30 : Ensemble de cuivres de Prague.
Jardin d'acclimatation, sam. et dim., 15 h. 30 : Musique pour les enfants.
Bateaux-Mouches, sam. et dim., 18 h. : F. Hardy, trompette, et E. de Villèle, orgue.
Jardins du Palais-Royal, sam. et dim., 21 h. : Artisanat vivant.
Musée Guimet, sam. et dim., 15 h. : Films

Festival de Sceaux

Orangerie du château, sam., *17 h. 30* : Cora Vaucaire et ses musiciens ; dim., 17 h. 30 : Ensemble de l'itinéraire (Crumb).

Animation

Esplanade de la Défense, de 11 h. à *19 h. : Picasso, vous connaissez ?*

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, sam., 15 h. : Nosferatu le vampire, de F.W. Murnau ; Salomé, de Ch. Bryant ; 18 h. 30 : le Roman d'un tricheur, de S. Guitry ; 20 h. 30 : l'Opéra de quat' sous, de G.W. Pabst ; 22 h. 30 : les Parapluies de Cherbourg, de J. Demy. — Dim., 15 h. : la Maman et la Putain, de J. Eustache ; 18 h. 30 : Terre sans pain, de L. Bunuel ; Zéro de conduite, de J. Vigo ; Bambini in Citta, de L. Comencini ; 20 h. 30 : l'Ange bleu, de J. von Sternberg ; 22 h. 30 : la Rivière sans retour, d'O. Preminger.

Les exclusivités

A CAUSE D'UN ASSASSINAT (A., v.o.) : Murat, 16e (288-99-75)
AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marais, 4e (278-47-86).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; (v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16)
LA BALADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LA CAGE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Trois-Haussmann, 9e (770-47-55) ; Normandie, 8e (359-41-18).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Maxéville, 9e (770-72-87) ; *Quintette, 5e (033-35-40)* ; Royal-Passy, 16e (527-41-16) ; Athéna, 12e (343-07-48).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) à 20 h. et 22 h. 15
ECHEC A L'ORGANISATION (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (359-52-70) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89)
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42) (horaires spéciaux).
EXHIBITION (Fr.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; *Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)* ; Ermitage, 8e (359-15-71), Helder, 9e (770-11-24), Marotte, 2e (231-41-39) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LA GRANDE CASSE (A., v.f.) : Ambassade, 8e (359-19-08), *Berlitz, 2e (742-60-33), Cluny-Palace, 5e* (033-07-76), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
L'IBIS ROUGE (Fr.) : Studio-Alpha, 5e (033-39-47).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
LILY, AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille 6e (633-79-38), Templiers, 3e (272-94-56).
ORDRE DE TUER (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-30) ; v.f. : Marivaux, 2e (742-83-90).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99), Mercury, 8e (225-75-90), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Wepler, 18e (387-50-70), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-*Bosquet, 7e (551-44-11), Gaumont*-Gambetta, 20e (797-02-74), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : *Bretagne, 6e (222-57-97)*, Normandie, 8e (359-41-18), Rex, 2e (236-83-93).
PRESAGE (Mex., v.o.) : Studio de *l'Etoile, 17e (359-19-93)*.
PROFESSION : REPORTER (It., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84), Saint-Michel, 5e (326-79-17), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82), Marignan, 8e (359-92-82).
LA SANCTION (A., v.o.) : CGC-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Murat, 16e (288-99-75).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., *v.o.*) : Studio Galande, 6e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
THE GROOVE TUBE (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; Montparnasse-Bienvenüe, 15e (544-25-02).
TITI SUPER STAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine, 8e *(073-56-03) (en* mat. à 14 h. et 15 h. 30).
TOMMY (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-*Montparnasse, 14e (326-22-17)* ; Boul'Mich, 5e (033-48-29).
TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16).
TRINITA PREPARE TON CERCUEIL (It., v.f.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59). V.F. : Nations, 12e *(343-04-67)* ; *Montparnasse-Pathé*, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
UN FLIC HORS LA LOI (It.-Fr.) : Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; *Max-Linder, 9e (770-40-04)* ; Luxembourg ... [illegible] Bastille, 11e (343-79-17) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
VA TRAVAILLER, VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
VILLA LES DUNES (Fr.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42) (horaires spéciaux).
VIOLENCE ET PASSION (It., v. angl.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 2 - Dimanche 3 août

Les films nouveaux

BRANNIGAN, film américain de D. Hickox, avec J. Wayne. — V.o. : St-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Abc, 2e (236-55-54), Caravelle-Pathé, 18e (387-50-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Cambronne-Pathé, 15e (734-42-96).

LE DEMON AUX TRIPES (CHISEI), film italien, d'O. Hellman et R. Barrett, avec Juliet Mills. — V.o. : Marignan-Pathé, 8e (359-92-82). — V.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

AU-DELA DE LA PEUR, film français d'Y. Andrei, avec M. Bouquet. — Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).

L'ANGE NOIR, film allemand inédit de W. Schrœter. — V.o. : Olympic-Entrepôt I, 14e (783-67-42).

L'AIGLE AVAIT DEUX TETES, film allemand de L. Becker ; Olympic-Entrepôt II, 14e (783-67-42).

Les rééditions

LE MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) à [illegible], sauf dim., 14 h. 45 et [illegible]
LES SEPT MERCENAIRES (A., v.o.) : [illegible], 5e [illegible] ; Mayfair, 16e [illegible] ; U.G.C.-Odéon, 6e [illegible] ; v.f. : Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
VERA CRUZ (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e [illegible] ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Rex, 2e [illegible] ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (734-20-70).
LE VOLEUR (Fr.) : Publicis-Matignon, 8e [illegible] ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Plaza, 8e [illegible] ; Studio Jean-Cocteau, 5e [illegible].

Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (A., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Publicis-Matignon, 8e [illegible].
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
FESTIVAL LAUREL ET HARDY (les Carottiers-Têtes de *Pioches*) : République-Cinéma, 10e (205-54-05).
L'IMPOSSIBLE M. BEBE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
L'INDE FANTOME, film français de L. Malle. — Olympic-Marilyn, 14e, (783-67-42).
MACADAM COW-BOY (A., v.o., **) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; France-Elysées, 8e (225-19-73) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; v.f. : Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16)
PARACHUTISTE MALGRE LUI (A., v.o.) : Quintette, 5e *(033-35-40)* ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-87) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
SENSO (It., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Studio-Raspail, 14e (326-38-98).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; *Quintette, 5e (033-35-40)* ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Action-Lafayette, 9e (878-80-50).
UNE NUIT A CASABLANCA (A., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).

Les festivals

INGMAR BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), sam. : A travers le miroir ; dim. : Persona.
PROGRAMMES D'ETE AU MARAIS. — Marais, 4e (278-47-86). Salle II, sam. : Hugo et Joséphine ; dim. : le Quartier du corbeau. — Salle III, sam. : Stronghold Paleface ; dim. : la Croisière du Navigator.
LA FETE A WOODY ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42), sam. : Tombe les filles et tais-toi ; dim. : Bananas.
GANGSTERS ET CIE (v.o.) : MacMahon, 17e (380-24-81), sam. : la Mort aux trousses ; dim. : Luke la main froide.
PROGRAMME D'ETE ET FESTIVAL DU FILM AFRO-AMERICAIN. — Palais des glaces, 10e (607-49-93), sam. : l'Homme des hautes plaines ; dim. : les Nouveaux Exploits de Shaft.
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13), sam. : le Mystérieux docteur Clitterhouse ; dim. : Casablanca.
FEDERICO FELLINI (v.o.) : Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 h. : Fellini-Roma ; 16 h. : les Feux du music-hall ; 18 h. : les Nuits de Cabiria ; 20 h. : Histoires extraordinaires ; 22 h. : Satyricon.
VISCONTI-FELLINI (v.o.) : Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 h. : le Crépuscule des dieux (vers. angl.) ; 17 h. 30 : Huit et demi ; 20 h. : Mort à Venise (vers. angl.) ; 22 h. 15 : les Damnés (vers. angl.).
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.) : Studio-Parnasse, 6e (326-58-00), sam. : le Démon des femmes ; dim. : Des prisons et des hommes.
WESTERNS (v.o.) : Châtelet-Voltaire, 11e (700-19-15), sam. : Rio Bravo ; dim. : Un homme nommé Cheval.
ALFRED HITCHCOCK (v. o.) : Action-République, 11e (805-51-33), sam. : *Psychose ; dim.* : *Pas de* printemps pour Marnie.
LES CONTES EROTIQUES DE PASOLINI (v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; (v.f.) : Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), sam. : les Contes de Canterbury ; dim. : le Décaméron.
QUARANTE CHEFS-D'ŒUVRE DU CINEMA FRANÇAIS : Artistic-Voltaire, 11e (700-19-15), sam. : Plein soleil ; dim. : Pépé le Moko.

Séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h., 24 h.
LA CHINE (Fr.-It.) : Le Seine, 5e (325-92-46) à 12 h. (sf dim.).
CINQ PIECES FACILES (FIVE EASY PIECES) (A., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) à 12 h. et 24 h.
HELLZAPOPIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.
JULES ET JIM (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.
MORGAN (Angl., v.o.) : St-André-*des-Arts, 6e* (326-48-18) à 12 h. et 24 h.

■ La « Villa du Bosquet », située au Cannet, dans les Alpes-Maritimes, où Pierre Bonnard vécut les dernières années de sa vie, a été inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

■ Les seizièmes Rencontres internationales du film de Prades, qui ont eu lieu du 17 au 23 juillet, ont attribué leurs grands prix, d'après le vote du public, au long métrage « Chute de neige », de Ferenc Kosa, et au court métrage « le Droit de la ville », de Jean-Louis Bertucelli. Les mentions de la Fédération française des ciné-clubs sont allées à « Allonsanfan », de Paolo et Vittorio Taviani, et à « la Mort du directeur du cirque des puces », de Thomas Koefler.

FEUILLETON

NUMERO 24

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, Automne 1809. — Solignac accompagne à l'Opéra la charmante comtesse de Farges dont il est épris. Malgré *le danger qui rôde, et* la balle logée près de son cœur qui peut le tuer à tout instant, le beau colonel se livre au plaisir de la musique.

UN DUO ENIVRANT

SOLIGNAC éprouvait maintenant comme une ivresse profonde, une volupté pénétrante. Il se retrouvait dans l'atmosphère capiteuse d'autrefois : des femmes, des parfums, des soupirs harmonieux. C'est à présent surtout qu'il se sentait rattaché à la vie par tout ce qui la rend enviable et chère : les séductions éternelles de l'art et l'attrait captivant de *la femme* aimée.

Tout ce que son cœur — ce cœur qu'une émotion trop forte pouvait faire cesser de battre — ressentait, Solignac le trouvait d'ailleurs exprimé avec une puissance admirable par cette musique de *la Vestale*, si poignante au second acte et presque vertigineuse. Il lui semblait que ces notes ardentes, ces duos passionnés, ces rêves de tendresse, de désir, de vie, cet épanouissement presque furieux de l'invincible amour, traduisaient sa propre pensée, ses voluptés intérieures, ses sentiments et ses songes.

Il regardait Louise tandis que, sur la scène, Licinius et Julia s'enivraient de leur amour. Et pendant que la générale, grande admiratrice de Spontini, ne voyait dans le duo que les beautés de la composition même, Solignac y trouvait tout un monde amoureux.

La musique a cela d'admirable qu'elle traduit, sans rien compromettre par un adjectif douteux ou trop éperdu, les indicibles pensées de ceux qui n'osent parler. Louise se sentait troublée, presque mal à l'aise, pendant que le duo immortel montait, grandissant comme la passion elle-même. Elle n'osait regarder Solignac, mais elle éprouvait sur la joue comme une sensation étrange de brûlure. C'étaient les regards du colonel qui ne la quittaient pas.

« Je te vois ! », chantait Licinius, et l'expression de l'amant de Julia n'avait pas plus de tendresse que l'amour de Solignac empruntant, pour rompre le *silence, les accents passionnés* de Spontini.

Louise eût voulu répondre, elle eût voulu lui dire qu'il était compris, qu'il était aimé peut-être ; *mais le souvenir d'Andréina était* encore là, et elle s'efforçait de demeurer souriante et calme, pendant que son cœur se soulevait, palpitant comme le duo lui-même.

Le crescendo superbe, éclatant, plein d'ivresse, de cet acte tout entier, terminé par le coup de tonnerre du finale, par le chœur majestueux et terrible des prêtres fanatiques, emporta Solignac jusqu'au vertige.

— Que cela est beau ! s'écria-t-il, au moment où la toile tombait sous les applaudissements de la salle entière.

Louise ne répondait pas ; l'angoisse la serrait à la gorge. Elle avait des larmes dans les yeux.

* * *

Solignac essaya de sourire, mais, tout brave qu'il fût, il ne put s'empêcher de tressaillir en apercevant soudain en face de lui, dans l'embrasure d'une porte, debout au fond d'une loge vide, Agostino Ciampi qui le regardait fixement.

Solignac demanda la lorgnette de Mme de Berruis et, avec une affectation d'insolence, il la braqua sur le visage altier du marquis napolitain. Agostino se tint un moment le front haut, en manière de bravade : puis, la lèvre relevée par un rictus haineux, il disparut.

Solignac ne le revit plus. Quant à Louise, elle ne l'avait même pas aperçu. Elle songeait.

Le beau colonel était rêveur et troublé en quittant l'Opéra, l'âme encore remuée par cette harmonie puissante. L'équipage de Mme de Farges attendait. Solignac éprouvait une sorte de colère ou de mélancolie en se disant que ces heures bénies, vécues à côté d'*elle*, avaient passé si vite. Il fallait *la* quitter !

La petite comtesse allait monter dans sa voiture, lorsque Florival de Saint-Clair se précipita vers elle, s'excusant de n'être pas venu plus tôt lui présenter ses hommages.

Il *proposa* à Louise de Farges de s'arrêter un moment chez Garchi, à Frascati, où l'on se rendait volontiers à la sortie de l'Opéra.

— Soit, dit Louise. Etes-vous de cet avis, baronne ?

Mme de Berruis fit un signe d'assentiment.

— *Vous* nous accompagnez, colonel ?

Solignac était enchanté ! Il eût volontiers serré dans ses bras Florival, qui lui permettait ainsi de demeurer quelques instants encore avec Louise.

* * *

Le café Frascati occupait, à l'angle du côté gauche de la rue de Richelieu et du boulevard Montmartre, l'emplacement de la superbe maison qui avait appartenu jadis à M. Taillepied de Bondy, receveur général d'Auch, l'hôtel Lecoulteux, qu'avait quitté Lavoisier pour aller à l'échafaud. L'Italien Garchi avait ouvert là, vers la fin du dernier siècle, cet établissement fameux où les muscadins de l'an III et de l'an V venaient égratigner du bout de leur cuiller les glaces au marasquin, tout en déblatérant contre les derniers montagnards ou contre le Directoire. La mode était alors au jardin public : Velloni s'était établi au pavillon de Hanovre et Tortoni au coin de la rue Taitbout. Le glacier italien avait considérableemnt depuis lors agrandi et décoré son café, où ne venaient guère, au temps jadis, que les *impures* et les comédiennes, et où les grandes dames de 1809 se risquaient sans fausse honte. La clientèle de Garchi s'étant d'ailleurs épurée, l'établissement s'*était* comme embelli.

Vingt-huit boutiques, collées en quelque sorte contre les murailles du jardin, le long du boulevard Montmartre, lui donnaient l'aspect animé d'une foire en plein vent. On débitait de tout un peu dans ces boutiques, des rubans et des gaufres, des boucles de souliers et des images égrillardes. Un panorama, construit dans le jardin, attirait les curieux. C'était un va-et-vient continuel et charmant.

Un grand escalier, large, attirant, luxueux, conduisait, après *l'entrée du café, dans un péri*style ; on traversait ensuite trois salons fort élégamment décorés, brillants de grandes glaces encastrées dans des panneaux de *bois orangé, aux chambranles* bleu céleste, et l'on arrivait à une belle terrasse sablée, ornée de fleurs, tout embaumée et courant le long du boulevard jusqu'à *l'hôtel* Montmorency. Il *était* de mode de s'asseoir, après quelques tours de promenade, sur cette terrasse, et à demi étendu sur les chaises, de se moquer des passants du boulevard.

L'*heure de Garchi*, pour parler comme la mode, était de 2 à 4 heures de l'après-midi, en la belle saison. Le soir, il était du *dernier bourgeois* d'aller chez Garchi avant neuf heures. Tout au contraire, le *suprême bon ton* voulait qu'on s'y rendît à minuit. Les *jeunes gens qui, comme* Saint-Clair, faisaient trois toilettes par jour, y paradaient avec leurs habits semblables à des sacs, les pantalons ou les culottes collées sur les cuisses, un claque de deux pieds de hauteur et une lorgnette pendue au cou.

— Si je vous disais que je ne suis jamais venue ici, dit Louise de Farges à Solignac. Non vraiment, je ne connais point Frascati ! *C'est fort joli.*

Solignac traversa un des salons éclatants de lumière, et, sous les lampes de cristal de roche aux lueurs tamisées, il chercha du regard une table disponible ; toutes les tables d'acajou et les chaises étrusques étaient prises.

Au moment où il jetait autour de lui ce coup d'œil circulaire, *la comtesse sentit que le bras du* colonel avait légèrement tressailli.

— Qu'y a-t-il ? demanda-t-elle encore.

La réponse de Solignac fut celle qu'il avait déjà donnée tout à l'heure :

— Rien ! dit-il.

Mais comme tout à l'heure aussi, sa réponse n'en était pas une.

C'était Agostino qu'il venait d'apercevoir encore. Agostino disparaissant dans le second salon au moment où Solignac et la comtesse traversaient le premier sous les regards curieux, étonnés ou admiratifs, des habitués de Frascati.

La petite comtesse rendait çà et là un salut.

— Il est évident, songeait Solignac, que cet homme nous suit ! Peu importe, se dit-il, cette fois, je suis armé !

Il avait emporté avec lui une paire de pistolets assez faciles à dissimuler, même dans un vête*ment de cérémonie, et qui désor*mais ne le quittaient plus.

Dans le second salon, presque vide, Solignac s'assit en face de Louise de Farges, tandis que Florival et *la* baronne de Berruis prenaient place à leurs côtés.

Florival demanda un biscuit aux amandes et Mme de Berruis un punch au lait, tandis que le garçon expliquait à Mme de Farges combien les nouvelles glaces à *l'abricot* ou à la pêche jaune, et simulant la forme des fruits eux-mêmes, étaient succulentes.

— Il n'y a que ces Napolitains pour comprendre les *frimas*, dit Saint-Clair. Leur soleil les oblige à demander au Nord le secours de ses neiges !

Il sourit, comme s'il trouvait lui-même que sa *phrase* était suffisamment arrondie, mais il se tut tout à coup en remarquant le froncement de sourcils de Solignac.

— Le voilà jaloux, se dit Saint-Clair. A chacun ses avantages ; il a le glaive sans doute, mais j'ai la lyre.

Florival se trompait. Solignac *ne pensait guère à lui !* Il se demandait ce que pouvait faire Agostino rôdant autour de Louise.

Le garçon de Frascati revint demander à la comtesse et au colonel, s'ils s'étaient décidés pour quelque chose.

— En vérité, non, dit Louise.

— Les glaces ne vous plaisent-elles pas ? Désirez-vous une bavaroise ?

Solignac parut frappé de l'accent italien de ce garçon. Mais qu'y avait-il d'étonnant à ce qu'à Frascati, *comme chez* Tortoni, Corazza ou Sabatino, on rencontrât un garçon italien ? Celui-là était un grand garçon roux et pâle, l'œil bleuâtre.

— *Oui, fit Louise de Farges*, c'est cela, une bavaroise ! J'ai eu légèrement froid en sortant de l'Opéra !

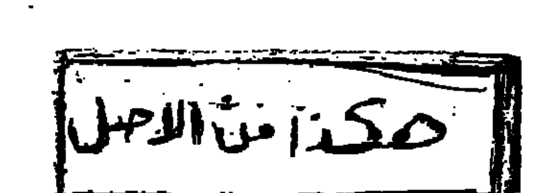
— Au chocolat ?

— *Non, au lait !*

— Et vous, monsieur ? demanda le garçon à Solignac.

— Au chocolat, dit le colonel machinalement.

(A suivre.)



ARTS ET SPECTACLES

Musique

Fêtes musicales à la Sainte-Baume

● Pour ne pas devenir un festival comme tant d'autres, les Fêtes musicales de la Sainte-Baume tentent simultanément de ne pas se confiner au lieu qui les a vues naître ; de conserver toutefois à ce lieu son isolement, et de prolonger l'intimité des rencontres qu'il abrite.

Ayant consacré, l'an dernier, plusieurs journées à Maurice Ohana, qui avait écrit spécialement pour elles « l'Office des oracles », il était normal que les Fêtes musicales de la Sainte-Baume participent, avec cet ouvrage, au Festival d'Avignon, où pour la première fois, sur l'initiative de France-Culture, on peut assister à une rétrospective de tout l'œuvre d'un compositeur que son indépendance a souvent maintenu à l'écart du grand public.

● La volonté d'ouverture des responsables ne se limite pas à cette « exportation », elle se manifeste davantage dans les six concerts donnés à Manosque, accompagnés de quatre journées de fêtes destinées au public de la rue, celui-là même qu'on ne rencontre pas à la Sainte-Baume et vers lequel il était nécessaire d'aller, faute de quoi ce séminaire risquait de se fermer sur lui-même, malgré le principe de base qui l'anime : être accessible à tous.

● Les activités pédagogiques, les rencontres, les ateliers, se poursuivent néanmoins à la Sainte-Baume, avec, comme dominante, la musique du vingtième siècle. Cette année, l'accent est mis sur la jeune musique soviétique, bien éloignée du style officiel (représenté par Katchaturian ou Chostakovitch) : Schnittke, Denisov et Goubaidoulia, qui feront le voyage tout exprès, restent encore à peu près inconnus, alors qu'ils ont déjà fait la preuve de leur talent et de leur originalité.

● L'événement le plus attendu est naturellement la création de l'opéra abstrait de Kandinsky, « Sonorité jaune » (1909), pour lequel le peintre a écrit un livret comportant de nombreuses et très précises indications musicales ; il serait intéressant, à cet égard, de le comparer au « Promethée » de Scriabine ou à « la Main heureuse » de Schoenberg, qui lui sont contemporains. Dans son commentaire, Kandinsky indique que « Sonorité jaune » utilise trois éléments : le son musical et son mouvement, d'une part ; la sonorité physico-morale et son mouvement, exprimés dans les êtres et les objets, d'autre part, et, enfin, le son coloré et son mouvement (possibilités scéniques particulières).

La partition originale de Thomas von Hartmann ayant été perdue pendant la révolution russe, c'est celle de Schnittke qu'on entendra le 6 août, à la Sainte-Baume, sous la direction de Charles Dutoit. La mise en scène et la scénographie sont assurées par Jacques Polieriv.

GÉRARD CONDÉ.

★ Réservation de places au Centre international de la Sainte-Baume, 83640 Saint-Zacharie. Tél. (91) 04-50-19.

Culture

POINT DE VUE

« Le jugement de la postérité »

La septième charte culturelle a été signée mercredi 30 juillet par MM. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, et Pierre Baudis, député et maire de Toulouse (« le Monde » du 29 juillet). Cette charte prévoit notamment la restauration du musée des Augustins, la création d'un « conservatoire national de région », l'aménagement de la halle aux grains en salle de concerts. Une aide financière supplémentaire sera, d'autre part, accordée à l'orchestre de chambre de la Ville et à la troupe du Grenier de Toulouse.

Cette politique des « chartes » a été vivement critiquée lors de l'assemblée du syndicat des directeurs d'établissements d'action culturelle (Syndeac), qui, réunie à Avignon, a condamné globalement l'action du secrétariat d'Etat (« le Monde » du 1er août). M. Dominique Quehec, directeur de la maison de la culture d'Amiens et président de l'ATAC — Association technique pour l'action culturelle, qui regroupe sensiblement les mêmes institutions que le Syndeac et joue un rôle de coordination entre elles, — nous donne ici son point de vue.

par DOMINIQUE QUEHEC

DANS une récente adresse au pays, le président de la République a bien voulu considérer le trouble de ses compatriotes devant les incertitudes de l'actualité pour en souhaiter, à l'heure du repos estival, l'apaisement : oui, l'inquiétude est une sentiment qui ronge et qui n'épargne pas les « professionnels de la culture » que nous sommes. Dépassons toutefois cet amer constat pour tenter d'en comprendre l'origine.

Depuis environ trente ans, grâce à l'entreprise désintéressée de quelques hommes et à l'écho que leur travail a rencontré auprès de deux Républiques, la France s'est dotée d'un certain nombre d'unités d'action culturelle et artistique subventionnées par la collectivité nationale, pour proposer aux populations de notre pays les meilleurs témoignages de son art et de sa culture.

Cette œuvre, ambitieuse certes, s'est poursuivie contre les tentations du renoncement pour tisser une réalité culturelle pleinement originale, dont les autres nations savent, pour elles-mêmes, apprécier l'enseignement. Qu'il s'agisse des différentes formes d'institutionnalisation de la création théâtrale (théâtres nationaux, centres dramatiques nationaux, centres chorégraphiques et lyriques, compagnies dramatiques subventionnées) ou de la mise en œuvre d'expérience d'animation polyvalente impliquant concrètement les autres disciplines artistiques (maisons de la culture, centres d'animation culturelle), les voies défrichées furent riches et variées.

Cette vitalité n'aurait pu franchir le temps sans l'exigence qui la porte : l'action culturelle et la création artistique constituent une nécessité du développement national et, à ce titre, doivent être reconnues comme un véritable service public. C'est ce qu'ont bien compris les hommes d'Etat et les fonctionnaires des IVe et Ve Républiques, à chaque fois qu'ils ont pris financièrement en charge une part de cette activité. S'il s'agit, en la matière, de l'intérêt général, et non plus d'un agrément particulier, le gouvernement doit s'imposer la responsabilité de payer l'action culturelle.

Or, aujourd'hui, les responsables de ces entreprises d'action culturelle sont inquiets, car les moyens leur permettant de remplir leur mission stagnent et dans bien des cas régressent. Quantité de voix autorisées leur annoncent même que la récession générale se fera durement sentir dans ce secteur d'activité en 1976 et que des coupes inévitables en résulteront. Que gagnera vraiment l'économie de notre pays en réduisant encore le si modeste budget du secrétariat d'Etat à la culture ? Pour une épargne dérisoire au regard des dépenses de la nation, un grave coup atteindra, en la République dans cette même intervention, et je ne puis que souscrire à cette conception.

Sur ce point, il n'est pas indifférent de souligner la valeur aussi bien formatrice que récréative de l'action culturelle et artistique. Mais allons plus loin. Aucune époque de notre histoire n'a marqué durablement la mémoire des générations successives par les seules vertus de sa prospérité marchande. Est-ce le lancement de la Compagnie des Indes ou les interrogations toujours vives de *Dom Juan* qui ont enrichi, pour la postérité, notre dix-septième siècle ? Se souvient-on de la découverte par Newton des lois de la gravitation ou des initiatives d'alors du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Colbert ? Est-ce la bataille d'Hernani ou les tripotages du ministère Perier-Laffite qui l'emportent dans le souvenir de l'année 1830 ?

N'accumulons pas les exemples qui tous vérifieraient que le rayonnement d'un peuple est bien plus attaché à la grandeur de sa pensée et à la fécondité de ses créateurs, même lorsqu'ils s'opposent au pouvoir politique (sans être la règle, ce fait n'en a pas moins une certaine consistance historique), qu'aux spéculations de ses financiers. A cet égard, il est intéressant de considérer certaines données sociologiques : par exemple, cette étude internationale qui montre que le recul artistique d'un pays s'accompagne inévitablement de son retard scientifique.

Aujourd'hui même, beaucoup peuvent nous envier la foisonnante richesse de notre création artistique et de notre vie intellectuelle. Il suffit de regarder un peu autour de soi pour se convaincre que la place qu'occupe la France à cet égard est encore très active. Sa vie théâtrale compte, malgré les difficultés, parmi les plus dynamiques, elle est un foyer extraordinairement vivant de la devrait être cependant le garant.

« La qualité d'un peuple dépend de la qualité de son système éducatif », a encore dit le président de revanche, le patrimoine dont le premier magistrat de la République recherche plastique, enfin certaines expériences d'action culturelle (les maisons de la culture n'étant pas les moins singulières) constituent, d'ores et déjà, des signes nouveaux qui fertiliseront l'avenir.

L'aide de l'Etat a certes contribué à la réalisation de cette œuvre. Mais combien ont compté aussi l'imagination, le dévouement et le savoir-faire des générations d'animateurs et d'artistes qui s'y sont consacrées.

Soyons clairs. Les intentions qui semblent conduire le gouvernement de M. Valéry Giscard d'Estaing dans ce domaine, ainsi que les quelques initiatives qu'il a prises depuis le 20 mai 1974, ne répondent pas vraiment à l'attente de tous ceux qui croient en la nécessité, pour un pays comme la France, de définir et de mener une grande politique culturelle. Et ce qui semble se préparer pour l'avenir immédiat risque, par l'accentuation du paupérisme et la paralysie qui s'ensuivra, de porter un dommage irréparable à la vie culturelle et artistique française, et de laisser, à ceux qui viendront après nous, l'image d'une injustifiable régression.

Je me refuse à croire qu'une démarche si peu soucieuse du progrès collectif puisse fonder l'action de quelque majorité politique que ce soit et que le déclin de notre vie culturelle soit le projet de l'Etat. Sans préjuger le désaccord que ne manquerait pas d'exprimer un certain nombre de contemporains, le jugement de la postérité serait dans ce cas sans appel.

MÉCONTENTEMENT CHEZ LES GARDIENS DE MUSÉE

Les mesures annoncées au mois de mai par M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, concernant la gratuité des musées nationaux pour les jeunes et pour certaines catégories sociales et fixant, à partir du 1er juillet, l'heure de fermeture du Louvre, à 19 heures (*le Monde* du 31 juillet) ont été qualifiées de *« scandaleuses et arbitraires »* dans un communiqué intersyndical publié le 1er août. Les organisations C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., F.E.N. et F.O. des affaires culturelles annoncent que *« le public fera les frais de ces pratiques qui visent à renforcer l'exploitation du personnel de gardiennage »*. Plusieurs salles du Louvre seront fermées le soir et les visiteurs *« n'auront accès, de 17 heures à 19 heures, qu'à des zones de visite préétablies »*. Les cinq organisations syndicales appellent les personnels des musées de France et de la réunion des musées nationaux à *« faire face à ces manœuvres »*.

■ Le mandat de M. Roger Sallard, président de la sous-commission chargée d'émettre un avis sur l'agrément des films de long métrage, a été renouvelé par un arrêté du secrétariat d'Etat à la culture. Sont nommés membres de la sous-commission : MM. René Cosne, Raymond Danon, Anatole Duhan, Edmond Tenoudji et René Thévenet (à titre de représentants des producteurs de longs métrages) ; M. Gérard Lorin (à titre de représentant des distributeurs) et M. Jean-Georges Noël (à titre de représentant des industries techniques).

■ Le chanteur Enzo Bozano, qui avait été le professeur de Mario Lanza et de Mario del Monaco, est mort à Arcachon, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans. Originaire de Gênes et nationalisé américain, il avait tenu pendant vingt-cinq ans les rôles de « basse noble » au Metropolitan Opera de New-York, avant de se consacrer plus spécialement à l'enseignement, à partir de 1928.

■ Le cinquième Festival interceltique de cornemuse aura lieu à Lorient, du 3 au 10 août, et se doublera d'une activité de défense des produits locaux.

AUTOMOBILE

UN NOUVEAU COUPÉ 104 PEUGEOT SERA AU SALON DE PARIS

Une nouvelle 104 Peugeot sera présentée au Salon de Paris à l'automne. Il s'agit d'un coupé appelé 104 ZS et doté d'un moteur de 1 124 cm3. Une 6 CV donc, selon l'actuelle classification fiscale, mais dont la puissance atteindra 66 chevaux à 6 200 tours minute contre 46 chevaux à 6 000 tours pour le moteur 5 CV (954 cm3).

Le couple maximum s'établit à 8,5 M Kg à 4 000 tours. Il est sur le moteur 5 CV de 6,88 M Kg à 3 000 tours. La vitesse de pointe donnée par le constructeur atteindrait plus de 155 km/heure.

La 104 ZS sera vendue 20 750 F.

La plupart des autres modèles Peugeot subiront de nombreuses modifications de détail touchant essentiellement au confort et à l'habitabilité. Ainsi la 504 TI aura désormais des lave-vitres avant électriques. Ainsi la pose de ceintures de sécurité à enrouleur sera généralisée.

Enfin, la firme de Sochaux a décidé de mettre fin à la production des coupés et cabriolets 304.

Cinémas

Un colloque de réalisatrices dans le Val d'Aoste

« La femme dans le cinéma » était le thème d'un colloque organisé du 23 au 27 juillet à Saint-Vincent, dans le val d'Aoste. Invitées par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et par le gouvernement autonome régional de la vallée d'Aoste, une trentaine de professionnelles du cinéma, venues de quinze pays, ont agréablement confronté leurs expériences et échangé leurs espérances avant de décider la création d'une « association internationale des femmes cinéastes » (1) dont le siège sera à Stockholm.

Les autorités de la vallée d'Aoste n'en sont pas encore revenues : non seulement les invitées du colloque de l'UNESCO n'ont pas eu un mot de remerciement, mais il a fallu annuler le banquet officiel qui devait réunir les autorités du val d'Aoste et les femmes cinéastes ! De mémoire de Valdotain, on n'avait jamais entendu parler de pareil affront. Les clients habituels de l'hôtel Billia, luxueux et désuet établissement qui accueille congrès sur congrès, ont ordinairement de tout autres manières. Mais ils ne sont pas féministes.

« Il faut sortir de cette salle sinistre, rompre avec le style masculin de ces réunions. » Dès les premières minutes du colloque, le ton avait été donné par des femmes cinéastes offusquées d'être assises derrière des bureaux austères, ornés seulement de micros et de sous-mains. Et cette présidence qui rappelle le patriarcat ! Et ces traducteurs qui interdisent la chaleur de la communication par leurs voix métalliques : *« On serait mieux dans une piaule »*, remarqua une participante.

On ne tarda donc pas à sortir. La plupart des échanges eurent lieu dans le parc de l'hôtel, non loin de la piscine, sous l'ombre propice des arbres, face aux Alpes indifférentes. Ainsi put-on lancer dans le vent frais les idées les plus folles et des pensées plus sages. Le thème du colloque permettait de parler de tout. Au pied de l'arbre, Agnès Varda, la réalisatrice française qui a joué pendant tout le colloque — même si elle s'en est défendue — un rôle de leader, expose un projet : *« Sur quatre cents films, il y en a quinze, peut-être, qui sont faits par des femmes. Ceux qui existent sont bloqués à la distribution. Ce qu'il faudrait, c'est un bus itinérant qui, de village en village, transporterait quelques films de femmes, et une fille qui informerait les gens. Elle dirait aux femmes : « Vous voyez, c'est possible, vous pouvez faire des films, des scénarios. » Chaque année, il en viendrait quatre-vingt-dix de province. »*

Larissa Sheptiko, belle rousse qui représente l'Union soviétique à ce colloque en plein air, demande qu'on lui traduise la proposition d'Agnès Varda. Elle comprend mal : *« Oui, un festival, ce serait une idée merveilleuse. »* Il ne s'agit pas de cela : on insiste. Le traducteur russe — un homme — se mêle de la conversation. Les représentantes occidentales s'impatientent de ne pouvoir faire passer à leur amie soviétique un message féministe. Larissa, tout à coup, lance une bombe : *« On peut changer les hommes, pas les femmes. »* *« Comment peut-on être si charmante et dire de telles énormités ? »*, souffle une Française, tandis qu'une Hongroise, Marta Mecszaros, vient renforcer le camp du socialisme en déclarant : *« Tous nos films parlent des problèmes des travailleurs et des travailleuses. Voilà ce qui m'intéresse. Mais vos problèmes de femmes intellectuelles, c'est autre chose ! »* Tout le colloque sera ainsi un long mais agréable dialogue de sourds.

Quel usage la femme peut-elle faire du cinéma : art d'agrément ou arme politique ? Y a-t-il une manière « mâle » de montrer la femme, par exemple ? La caméra inobjective des hommes renforce-t-elle le sexisme social? Oui, répondent les féministes occidentales largement représentées à Saint-Vincent. Sexisme, connais pas, répondent les femmes venues des pays socialistes, où, comme chacun sait, la question de l'inégalité est réglée depuis longtemps. A ces différentes questions, aucune réponse unanime ne peut donc être apportée. La preuve en était fournie par les films présentés durant le colloque, tous réalisés par des femmes. Est-il légitime, pour une réalisatrice femme, de ne parler que des problèmes dits féminins ? On a vu à Saint-Vincent quelques films où la maternité, l'avortement, les tâches ménagères tenaient une grande place, voire toute la place. L'approt des femmes doit-il se limiter à cela ?

Une question de langage

Le sujet ne suffit pas. Pour Chantal Akerman, de Belgique, tout est dans la manière, dans le langage cinématographique. *« Il faut,* dit-elle, *« déconstruire » le langage bougreois, le langage masculin. »* Par exemple, en affirmant l'unité du corps de la femme, en refusant le morcellement que lui imposent les caméras, en refusant le morcellement que lui imposent les caméras des hommes. *« J'ai fait un film,* raconte Chantal Akerman, *dont une partie était consacrée à un homme. Les hommes ont cru que je me moquais du héros. En fait, je l'avais traité avec beaucoup de tendresse, mais je n'avais pas adopté le langage cinématographique habituel des hommes sur l'homme. »*

De la féministe radicale qui refusait — verbalement — le *« luxe mâle »* du décor où se tenait le colloque à la femme soviétique qui montrait à chacun la photographie de son mari, bon réalisateur de films et bon époux, tout le monde s'est retrouvé sous la houlette de l'Unesco pour créer une association internationale chargée de promouvoir le cinéma féminin. Mais quel cinéma ? On n'en a guère parlé : *« Il y a,* dit Agnès Varda, *des critères habituels d'efficacité des débats et réunions de ce genre. Nous les refusons. Nous revendiquons le droit d'avoir passé du temps à nous connaître : c'est là une action féministe. Nous devons proclamer que se rencontrer, ce n'est pas un blabla de dames dans un hôtel. »*

BRUNO FRAPPAT.

(1) Les membres du comité directeur de Film Women International sont Anna-Lena Wibom (Suède), Anne-Claire Poirier (Canada), Atiat El Abdouni (Egypte), Larissa Sheptiko (Union soviétique), Claire Clouzot (France), Mai Zetterling (Suède), Claude Allemann (Allemagne fédérale), Maria-Luisa Bemberg (Argentine) et Esta Marshall (Etats-Unis).

AUDIOVISUEL

L'Italie choisit le système allemand PAL de télévision en couleur

De notre correspondant

Rome. — L'Italie a définitivement choisi le système allemand PAL de télévision en couleurs. La décision a été prise vendredi 1er août par le Comité interministériel pour la programmation économique. Le procédé français SECAM a donc perdu la bataille (nos dernières éditions du 2 août).

Mais pouvait-on penser que le SECAM avait une chance de s'imposer ? Les techniciens italiens affirment que le procédé PAL est mieux adapté au relief tourmenté de la péninsule. Le système allemand permettrait également, dans les meilleures conditions possibles, des liaisons à grande distance avec les autres pays européens, qui dans leur écrasante majorité, ont choisi le PAL. Et il semble bien que l'Italie se soit déterminée en fonction de ses voisins européens.

En outre, l'industrie électronique italienne, contrôlée en grande partie par des capitaux allemands, avait déjà opté pour le PAL. En 1974, l'Italie a produit deux cent cinquante mille téléviseurs PAL.

La Radiotélévision italienne a commencé à s'équiper en PAL il y a au moins quatre ans alors que les représentants en Italie de l'INTERSECAM (société pour la promotion du SECAM) s'acharnaient à convaincre les milieux politiques de Rome des avantages techniques, culturels et politiques de la supériorité du procédé français.

Et c'est sans doute pour éviter toute retombée diplomatique que le choix du système de télévision en couleurs a été confié à un comité d'experts et non pas au gouvernement.

L'Association des industries de l'électronique (ANIE) avait présenté un dossier alléchant : 60 % des récepteurs couleurs qui seront produits en Italie au cours des prochaines années pourraient être exportées vers les pays à système PAL, c'est-à-dire pratiquement dans l'Europe entière. Cela permettrait en principe la création de 25 000 emplois nouveaux et la fin du chômage partiel de 40 000 ouvriers et techniciens. Ces chiffres semblent pécher par optimisme. Car il faudra tenir compte de l'importation massive de téléviseurs allemands et hollandais.

PAL ou SECAM ? Pas de couleur du tout, avait dit M. La Malfa, vice-président du conseil, en affirmant que l'introduction de tel ou tel procédé allait coûter de toute façon 600 milliards de lires (1). Les syndicats unifiés et le parti communiste ont également dénoncé ce « luxe inutile », qui risque de compromettre l'équilibre financier déjà précaire des ménages.

La cause du SECAM est-elle d'ailleurs définitivement perdue ? Pas forcément. Car, s'il est vrai que 13 millions d'Italiens seraient en mesure de recevoir les télévisions PAL (Suisse, Allemagne fédérale, Autriche et Yougoslavie), 6 millions d'entre eux seraient des téléspectateurs en puissance de la deuxième chaîne française. Grâce à des relais d'émetteurs installés dans les régions de Rome et de Florence, 3 millions d'Italiens regardaient déjà régulièrement Antenne 2, même en noir et blanc.

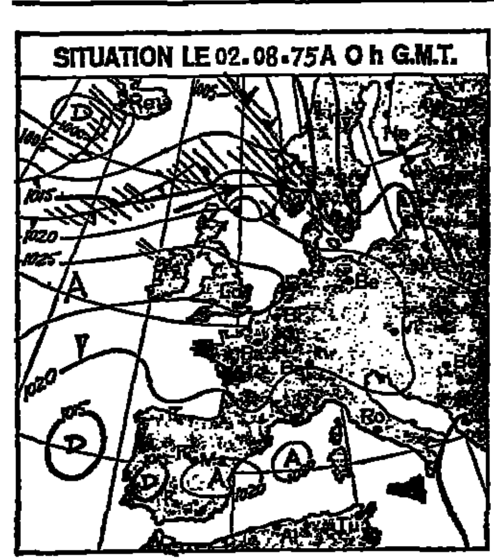
En adoptant le PAL, les autorités compétentes n'ont même pas précisé la date de démarrage des premières transmissions nationales en couleurs. Certaines indiscrétions laissent à penser qu'il s'agira de retransmettre la messe de fin d'année célébrée par le pape Paul VI.

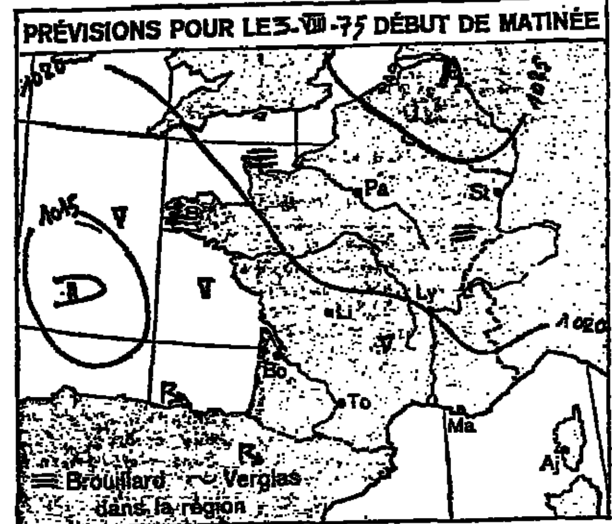
(Intérim.)

(1) Le cours de la lire est actuellement égal à 0,007 F.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses ⛈ orages → Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 2 août à 0 heure et le dimanche 3 août à 24 heures.

La France restera en bordure sud des hautes pressions qui s'étendent des Açores aux îles Britanniques et à l'Europe centrale, dans une zone de pressions assez élevées. Des masses d'air chaud persisteront sur notre pays, ne donnant que des manifestations orageuses sporadiques. Toutefois, ces dernières pourront devenir un peu plus fréquentes le soir sur les régions de l'Ouest.

Dimanche, le temps chaud et lourd, mais souvent beau, persistera sur de nombreuses régions. Quelques brouillards seront observés le matin près des côtes de la Manche et de la Bretagne, ainsi que des nuages, résidus des orages isolés de la veille, surtout sur le relief de l'est et du Massif Central. L'après-midi et le soir, de nouveaux orages isolés se développeront, surtout sur les montagnes de l'Est et sur le sud du Massif Central, ainsi qu'au voisinage de l'Atlantique.

Les vents seront généralement faibles, mais de fortes rafales sont à craindre sous les orages, qui seront accompagnés de baisses de température temporaires.

Samedi 2 août, à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget de 1 022,5 millibars, soit 766,9 *millimètres de mercure.*

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er août, le second le minimum de la nuit du 1er au 2 août) : Biarritz, 29 et 19 degrés ; Bordeaux, 27 et 18 ; Brest, 27 et 15 ; Caen, 27 et 16 ; Cherbourg, *22 et 16 ; Clermont-Ferrand*, 33 et 18 ; Dijon, 31 et 18 ; Grenoble, 31 et 18 ; Lille, 29 et 15 ; Lyon, 32 et 19 ; Marseille, 34 et 24 ; Nancy, 32 et 15 ; Nantes, 29 et 16 ; Nice, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 33 et 18 ; Pau, 28 et 17 ; Perpignan, 30 et 25 ; Rennes, 34 et 16 ; Strasbourg, 32 et *16* ; Tours, 32 et *17* ; Toulouse, 29 et 20 ; Ajaccio, 29 et 18 ; Boulogne, 23 et 15 ; Deauville, 30 et 19 ; Granville, 32 et 19 ; Saint-Nazaire, 27 et 16 ; Royan-La Coubre, 24 et 17 ; Sète, 28 et 24 ; Cannes, 27 et 21 ; Saint-Raphaël, 28 et 19 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 26 et 12 degrés ; Athènes, 30 et 21 ; Bonn, 28 et 13 ; Bruxelles, 27 et 15 ; Le Caire, 33 et 24 ; îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 20 et 13 ; Genève, 29 et 15 ; Lisbonne, 27 et 15 ; Londres, 26 et 14 ; Madrid, 34 et 18 ; Moscou, 27 et 16 ; New-York, 34 et 26 ; Palma-de-Majorque, 37 et 21 ; Rome, 33 et 19 ; Stockholm, 26 et 16 ; Alger, 32 et 26 ; Tunis, 32 et 20 ; Casablanca, 25 et 21 ; Barcelone, 31 et 23 ; Dakar, 27 et 26 ; Ellath, 37 et 28.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 2 août 1975 :

UN DECRET

● Instituant un conseil national *consultatif* des personnes handicapées et arrêté portant nomination des membres.

DES ARRETES

● Fixant les prix de journée d'hospitalisation dans divers établissements nationaux de bienfaisance.

UNE LISTE

● D'admission au concours unique des services du ministère de la défense en 1975.

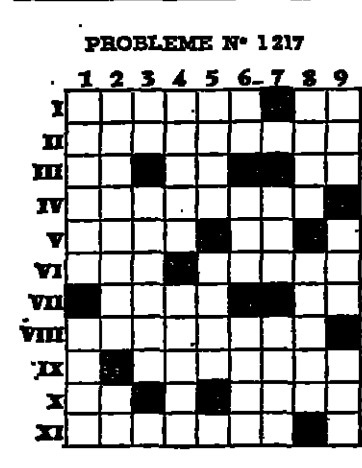
Éducation

● *A l'Institut national des techniques de la documentation* (Conservatoire national des arts et métiers), l'enseignement sera réformé à la prochaine rentrée. Le recrutement en première année du premier cycle (ouverte aux bacheliers) est suspendu pour un an. La maîtrise ou un titre équivalent sera désormais exigé pour l'inscription à l'examen probatoire d'entrée dans l'ex-deuxième cycle, dont l'enseignement se déroulera du 3 novembre 1975 au 13 juillet 1976, intégrant un stage et la rédaction d'un mémoire. Les étudiants de nationalité étrangère devront justifier d'un titre au moins équivalent à la licence. Les inscriptions sont ouvertes du 2 au 30 septembre 1975.

★ Renseignements au secrétariat de l'I.N.T.D., 1, rue Montgolfier, Paris (3e), tél. 887-64-40 ou 37-38, poste 516 ou 517.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1217



HORIZONTALEMENT

I. Jouent un rôle identique à celui des charbons ardents ; Elément d'un texte arabe. — II. Sait bien que toute médaille a son revers. — 3. Préfixe ; Précise une possession ; N'évoque que le passé. — IV. On leur conseillerait donc vainement de ne pas faire l'enfant. — V. En Angleterre, ce peut être un beau parti ; Chef d'élite. — VI. Orientation ; Oblige à mastiquer lentement. — VII. Flot descendant ; Conjonction. — VIII. Leur eau n'est pas potable. — IX. Partie ailleurs. — X. Marque de privation ; Leur beauté est faite de clémence. — XI. Très souvent mécontente.

VERTICALEMENT

1. Cesse d'exister quand elle est percée ; A le sommeil profond. — 2. Certains l'ont dans le nez ; Symbole chimique. — 3. Préfixe ; Détestable échantillon de la faune africaine. — 4. Où Guizot fit ses premiers pas ; Port antique. — 5. *Pour le même prix, il aurait pu* obtenir davantage ! ; Lisse. — 6. Ne désigne pas le premier venu ; S'imposait dans le passé ; Parallèles, chez Plutarque. — 7. Emis sur la Croix ; Risque un œil. — 8. Reviennent périodiquement ; A des vues sur l'avenir. — 9. Dura, à Rome ; Une manche et parfois une... veste ; D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 1 216

Horizontalement

I. Levier ; Monstres. — II. Massage ; Io. — III. No ! ; Aod ; Navettes. — IV. Eternité ; Eva ; Us. — V. Sied ; Retondre. — VI. Lô ; Si ; NS ; Ie. — VII. ENE ; Motet ; Ose !. — VIII. Si ; Amertumes. — IX. Net ; Dépôt ; Ri ; Us. — X. Amer ; Itérative. — XI. Réussi : Anée. — XII. Aviso ; Dt ; Net. — XIII. Idole ; Innée ; Api. — XIV. Ire ; Hésus ; Ta. — XV. Masseur ; recel.

Verticalement

1. Nesle ; Naevi. — 2. Emotion ; EM ; Dia ! — 3. Va ! Ee ; Ester ; Ors. — 4. Isards ; Réales. — 5. *Eson* ; *Im* ; *Uve*. — 6. *Radis* ; Si ; Hu. — 7. Tapissier. — 8. Mener ; Emotions. — 9. Entêté ; Nus. — 10. Navets ; Rades. — 11. Evo (ove) ; Otrante. — 12. Titan ; Suite ; De. — 13. Rôt ; Diem ; Iéns. — 14. Eure ; Euv (vue) ; Epte. — 15. Sasse ; essentiel.

GUY BROUTY.

● RECTIFICATIF. — Dans la grille de mots croisés publiée dans *le Monde* du 1er août (problème n° 1215), un carré noir manquait dans la dernière ligne horizontale (XI), au niveau de la fin de la sixième ligne verticale. En outre, la définition de la ligne verticale 8 était « *compagnons* (et non *compagnon*) de voyage ».

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

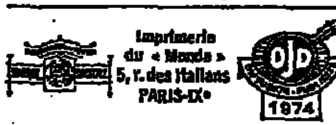
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



CARNET

Naissances

— Martine et Yann Lauru ont la joie d'annoncer la naissance de

Carine.

Paris, le 29 juillet.
11 bis, rue Daubigny,
Paris (17e).

Décès

Pierre DU COLOMBIER

On nous prie d'annoncer le décès de

M. DE LA BLANCHARDIERE,
dit Pierre du Colombier,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 1er août, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de
Mme de La Blanchardière,
Mlle Noëlle de La Blanchardière,
Mlle Pascale de La Blanchardière,
M. et Mme Jean de La Blanchardière et leurs enfants.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu en l'église de Livré-sur-Changeon (Ille-et-Vilaine), le mardi 5 août, à 10 h. 30.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

19, avenue de Breteuil,
Paris (7e).

[Né en 1889 à Coulommiers, Pierre du Colombier — *pseudonyme* de Pierre Polçon de La Blanchardière — avait fait ses études d'agronomie et de sciences à Paris, et était ingénieur-conseil. Mais cette carrière scientifique ne le céda en rien à celle d'un homme de lettres, passionné d'art, éclectique dans ses goûts. On lui doit de nombreuses publications, dont un « Albert Dürer » en 1927, et plusieurs autres ouvrages consacrés à l'art allemand, ou encore à l'art français en Allemagne : « l'Art français dans les cours rhénanes » (1930) ; « l'Architecture française en Allemagne au dix-huitième siècle » (1956). Germaniste, il a également traduit divers ouvrages de Goethe. Pour la France, il s'intéressa surtout à la période de la Renaissance (« le Style Henri IV, Louis XIII » (1941) ; « l'Art de la Renaissance en France » (1945) ; « Jean Goujon » (1949). Il écrivit cependant un ouvrage sur « le Chantier des cathédrales » (1953 ; deuxième édition en 1973) et plus récemment sur « Notre-Dame de Paris » (1967). Il était membre de la Société d'histoire de l'art français et de la Société nationale des antiquaires. En tant que critique d'art, Pierre du Colombier collabora à de nombreuses publications, notamment à la « Revue française ».

M. du Colombier était lauréat de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.]

— Anne Ancelin Schützenberger,
Hélène Schützenberger,
Valentine Cremer,
Les familles Gurvitch, Massa, Polonovski, Schützenberger, Lourié, Grinberg, Vinaver,
ont la douleur de faire part du décès de

Olga ANCELIN.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le lundi 4 août 1975, à 16 heures, au cimetière nouveau de Boulogne-sur-Seine (avenue Pierre-Grenier, derrière la porte de Saint-Cloud), bordure ouest, caveau 14.

12, rue *Claude-Lorrain*,
75016 Paris.
14, avenue Paul-Appell,
75014 Paris.
La Frégate,
Les Terrasses de la Baie des Anges,
53, rue Aimé-Martin,
06200 Nice.

— Les peintres de l'atelier de Mme Arzt, de Paris, et ses amis du Salon des jeunes peintres, ont le regret de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, à Paris, de leur collègue

Bella EYNOCH
(Olga Ancelin),

survenu le [illegible] juillet 1975 au soir, à Paris, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le lundi 4 août 1975, à 16 heures, au cimetière nouveau de Boulogne (avenue Pierre-Grenier, derrière la porte de Saint-Cloud).

12, rue Claude-Lorrain,
75016 Paris.
14, avenue Paul-Appell,
75014 Paris.
La Frégate,
53, rue Aimé-Martin,
06200 Nice.

— M. André Golenko,
Cyril, Nathalie et Corinne Golenko,
Mme Garoutte,
M. et Mme Nicolas Golenko,
Le docteur et Mme Jean Faraut,
M. et Mme John James de Martino et leurs filles,
M. et Mme Jean-Baptiste Dardel et leurs fils,
M. et Mme Jean-Pierre Faraut et leurs fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre BERMOND,
née Irène Danilowsky,

survenu après une longue maladie, le 31 juillet 1975.

Les obsèques seront célébrées à l'église orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois (91) [illegible], le lundi 4 août 1975, à 16 h. 15.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, rue Paul-Valéry,
75116 Paris.
Chambon,
18160 Châteauneuf-sur-Cher.
12, avenue Matignon,
75008 Paris.

— Les conseils d'administration, les directions et les employés des sociétés du groupe de la Cité, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre BERMOND,
née Irène Danilowsky,

veuve de leur fondateur.

Les obsèques seront célébrées à l'église orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Hauts-de-Seine), le lundi 4 août 1975, à 16 h. 15.

12, avenue Matignon,
75008 Paris.

— Mme Jean Morin,
M. et Mme Robert Fournier,
M. et Mme Jean Bruère,
M. et Mme David Gilmore et leurs fils,
M. et Mme Pierre Courtois et leur fils,
M. et Mme Jean-Jacques Desouches,
Mlle Hélène Desouches,
M. Olivier Fournier,
M. et Mme Jean-Marc Bruère et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacqueline BRUERE,

leur sœur, belle-sœur, tante et grand-tante,

survenu le 31 juillet 1975, en son domicile à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 août, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy (10, rue de l'Annonciation), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Passy.

Il n'y aura pas de défilé.

— Nous apprenons le décès accidentel, à l'âge de cinquante ans, le 1er août, de notre confrère

Pierre LHOMME,

depuis vingt ans chef de l'agence de Charleville-Mézières du quotidien « l'Union » de Reims.

Anniversaires

— 2 août 1975.

Anniversaire du décès du lieutenant-colonel

Alexandre GALLIE,

ancien cadet de la France libre.

Que ceux qui l'ont aimé lui donnent une pensée fidèle.

— Pour le neuvième anniversaire de son décès, une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu

Lydia SOLAL.

Remerciements

— Le directoire de « la Nouvelle République du Centre-Ouest »,
Les membres du conseil de surveillance,
Le comité d'entreprise,
Le bureau de la coopérative de main-d'œuvre,
Les cadres du journal,
Les membres du personnel et les retraités,
remercient très sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie lors du décès et des obsèques de leur regretté président-fondateur,

Jean MEUNIER.

Visites, conférences

LUNDI 4 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques : 15 h., église d'Auteuil, Mme Legregeois : « Promenade à Auteuil ». — 15 h., façade Saint-Gervais, Mme Thibaut : « Le Marais sous les Valois ». — 15 h., entrée du château, Mme Zujovic : « La Malmaison ».

Réunion des Musées nationaux : 10 h. 30 et 15 h., musée du Louvre : « Visite des chefs-d'œuvre des collections » (Français et Anglais). — 11 h., musée de l'Orangerie : « Exposition Corot » (Association française des arts). — 15 h., 20, rue Pierre-Lescot : « Les Halles » (A travers Paris). — 15 h., angle rue Pavée - rue des Francs-Bourgeois : « Promenade au Marais » (Mme Ferrand). — *15 h.*, cour du Dôme : « Les Invalides inconnus du public » (Paris et son histoire).

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

PREMIÈRE DU MONDE EN 1960

L'industrie britannique de la moto est menacée de disparition

Il y a quinze ans, l'industrie britannique de la motocyclette était la première du monde. Aujourd'hui, elle est à l'agonie. Le coup de grâce lui a été porté, le jeudi 31 juillet, par le ministre de l'industrie, M. Varley, lorsqu'il a annoncé aux Communes que le gouvernement refusait de nationaliser la production des « deux roues » ou de la sauver par une transfusion de fonds publics. Plus de 40 millions de livres sterling (350 millions de francs) seraient nécessaires pour remettre sur pied cette industrie déclinante.

De notre correspondant

Londres. — La décision du gouvernement marque un profond changement d'orientation. Elle va directement à l'encontre de la politique poursuivie par le précédent ministre de l'industrie, M. Benn. Celui-ci avait considéré que les trois usines britanniques productrices de motos étaient encore viables, alors que les dirigeants du groupe Norton-Villiers-Triumph — héritier de la célèbre firme B.S.A. — voulaient fermer l'un de leurs ateliers.

A la suite d'une longue occupation, inspirée par l'exemple français de Lip, M. Benn encouragea la formation de la coopérative ouvrière de Meriden, près de Coventry, qui fut mise sur pied avec l'aide de l'Etat. Aujourd'hui, il apparaît que les calculs de l'ancien ministre étaient trop optimistes, et l'opération est dénoncée par les ouvriers comme par les patrons de N.V.T.

Au cours des deux dernières années, l'Etat avait fourni 24 millions de livres à l'industrie de la moto. M. Varley a indiqué qu'il n'était plus question de maintenir en vie les entreprises défaillantes en faisant appel à l'argent des contribuables. Le ministre a reconnu implicitement que l'industrie anglaise est débordée par la concurrence japonaise qui domine plus de 90 % du marché britannique.

Cette situation désastreuse résulte de l'immobilisme dont les fabricants britanniques de motos ont fait preuve depuis des années. L'an dernier, ils ont produit vingt-deux mille machines d'un type qui n'a guère changé, alors que le goût de la clientèle a considérablement évolué. Plus de six mille motos de N.V.T. restent invendues aux Etats-Unis, et à peu près autant dans les autres pays du monde. Sur le plan de la productivité, les perspectives sont décourageantes : alors que Suzuki sort tous les ans cent quatorze motos par employé, et Honda trois cent cinquante, l'ouvrier anglais n'en fabrique que quatorze.

N.V.T. doit maintenant envisager la fermeture de son usine de Wolverhampton pour concentrer une production réduite dans ses ateliers de Birmingham. La plupart des spécialistes estiment que cette mesure ne fera que prolonger l'agonie d'une industrie qui fut la fierté de la Grande-Bretagne. Les trois mille travailleurs de la moto, et beaucoup d'autres employés dans des firmes annexes, risquent d'être réduits au chômage.

JEAN WETZ.

● *Creusot-Loire au Portugal.* — (Creusot-Loire-entreprise, filiale d'ingénierie de la société Creusot-Loire, va construire au Portugal une usine de production d'aniline de 50 000 tonnes par an, aux termes d'un contrat signé avec la société Amoniaco Portugues. Le montant du contrat serait d'environ un milliard d'escudos (166 millions de francs).

En 1974, la progression des bénéfices des trois cents premières firmes non américaines s'est ralentie

Le chiffre d'affaires moyen des trois cents plus grandes sociétés industrielles non américaines a augmenté de 37 % en 1974 par rapport à 1973. La revue américaine « Fortune », qui publie, comme chaque année dans son numéro du mois d'août, son classement des firmes étrangères, indique que le bénéfice moyen de ces entreprises n'a progressé que de 18 %. Il y a donc eu *diminution de la rentabilité*.

En 1973, les profits de ces firmes avaient augmenté de 91 % !

Le sensible accroissement du chiffre d'affaires moyen des « 300 » est dû pour une bonne part à la forte progression des ventes des compagnies pétrolières, à la suite des hausses des prix du pétrole brut.

En tête du classement de *Fortune* on retrouve, comme en 1973, le groupe Royal Dutch-Shell, dont le chiffre d'affaires dépasse même en 1974 celui de General Motors ; cela le place au *deuxième rang dans le monde*, après la compagnie pétrolière américaine Exxon (Esso). Bond spectaculaire : la Compagnie nationale pétrolière iranienne passe du 28e rang au 3e en 1974, *tandis que* la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) passe du 26e au 6e.

Au sein des « 300 » on compte désormais 63 firmes japonaises, 53 britanniques, 46 allemandes et 30 françaises.

Voici le classement des dix premières compagnies (entre parenthèses le classement de l'année précédente) avec leur chiffre d'affaires en millions de dollars :

1) (1) Royal Dutch (Grande-Bretagne-Pays-Bas), 33 037 ;

2) (4) British Petroleum (G.-B.), 18 269 ;

3) (28) National Iranian Oil (Iran), 16 802 ;

4) (2) Unilever (G.-B.-Pays-Bas), 13 666 ;

5) (3) Philips (Pays-Bas), 9 422 ;

6) (26) Compagnie française des pétroles (France), 8 908 ;

7) (5) Nippon Steel (Japon), 8 843 ;

8) (23) August Thyssen-Hutte (R.F.A.), 8 664 ;

9) (12) Basf (R.F.A.), 8 409 ;

10) (8) Hoechst (R.F.A.), 7 821 ;

● L'ENTREPRISE AVICOLE CORLAY, deuxième producteur de poussins de France, vient de déposer son bilan. Plusieurs plans de relance sont étudiés pour cette entreprise qui emploie cinq cents salariés. Dans un communiqué, la Fédération générale de l'agriculture (salariés agricoles C.F.D.T.) estime que « *la personnalité de M. Corlay a permis de cacher derrière des mots des insuffisances de gestion évidentes pour les salariés depuis des années* ».

● UN COMITE INTERPROFESSIONNEL DE L'ŒUF — premier du genre depuis le vote de la loi sur l'organisation interprofessionnelle des productions agricoles — vient d'être constitué pour rééquilibrer l'offre et la demande. Les organisations ayant participé à la création de ce comité représentent la *production*, le *conditionnement*, la transformation, la fabrication des aliments pour volailles et le commerce des œufs. Dans l'attente de l'élection du président, au mois de décembre, deux coprésidents ont été choisis par le conseil d'administration : M. Bouet, président du C.N.A.D.A. (Comité national d'action et de défense des aviculteurs), et M. Dambre, président des accouveurs à la C.F.A. (Confédération française de l'aviculture).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

PROGRÈS DE LA C.F.D.T. ET DE LA C.G.C. DANS LES USINES PARISIENNES DE CITROËN

Aux élections qui ont eu lieu dans les divers établissements parisiens de Citroën (Javel, quinzième arrondissement, Aulnay-sous-Bois, Vélizy), F.O., la C.F.T. et la C.G.T. reculent au profit de la C.F.D.T. et de la C.G.C. Pour l'ensemble, les élections concernaient 13 238 personnes (9 924 exprimés) au lieu de 14 188 (11 153) en 1974.

Ont obtenu : C.F.T., 62,19 % (62,36 %) ; C.G.T., 23,15 % (26,38 %) ; C.F.D.T., 4,93 % (3,14 %) ; C.G.C., 4,90 % (2,81 %) ; F.O., 4,83 % (5,31 %).

[A Aulnay, les élections ont été annulées à la demande de la C.G.T.]

PROGRESSION DE F.O. CHEZ MERLIN-GÉRIN (Grenoble)...

Aux élections des membres des comités d'établissements en mars 1975 aux usines Merlin-Gérin, à Grenoble, où 5 317 personnes ont voté (6 800 salariés), Force ouvrière a amélioré son influence dans le collège ouvriers et surtout dans celui des agents de maîtrise et assimilés.

— Collège des employés et ouvriers. Ont obtenu : C.G.T., 73,19 % (71,38 % en 1973) ; F.O., 17,49 % (14,20 %) ; C.F.T.C., 3,54 % (3,94 %) ; C.F.D.T., 3,23 % (4,53 %) : autonomes, 2,55 % (5,95 %).

— Collège des agents de maîtrise et assimilés. Ont obtenu : C.G.T., 36,61 % (38,39 % en 1973) ; F.O., 31,62 % (23,82 %) ; C.F.D.T., 19,19 % (20,50 %) ; autonomes, 7,43 % (13,09 %) ; C.F.T.C., 3,41 % (4,20 %) ; C.G.C., 1,74 % (pas de candidat en 1973).

...ET A LA S.N.I.A.S (Saint-Nazaire)

Aux élections des délégués du personnel, en mai, à la SNIAS (Saint-Nazaire), F.O. améliore son influence dans les collèges ouvriers et techniciens au détriment de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

● PREMIER COLLEGE : inscrits, 1 884 (1 948 en 1974) ; votants, 1 597 (1 596) ; exprimés, 1 548 (1 529).

C.G.T., 50,93 % (55,11 % en 1974) ; C.F.D.T., 25,02 % (26,49 %) ; F.O., 20,19 % (18,39 %) ; C.F.T.C., 3,86 % (pas de candidat en 1974).

● DEUXIEME COLLEGE : inscrits, 1 107 (1 079 en 1974) ; votants, 976 (902) ; exprimés, 938 (889).

C.G.T., 41,01 % (43,70 % en 1974) ; F.O., 27,6 % (23,88 %) ; C.F.D.T., 22,55 % (24,10 %) ; C.G.C., 8,84 % (8,32 %).

CORRESPONDANCE

La librairie Hachette et la Commission de Bruxelles

M. Jacques Marchandise, vice-président-directeur général de la librairie Hachette, nous écrit :

Le Monde du 26 juillet 1975, sous le titre « La Commission de Bruxelles dénonce des pratiques illicites... dans l'édition », relate que M. Borschette, commissaire européen chargé de la politique de la concurrence, a annoncé « *qu'il y aurait probablement communication des griefs (à l'égard de la société Hachette) avant la fin de l'année ou au plus tard au début de l'année prochaine* ». Le rédacteur de l'article conclut que « *cette indication semble révéler que les services bruxellois ont déjà relevé des infractions méritant d'être attaquées* ».

De son côté, un de vos confrères belges, rendant compte de la même conférence de presse, se borne à indiquer que, « *sur Hachette, l'enquête se poursuivait et qu'elle serait vraisemblablement terminée pour la fin de l'année* ».

Vous apprécierez aisément la différence qui sépare ces deux comptes rendus : l'un laisse entendre que des infractions ont été relevées ; l'autre, qu'une enquête se poursuit.

Si votre collaborateur a bien interprété les propos réellement tenus — ce dont je n'ai pas de raison de douter, — je ne pourrai que souligner la grave responsabilité qu'endosse M. Borschette en évoquant en public des griefs qui n'ont jamais été communiqués à la librairie Hachette. Il conviendrait alors pour notre entreprise d'étudier la procédure propre à obtenir réparation du péjudice moral ainsi subi.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Qui paiera les pompiers de la forêt landaise ?

Le tribunal administratif donne tort au préfet des Landes qui voulait imposer les propriétaires

Bordeaux. — Dans un jugement du 30 juillet 1975, le tribunal administratif de Pau a déclaré illégal un arrêté du préfet des Landes et une décision du conseil général du même département obligeant l'Union landaise (groupement de propriétaires) à contribuer pour 700 000 F à la défense contre les incendies de forêt. Cette décision n'est que l'un des épisodes d'une controverse qui oppose les pouvoirs publics et les sylviculteurs au sujet de la part que chacun doit prendre dans la protection de l'immense massif forestier landais.

« *Prenons exemple sur le Sud-Ouest* », disait M. Michel Poniatowski devant l'ampleur des incendies qui ont ravagé le Var et la Corse pendant l'été 1974. En effet, si la forêt des Landes est encore intacte et plus prospère que jamais, elle le doit aux vingt centres de secours répartis dans le département et aux cent soixante-seize pompiers professionnels qui y assurent nuit et jour la « garde au feu ». Mais toute médaille a son revers. En 1975, le budget de la Défense de la forêt contre l'incendie (D.F.C.I.) se monte à 10,7 millions de francs. Une note que personne ne paye de gaieté de cœur.

Le conseil général des Landes acquitte 49 % de la facture, l'Etat 28 %, l'Union landaise (c'est-à-dire cent quarante-deux associations de propriétaires est inscrite théoriquement pour 13 %

De notre correspondant

et les communes pour une très faible partie.

Or, entre 1948 et ces dernières années, la participation de l'Union landaise (qui a toujours été volontaire) n'avait pratiquement pas bougé. En 1973, elle représentait 0,36 % des dépenses. Situation d'autant plus singulière que plus de 90 % de la forêt appartiennent à des propriétaires privés, 5 % à l'Etat et 4 % seulement aux communes.

La structure même de la propriété privée n'est pas indifférente. Il faut savoir que 12 % des propriétaires possèdent plus de 86 % des surfaces. Il s'agit parfois de très grosses sociétés qui détiennent des dizaines de milliers d'hectares pour lesquels elles jouissent de dégrèvements fiscaux. De fait, plus de la moitié des impôts directs collectés dans le département des Landes sont payés par les citadins, et 70 % par la Chalosse, la région non forestière du département.

Aussi, lorsqu'en 1974 le conseil général des Landes se trouva devant un déficit de la D.F.C.I. se montant à 700 000 francs, refusa-t-il de le combler. Un arrêté du préfet imputa d'office cette somme aux associations syndicales. Celles-ci déposèrent un recours en *annulation par l'intermédiaire* de leur union. Devant le tribunal administratif elles plaidèrent qu'elles participaient « volontairement » à la défense contre l'incendie, qu'en entretenant la forêt les sylviculteurs assurent une défense « préventive », et que, en définitive, l'Etat assume traditionnellement en France une part de la défense contre le feu.

Le préfet et le conseil général arguaient que les sylviculteurs doivent participer aux frais proportionnellement aux revenus qu'ils tirent de la forêt. Le tribunal de Pau a donné tort au préfet parce que son arrêté était illégal. Mais les attendus du jugement n'absolvent pas les propriétaires, bien au contraire : « *La participation des associations syndicales*, dit-il, *doit être regardée comme ayant un caractère obligatoire dans les mêmes conditions que pour l'Etat et les collectivités locales.* »

Le jugement oblige donc les parties à renouer le dialogue. Au reste, il faudra bien combler le déficit de 1974 et tenir les engagements de celui de 1975. L'Union landaise, forte du jugement rendu, reste sur ses positions. Elle prétend *que le recours à des pompiers* supplétifs — comme sur la Côte d'Azur et en Corse — serait moins coûteux. Et que, si l'Etat veut entretenir des professionnels, qu'il le fasse sur les deniers du Fonds forestier national. Le préfet, lui, garde l'arme suprême : couper les crédits et stopper l'embauche des pompiers forestiers.

Ceux-ci, au cours de la seule journée du 31 juillet, ont combattu quarante débuts d'incendie. Ils ont perdu une jeep, et l'un d'eux a été victime d'un commencement d'intoxication. Une journée tout *juste* un peu plus *chargée* que les autres. Ces hommes du feu disent timidement que ceux qui bénéficient de la forêt devraient participer davantage à sa protection. Mais ils disent très fort que le jour où ils partiront, eux, les pompiers, ce sera la fin de la forêt landaise.

PATRICK CHERRUAU.

PARIS-PIÉTONS

La Ville de Paris au cours du mois d'août renouvelle l'expérience des « promenades piétonnes » qu'elle avait lancée l'année dernière.

Du jeudi 14 août à 21 h. 30 au dimanche 17 août à 21 h., le jardin des Tuileries, la place du Carrousel, le parvis de Notre-Dame et le vendredi 15 août, de 14 h. à 19 h., la place de la Concorde et le bas de l'avenue des Champs-Elysées jusqu'à la place Clemenceau, seront réservées au piétons.

FAITS ET PROJETS

Environnement

● PAS DE FUSIONS AUTORITAIRES. — Le secrétaire d'Etat aux transports, M. Marcel Cavaillé, dément, dans un communiqué, « *les informations récentes selon lesquelles le gouvernement aurait l'intention de procéder à des fusions autoritaires de certains chantiers navals. Si, dans la conjoncture actuelle, la restructuration des chantiers apparaît toujours nécessaire au gouvernement, il entend que les modalités de celle-ci soient proposées par les entreprises elles-mêmes* ».

Transports

● ANTIBES : FETE ECOLOGIQUE. — Le professeur René Dumont et le docteur Alain Bombard participeront aux manifestations écologiques qui se tiendront à Antibes du 2 au 7 août. Il s'agira d'une fête estivale avec des chanteurs et des groupes pop'. Mais le public sera aussi invité à réfléchir sur quatre thèmes : la mer, le nucléaire, l'agrobiologie et le tiers-monde.

TRANSPORTS

LA MONTÉE DES PAVILLONS MARITIMES DE COMPLAISANCE

L'internationale de la négligence

La crise de croissance de l'économie mondiale n'a apparemment pas touché, en 1974, les flottes armées sous pavillons de complaisance. Selon le comité des transports maritimes de l'O.C.D.E., le tonnage de ces flottes très (trop) « libérales » à l'égard des règles de sécurité et à l'égard des dispositions sociales, fiscales et nautiques est passé de 66 à 74,7 millions de tonneaux entre 1973 et 1974. Ces pays (Liberia, Panama, Chypre, Somalie, Singapour, Honduras, Liban et maintenant Oman) représentent un quart de la flotte mondiale.

L'O.C.D.E. vient d'étudier la responsabilité qui incombe aux pavillons de complaisance dans *les naufrages* de navires entre 1964 et 1973. Si les « taux de pertes » du Liberia semblent diminuer, à cause sans doute des interventions plus sévères des services d'inspection de ce pays, on constate en revanche que ceux des autres pays (notamment Chypre, la Somalie et le Liban) sont plus de quatre fois supérieurs aux taux des pertes dans les pays de l'O.C.D.E.

L'O.C.D.E. révèle aussi que les navires de petit et moyen tonnage (moins de 8 000 tonneaux) sont plus dangereux que les grands bâtiments, plus modernes : on constate ainsi que, dans cette catégorie de navires, les pertes sont six fois supérieures pour les pavillons « pirates » que pour les *navires européens*. Les rivages le long desquels se produisent le plus d'échouages et d'abordages sont ceux des pays en voie de développement.

Ces données sont publiées par l'O.C.D.E. au moment même où, à Londres, des experts d'une trentaine de pays sont réunis pour étudier une proposition britannique tendant à renforcer la sécurité en mer. Eternelle question qui fait davantage l'objet de réunions, conférences, conventions que de vigilantes et rigoureuses actions de la part des Etats. Les conventions internationales existantes autorisent les gouvernements signataires à retenir dans leurs ports tout navire qui ne correspondrait pas aux normes de sécurité, jusqu'au moment où les anomalies seraient réparées. Mais ces règles ne sont pas toujours observées par certains pays qui abritent des pavillons de complaisance, en raison du manque d'inspecteurs qualifiés.

Presque tous les Etats — et les pays européens n'échappent pas à la règle — sont tentés soit de transférer une partie de leur flotte sous des pavillons peu recommandables, soit d'affréter — pour des raisons d'économie — des navires « complaisants ». Les gouvernements ne font pas toujours preuve dans les faits d'assez de rigueur derrière leurs déclarations fermes. Le résultat est qu'ils se trouvent démunis de pouvoirs en cas d'accidents. *Témoin cette déclaration* embarrassée de M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, publiée au *Journal officiel* du 12 juillet, après le naufrage du *Compass-Rose-III*. Ce navire, battant pavillon panaméen, avait été affrété pour le compte de Total Oil Marine, filiale du groupe pétrolier d'Etat Total. Sur dix-huit morts, treize étaient des membres d'équipage et des techniciens français.

« *L'enquête judiciaire sur les circonstances du naufrage d'un navire survenu dans les eaux internationales, comme c'est le cas* du Compas-Rose-III, *incombe au gouvernement de l'Etat du pavillon du navire, en l'occurrence le gouvernement panaméen*, écrit M. Cavaillé. *En considération des circonstances d'exploitation de ce navire et du nombre des victimes de nationalité française, le secrétaire d'Etat aux transports a fait rappeler cette obligation au gouvernement du Panama par la voie diplomatique, mais, à ce jour, il n'a pas reçu de réponse à cette demande d'information.* »

Une enquête technique et administrative a, en outre, été entreprise par les pouvoirs publics français. M. Cavaillé ajoute :

« *La société propriétaire du navire étant étrangère et ayant son siège social à l'étranger, des poursuites penales, de droit commun, ne pourraient être intentées qu'à l'encontre des dirigeants qui seraient de nationalité française, et à la condition qu'il existât à l'égard de ces personnes des présomptions de responsabilité. (...) Par contre, une action peut être engagée par les ayants droit des victimes de l'accident au titre de l'article 14 du code civil, qui permet aux Français d'assigner un étranger devant les juridictions civiles françaises pour les obligations contractées à l'étranger. Cependant, la possibilité de faire exécuter des condamnations éventuelles peut présenter des difficultés ou même être impossible, si la société étrangère en cause ne dispose pas d'un patrimoine sur le territoire français, car il est parfois très difficile d'obtenir d'un Etat étranger l'exéquatur pour l'exécution d'une décision judiciaire.* »

Enfin, M. Cavaillé précise : « *Les marins, même français, embarqués à bord du* Compass-Rose-III *étaient, de par leur contrat d'engagement de ce navire panaméen, exclus du bénéfice des dispositions légales françaises en matière de droit du travail et d'avantages sociaux. De ce fait, l'aide à leurs familles ne pourrait résulter que des clauses du contrat d'engagement qu'ils ont souscrit et des dispositions légales de l'Etat du pavillon du navire dans ce domaine.* »

Les bons mots et les bons textes ne suffisent pas. Les métiers de la mer présentent trop de risques pour qu'un gouvernement soucieux des « *libertés* » et de « *la qualité de la vie* » de ses citoyens ne fasse pas une chasse systématique et impitoyable à la complaisance et à la négligence maritimes.

Quelques jours après la catastrophe de la *Vénus-des-Iles*, M. Cavaillé vient de déclarer : « *Il n'est pas tolérable de transiger avec la sécurité.* » « *Il faut que les exploitants des navires respectent strictement les règles de sécurité : les passagers ont droit à cette garantie.* »

Les équipages des bateaux de commerce aussi.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

P. T. T.

FERMÉ EN AOUT

M. Louis Baillot, député (communiste) de Paris, vient d'adresser la question écrite suivante au secrétaire d'Etat aux P.T.T.

Le député attire l'attention de ce dernier « sur les préjudices causés aux usagers par la fermeture durant la période des vacances de certains bureaux de poste à Paris notamment. Ainsi, dans le dix-huitième arrondissement, à la porte d'Aubervilliers, le bureau de poste sera fermé tous les après-midi alors qu'une population de 5 000 habitants vit dans un quartier à l'écart du reste de l'arrondissement. De plus, un pourcentage important de cette population ne partira pas en vacances au mois d'août ».

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LE CLIMAT SOCIAL DANS LES VOSGES

Le calme de l'été, mais aussi un malaise profond

Epinal. — Le climat social dans les Vosges est actuellement paisible. En cette période de congés payés, on ne signale aucune grève et pas le moindre communiqué syndical. Pourtant la situation est médiocre : on compte dans le département 4 049 demandes d'emploi non satisfaites contre 1 099 il y a un an. Le chômage partiel touche 10 404 salariés (53 en juin 1974) répartis dans soixante-quatre établissements, principalement dans les secteurs du textile, de la bonneterie et du papier-carton.

Aucun indice ne permet d'envisager pour les mois à venir une évolution favorable. Bien au contraire, on s'attend à de nouveaux licenciements, à des réductions d'horaires dans le textile (industrie principale qui emploie 35 000 personnes, dont 15 000 chez Boussac), dans le bâtiment, le papier. A cela s'ajoutera l'arrivée sur le marché de l'emploi des jeunes qui représentent dès aujourd'hui 48 % des demandes non satisfaites.

Comment s'effectuera la rentrée ? Les syndicats sont, quant à eux, prudents. Ils remarquent que « cet été, la démobilisation des travailleurs n'a pas eu lieu. le sentiment de peur et de prudence devant le chômage que l'on constatait à l'automne a disparu ».

De notre correspondant

Le patronat, pessimiste, demande au gouvernement de relancer la machine économique. Quant aux pouvoirs publics, ils semblent très inquiets à la lumière notamment de ce qui s'était passé au premier semestre : quatorze usines ont été occupées.

Dans ce département connu pour le peu de combativité de ses ouvriers, la C.F.D.T. avait souvent eu l'initiative pour ce genre d'opérations. Mais depuis quelque temps la C.G.T., très en pointe, a pris le relais. Sur les quatorze occupations, motivées dans 70 % des cas par des problèmes d'emploi, la C.G.T. est douze fois « dans le coup » et cinq fois la C.F.D.T. Jamais F.O. Les mouvements revendicatifs sont également souvent de longue durée : Manuest à Chatenois, Wernert à Beaumeuil, Mussy à Thaon, Eurofrigo à Golbey, Gemmer à Ramonchamp, Peltex à Saint-Dié.

Aucun incident ne les caractérise ; il y a eu des ventes « sauvages » de la part des salariés de Manuest (bibliothèque) et de Wernert ; on a noté aussi quelques opérations « portes ouvertes ». La force publique n'a jamais expulsé les occupants. Chaque conflit s'est achevé par la négociation. Dans plusieurs cas, les licenciements ont été réduits ou reportés ; récemment, Peltex a annoncé qu'à la réouverture de l'usine, fin août, la semaine de travail ne dépasserait pas seize heures...

Les actions entreprises ont trouvé généralement un large appui auprès de la population et des partis de gauche, ce qui est nouveau dans les Vosges.

Y. C.

Main à tour et main à plume

(Suite de la première page.)

Comment les choses se présentent-elles aujourd'hui ? Le travailleur manuel, l'ouvrier, le manœuvre, voient leur situation se détériorer progressivement depuis la guerre, qu'il s'agisse de leur rémunération, du déroulement de leur carrière ou des conditions dans lesquelles ils exercent leur activité.

En ce qui concerne le salaire, le fait est patent : le travailleur manuel est, en règle générale, défavorisé. Et les comparaisons avec les pays voisins ne sont pas à l'avantage de la France, l'Italie exceptée : en 1969, d'après l'Office statistique des Communautés européennes, la rémunération totale du travailleur manuel français était inférieure de 33 % à celle de l'allemand (la situation étant inverse, mais avec un écart de huit points, en ce qui concerne l'employé), de 20 % à celle du belge et du néerlandais. Rien n'indique qu'une amélioration soit intervenue depuis.

A la faiblesse du niveau de rémunération s'ajoute, pour le travailleur manuel, une grande irrégularité de celle-ci, en dépit de la mensualisation : susceptible de varier d'un mois sur l'autre, en raison des jours ouvrables, la paie de l'ouvrier est également tributaire des horaires de l'entreprise, eux-mêmes fixés en fonction des perspectives de production. Et le système du chômage partiel ne garantit que les réductions d'horaire en dessous de quarante heures — et encore seulement dans une certaine mesure. Enfin, le salaire au rendement est encore largement pratiqué dans notre pays, environ 15 % des travailleurs étant ainsi rémunérés au début de 1973.

La carrière du travailleur manuel, d'autre part, n'existe pas : il bénéficie rarement, par la voie des conventions collectives, d'avantages supérieurs à ceux qu'impose notre législation sociale — délais de carence pour la couverture du risque maladie, durée de préavis, indemnisation des jours fériés ou des périodes militaires, primes diverses ; il connaît fréquemment, au fur et à mesure qu'il vieillit, une stabilisation sinon un déclassement de rémunération. En 1963, un ouvrier qualifié de cinquante et un à soixante ans gagnait en moyenne 7 % de moins que celui de la décennie précédente. Quant aux possibilités de promotion, elles sont le plus souvent faibles, la mobilité professionnelle étant du reste pour le travailleur manuel moins « qualifiante » que pour les autres catégories. L'accès aux emplois de maîtrise ou d'ingénieur exige des capacités hors du commun, et l'avancement s'arrête le plus souvent au niveau du P 3.

Le phénomène est d'autant plus préoccupant aujourd'hui que la simplification des tâches liées à la mécanisation et à l'automation a réduit la proportion d'ouvriers professionnels (de 49 à 38 % du total entre 1954 et 1968).

Si l'on se réfère enfin aux conditions de travail, exception faite de telle ou telle entreprise exemplaire, on note l'urgence d'efforts substantiels afin de diminuer la pénibilité des tâches, d'améliorer l'environnement, d'accroître la sécurité. Une seule statistique en dit long : à trente-cinq ans, l'espérance de vie d'un manœuvre est de trente-trois ans, celle d'un O.S. de trente-cinq ans, celle d'un employé de bureau de quarante et un ans.

Ce constat, pour n'être pas exhaustif, est révélateur. Le travailleur manuel est l'un des moins bien servis au banquet de la nation. Et cet état affecte ses enfants, lesquels sont par exemple les moins bien placés devant l'éducation. Pour eux, l'égalité des chances reste un leurre.

Quelles sont les conséquences d'une telle situation ? Une au moins est connue : l'obligation de recourir à une main-d'œuvre marginale, les travailleurs immigrés, d'ailleurs coûteuse pour l'économie. Or, la mise en marge n'est pas supportable dans un pays de haute civilisation. La *revalorisation du travail manuel* représente donc une exigence nationale dans la mesure même où elle est une condition de la cohésion sociale.

Cinq thèmes d'action

Lors d'un récent conseil de planification, au vu d'un rapport préparé par les services du ministère du travail, le président de la République a défini les grandes orientations d'une nouvelle politique.

Cinq thèmes d'action essentiels ont été retenus : rémunérations ; durée du travail (notamment concernant les heures supplémentaires et le travail *posté, vieux relent* du dix-neuvième siècle) ; développement des possibilités de formation et de promotion ; abaissement dans certaines limites de l'âge de la retraite ; restructuration des tâches.

Sur le premier point — les rémunérations — un groupe de « sages » prochainement constitué proposera au gouvernement, d'ici à la fin de l'année, un calendrier de réformes. Sur les autres sujets, un programme précis, portant sur plusieurs années, sera simultanément élaboré, après la nécessaire consultation des partenaires sociaux.

Un homme, Lionel Stoleru, proche collaborateur du président de la République, réputé pour son sens du dialogue et de la qualité de ses réflexions sur l'évolution du monde industriel, animera auprès du ministre du travail la mise en œuvre des réformes. Les partenaires sociaux seront appelés à y participer : ils proposeront les formules qui leur paraissent les meilleures, seront invités à se concerter sur leur application, chaque fois que la voie contractuelle paraîtra possible. Le gouvernement interviendra ensuite, si besoin est, et notamment en cas d'échec de la concertation, par voie législative ou réglementaire.

Enfin, les pouvoirs publics tireront parti de leur position d'employeur : un million de travailleurs manuels, soit 15 % de la population ouvrière française, occupent un emploi dans la fonction publique ou les entreprises nationales. Pourquoi ces dernières, à côté de leur mission spécifique dans l'économie du pays, n'en auraient-elles pas une autre, plus ambitieuse, mais sans aucun doute aussi utile à la collectivité, celle d'ouvrir les voies du progrès social ? N'ont-elles pas déjà montré dans le passé qu'elles en étaient capables ?

Tout cela exigera du temps.

L'éducation, la famille, les mœurs, sont concernées. On ne renverse pas le courant du jour au lendemain. Un meilleur salaire, d'autres conditions de travail, ne suffisent pas à revaloriser le travail manuel. Il faut une conviction, une foi. Il faut surtout que le travail manuel soit créateur, au moins autant que le travail intellectuel. Or il l'est. Mais qui en convaincra suffisamment les jeunes ?

Quand la Maison de la culture et *des loisirs de Saint-Etienne fut sur* le point d'être terminée, l'architecte voulut que chaque ouvrier plaquât une main, à côté de la sienne, sur le béton encore frais. C'était une manière de signer collectivement l'œuvre, d'affirmer une présence. Et tout un pan de mur porte ainsi le témoignage vivant du passage des bâtisseurs, ingénieurs, charpentiers, travailleurs immigrés.

Revaloriser le travail manuel, c'est — au-delà de nécessaires aménagements matériels — affirmer la dignité de l'homme face à la matière et face à son travail.

MICHEL DURAFOUR.

● M. BERGERON (F.O.) réaffirmé que les Assedic peuvent faire face aux conséquences d'une augmentation du chômage. Le dirigeant syndical, qui est aussi président du régime des allocations complémentaires de chômage, a souligné, une nouvelle fois, vendredi 1er août, que les Assedic, avec 900 millions de francs de réserve (deux mois d'allocations) pouvaient faire face à un accroissement de 25 % du nombre des chômeurs.

● L'OCCUPATION DE L'USINE OLIER, à Clermont-Ferrand, a été votée par les quatre cents ouvriers, en grève depuis le 29 juillet.

AGRICULTURE

Contrairement aux consignes de modération des dirigeants professionnels

Les manifestations des viticulteurs ont été marquées de nombreuses violences et de plusieurs sabotages

Les appels à la modération lancés par les pouvoirs publics et les leaders viticoles avant les manifestations qui ont commencé jeudi soir 31 juillet et se sont poursuivies vendredi dans l'Aude — département réputé le plus « dur » — n'ont pas été entendus par tous les vignerons. Certains ne se sont pas contentés de l'action *psychologique* — pourtant lourde de signification — qui consiste à aveugler les panneaux de signalisation ou à ralentir la circulation, très dense en ce début d'août, en distribuant des tracts et des produits régionaux. On doit déplorer les attentats au plastic contre la voie ferrée de Nîmes à Narbonne, la destruction d'une armoire de contrôle de la S.N.C.F., des violences contre deux photographes de presse, les pierres lancées contre certains *automobilistes impatients*, les quelques voitures incendiées ou renversées... Le capital de sympathie dont peuvent disposer les vignerons n'a rien à gagner à de telles démonstrations. La violence d'un petit nombre peut déconsidérer toute la profession, même si certains actes sont motivés par ce quasi-désespoir de certains vignerons.

Certes, d'aucuns pourront dire qu'il faut apprécier les effets de la colère vigneronne à ses résultats. Or M. Lardinois, commissaire européen chargé des questions agricoles, a déclaré vendredi 1er août que les Neuf arriveraient sans doute à s'entendre en septembre sur la réforme des règlements viti-vinicoles. Mais les viticulteurs se satisferont-ils de ce qui ne sera qu'un compromis ? Ils ont vivement reproché à M. Christian Bonnet de ne pas avoir défendu à Bruxelles leur propre projet. En passionnant et en radicalisant leurs revendications, les vignerons ne risquent-ils pas de rendre de plus en plus difficile toute solution à leurs problèmes ? — A. G.

Montpellier. — Les manifestations de vignerons commencées dans la soirée du jeudi 31 juillet se sont prolongées dans la journée et dans la nuit de vendredi notamment dans l'Aude. Les plus graves incidents ont éclaté dans le massif des Corbières.

Près de Lézignan, une petite station d'aiguillage en bordure de la voie ferrée a été pillée. Le train rapide Cerbère-Paris a dû s'arrêter en rase campagne, une draisine de contrôle des voies a été incendiée, un bidon d'essence *enflammé a été lancé contre une* locomotive immobilisée à Conilhac.

Près de Carcassonne, à hauteur de Trèbes, la circulation automobile a été « filtrée » pendant environ trois heures, provoquant un bouchon de 6 kilomètres. Les voitures se dirigeant vers Narbonne, immatriculées à l'étranger, étaient déviées vers les Corbières.

Quelques véhicules, anglais, italiens et allemands pour la plupart, qui tentaient de forcer le barrage, ont été lapidées et ont, le plus souvent, poursuivi leur route sans vitre ni pare-brise. D'autres barrages, de plus ou moins longue durée, ont été établis dans cette région.

Dans l'après-midi, un dernier groupe de viticulteurs avait renversé près de Limoux une camionnette de l'équipement qui procédait au remplacement des panneaux routiers endommagés, provoquant seulement des dégâts matériels, alors que d'autres manifestants faisaient goûter, non loin de là, aux automobilistes la fameuse « blanquette de Limoux ».

Les installations de la S.N.C.F. ont subi de gros dégâts. Les manifestants ont détruit, parfois à la dynamite, des signaux et plusieurs armoires de signalisation à Douzens, à Trèbes, à Pezens. Dans la nuit de vendredi à samedi un pylône a été découpé au chalumeau à proximité de la gare de Béziers en direction de Narbonne. Un train de voyageurs qui arrivait peu après, a pu freiner à temps, évitant un accident probablement très grave. Le convoi a heurté le pylône à faible vitesse ne provoquant que des dégâts matériels. La circulation ferroviaire est totalement interrompue entre Béziers et Narbonne.

De notre correspondant

D'autre part, des manifestants ont fracturé la porte d'accès à une armoire de communications à longue distance des P.T.T., près de Hérépian, dans l'Hérault, et ont saccagé l'intérieur.

Au cours de la nuit de vendredi, une charge d'explosifs agricoles de faible puissance a été déposée devant la perception d'Alzonne, près de Carcassonne, endommageant une porte et une fenêtre.

Dans le Gard, les viticulteurs de Saint-Etienne-des-Sorts, petite localité sur la rive du Rhône, ont mis en place vendredi un barrage constitué par des tracteurs pour interdire l'accès de leur village.

Dans les autres départements viticoles où les manifestations s'étaient déroulées au cours de la nuit, la circulation a pu rentrer dans l'ordre rapidement grâce aux équipes des ponts et chaussées qui ont rapidement nettoyé les panneaux de signalisation badigeonnés de peinture par les manifestants.

« *On s'est rendu compte de l'état passionnel et quasi insurrectionnel du Midi au cours de ces manifestations qui sont un avertissement ultime avant l'automne. Si les pouvoirs publics n'y prennent pas garde, ils devront en octobre employer des moyens de répression qui ne seront pas tolérés dans un pays comme la France* », a commenté M. Maffre-Baugé, président de la Fédération des vins de table.

« LES LADS VEULENT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME DES TRAVAILLEURS A PART ENTIÈRE » déclare la fédération C.G.T. de l'agriculture

Après l'échec, mercredi 30 juillet à Paris, d'une nouvelle réunion de conciliation entre les représentants du syndicat des entraîneurs de chevaux de galop et les délégués des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des lads, la fédération nationale de l'agriculture C.G.T. a rendu publique, jeudi 31 juillet, une déclaration pour « dénoncer l'attitude des entraîneurs (...), qui ont persisté à remettre en cause des engagements pris lors des accords de Beauvais, et qui, par leur attitude, ont bloqué toute possibilité d'aboutissement des négociations ».

Rappelant que les lads « veulent être considérés comme des travailleurs à part entière », la fédération de l'agriculture C.G.T. souligne que « les patrons et le pouvoir commettraient une grave erreur en pensant « mater » les lads ou en utilisant les répressions syndicales », et que la seule solution aux *problèmes* passe par l'ouverture de *négociations* prenant en compte les revendications essentielles des lads (« le Monde » des 18-19 et 23 juillet 1975). La fédération de l'agriculture C.G.T. précise qu'une demande d'audience a été adressée à cet effet, le 31 juillet, aux ministres de la justice et de l'agriculture.

CONJONCTURE

M. Fourcade : le début de la reprise interviendra en automne...

« *Le début de la reprise dans le monde des affaires interviendra dans le courant de l'automne en certains secteurs et à certaines conditions. L'amélioration de l'emploi se manifestera un peu plus tard* », a déclaré M. Jean-Pierre Fourcade le 1er août au micro de Radio-Monte-Carlo.

Le ministre de l'économie et des finances a ensuite répondu aux critiques de M. Mitterrand sur le retard apporté aux mesures de relance.

« *Il est faux de dire que, si nous attendons six semaines, il y aura trois cent mille chômeurs de plus. Nous avons pris des mesures nationales. Nous allons en prendre d'autres. Mais il est important de les coordonner avec nos partenaires du Marché commun, avec ceux qui peuvent prendre des mesures.*

» *Ces six semaines vont permettre au gouvernement de travailler. J'aurai aussi au mois d'août un entretien très prolongé avec mes huit collègues du Marché commun, de manière à bien rendre convergent l'ensemble de nos politiques.* » « *Je pense*, a ajouté M. Fourcade, *qu'il y aura un séminaire européen avant le 4 septembre.* »

En matière de prix aussi, M. Fourcade s'est montré optimiste : « *Nous ne sommes pas arrivés à ralentir le rythme de l'inflation aussi fortement que nous l'avions pensé. Mais je suis persuadé qu'en juillet et en août nous aurons des résultats au moins égaux, sinon meilleurs.* »

...mais les chefs d'entreprise restent pessimistes

Cette euphorie ne semble pas avoir gagné jusqu'ici les chefs d'entreprise. Bien qu'ils jugent leurs stocks moins élevés depuis trois mois, les deux mille deux cents industriels interrogés par l'Institut national de la statistique au cours de son enquête mensuelle de juillet restent pessimistes. Cette relative résorption des stocks (surtout sensible dans les biens de consommation et les produits de base), obtenue au prix d'une forte baisse de la production, devenue inférieure aux livraisons, ne s'accompagne en effet d'aucune amélioration de l'état des carnets de commande, qui continuent de se dégonfler, surtout quant à la demande étrangère.

En matière de prix les industriels envisagent un nouveau ralentissement de la hausse de leurs propres produits ; mais « *leurs prévisions concernant l'ensemble des prix industriels*, indique l'INSEE, *sont un peu plus fortes qu'en juin* ».

Dans l'industrie des biens d'équipement, seule la construction électrique continue à connaître une augmentation de la production à un rythme soutenu, tandis que dans les branches fabriquant des biens de consommation, malgré « *la stabilisation de leurs carnets de commandes et le dégonflement de leurs stocks, les perspectives de production restent défavorablement orientées* ». La légère reprise de l'automobile ne suffit pas à compenser la faiblesse de la production du textile, de l'habillement, de l'électro-ménager et la forte réduction constatée dans le cuir et la chaussure. Les perspectives personnelles des chefs d'entreprises s'améliorent cependant dans les biens d'équipement et s'aggravent dans les biens de consommation.

Même son de cloche dans la construction immobilière (enquête trimestrielle de *l'I.N.S.E.E.* en juillet, auprès d'un millier de promoteurs) : malgré une légère tendance à l'amélioration, les promoteurs continuent à juger défavorablement la situation.

Les perspectives de mise en chantier, un peu mieux orientées en province qu'en région parisienne, demeurent réduites, seuls les promoteurs publics ayant retrouvé un niveau moyen d'activité au cours du premier semestre.

Le chômage aux États-Unis

(Suite de la première page.)

La nouvelle est encore plus encourageante si l'on considère que la plupart des experts s'attendaient à une augmentation du chômage au cours des prochains mois, la décrue ne devant se produire qu'en 1976. Dans son dernier rapport semestriel l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques écrivait : « *Le taux de chômage pourrait être ramené d'un maximum d'environ 9,5 % vers la fin de 1975 aux alentours de 9 % au milieu de 1976.* » Après avoir péché par optimisme, au début de l'année, les experts seraient-ils tombés dans un excès contraire de pessimisme ?

Le fléchissement du chômage est en tout cas un signe qui vient s'ajouter à plusieurs autres de même sens. Ainsi l'« indice composite de l'activité » qui passe pour anticiper l'évolution conjoncturelle des Etats-Unis avait augmenté continuellement de mars à juin. La production industrielle avait de son côté augmenté en juin (+ 0,4 % par rapport à mai), pour la première fois depuis neuf mois (*le Monde* du 17 juillet). Pour l'ensemble du deuxième trimestre, le produit national brut des Etats-Unis était resté pratiquement constant, *alors qu'il avait diminué de 11,4 %* (en rythme annuel) au premier trimestre (*le Monde* du 19 juillet). Notons encore que la production d'automobiles avaient progressé de 8 % de mai à juin.

A ces signes de reprise ne manque même pas celui qui, dans le système économique occidental, accompagne l'expansion : l'inflation. En juin, la hausse des prix s'est de nouveau accélérée aux Etats-Unis...

L'économie américaine paraît donc bien repartie pour une nouvelle phase d'expansion, après la récession la plus grave qu'elle ait connue depuis la guerre. *Mais à quel* rythme et pour combien de temps ? On ne peut encore le discerner clairement.

La reprise intervient en tout cas au moment où, de Tokyo à Paris et de Rome à Bonn, les gouvernements, fatigués d'attendre les effets contagieux d'un hypothétique redémarrage américain, ont pris peur et annoncent de vigoureux plans de relance. « *Ne perdez pas vos nerfs* », avaient conseillé au printemps les experts de l'O.C.D.E., qui redoutaient qu'aux effets d'une reprise aux Etats-Unis ne viennent s'ajouter ceux d'une relance plus ou moins organisée en Europe et au Japon, conjugaison dont ils craignaient qu'elle ne dégénère en surcroît d'inflation. Le risque subsiste.

L'économie américaine reprend d'ailleurs à un niveau de chômage et d'inflation très supérieur au niveau atteint au début des cycles précédents ? En particulier le sous-emploi structurel est plus important que jamais, et même en juillet le nombre des personnes en chômage depuis plus de quinze semaines a continué d'augmenter. La crise n'a visiblement guère permis de remédier aux faiblesses du système.

PHILIPPE SIMONNOT.

● LA BALANCE DE BASE DE L'ALLEMAGNE FEDERALE a été déficitaire de 900 millions de deutschemarks au premier semestre ; elle avait été excédentaire de 11,8 milliards de deutschemarks pendant la période correspondante de l'an dernier. La balance de base est la somme de la balance des opérations courantes et de celle des mouvements de capitaux à long terme. — (A.F.P.)

● LA SUCRERIE DE SOLESMES (NORD) cessera prochainement ses activités : la décision a été prise par le conseil d'administration, le mardi 29 juillet. Celui-ci a, d'autre part, accepté un protocole de cession des quotas qui seront répartis entre diverses autres sucreries. Cent dix personnes vont se trouver sans emploi. — (Corr.)

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Fermeté persistante du dollar

Baisse de la livre

Pour la troisième semaine consécutive, le dollar a continué à progresser vigoureusement vis-à-vis de toutes les monnaies, tandis que la livre fléchissait derechef et que le franc français affichait une grande fermeté.

Lundi après-midi et, surtout, mardi matin, le dollar reprenait sa marche en avant à une cadence accélérée sur l'annonce d'un excédent record de la balance commerciale des Etats-Unis. A Paris, il passait brusquement de 4,32 F à 4,37 F, à Francfort, il s'élevait au-dessus de 2,56 DM et à Zurich, il retrouvait à 2,70 FS le niveau du début de décembre 1974. Ce « redémarrage » subit de la monnaie américaine surprenait quelque peu les cambistes, qui, pour la plupart, envisageaient un palier de quelques semaines aux alentours des niveaux précédents. Mais l'homme propose et les marchés disposent. Jeudi matin, après une pause de vingt-quatre heures, la poussée sur le dollar reprenait de plus belle, avec des cours de 4,38 F à Paris, 2,58 DM à Francfort et 2,72 FS à Zurich, pour se ralentir à la veille du week-end, où l'on notait un léger fléchissement.

Le mouvement en avant du dollar fait invinciblement penser à celui de la marée montante : une première vague s'avance sur le sable, les deux suivantes sont en recul, et la quatrième va plus loin que la première. Ce qui a le plus frappé les cambistes a été la facilité avec laquelle les engagements sur le dollar ont été soldés en fin de mois, les ventes bénéficiaires étant absorbées avec grande facilité. Pour l'instant, ils ne voient pas pourquoi le mouvement s'arrêterait ou ferait place à un recul. Aujourd'hui, contrairement à ce qui se passait au premier semestre, tout concourt à la fermeté du dollar : les taux d'intérêt montent aux Etats-Unis, les producteurs de pétrole ne vendent plus leurs dollars et cherchent même à emprunter. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que M. Simon, secrétaire d'Etat américain au Trésor, soit assuré d'un raffermissement supplémentaire de la monnaie américaine, et que le sévère Arthur Burns lui-même, président de la Réserve fédérale, se félicite de voir le dollar « *redevenir la monnaie la plus forte du monde* ».

La livre sterling, en revanche, qui, jusqu'à présent, avait suivi le dollar dans son ascension, est tombée au cours historiquement le plus bas vis-à-vis de lui, soit moins de 2,15 dollars. Cette rechute a été attribuée au fait que les sociétés pétrolières auraient achevé leurs achats de livres pour régler le prix du brut acheté aux producteurs. De plus, les cambistes continuent à redouter l'inflation en Grande-Bretagne, nourrie par les relèvements massifs et répéter des tarifs des services publics. Ils prévoient un affaiblissement ultérieur de la monnaie britannique.

Le franc, enfin, s'est montré ferme pour la fin du mois de juillet, certains opérateurs étrangers ayant dû racheter les francs qu'ils avaient vendus à découvert en prévision d'une dévaluation éventuelle de notre monnaie.

La Banque de France a même dû parfois acheter des dollars à Paris *pour y faire remonter le* deutschemark, très éprouvé par les ventes continuelles qu'entraînent le très bas niveau des taux d'intérêt sur les places allemandes.

Sur le marché de l'or, beaucoup plus nerveux ces temps-ci, le cours de l'once s'est élevé à Londres jusqu'à 168,75 dollars, pour revenir à 166,75 en fin de semaine. Une certaine confusion a régné au sujet des ventes d'or soviétique, dont la fin a été successivement annoncée puis démentie.

FRANÇOIS RENARD.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Florin	Lire	Mark	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse
Londres ...	5,6846	1,4308	5,5222		2,1500	9,3955	5,3028
	5,6806	1,4359	5,5063		2,1790	9,4078	5,8004
New-York ..	37,8214	0,1502	38,9332	2,1500		22,8832	37,0507
	38,3582	0,1517	39,5726	2,1790		23,1615	37,5657
Paris	165,27	6,5664	170,13	9,3955	4,3700		161,91
	165,61	6,5515	170,85	9,4078	4,3175		162,19
Zurich	102,0801	4,0555	105,0807	5,8028	2,6990	59,9888	
	102,1097	4,0394	105,3423	5,8004	2,6620	61,6560	
Francfort ..	97,1444	3,8595		5,5222	2,5685	58,7785	95,1648
	96,9313	3,8345		5,5063	2,5270	58,5308	94,9386

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse de l'argent et du café

MÉTAUX. — *Les cours du cuivre ont poursuivi leur progression au Metal Exchange de Londres. Le relèvement de 3 cents par livre du prix du métal décidé par deux producteurs américains, imités ensuite par les australiens et les japonais, a revigoré le marché. Pourtant les stocks restent toujours importants. En Grande-Bretagne, ils atteignent 334 575 tonnes, en augmentation de 8 250 tonnes.*

Vive avance des cours de l'argent à Londres, qui s'établissent à 232,90 pence l'once troy pour le disponible contre 220,90 pence et à 240 pence contre 227 pence pour le trois mois. La demande industrielle reste faible, aussi le redressement des cours semble-t-il dû à des achats d'origine spéculative.

DENRÉES. — *Pour la troisième semaine consécutive, la hausse s'est poursuivie sur les cours du café, mais à un rythme ralenti. La récolte de l'Angola sera sensiblement inférieure aux prévisions, et cette baisse s'ajoute à celle, beaucoup plus importante, de la récolte brésilienne.*

Repli des cours du cacao sur les places commerciales. Le coup d'Etat survenu mardi au Nigéria n'a finalement exercé qu'une influence très limitée sur le marché.

TEXTILES. — *Hausse des cours du coton à New-York. La production mondiale de la saison 1975-1976 sera inférieure de 4 à 5 millions de balles à celle de la précédente saison, où elle avait atteint 69,2 millions de balles. Au 1er août, les stocks mondiaux sont évalués à 29,5 millions de balles, en augmentation de 4,5 millions de balles sur ceux d'il y a un an.*

Faibles variations des cours de la laine sur les divers marchés à terme. Malgré un cheptel ovin accru de 5 % en Australie, la tonte de la prochaine saison n'atteindrait, selon les premières estimations, que 724,7 millions de kilos au lieu de 729,1 millions pour la saison précédente. Les ventes aux enchères en Australie commenceront le 18 août.

CÉRÉALES. — *Malgré de nouveaux achats soviétiques de blé à la C.E.E., les cours n'ont pas réagi sur le marché aux grains de Chicago.*

Cours des principaux marchés

du 1er août 1975

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 577,50 (573,50), à trois mois 596,50 (592,50) ; étain comptant 3 140 (3 116), à trois mois 3 162 (3 132) ; plomb 173 (169) ; zinc 334 (320,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 57,80 (59) ; aluminium (lingots) inch. (39) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (58,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 143-148 (140-145). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 993 (984 5/9).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton oct. 49,85 (49,20), déc. 50,08 (49,95) ; laine suint oct. 146 (149), déc. inch. (149). — Roubaix (en francs par kilo) laine août 17,70 (17,45). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) jute 470 (465).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 37,25-38,50 (38,40-38,45). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 142,75-143,25 (141-141,50).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : cacao sept. 56,50 (62,20), déc. 52,45 (57,70) ; sucre disp. 16,50 (18,40), sept. 17,09 (17,95). — Londres (en livres par tonne) : sucre oct. 176 (186,50), déc. 173 (183,50) ; café sept. 761 (745), nov. 761 (743) ; cacao sept. 603 (638), déc. 570 (623). — Paris (en francs par quintal) : cacao sept. 604 (683), déc. 565 (609) ; café sept. 690 (659), nov. 697 (658) ; sucre (en francs par tonne) oct. 1 925 (1 910), nov. 1 885 (1 850).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé sept. 369 (376 1/2), déc. 383 (389 1/2) ; maïs sept. 290 (281), déc. 282 1/4 (269).

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 28 JUILLET AU 1er AOUT

Une hausse d'été ?

LA Bourse de Paris a été à la fête cette semaine. Le mouvement de hausse, qui s'était amorcé à la veille du week-end précédent, s'y est non seulement étendu, mais notablement amplifié, et, en dépit d'une fausse note, les valeurs françaises ont effectué un excellent parcours, qui leur a permis de rejoindre leur niveau le plus élevé depuis le 15 juin dernier.

A vendredi rose, lundi maussade, dit-on. Le marché devait une fois de plus faire mentir le dicton. Dès la première séance, l'escalade des cours commençait. Elle se poursuivait le lendemain pour faire subitement place mercredi à une baisse, aussi inattendue que brutale. Mais cet accès de mauvaise humeur fut de courte durée. Jeudi, la tendance se raffermissait et la plus grande partie des pertes enregistrées la veille était effacée. Vendredi, bien qu'à demi vidé par les nombreux départs en vacances, le marché restait bien orienté, si bien que d'une semaine à l'autre les différents indices ont monté d'environ 3,5 %. Saluons à cet égard la naissance lundi dernier d'un nouvel indice, l'indice Chainet et Cie (base 100 le 31 décembre 1974) établi sur cent valeurs cotées à terme représentant 90 % environ de la capitalisation boursière française et dont la diffusion est assurée en cours de séance par la charge Legrand.

Optimiste, la Bourse l'a été. C'est indiscutable. Autrement, elle n'aurait pas enregistré sa seconde plus forte hausse hebdomadaire de l'année, après celle survenue dans la semaine du 27 au 31 janvier dernier (+ 4,2 %). La situation, il est vrai, ne pouvait mieux s'y prêter. Au sens littéral, elle apparaît radicalement inverse de ce qu'elle était voici un an jour pour jour. En juillet 1974, l'argent était cher — il est maintenant relativement bon marché, — les liquidités étaient rares — elles sont abondantes, — enfin, l'on entrait à toutes voiles dans le plan de refroidissement — le plan de relance est acquis pour l'automne. Et cette relance, l'on en a parlé cette semaine autour de la corbeille : on n'a même parlé que de cela. La perspective d'une vingtaine de milliards injectés dans l'économie pour aider à son redémarrage, la décision prise en même temps par MM. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt d'harmoniser leurs efforts pour donner des chances supplémentaires à la France et à l'Allemagne de sortir de la récession, le désir manifesté, enfin, par le président Ford de coordonner la reprise américaine avec celles des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis : avouons qu'il y avait de quoi aiguillonner les opérateurs les plus chagrins, d'autant que le dollar reprenait son ascension interrompue quelques jours auparavant et que Wall Street semblait se stabiliser après dix séances consécutives de baisse.

La Bourse n'a pas osé toutefois afficher un optimisme total. Les raisons de ses réticences — maintenant et demain — ne sont que trop évidentes. Elle n'aime pas les changements, quels qu'ils soient, c'est viscéral — et ne sait trop que penser du « nouveau cap » que le chef de l'Etat entend faire suivre à l'économie du pays. D'où son accès de mauvaise humeur mercredi. En outre, la campagne publicitaire qui accompagne le futur plan de soutien de l'économie, dont la teneur, rappelons-le, ne sera rendue publique que le 4 septembre prochain, la laisse perplexe. Le gouvernement ménage visiblement ses effets, laisse transpirer des informations. Des rumeurs courent, s'enfient. Manœuvre psychologique ? Cela a pour effet d'exciter à tort ou à raison la méfiance du marché. Mais, tout de même, ce dernier a désormais des raisons d'espérer.

Favorisé par la reprise du dollar mais aussi par une montée initiale des cours à Londres, l'or a encore monté cette semaine, mais avec un volume d'affaires réduit. A l'approche du week-end, une partie des gains acquis au départ a toutefois été reperdue. Le lingot s'est traité à 24 100 F (après 24 340 F) contre 23 810 F, et le kilo en barre à 24 075 F (après 24 306 F) contre 23 775 F. Seules les pièces ont maintenu leur avance. Le napoléon est ainsi passé de 249,80 F à 260 F, entraînant la rente de 4 1/2 % 1973 dans son sillage (+ 2,5 %).

Aux valeurs étrangères, légère reprise des américaines. Fermeté des allemandes et des mines d'or. Effritement des pétroles internationaux.

ANDRÉ DESSOT.

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES

Hausses (%)

	1er août	Diff.		1er août	Diff.
Matra	368	+ 16,82	B.C.T.	157	+ 8,27
B.H.V.	118	+ 16,28	Roussel-Uclaf	266	+ 8,13
Sagem	630	+ 13,18	Institut Mérieux	1 054	+ 7,55
P.L.M.	98,80	+ 12,01	Perrier	114,10	+ 7,54
Locafrance	175	+ 11,11	Gds Tr. Marseille	221	+ 7,28
Citroën	44,50	+ 9,86	Vallourec	172,50	+ 7,14
Saint-Gobain	126,50	+ 8,95	Vve Clicquot (2)	579	+ 6,62
Hutchinson (1)	195	+ 8,82	Moët-Hennessy	590	+ 6,49
Printemps	81,50	+ 8,52	Cetelem	231	+ 6,48
Prétabail	179,50	+ 8,45	OPFI	83	+ 6,41

(1) Compte tenu du coupon de 8,50 F.
(2) Compte tenu du coupon de 8,50 F.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Relative stabilité

Comme il le fait depuis plusieurs semaines, le loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire continue d'évoluer dans la plage 7 % à 7 1/2 %. De 7 % et même 6 7/8 %, pendant la période hebdomadaire précédente, il s'est élevé graduellement jusqu'à 7 3/8 %. Cette tension apparente, a résulté de l'accroissement des besoins des établissements emprunteurs pour l'échéance de fin de mois. De plus, les sorties de billets ont été plus importantes à l'occasion du grand départ pour les vacances du mois d'août.

Comme il est probable que la Banque de France, qui avait supprimé son adjudication de fin de mois, va en effectuer une la semaine prochaine, une détente se produira vraisemblablement.

Certains rapprocheraient cette quasi-stabilisation aux alentours de 7 % avec la situation qui règne sur les marchés allemands, où, à l'initiative de la Bundesbank, le taux de l'argent sur le marché monétaire est tombé à 2 % ces jours derniers. Une telle disparité ne saurait, sans doute, se perpétuer très longtemps. Mais ce n'est sans doute pas avant la fin d'août, ou le début de septembre, qu'un changement de tendance pourrait apparaître sur le marché français. Le lancement du plan de relance pourrait être accompagné d'une baisse des conditions de financement des entreprises, une réduction du taux de base des banques étant facilitée par une nouvelle diminution de leurs réserves et un abaissement du loyer de l'argent au jour le jour.

Aux Etats-Unis, la Reserve fédérale, malgré un premier recul de la masse monétaire au 23 juillet, maintient sa pression à la hausse sur les taux d'intérêt à court terme, qui montaient lentement, mais régulièrement. Le taux moyen quotidien des « Federal Funds » est passé de 6,14 % à 6,25 %, mais la First National City Bank n'a pas modifié son taux de base (prime rate), resté fixé à 7 1/2 %. Notons enfin qu'à New-York les crédits bancaires se sont contractés de 900 millions de dollars en quatre semaines, et qu'en France, la progression de ces mêmes crédits bancaires en mai a été la plus forte depuis le début de l'année.

F. R.

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	185 500	162 521 630
Dumez	26 025	17 363 950
Michelin*	11 420	13 461 870
Schlumberger	33 025	12 276 426
Carrefour*	8 450	10 640 830

(*) Quatre séances seulement.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Maussade

Wall Street n'a pas réussi à surmonter son récent accès de faiblesse, et, en dépit d'une reprise technique, très furtive, il est vrai, les cours ont encore fléchi cette semaine.

Décidément, rien n'y fait. Les signes de reprise économique se multiplient — ils se sont matérialisés en l'occurrence par la hausse de 1,9 % de l'indice général de l'activité en juin, par l'augmentation des commandes de produits manufacturés, le même mois, enfin par la diminution des stocks des entreprises et du chômage, — et le marché continue de broyer du noir. Y serait-il insensible ? Certes pas. Mais, tourmentés par leurs vieux démons — l'argent cher et l'inflation, — les opérateurs se méfient et préfèrent ne pas intervenir, tant que la situation ne se sera pas un tant soit peu clarifiée. Ni la nouvelle tension des taux d'intérêt, ni la montée de 3 % des prix agricoles entre le 15 juin et le 15 juillet, ni, enfin, la mise en garde lancée par M. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale, sur le risque d'une flambée des prix alimentaires, qui pourrait résulter de la vente de céréales à l'Union soviétique, n'étaient évidemment de nature à les réconforter.

L'on a moins vendu cette semaine, mais l'on a aussi très peu acheté, ainsi qu'en témoigne le niveau très bas des affaires : 77,86 millions de titres ont changé de mains, contre 93,16 millions précédemment.

Quatre compartiments ont, néanmoins, été éprouvés : les ordinateurs, les produits pharmaceutiques, les magasins et les mines d'or.

Indices Dow Jones du 1er août : industrielles, 826,50 (contre 834,09) ; transports, 160,40 (contre 161,22) ; services publics, 79,66 (contre 80,11).

	Cours 25 juil.	Cours 1er août
Alcoa	45	44 3/4
A.T.T.	48 3/4	48 3/4
Boeing	28 1/8	28 1/2
Chase Man. Bank	34 5/8	34 1/4
Du Pont de Nem.	123	124
Eastman Kodak	99 7/8	95 5/8
Exxon	87 3/8	87 7/8
Ford	38 1/2	38 1/4
General Electric	47 3/8	46 1/2
General Foods	24 3/8	24 3/8
General Motors	50 1/8	51 1/2
Goodyear	18 1/2	18 3/8
I.B.M.	190 1/2	189 1/4
I.T.T.	22 1/8	22 5/8
Kennecott	34 1/2	33 1/2
Mobil Oil	44 5/8	43 7/8
Pfizer	28 3/8	27
Schlumberger	81	79 1/4
Texaco	26	25 1/2
U.A.L. Inc.	24 1/4	23 7/8
Union Carbide	58 3/8	58 1/4
U.S. Steel	57 5/8	59 1/8
Westinghouse	18	17 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	59 7/8

LONDRES

Nouveau recul

La semaine écoulée s'est soldée par un nouveau recul des cours. Elle n'avait pourtant pas trop mal commencé. Soutenu par l'espoir d'une prochaine détente des taux d'intérêt, le marché s'était d'abord redressé. Mais, déçu par la hausse continue du loyer de l'argent aux Etats-Unis et l'affaiblissement de la livre sterling, il a viré derechef à la baisse, perdant, et au-delà, tous ses gains initiaux, avant de se stabiliser à la veille du week-end quand fut connue la décision de la Banque d'Angleterre de ne pas modifier son taux d'escompte.

Ce nouveau repli, dont il convient de noter qu'il s'est effectué avec très peu d'affaires, a principalement touché les industrielles. Les pétroles, affectés par le coup d'Etat au Nigéria, ont été également assez lourds. L'annonce de la vente prochaine par la Banque d'Angleterre de sa participation de 20 % dans le capital de B.P. a provoqué un vif recul du titre. Les mines d'or ont légèrement progressé.

Indices « Financial Times » du 1er août : industrielles, 282,8 (contre 286,7) ; mines d'or, 359 (contre 358,3) ; fonds d'Etat, 60,44 (contre 60,49).

	Cours 25 juil.	Cours 1er août
Bowater	134	135
Brit Petroleum	512	465
Charter	*166*	*167*
Courtaulds	108	110
De Beers	309	303
Free State Geduld.	29	29 3/4
Gt Univ. Stores	155	155
Imp. Chemical	248	246
Shell	297	282
Vickers	121	119
War Loan	25 3/4	25 3/4

TOKYO

Effritement

L'influence de Wall Street est restée prépondérante cette semaine. De ce fait, plusieurs tentatives de reprise, dont l'une avait été initiée par les investisseurs institutionnels, ont tourné court. Finalement, d'un vendredi à l'autre, les cours ont encore un peu fléchi, mais avec peu d'affaires dans l'ensemble ; 597 millions de titres ont changé de mains contre 619 millions.

Indices du 1er août : Dow Jones, 4 292,55 (contre 4 322,94) ; indice général, 315,33 (contre 317,27).

	Cours 25 juil.	Cours 1er août
Fuji Bank	345	340
Honda Motors	542	526
Matsushita Electric	515	496
Mitsubishi Heavy	129	126
Sony Corp.	3 400	3 340
Toyota Motors	636	616

ALLEMAGNE

Au plus haut de l'année

Semaine faste pour les marchés allemands, qui, après une hausse quasi ininterrompue de 2,6 %, ont atteint leur niveau le plus élevé de l'année.

Ce regain d'optimisme a été dû en bonne partie à la reprise du dollar et à la décision des chefs d'Etat français et allemand de coordonner leur politique de relance économique.

Indice de la Commerzbank du 1er août : 716,1 contre 697,7.

	Cours 25 juil.	Cours 1er août
A.E.G.	73,90	82
B.A.S.F.	139,20	144
Bayer	114,10	117,50
Commerzbank	210	215,50
Hoechst	129,50	134,80
Mannesman	271,50	279
Siemens	269,80	275
Volkswagen	109,20	113,50

MARCHÉ DE L'OR

	COURS 25/7	COURS 1/8
Or fin (kilo en barre)	23775	24075
— (kilo en lingot)	23810	24100
Pièce française (20 fr.)	249 80	260
Pièce française (10 fr.)	188 50	178 10
Pièce suisse (20 fr.)	233 80	243 50
Union latine (20 fr.)	221 50	228
● Pièce tunisienne (20 fr.)	182 50	185 10
Souverain	224 30	234 50
● Souverain Elizabeth II	228 80	234 50
● Demi-souverain	224	225
Pièce de 20 dollars	1098	1140
— 10 dollars	547	579 80
— 5 dollars	378	375 ..
— 50 pesos	952	978 ..
● — 20 marks	338	322 ..
— 10 florins	207 60	210 80
● — 5 roubles	145 ..	152 ..

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	25 juillet	1er août
Indice général	87,5	90,1
Assurances	123,8	124,4
Banq. et sociétés financ.	71,7	74
Sociétés foncières	80,6	80,6
Sociétés investiss. portef.	87,9	90
Agriculture	73	75,3
Aliment., brasseries, distil.	80,3	82,7
Auto., cycles et leurs équi.	68,4	72,6
Bâtim., matér. constr. T.P.	92,1	96,1
Caoutchouc (ind. et comm.)	74,5	76,7
Carrières salines, charbon.	87,3	85,9
Constr. mécan. et navales	84,1	86,1
Hôtels, casinos, thermal.	105,6	108,8
Imprimeries, pap., cartons	79,3	80,1
Magas., compt. d'exportat.	68,6	71,8
Matériel électrique	94,4	97,8
Métall. cons. des pr. métal.	100,7	101,9
Mines métalliques	101,5	102,7
Pétroles et carburants	78,4	81,1
Prod. chimiq. et él.-mét.	108,4	112,3
Services publics et transp.	87,1	88,1
Textiles	70	71,1
Divers	93	98,3
Valeurs étrangères	95,4	96,2
Valeurs à rev. fixe ou ind.	109,2	109,9
Rentes perpétuelles	70,5	71,1
Rentes amort., fonds gar.	139,4	141,5
Sect. indust. publ. à r. fixe	94,3	94,6
Sect. ind. publ. à rev. ind.	155,8	155,6
Secteur libre	97,6	98,2

INDICES GENERAUX DE BASE 100 en 1949

	25 juillet	1er août
Valeurs à rev. fixe ou ind.	191,3	182,5
Val. franç. à rev. variable	608	624
Valeurs étrangères	705	711

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

	25 juillet	1er août
Indice général	72,8	75,1
Produits de base	49,9	51,6
Construction	93,9	96,8
Biens d'équipement	69,1	70,7
Biens de consom. durables	109,1	113,6
Biens de cons. non durabl.	67,2	69,9
Biens de consom. aliment.	88,1	91,8
Services	108,4	111,4
Sociétés financières	82,8	84,9
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	143,2	143,8
Valeurs industrielles	65,5	67,8

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	28 juillet	29 juillet	30 juillet	31 juillet	1er août
Terme	98 350 529	121 740 862	116 325 235	82 540 616	73 381 480
Comptant					
R. et obl.	100 762 758	66 767 912	85 688 579	50 089 758	71 356 238
Actions	35 098 624	50 022 753	53 342 435	33 547 104	26 757 669
Total	234 211 911	238 531 527	255 356 249	166 177 478	171 495 387

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1974)

	28 juillet	29 juillet	30 juillet	31 juillet	1er août
Valeurs : Franç.	128,3	130	128,8	129,3	130
Etrang.	129,4	131,2	130	130,6	130

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1961)

	28 juillet	29 juillet	30 juillet	31 juillet	1er août
Indice gén.	73,8	75	74,4	74,4	75,1

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE MONDE AUJOURD'HUI
(PAGES 7 A 12.)

LIRE ÉGALEMENT

EN CHINE

La plupart des « grands éliminés » de 1966 ont repris leurs fonctions dans le haut commandement de l'armée

Pékin. — Aucun trait saillant ne ressort cette année de la fête de l'armée du 1er août, si ce n'est que, pour la première fois peut-être depuis la grande crise de 1971, on n'avait plus à en attendre le nom des grands responsables politiques et stratégiques. Le commandement militaire est reconstitué dans sa totalité et l'ensemble de l'appareil présente une cohésion formelle jamais observée depuis dix ans, si l'on fait exception de la brève période 1969-1970, sous le règne de Lin Piao au ministère de la défense.

Au sommet de la hiérarchie, on trouve la commission militaire du comité central *présidée par M. Mao Tse-toung.* La Constitution de janvier confie au président du parti *« le commandement de toutes les forces armées du pays ». L'assistent quatre vice-présidents de commission dont* deux, MM. Ye Chien-ying et Teng Hsiao-ping sont vice-présidents du parti ; les deux autres, MM. Hsu Hsiang-chien et Nie Rong-chen, sont, comme M. Ye, des maréchaux et appartiennent au comité central.

M. Ye Chien-ying, homme-clé de tout l'édifice, dirige officiellement depuis janvier le ministère de la défense. C'est lui qui prononça l'allocution traditionnelle au banquet de jeudi soir. Quatre vice-ministres l'entourent : MM. Hsiao Ching-kuang, chef de la marine, Hsu Shi-you, général, membre du bureau politique, Su Yu, ancien chef d'état-major, et Liao Han-sheng, personnalité de moindre importance.

M. Teng Hsiao-ping, vice-président du parti et vice-premier ministre, commande l'état-major général. Il assure sans doute avant tout le contrôle politique des décisions, les responsabilités quotidiennes étant à charge probablement du premier de ses huit adjoints, M. Yang Chang-wu, déjà chef d'état-major général adjoint de 1965 à 1968.

Le département politique de l'armée est dans les mains de M. Chang

De notre correspondant

Chung-chiao, nommé, comme M. Teng, au mois de janvier, et comme lui vice-premier ministre et membre du bureau politique. L'un de ses trois adjoints directs, M. Liang Pi-ye, paraît exercer une grande partie des responsabilités pratiques.

Tous les postes sont pourvus

La totale domination du parti caractérise cette organisation du commandement. Les *« professionnels »* sont toujours coiffés d'un membre du bureau politique. Le principe est encore souligné par le *rôle tenu à Changhaï par M. Wang* Hong-wen, deuxième vice-président du parti et commandant de la garnison et des milices de la ville. Un point obscur subsiste : le rôle du vice-premier ministre, le général Chen Hsi-lien qui commande la garnison de Pékin et appartient au bureau politique lui aussi. Peut-être *assurera-t-il la relève de M. Ye Chien-ying ;* âgé de soixante-seize ans, ce dernier devra bientôt s'effacer.

Sous le haut commandement s'est reconstitué l'ensemble de la hiérarchie moyenne et inférieure, qu'avait bouleversée la crise de 1971. Tous les postes si longtemps vacants, ont un titulaire, de l'université politique militaire à tel commandement de province, chaque responsable militaire ayant auprès de lui un commissaire politique.

La liste des présents au banquet de jeudi soir offre aux initiés une surprise : le retour de M. Luo Ji-ching. Bien peu croyaient que l'ancien chef d'état-major, disparu de la scène en novembre 1965, pourrait un jour reparaître. M. Luo Jui-ching, avec le *titre de vice-premier ministre, dirigea* l'état-major général de 1959, date de la chute du ministre Peng Te-huai remplacé par M. Lin Piao à la veille de la révolution culturelle. Il est en fait le seul des éliminés de la première tournée (avant l'été 1966), c'est-à-dire des amis de M. Peng Chen, l'ancien maire de Pékin, à revenir sur la scène. M. Luo était très directement lié à M. Liu Shao-chi d'une part, et à Lin Piao de l'autre. La presse l'accusa, en citant son nom, d'avoir *« appliqué la ligne bourgeoise dans l'armée »* et d'avoir *« fait prévaloir le souci de l'armement sur le souci de l'éducation politique ».*

Il est bien difficile de déterminer la signification de ce retour. Le prestige de M. Luo fut fortement entamé par les sarcasmes des « gardes rouges », notamment après sa tentative de suicide de 1966. Revient-il à demi pardonné pour symboliser la nouvelle unité du parti et occuper des postes surtout honorifiques — c'est le cas des anciens vice-premiers ministres, MM. U Lanfu et Tan Chen-lin, ou bien pour retrouver des responsabilités importantes comme firent MM. Yang Cheng-wu et Teng Hsiao-ping ? Il faut attendre pour connaître la portée de cette étonnante *réapparition. Peut-être présage-t-elle* le retour de quelques-uns des grands éliminés du printemps 1966 ?

Ce qui frappe désormais, c'est le petit nombre de personnes de l'armée écartées pendant la révolution culturelle et la permanence de la direction. Huit des neuf responsables suprêmes de l'état-major général en 1965 sont de nouveau sur la scène aujourd'hui. Avec Su Yu, *Hsu Hsiang-chien, Luo Jui-ching* et Yang Chang-wu, la Chine a maintenant en poste pratiquement tous ses chefs d'état-major généraux depuis 1949. Restent à l'écart les membres du groupe Lin Piao.

C'est que l'heure du pardon est loin d'avoir sonné. Au contraire, il s'agit d'intensifier la critique des erreurs commises naguère. Il ne fait pas de doute que pour une part non négligeable le présent mouvement dit *« d'étude de la théorie de la dictature prolétarienne »* vise à redresser les comportements bourgeois dans l'armée. Le commandement de celle-ci *se compose d'abord de paysans et de fils de paysans ;* le niveau de compréhension de la théorie marxiste n'atteint certainement pas chez les militaires le niveau des élites ouvrières. Une armée en temps de paix, même si elle doit participer à la production, peut s'abandonner à la nonchalance des casernes. Bref, l'armée doit lutter *contre les tendances petites-bourgeoises* qui se développent inévitablement en son sein, et qui — on le pense, mais on ne l'écrit pas — ont permis à Lin Piao de se trouver une clientèle.

L'opéra le plus représentatif des derniers semestres, la Montagne des azalées, traite directement, quoique par parabole, du problème militaire. Lei Gang, le principal personnage, est un brave homme, un combattant courageux, mais il ne comprend pas bien ce qu'est la direction du parti ; il n'en fait qu'à sa tête ; il ne sait trop ce que signifient la révolution, et la *« lutte de lignes ».* Parfois même, il veut abandonner la guérilla. Lei Gang est bourré de défauts, mais il est sincère, plein d'allant et de bonne volonté ; on l'aime bien malgré tout : grâce à la patience du parti, il finit par se corriger de ses erreurs. Comme autrefois les aristocrates de Beaumarchais, certains militaires par trop *ignorants de la politique et complaisants* avec eux-mêmes s'en vont écouter la *Montagne des azalées* pour se voir pendre en effigie.

ALAIN BOUC.

Naissance de la contestation dans les rangs de l'armée

Trois cents jeunes officiers espagnols appartiendraient à l'Union militaire démocratique

Madrid (A.F.P.). — Pour la première fois dans l'histoire du régime franquiste, la contestation dans les rangs des forces armées descend au *niveau des capitaines et des commandants.* Jusqu'à présent, elle avait été le fait de rares officiers supérieurs ou généraux qui, à titre personnel, exprimaient leur opposition face à certains développements du régime, ce qui entraînait aussitôt leur destitution.

Aujourd'hui la contestation semble organisée. Mercredi 30 juillet, les Espagnols ont appris avec surprise l'arrestation d'un commandant et de six capitaines, qui pourraient avoir à répondre de délits prévus par le code de justice militaire. De source sûre on annonce qu'un huitième officier, *un capitaine de l'armée de l'air,* a été arrêté vendredi 1er août à la base aérienne hispano-américaine de Torrejon, à une vingtaine de kilomètres de Madrid.

Selon des informations non confirmées, le total des officiers arrêtés pourrait même atteindre le chiffre de quinze. Les observateurs s'attendent à de nouvelles arrestations à la suite de la découverte d'un fichier contenant les noms de quelque trois cents officiers au domicile d'un détenu.

Ces officiers se seraient rendus coupables des délits de réunion illégale et de sédition en organisant une union militaire démocratique, aux nombreuses cellules présentes dans les diverses régions militaires du pays. L'objectif de cette union serait de favoriser la réflexion sur les problèmes nationaux, notamment ceux de la succession. Les officiers détenus seraient, semble-t-il, favorables à une transmission rapide des pouvoirs en faveur du prince Juan Carlos.

Un autre motif paraît aussi avoir motivé ces arrestations : les contacts de certains officiers avec des éléments du Mouvement des forces armées portugais, ou au moins une certaine compréhension affichée pour le mouvement révolutionnaire portugais. *Dans certains milieux militaires* on reconnaît que des éléments du M.F.A. ont cherché à prendre contact avec certains officiers espagnols, mais qu'en général ceux-ci n'ont pas répondu à leurs avances.

L'apparition de ce malaise dans l'armée espagnole pourrait révéler d'autres courants politiques. Celui de la haute hiérarchie, qui se veut *apolitique mais manifeste un* attachement indéfectible à l'Etat franquiste, et celui d'autres officiers, favorables à une évolution démocratique mais farouchement anticommunistes.

Dans ce contexte de tension, on assiste à une recrudescence d'actes de terrorisme commis par le Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) et l'organisation basque ETA. Les forces de l'ordre viennent de porter des coups sévères aux deux organisations. Mercredi, la police a désarticulé simultanément, semble-t-il, deux commandos de l'ETA à Madrid et à Barcelone. Les *informations officielles sont très rares sur les deux affaires,* mais il est très probable qu'un des hommes ayant participé, en décembre 1973, à l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco a été arrêté à Barcelone : il s'agirait de Petro Ignacio Perees Behotegui, dit « Wilson ».

Les opérations contre le FRAP se poursuivent, après la détention de quatorze membres de l'organisation à Madrid entre le 15 et le 25 juillet dernier. Forts de nombreux renseignements, les policiers ont réussi vendredi à capturer six membres du groupe à Barcelone.

● *Pour la première fois,* le nom d'une « association politique », *l'Union du peuple espagnol,* apparaît au Journal officiel du 1er août. L'existence de plein droit de l'association y est reconnue avec tous les bénéfices. — *(A.F.P.)*

● *Le père Eustaquio Erquicia* a quitté, vendredi, l'hôpital de Bilbao où il se trouvait en observation. Il avait été arrêté par la police le 6 mai dernier, soupçonné d'entretenir des relations avec l'organisation basque E.T.A. Durant sa détention il avait subi de mauvais traitements. — *(A.F.P.)*

● *Le comité d'information et de solidarité avec l'Espagne* (CISE) a envoyé un télégramme aux chefs de délégation présents à la conférence d'Helsinki, pour leur demander d'intervenir auprès du gouvernement espagnol afin de sauver la vie de MM. Garmendia et Otaegui, menacés de la peine de mort.

APRÈS L'ALLOCUTION RADIOTÉLÉVISÉE DU CHEF DE L'ÉTAT

M. Caillavet : M. Giscard d'Estaing a reconnu qu'il s'était trompé

M. Henri Caillavet, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, interrogé sur les ondes de France-Inter, vendredi 1er août, a estimé que M. Mitterrand avait eu raison de demander au gouvernement qu'il engage sa responsabilité lors de la session extraordinaire du Parlement en septembre : *« Il serait inconvenant que le premier ministre n'engage pas sa responsabilité devant l'Assemblée nationale. Donc, il doit poser la question de confiance. Et j'ajoute que si une déclaration gouvernementale était lue devant le Sénat, et si les observations présentées par le gouvernement nous paraissaient raisonnables, c'est-à-dire si la politique mise en œuvre changeait véritablement de cap, des hommes de gauche comme moi n'hésiteraient pas à approuver le gouvernement. »*

M. Caillavet a rendu hommage au président de la République qui, a-t-il affirmé, *« a agi avec beaucoup de probité »* et de *« courage intellectuel »* en reconnaissant qu'il s'était trompé. D'une façon plus générale, le sénateur du Lot-et-Garonne a affirmé : *« Moi, personnellement, si le président de la République a le souci, en profondeur, de modifier la société française, s'il veut notamment libéraliser la société, s'il veut introduire plus de justice dans les rapports sociaux, s'il se soucie de l'emploi, et s'il veut aménager une fiscalité plus équitable, oui, je dis que nous n'avons pas le droit d'être systématiques, et nous devrons donc l'approuver. »*

A propos du parti communiste, M. Caillavet a souligné que *« certaines attitudes du P.C.* [lui] *ont laissé supposer,* [lui] *ont permis de croire, que peut-être il n'avait pas la volonté de gouverner ».*

A ses yeux, les événements du Portugal *« ont cassé au plan français la crédibilité de la gauche ».* Enfin, au retour de son voyage en U.R.S.S., M. Caillavet déclare : *« Ce n'est pas l'air le plus pur que j'y ai respiré ; je préfère l'air de France. »*

EN ANGOLA

Les combats s'étendent à l'ensemble du territoire

La ville de Luanda est restée calme, vendredi 1er août, mais des combats acharnés opposent les troupes du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), soutenu par le Zaïre, aux forces du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.), aidé par l'Union soviétique, dans le reste du pays. On assiste depuis jeudi à l'élargissement du conflit à l'ensemble du territoire. A Novo-Redondo, dans le Sud, un millier de personnes se sont réfugiées dans le palais du gouverneur. La ville manque pratiquement d'eau et plus de deux mille camions de l'armée portugaise ont été réquisitionnés pour évacuer les réfugiés. A Porto-Amboim, également dans le *Sud, des affrontements très violents* ont eu lieu, provoquant un exode massif de la population. La situation est la même à Malange et Luso, localités situées à l'est de la capitale.

Le flot des réfugiés désireux de quitter la zone des combats augmente de jour en jour. Ils se dirigent notamment vers la Namibie (Sud-Ouest africain). La plupart des ressortissants des pays d'Europe occidentale qui se trouvaient encore à Luanda ont été évacués jeudi par un avion qui les a amenés à Paris. Le gouvernement *portugais, quant à lui,* envisage d'organiser un pont aérien pour permettre le départ de deux cent mille Portugais. Il acheminerait trois mille personnes par jour et durerait deux mois.

La mission envoyée par le Conseil de la révolution de Lisbonne pour enquêter sur la situation de l'armée *portugaise* est arrivée vendredi à Luanda. Les trois officiers qui la composent, l'amiral Rosa Coutinho, le général Carlos Fabiao et le major Canto e Castro, se sont entretenus durant plusieurs heures avec le haut commissaire portugais en Angola, le général Silva Cardoso. Ce dernier regagnerait sous peu Lisbonne pour raisons de santé, aurait déclaré à *Helsinki à des journalistes le président* Costa Gomes.

Peu avant son départ pour Luanda, le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, avait annoncé que l'armée portugaise allait procéder à une restructuration de ses forces en Angola, pour *« essayer de faire face à toute éventuelle aggravation de la situation ».* Il a aussi souligné que le gouvernement provisoire angolais mis en place après les accords d'Alvor ne fonctionnait pas *« par la faute de nombreuses personnes, mais fondamentalement par celle du F.N.L.A., dont les ministres sont systématiquement absents ».* — *(A.F.P., A.P.)*

UN COMPLOT AURAIT ÉTÉ DÉJOUÉ AU NIGER

Niamey *(A.F.P.).* — Une tentative de complot a été déjouée au Niger, a annoncé samedi 2 août le lieutenant-colonel Seyni Kountché, chef de l'Etat nigérien. Il a précisé que le commandant Sano Souna Sido, *numéro deux du régime, avait tenté* de s'emparer du pouvoir avec la complicité de M. Djibo Bakari, chef du parti Sawaba dissous. Tous deux ont été arrêtés. Ils sont accusés de *« tentative de division du peuple et propension à la constitution d'un clan idéologique, de corruption, intimidation de fonctionnaires et trafic effréné d'influence, de reconstitution de parti dissous, le tout dans le but de s'emparer du pouvoir ».*

Le parti Sawaba de M. Djibo Bakari avait été dissous dès l'indépendance de la République du Niger par le président Diori Hamani. M. Djibo Bakari s'était alors exilé à Conakry. Peu après le coup d'Etat du 15 avril 1974, il avait été autorisé à rentrer au Niger sous *réserve qu'il ne se livrerait à aucune* activité politique.

[Depuis plusieurs semaines des rumeurs couraient à Niamey sur la lutte pour le pouvoir qui opposait le lieutenant-colonel Kountché et le commandant Souna Sido. Le chef de l'Etat, *qui assistait au sommet* de Kampala, était rentré précipitamment à Niamey après l'annonce du coup d'Etat au Nigéria. On peut s'étonner de voir associer dans une même entreprise les noms de MM. Djibo Bakari et du commandant Souna Sido, qui sont de bords politiques opposés.]

Le numéro du « Monde » daté 2 août 1975 a été tiré à 508 311 exemplaires.

A B C E F G H

A son retour d'Helsinki

LE GÉNÉRAL COSTA GOMES RÉAFFIRME SON ATTACHEMENT A UN « SOCIALISME PLURALISTE »

Lisbonne *(A.F.P.).* — Le président Costa Gomes a affirmé samedi 2 août, à son retour d'Helsinki, que le but de la révolution portugaise était d'instaurer *« un socialisme pluraliste respectueux des droits individuels du citoyen ».*

Le général Costa Gomes a d'autre part souligné que les représentants du monde occidental s'étaient déclarés prêts à soutenir le Portugal s'il suivait *« la voie tracée par le plan d'action politique et les autres documents du Mouvement des forces armées vers la construction d'un socialisme pluraliste ».* En ce qui concerne les représentants des pays de l'Est, le président de la République a déclaré qu'ils étaient prêts à aider le Portugal. Mais *« ils estiment que nous devons réellement fixer le rythme de notre révolution et consolider les résultats déjà obtenus avant de lui donner de nouveaux élans ».*

A l'ONU

LA CHINE ET L'U.R.S.S. REFUSENT D'EXAMINER GLOBALEMENT LES CANDIDATURES DE LA CORÉE DU SUD ET DES DEUX VIETNAMS.

La Chine et l'Union soviétique ont rejeté, vendredi 1er août, la proposition américaine au Conseil de sécurité d'accepter globalement l'entrée des deux Vietnams et de la Corée du Sud aux Nations unies. Les représentants des deux Etats vietnamiens à l'ONU ont également fait savoir au président du Conseil de sécurité qu'ils refusaient de voir leurs demandes d'admission liées à celle de la Corée du Sud.

La Chine et l'Union soviétique, qui disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité, s'opposent à la candidature de Séoul. Elles estiment, en effet, comme Pyongyang, que l'admission séparée de la Corée du Sud perpétuera la division de la péninsule coréenne. — *(A.F.P., Reuter.)*

Aux Comores

LE REPRÉSENTANT FRANÇAIS A MORONI EST RAPPELÉ EN CONSULTATION A PARIS

Moroni (A.F.P., Reuter). — Le délégué général aux Comores, M. Henri Beaux, a été rappelé d'urgence à Paris pour consultation à la suite des événements qui se sont déroulés vendredi 1er août à Mayotte, où le conseil de circonscription de l'île, assisté de membres du Mouvement mahorais, a pris possession des locaux de la préfecture et des bâtiments administratifs (« le Monde » du 2 août).

Ceux-ci étaient occupés par les fonctionnaires délégués par le gouvernement de Moroni, qui ont été *priés de quitter leurs bureaux.* La population de Mayotte n'a pas accepté dans sa majorité la décision de M. Ahmed Abdallah, président des Comores, de proclamer l'indépendance de l'archipel le 6 juillet dernier. Elle souhaite que l'île reste dans la République française. Bien que le gouvernement français n'ait pas précisé ses intentions à ce sujet, il a nommé le 14 juillet un représentant dans l'île et a décidé d'y maintenir la garnison des deux cents légionnaires qui s'y trouvait.

Pour remplacer le préfet nommé par le *gouvernement de Moroni,* le conseil de circonscription avait désigné ces jours derniers l'un des dirigeants du Mouvement mahorais, M. Bamana.

SÉCURITÉ SUR LA ROUTE

Un certain tassement

La sécurité sur la route s'est améliorée au cours des quatre premiers mois de l'année, mais moins rapidement que les années *précédentes.* Telles sont les conclusions auxquelles aboutit le Comité interministériel de la sécurité routière, qui vient de publier l'analyse complète et détaillée des accidents de la circulation de janvier à avril 1975.

Le Comité estime que les excellents résultats obtenus durant les premiers mois de 1974 s'expliquaient de deux façons : les limitations de vitesse venaient d'être décidées (en décembre 1973) ; la crise de l'énergie incitait les usagers à restreindre leurs déplacements ou leur consommation de carburant. Le climat a aujourd'hui changé.

Malgré une certaine reprise de la circulation (+ 5,8 % pour les voitures individuelles), le nombre des tués sur la route pendant les quatre premiers mois de 1975 reste cependant nettement inférieur à ce qu'il était au cours des quatre premiers mois de 1973 : 3 697 au lieu de 4 731.

Les responsables de la sécurité *routière reconnaissent* eux-mêmes qu'un relâchement certain dans le respect des limitations de vitesse est observé depuis le début de l'année. D'où la sorte de rappel à l'ordre qui a été lancé, par le chef de l'État lui-même, au cours d'un récent conseil des ministres. Les moyens de contrôle devraient de même être renforcés : la gendarmerie nationale, qui dispose d'environ trois cents cinémomètres, va en recevoir cent supplémentaires, d'un modèle plus perfectionné.

LA ROUTE AU COURS DES QUATRE PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

Taxes	+ 0,9 % (1)
Blessés	— 0,2 %
Accidents	— 0,4 %
Consommation de carburant :	
— auto	+ 5,8 %
— gas-oil	+ 0,7 %
Infractions à la vitesse	+ 5,5 %
Alcoolémie (dépistages pratiqués positifs)	+ 4,6 %

(1) 1975 par rapport à 1974. 1975 par rapport à 1974.